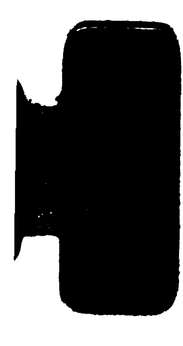
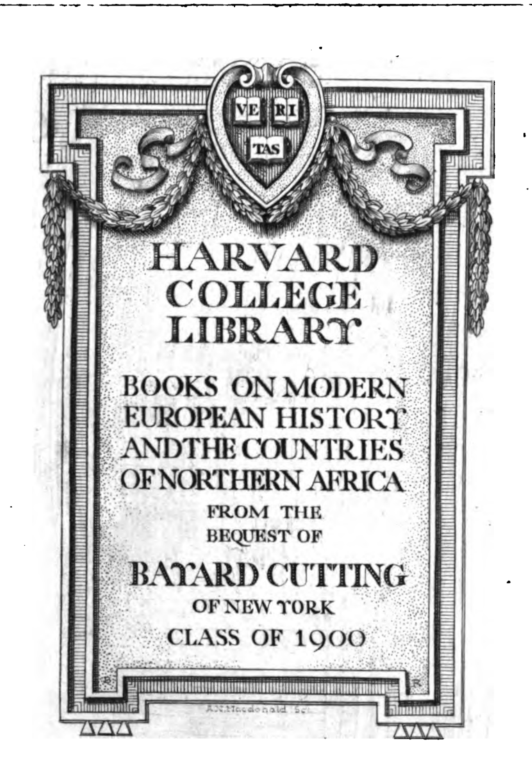





VE RI
TAS
HARVARD
COLLEGE
LIBRARY
BOOKS ON MODERN
EUROPEAN HISTORY
AND THE COUNTRIES
OF NORTHERN AFRICA
FROM THE
BEQUEST OF
BAYARD CUTTING
OF NEW YORK
CLASS OF 1900

HISTOIRE

DE NAPLES.

Imprimerie Schneider et Langrand, rue d'Erfurth, 1.

HISTOIRE
DE NAPLES

DEPUIS CHARLES VI JUSQU'A FERDINAND IV,

1734-1825,

PAR LE GÉNÉRAL COLLETTA;

Traduite de l'italien

PAR MM. B. ET LEFEBVRE.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,
LIBRAIRIE HISTORIQUE DE LADVOCAT,
PLACE DU PALAIS-ROYAL.

1840

HISTOIRE

DU ROYAUME

DE NAPLES.

SUITE

DU LIVRE III.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE 1796. — ARRIVÉE DU GÉNÉRAL BONAPARTE A L'ARMÉE D'ITALIE.

XXI. Le général Bonaparte, que le siége de Toulon avait tiré de l'obscurité, et dont la répression des derniers troubles de Paris avait augmenté la réputation, fut mis à la tête de l'armée qui faisait la guerre en Italie. Au nom d'un jeune homme qui avait à peine accompli sa vingt-cinquième année, les vieux capitaines des maisons d'Autriche et de Savoie souriaient de pitié; mais, au bout de quelques jours, cette velléité de mépris fit place à des sentimens plus justes d'étonnement et de peur. Bientôt les armées alliées furent vaincues et coupées dans les batailles de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi;

l'armée piémontaise n'eut d'autre alternative que de se soumettre ou de se laisser envelopper et d'être prisonnière de guerre ; celle de l'Autriche fut forcée de se retirer dans les États lombardo-vénitiens. Tous les princes italiens furent frappés de stupeur : les uns, c'étaient les plus faibles, négocièrent un arrangement ; les autres, plus forts ou plus présomptueux, augmentèrent leurs troupes et leurs moyens de défense. Venise, abusée par le souvenir de sa grandeur passée, et croyant que sa position maritime la rendrait inaccessible aux bataillons français, avait répondu aux sollicitations que lui faisaient tantôt la France et tantôt les souverains ennemis pour obtenir son alliance, qu'elle était en armes pour faire respecter sa neutralité et qu'elle défendrait son territoire sans attaquer celui d'autrui. Naples, à l'extrémité de la Péninsule, avec une bonne frontière, une population considérable, une grande île, la Sicile, qui était à la fois la citadelle du royaume et celle de l'Italie, dominait toute la Méditerranée par ses propres forces et par celles des puissances alliées ; son roi, esclave de sentimens passionnés, imprudent et aventureux, insulté jusqu'alors sans en avoir tiré vengeance, provoqua l'ennemi en envoyant aux Autrichiens de nouveaux régimens de cavalerie, et en multipliant les déclarations de guerre dans des édits ainsi conçus : « Les Français, qui ont tué leur roi, qui ont dévasté les temples, dispersé et massacré les prêtres, qui ont égorgé leurs meilleurs et leurs plus grands concitoyens, qui ont dépouillé l'Église de tous ses biens, qui ont violé toutes les lois, bouleversé toutes les notions de justice, insatiables de crimes, les voilà qui abandonnent en

foule leur pays, pour apporter les mêmes fléaux et les mêmes calamités aux nations vaincues ou aux peuples crédules qui les recevront en amis! Mais déjà les nations et les souverains ont pris les armes pour les exterminer. Nous imiterons les grands exemples de justice et de courage qu'on nous donne, pleins de confiance dans l'assistance divine et dans la force de nos armes. Qu'on fasse des prières dans toutes les églises; et vous, religieux habitans des Deux-Siciles, invoquez la Providence pour le salut et la tranquillité du royaume, écoutez la voix des prêtres, suivez les conseils qu'ils donneront du haut des chaires sacrées ou dans le confessionnal.

« Un registre est ouvert dans chaque commune pour les engagemens volontaires; Napolitains capables de porter les armes, courez y faire inscrire vos noms! Songez que nous avons à défendre la patrie, le trône, la liberté, la très-sainte religion chrétienne, nos femmes, nos enfans, nos biens, tout ce qui fait le charme de la vie, les mœurs nationales, les lois de nos pères. Je m'associerai à vos prières, à tous vos sacrifices, à tous vos efforts. Je veux mourir le jour où il faudra, pour conserver la vie, renoncer à la liberté, le jour où il faudra cesser d'être juste. »

Ensuite, s'adressant aux évêques, aux curés, aux confesseurs, aux missionnaires, le roi disait :

« Nous voulons et ordonnons que trois jours de prière et de pénitence soient célébrés dans toutes les églises des deux royaumes, à l'intention d'obtenir de la bonté divine le maintien de la tranquillité publique dans nos États. En conséquence, vous rappellerez aux

peuples du pied des autels et dans les tribunaux de la pénitence leurs devoirs de chrétiens et de sujets, l'obligation de présenter à Dieu un cœur purifié, et d'armer leurs bras pour la défense de la religion et du trône. Faites-leur sentir à quels horribles excès la France est maintenant livrée, les illusions et les mensonges de la tyrannie qu'ils appellent la liberté, la licence, la sacrilége audace, l'impiété des troupes françaises, les dangers que courent tous les citoyens. Animez le zèle des peuples par des processions et autres cérémonies saintes. Dites-leur bien que la révolution, destinée à bouleverser dans son cours impétueux toutes les lois de l'ordre social, a marqué d'un signe de mort ses deux institutions fondamentales, l'Église et le trône. »

Enfin le roi adressait aux ministres un troisième rescrit où il disait que le besoin de l'État exigeait, et que c'était aussi sa volonté souveraine, que tous les hommes en âge et capables de porter les armes se fissent inscrire sur les contrôles de l'armée. Non-seulement les ordres du roi en faisaient une obligation, mais on cherchait à l'adoucir et à séduire les sujets par les récompenses et les priviléges ordinaires de la milice, par la promesse d'une solde plus élevée en faveur des enrôlemens volontaires, l'exemption de la juridiction ordinaire pour les soldats et leurs familles, et pour ceux qui se distingueraient à la guerre par leur courage, l'exemption des charges communes pendant le cours de dix années. On fit encore de plus brillantes promesses aux barons et aux gentilshommes qui se rendraient sous les drapeaux ou recruteraient un bon nombre d'hommes parmi leurs vassaux. Les édits se répan-

daient dans les provinces avec l'autorité de l'exemple que donnaient la cour et la capitale. En effet on commença aussitôt à célébrer les prières de trois jours dans l'église métropolitaine, à la chapelle de Saint-Janvier ; le roi, sa famille, les grands de la cour, le corps de la magistrature et les ministres y assistèrent exactement, et la bourgeoisie et le peuple s'y rendirent en foule, si bien que ce vaste temple ne pouvait contenir la multitude des fidèles qui venaient y prier. Il en fut de même dans les provinces, et jamais peut-être on n'adressa au Ciel autant de vœux ardens et sincères que pendant ces trois jours, signe infaillible de l'imminence du danger. Les sermons, et surtout ceux des missionnaires et des moines, furent des plus violens : on y représenta les Français sous des couleurs affreuses ; non-seulement on pardonna d'avance les actes les plus cruels qu'on pourrait se permettre contre eux, mais on les recommanda ; le système d'extermination fut sanctifié ; on fit d'avance un mérite des atrocités de la barbarie qu'on cherchait à remettre en vigueur. Ce fut bien pis encore dans le secret du confessionnal, où les prêtres, affranchis des ménagemens que la pudeur publique et la civilisation imposent, enflammaient les haines dans le cœur d'une populace ignorante et féroce. C'est alors que fut semé le germe qui produisit plus tard tant de massacres et d'horreurs. Les soldats accouraient de toutes parts avec un zèle et un fanatisme qu'on n'attendrait pas d'une population esclave, et que le sentiment républicain semblait seul capable de faire naître.

Quand l'armée fut complète, trente mille hommes

furent envoyés aux camps et dans les forteresses de la frontière pour la garder en menaçant l'ennemi. La défense du royaume devint l'affaire de tout le monde; mais, comme nous n'avions pas à cette époque beaucoup de notions militaires, il y avait un grand nombre d'opinions divergentes et de systèmes différens. On divisa toutes les opérations défensives entre les chefs de la milice, qui étaient chargés, les uns d'une partie de la frontière, et les autres d'une autre, en sorte que les travaux et les dépenses se multipliaient sans nécessité, et qu'une infinité d'impulsions diverses agissaient sur une infinité de points. La conduite de la guerre n'était pas soumise à un plan général. On commit une autre faute en se réglant davantage sur les souvenirs de l'histoire que sur les principes de la science militaire; on craignit que l'ennemi ne pénétrât dans le royaume du côté du Liris, et on ne songea point aux montagnes des Abruzzes, erreur qui fit disposer les campemens et les moyens défensifs de manière à garder bien mieux les rives du fleuve que les passages des montagnes. Mais je n'insisterai pas sur ces fautes, parce que les malheurs du royaume de Naples ont eu des causes différentes. Un grand nombre de soldats entassés sur un petit espace, fort peu de connaissances militaires, pas le moindre usage des armes, des hommes nouveaux pour administrateurs, des novices pour officiers, des étrangers pour généraux : voilà ce qu'on remarquait dans l'armée. L'inexpérience universelle et le manque d'habitude produisirent beaucoup de maux, dont le plus grave fut une maladie qui prit racine dans les camps. A de grandes distances sur le Garigliano et le

Tronto, les soldats étaient attaqués d'une fièvre ardente, à laquelle ils succombaient le septième jour et plus souvent le cinquième. Ce n'était pas une contagion, mais une épidémie; l'éloignement n'était pas une garantie, ni le voisinage une cause de danger. Le mal semblait attaché aux campemens et aux casernes des soldats. On n'en connaissait point la nature, et on ne savait par quels remèdes le combattre; cette fièvre paraissait incurable. Dans ce désastre imprévu les hôpitaux anciens se trouvaient insuffisans, et, comme on n'en établit pas d'autres, les malades restèrent confondus avec ceux qui ne l'étaient pas; la maladie se propagea de tous côtés et fit périr dix mille hommes; le zèle des peuples, si mal récompensé par la fortune, commença à se refroidir.

XXII. En même temps que la déclaration de guerre, parut un autre édit royal prononçant la peine de mort contre toute personne qui, à l'approche de l'ennemi, en recevrait des lettres ou des envoyés, qui lui écrirait ou enverrait auprès de lui, qui le seconderait ou exciterait des mouvemens séditieux. Cet édit portait en outre que les réunions de plus de dix personnes seraient punies comme des crimes de lèse-majesté, et contenait des rigueurs et des menaces qui trahissaient les inquiétudes du gouvernement, comme si l'ennemi eût été aux portes de Naples. La procédure devait être en tous ces cas fort expéditive, *ad horas;* le tribunal, très-facile pour les preuves: car ce devait être assez de trois témoignages, fussent-ils des dénonciations ou des révélations de complices faites dans l'espoir de l'impunité.

La conviction dépendrait de la conscience des juges; ceux-ci ne seraient autres que les membres de la junte d'État; leurs sentences seraient sans appel et exécutées le même jour. Ce décret avait pour motifs les victoires récentes du général Bonaparte en Italie, la rupture de l'alliance entre l'Autriche et le Piémont, l'armistice d'abord imposé au roi de Sardaigne, et puis le traité de paix signé avec lui, la réduction de Milan, la prise de plusieurs autres places importantes, les merveilleux succès des armées françaises sous les ordres de leur jeune général, les revers de Beaulieu, commandant des troupes autrichiennes, parmi lesquelles se trouvaient quatre régimens de cavalerie napolitaine. Beaulieu, attaqué à l'improviste et battu sur le Mincio, cherchait avec des peines infinies à mettre son armée en sûreté dans les gorges du Tyrol; mais les Français, poursuivant leur victoire, disputaient à ses troupes fugitives ce triste et dernier avantage, et sans doute lui auraient coupé la retraite, si la cavalerie napolitaine, qui faisait alors ses premières armes, n'avait déployé un courage digne des troupes les plus aguerries : soldats et officiers, tous se battirent bravement et surent mourir avec gloire; le général Cutò, blessé sur le champ de bataille, tomba entre les mains des ennemis; le prince de Moliterno, qui commandait une compagnie de cent hommes, frappé d'un coup de sabre dans la figure, y perdit un œil.

Au bruit de nos préparatifs de guerre et de la valeur de nos soldats sous les drapeaux autrichiens, les Français suspendirent le mouvement auquel ils se disposaient contre le royaume des Deux-Siciles, certains

de le trouver défendu par de bonnes troupes; et Bonaparte, afin d'enlever ces braves auxiliaires à l'ennemi plus puissant qu'il avait en tête, proposa un armistice au roi de Naples. Celui-ci, naguères plein d'espoir, et maintenant effrayé, accepta l'offre du général français, et, conformément à la convention signée à Brescia, rappela ses régimens de l'armée autrichienne en Lombardie, et ses vaisseaux de l'escadre anglo-sicilienne dans la Méditerranée. La cour de Naples reprit donc en apparence son attitude de neutralité, quoiqu'au fond du cœur elle fût aussi épouvantée qu'irritée de voir les provinces d'Italie occupées par les Français se constituer en république, le danger s'approcher rapidement de ses frontières, du même pas que les armées françaises, et le général Bonaparte courir toute la Basse-Italie jusqu'à Livourne avec une poignée de soldats, suffisamment défendu par la fortune et la terreur de son nom.

Sur ces entrefaites, on apprit à Naples que le maréchal Wurmser descendait en Italie avec une nouvelle armée, et que le général français réunissait à la hâte et non sans peine ses troupes éparses, pour les mettre en sûreté, disait-on, à une assez grande distance du royaume. Alors le roi sentit renaître avec ses espérances toute l'ardeur de ses ressentimens, et, oublieux de l'armistice qu'il venait de signer, renvoya des troupes sur les frontières, fit occuper une ville des États de l'Église, Pontecorvo, et se disposa à recommencer la guerre. Le souverain pontife lui-même, qui avait tout récemment traité avec la République française, adopta des mesures du même genre et dans le même but, pour lesquelles il se concerta avec les cours de Vienne et de

Naples. Aussi ne doit-on pas s'étonner que de nos jours la foi publique, qui est le lien le plus fort de la société, ait été méconnue et violée par les peuples, quand ceux que l'opinion et la réalité de la puissance ont rendus les maîtres absolus de leurs destinées leur en ont donné les premiers exemples. Ferdinand IV et Pie VI s'occupaient de mûrir leur plan et se disposaient à éclater au premier jour, surtout depuis qu'on savait que les Français venaient de lever le siége de Mantoue avec tant de précipitation qu'ils n'avaient pas eu le temps, je ne dirai pas d'emporter, mais de détruire l'immense artillerie de leurs tranchées. Ce fut alors que l'ambassadeur de la République auprès du Saint-Père, M. Cacault, à la vüe de tous ces préparatifs hostiles, demanda pourquoi l'on armait. La cour de Rome lui fit attendre quelque temps une réponse artificieuse et vague, mais en y joignant de nouvelles protestations de ses intentions amicales et pacifiques. Le ministre français passa ensuite à Naples, où la haine ne permit pas au roi et à ses ministres de garder autant de ménagemens : car on lui déclara que l'occupation de Pontecorvo était convenue avec le pape, qui en était le souverain ; que si des troupes ennemies entraient dans les États de l'Église, une armée napolitaine y entrerait aussitôt d'un autre côté ; que cependant on observerait l'armistice. Cacault informa le gouvernement français et le général de l'armée d'Italie des réponses embarrassées du souverain pontife, et altières de Ferdinand IV, aussi mensongères les unes que les autres. Les deux cours étaient sur le point de se déclarer et d'agir, quand arriva la nouvelle que Bonaparte, ayant saisi les fautes de Wurmser, en avait pro-

fité pour attaquer l'une après l'autre toutes les divisions de l'armée impériale, avait remporté trois grandes victoires et repris le siége de Mantoue. Il retrouva dans ses premières lignes une grande partie des bouches à feu qu'il y avait laissées ; car sa victoire avait été si rapide, que la garnison n'avait pas eu le temps de détruire ses ouvrages et ses machines de guerre, ainsi que, peu avant, les assiégés eux-mêmes celui d'enclouer leurs canons. Les gouvernemens italiens qui avaient montré des dispositions hostiles commencèrent à trembler, d'autant plus vils et lâches dans leurs craintes qu'ils avaient été plus fourbes et plus insolens dans leurs espérances. La cour de Rome fit de nouvelles protestations d'amitié ; mais les Français occupèrent les légations et n'accordèrent une suspension d'armes qu'à des conditions onéreuses pour le Saint-Siége. Le roi des Deux-Siciles demanda que l'armistice de Brescia fût converti en traité de paix durable, et, à cet effet, envoya d'abord auprès de Bonaparte, et ensuite auprès du Directoire, le prince de Belmonte, qui, par un traité signé à Paris, le 11 octobre, obtint la paix aux conditions suivantes :

« La cour de Naples, se détachant de ses alliances, gardera la neutralité ; elle interdira l'entrée de ses ports à toute escadre des souverains en guerre composée de plus de quatre vaisseaux de guerre ; elle mettra en liberté tous les Français enfermés dans les prisons sur la prévention de crimes d'État ; elle tâchera de découvrir et punira ceux qui ont volé la correspondance et les papiers du ministre de France, le citoyen Makau ; elle laissera aux Français toute liberté de conscience sur son territoire ; elle fera avec la République fran-

çaise des traités de commerce qui assureront aux Français dans les ports des Deux-Siciles tous les avantages dont jouissent les pavillons des nations les plus favorisées ; elle reconnaîtra la République batave et la regardera comme comprise dans le présent traité de paix. »

Des articles secrets portaient :

« Que le roi paierait à la République française huit millions de francs (deux millions de ducats); que les Français, avant de conclure la paix avec le souverain pontife, ne s'avanceraient pas au-delà d'Ancône et ne favoriseraient point de mouvemens révolutionnaires dans le midi de l'Italie. »

Ce dernier article et le silence que gardait le traité sur les Napolitains emprisonnés pour délits politiques, nous coûtèrent un million de francs distribués en argent ou en cadeaux à différentes personnes. C'est ainsi que l'instinct naturel du despotisme et la cupidité d'un gouvernement libre nous ont fait payer à nous-mêmes le prix infâme de nos misères. Cependant on nous aurait refusé la paix (tant le Directoire était irrité contre Naples), si Bonaparte ne lui avait conseillé de dissimuler ses ressentimens jusqu'à ce que l'Autriche fût entièrement vaincue et écrasée. « Aujourd'hui, disait-il, nous ne serions pas assez forts pour nous venger ; mais un jour viendra où nous ferons expier à la cour de Naples tous ses torts passés et futurs : car la haine des despotes contre la France ne cessera point de nous inquiéter, jusqu'à ce que notre existence politique de nouvelle soit devenue ancienne. » La République française était alors au plus haut point de sa prospérité. L'armée piémontaise vaincue, trois armées autrichiennes

anéanties, Mantoue prête à se rendre, la France en paix avec la Sardaigne, la Prusse et l'Espagne, et sans craintes du côté de la Russie, depuis la mort de l'impératrice Catherine II, à cause des dispositions pacifiques de son successeur; plusieurs états d'Italie constitués en républiques et alliés à la France; les autres princes italiens tributaires ou neutres: telle était la situation générale des affaires à la fin de l'année 1796.

XXIII. La paix de Paris n'était, comme l'armistice de Brescia, qu'un mensonge du gouvernement de Naples et un moyen de gagner du temps pour recommencer la guerre dans des circonstances plus favorables: aussi le voyait-on augmenter son armée, fortifier les frontières, imposer de nouvelles taxes; et comme toutes ces mesures, appelées de sécurité publique, n'avaient pas de terme, le royaume continua à souffrir de la guerre et au dedans et au dehors, avec les mêmes périls et au prix des mêmes sacrifices que s'il l'avait eue réellement à soutenir. Cependant on accueillit l'espoir d'un meilleur avenir, quand on sut qu'après la reddition de Mantoue et les autres revers des armées autrichiennes, les deux puissances belligérantes avaient signé un armistice, et que, dans les conférences qui allaient s'ouvrir à Léoben pour un traité de paix définitif, l'Autriche devait être représentée par le marquis del Gallo, ambassadeur de Naples auprès de la cour impériale. Ce diplomate, encore très-jeune et d'un esprit délié, dont l'extérieur presque ingénu déguisait la finesse, plut à l'empereur, qui obtint du roi des Deux-Siciles la permission de l'envoyer à Léoben pour

négocier avec Bonaparte. La nation se glorifiait de ce que les plus grands intérêts de l'Europe fussent confiés, dans cette occurrence, à un diplomate napolitain, persuadée que les nôtres ne seraient pas trahis ou négligés dans le cours de ces négociations. Les hostilités furent donc suspendues, et les communications de l'Italie avec l'Allemagne se trouvant rétablies, l'empereur d'Autriche et le roi de Naples, dont les inquiétudes étaient momentanément calmées, pensèrent à profiter de cet intervalle pour faire passer en Italie l'archiduchesse Clémentine, dont le mariage avec le prince François, convenu depuis sept ans, comme je l'ai dit ailleurs, n'avait été retardé que par l'extrême jeunesse des deux époux. L'archiduchesse se rendit à Trieste, où l'attendait une escadre napolitaine; le prince François alla au-devant d'elle jusqu'à Manfredonia, et les cérémonies religieuses du mariage furent célébrées à Foggia. Le roi et la reine avaient accompagné leur fils dans ce voyage, suivis d'un nombre infini de barons et de grands du royaume; le mariage eut lieu dans le mois de juin, et toute la famille royale revint à Naples dans le mois de juillet, au milieu des fêtes et des magnificences convenables pour l'héritier présomptif de la couronne. A cette occasion, le roi distribua largement des faveurs et des grâces de toute espèce, et nomma son premier ministre, Acton, capitaine-général, honneur qui mettait le comble à sa fortune. Ils n'avaient plus rien, l'un à donner, l'autre à recevoir, et l'ambition du ministre devait être contente, puisque la faveur du monarque était épuisée. Il nomma ensuite à quarante-quatre siéges épiscopaux, qu'on avait laissés vacans à

dessein pour en toucher les revenus ; il donna aussi des titres, des grades et des décorations pour de belles actions à la guerre ou des services rendus pendant la paix. Ce qu'on remarqua le plus dans ces fêtes, ce fut une certaine mélancolie empreinte sur les traits aimables de la jeune épouse du prince, à peine âgée de quinze ans ; au milieu de l'allégresse générale, cet air de tristesse offrait un contraste plus frappant et inspirait plus de compassion. Ferdinand IV donna le titre de marquis à plusieurs habitans de Foggia, pour les récompenser du faste prodigieux qu'ils avaient déployé dans les cérémonies et les fêtes du mariage. Ces braves gens, qui s'occupaient d'agriculture ou qui élevaient des troupeaux, changèrent aussitôt de manière de vivre pour se livrer aux habitudes de luxe qu'inspire le grand commerce et à l'oisiveté de la noblesse ; oisiveté ridicule chez eux, parce que leur grandeur était nouvelle et inespérée. C'est ainsi que des honneurs mal placés accélérèrent la décadence de Foggia, par le développement rapide des germes de corruption que la richesse amène lentement à sa suite.

XXIV. Dans cette même année 1797, un corsaire de Tunis emmena en esclavage le prince de Paternò. C'est un fait que je vais rapporter, mais en peu de mots, parce que certaines circonstances se rattachent à l'histoire générale du royaume, et que j'aurai plus tard à parler longuement de ce personnage. Le prince de Paternò, gentilhomme sicilien, très-riche, très-vain de sa fortune, et qui aimait beaucoup à s'en faire gloire, se rendait de Palerme, sa patrie, à Naples, auprès du

roi, pour y remplir une dignité de cour, sur un navire grec portant pavillon turc, et qui n'avait par conséquent rien à craindre des corsaires barbaresques; d'autres seigneurs siciliens et un marchand de bijoux et d'orfèvrerie faisaient le voyage avec lui. La présence de tant de richesses sur son navire enflamma la cupidité du capitaine; il s'entendit avec des pirates qui infestaient les mers de la Sicile, et son bâtiment fut capturé non loin du port. Les corsaires se partagèrent leur riche butin, et emmenèrent les passagers en esclavage. Le prince de Paternò, captif chez les Barbaresques, écrivit au roi des lettres pitoyables où il implorait sa protection, et Ferdinand IV ordonna à son ambassadeur près la Porte Ottomane de demander la punition des pirates, et surtout celle du perfide capitaine grec, qui en méritait une bien plus sévère. Ensuite il fit répondre au prince de Paternò en termes bienveillans, et lui promit sa protection royale auprès du grand-seigneur, en se chargeant de sa famille avec une tendresse toute paternelle, et en l'exhortant à supporter les misères de son esclavage en philosophe et en chrétien. Les réclamations faites à Constantinople n'eurent d'autre résultat que de vaines protestations d'amitié; les coupables ne furent pas punis, les richesses volées (il y en avait pour deux cent mille ducats) ne furent pas rendues, et le prince n'obtint sa liberté qu'après avoir payé pour rançon un million de piastres. Le coup était dur, mais il ne fut pas ruiné.

XXV. Les Français ne faisaient plus la guerre en Italie qu'au souverain pontife, dont les troupes assez

nombreuses étaient sous le commandement du général allemand Colli, et qui établissait sur la frontière des camps retranchés et autres ouvrages de défense. Ensuite le pape informa l'empereur François II de ses intentions et de ses préparatifs hostiles par une lettre dans laquelle il énumérait ses forces, et qu'il terminait par ces mots : « Si les moyens humains ne suffisent pas, j'y ajouterai les forces du Ciel, en déclarant une guerre de religion. » Cette lettre, portée par un courrier, fut interceptée par les Français, et Bonaparte la publia. En même temps, il informa le Directoire de tous ces faits, et mit son armée en mouvement par une proclamation ainsi conçue : « Le pape refuse d'observer un armistice convenu et signé ; il se montre peu disposé à traiter de la paix ; il lève de nouvelles troupes, arme les populations comme pour une croisade, cherche à se coaliser avec la maison d'Autriche, viole et foule aux pieds tous ses sermens. L'armée de la République entrera sur les terres de l'Église ; elle y respectera la religion, protégera le peuple et la justice ; elle ne sera redoutable que pour ceux qui oseront lui opposer quelque résistance. » Le Directoire écrivait alors à Bonaparte : « La religion romaine, irréconciliable adversaire de la liberté républicaine, sert de prétexte et de mot de ralliement à tous les ennemis de la France. Le général Bonaparte, en marchant sur Rome, détruira le centre de son unité, et, sans blesser les consciences et enflammer les passions du fanatisme, rendra méprisable et odieux le gouvernement des prêtres, afin que les peuples rougissent de lui obéir plus long-temps, et que le pape avec les cardinaux cherche un asile hors de l'Italie. » Mais, dans les vues de Bona-

parte, il fallait temporiser, et les destinées de Rome ne lui paraissaient pas encore assez mûres.

L'armée de Bonaparte, composée de troupes françaises et d'Italiens des nouvelles républiques, dispersa facilement les forces du pape, et occupa les trois légations, une partie des marches, Pérouse et Foligno. Le général français était à Ancône, où il s'occupait moins de la guerre que de l'organisation des nouveaux États, quand le prince de Belmonte, ambassadeur du roi de Naples, vint lui dire que son maître désirait que l'armistice conclu entre le souverain pontife et la République française fût le préliminaire et la base d'un traité de paix définitif. Bonaparte répondit, après avoir énuméré tous les actes hostiles du Saint-Siége, qu'il ne pouvait se rendre aux vœux du roi de Naples; sur quoi le prince de Belmonte, par calcul ou par ignorance, mais certainement hors de propos, lui montra les instructions qu'il avait reçues de son gouvernement. Elles portaient : « Que le roi prenait tant à cœur les affaires de l'Église, et s'intéressait tellement aux malheurs du Saint-Siége, qu'à l'appui de ses bons offices et de ses représentations amicales en sa faveur il mettrait, au besoin, son armée en mouvement. » Bonaparte répliqua : « Il y a trois mois, je n'ai pas voulu abaisser l'orgueil pontifical, parce que je supposais au roi des Deux-Siciles l'intention de prendre aussitôt parti contre la France, dans un moment où les embarras d'une guerre plus importante m'auraient empêché d'y mettre ordre. Aujourd'hui (sans affaiblir les armées que, seulement par prudence, je tiens cantonnées sur pied de guerre, pour faire face à tout événe-

ment du côté de l'Autriche), j'ai les trente mille hommes du siége de Mantoue et quarante mille soldats qui m'arrivent de France, entièrement disponibles et ne demandant pas mieux que de se battre. Si le roi de Naples me jette le gant, dites-lui que je le relève. » Telle fut la réponse verbale du général français. Il en fit une autre par écrit et plus douce à la note officielle de la cour de Naples; elle portait, que le souverain pontife avait eu des torts de la nature la plus grave; que la République avait fait preuve d'une modération bien plus grande encore; qu'il consentirait à l'ouverture de négociations pour la paix, mais à condition d'enlever à la cour de Rome ses armes temporelles; quant aux armes spirituelles, la sagesse du siècle en ferait raison; que du reste il déférerait avec plaisir aux recommandations des rois d'Espagne et de Naples.

La paix avec le Saint-Siége fut conclue peu de temps après à Tolentino. Le pape s'engageait à payer plusieurs millions, abandonnait à la République des chevaux, des armes, des trésors littéraires, des chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture; il renonçait à la souveraineté des légations et à la forteresse d'Ancône, restait appauvri, humilié, mécontent. Les États cédés à la France furent autorisés à se constituer en république; les États voisins arrivèrent au même but par des soulèvemens. Au sein de Rome elle-même, les citoyens, enflammés par le souvenir de leurs pères, sans avoir leurs vertus et leur courage, essayèrent plusieurs fois de se révolter; mais ces insurrections assez faibles, dont on saisit les chefs et dispersa les rares par-

tisans, se terminèrent toujours misérablement. Le peuple prenait parti pour le pape, moins par attachement raisonné que par zèle aveugle, à cause des largesses qu'il en recevait et de l'impunité que la protection du gouvernement assurait à ses désordres. On était au mois de décembre. Quelques patriotes (c'est ainsi qu'on appelait les partisans de la République), poursuivis par des sbires, cherchèrent un asile dans la maison de l'ambassadeur de France, où pénétrèrent avec eux les soldats qui étaient à leur poursuite, et des hommes du peuple. Le lieu, les usages, l'honneur de protéger et de sauver des opprimés, la dignité du nom français à soutenir, tout faisait une loi aux personnes qui composaient l'ambassade de défendre les fugitifs : toute la maison se mit donc sur pied ; mais ni le respect qu'on devait à la France, ni la présence de personnages considérables ne purent arrêter les assaillans, qui, dans leur fureur, massacrèrent le brave général Duphot, et menacèrent jusqu'à l'ambassadeur lui-même, Joseph Bonaparte, frère du vainqueur de l'Italie. Une sédition éclata dans la ville, et au Vatican on ne prit aucune mesure ni pour l'apaiser, ni pour rechercher et punir les assassins de Duphot. On touchait à la fin du jour, et quoique l'ambassadeur eût adressé plusieurs lettres aux cardinaux et aux ministres du Saint-Siége, le gouvernement n'avait envoyé personne et n'avait rien publié pour arrêter le cours des excès populaires, et garantir les Français contre de nouvelles tentatives de vengeance. Aussi la légation française et tous les Français qui se trouvaient à Rome, ayant enlevé le drapeau national, qui ne les protégeait plus, s'empressèrent-ils de

se retirer, et l'état de guerre recommença. Le gouvernement pontifical, effrayé par ces dispositions hostiles, envoie alors des députés auprès du ministre de France, et en même temps adresse des lettres aux souverains étrangers, et particulièrement à Ferdinand IV, dont il implorait le secours avec plus d'instances. Mais rien ne pouvait désormais faire reculer le Directoire, qui, en exécutant ses projets, suivait aussi le mouvement irrésistible de l'opinion publique en France et en Italie. On réveilla le souvenir du meurtre de Basville, on rappela toutes les perfides manœuvres du Vatican depuis plusieurs années, ses manques de foi, ses sermens violés, la nécessité d'expulser de l'Italie le chancre qui la ronge depuis tant de siècles. La vengeance fut prompte. C'était le 24 décembre qu'on avait tué Duphot; le 25 janvier les troupes françaises partaient d'Ancône, sur un ordre venu de Paris.

L'expédition était commandée par le général Berthier. Bonaparte, qui venait de signer la paix de Campo-Formio, était retourné en France, non pour y recevoir les honneurs d'un triomphe, comme les anciens généraux de la République romaine (car la République française n'avait pas eu la sagesse d'emprunter à l'antiquité cette grande et auguste cérémonie), mais pour y jouir d'un éloge et d'un accueil publics au sein de la Représentation Nationale. Le président du Directoire l'appela *l'homme de la Providence;* dans toutes les réunions, dans les cercles, dans le peuple, on se plaisait à répéter cette inscription de l'étendard que la République lui avait donné : « Le général Bonaparte a défait cinq armées, vaincu dans dix-huit batailles

rangées et soixante-sept combats, fait prisonniers de guerre cent cinquante mille soldats ennemis. Il a envoyé en France cent soixante drapeaux enlevés à l'ennemi pour en décorer nos édifices militaires, onze cent cinquante pièces de canon pour enrichir nos arsenaux, deux cent millions de francs au trésor, cinquante et un bâtimens de guerre dans nos ports, les chefs-d'œuvre des arts pour embellir nos galeries et nos musées, des manuscrits précieux à nos bibliothèques. Il a conclu neuf traités, tous à l'avantage de la République. Il a affranchi dix-huit peuples. » Mais Bonaparte n'était pas venu chercher des éloges ni la splendeur d'un triomphe; il apportait avec lui la pensée d'une autre guerre, et l'espérance d'une gloire nouvelle.

La paix de Campo-Formio assurait à la France des frontières plus étendues et une meilleure ligne de défense sur les Alpes et sur le Rhin. Elle consacra l'établissement de la République cisalpine, et sema le germe de nouvelles républiques prêtes à éclore. Elle anéantit la république de Venise, et, par la cession de son territoire à l'empereur d'Allemagne, le dédommagea des pertes qu'il avait essuyées en Lombardie. La destinée des Vénitiens était malheureuse; mais ils méritaient leur sort pour avoir dégénéré. Le roi des Deux-Siciles reconnut la République cisalpine. La paix rétablie par ce traité semblait devoir être durable, parce qu'il donnait à la France des frontières naturelles et depuis long-temps désirées, et à l'Autriche, quoique toujours vaincue, des limites en Italie plus convenablement tracées que les anciennes, un accrois-

sement de territoire et un plus grand nombre de sujets. C'était aux dépens de plusieurs membres du corps germanique, trop faibles pour se défendre, et de la république de Venise, tombée, avant de mourir, dans l'avilissement et la décrépitude. Les négociateurs des deux puissances belligérantes furent récompensés par leurs gouvernemens, et leurs succès applaudis par le monde; le marquis del Gallo, qui avait soutenu les droits de l'Empire, revint à Naples chargé de présens et couvert de gloire.

XXVI. La paix n'était pas encore dans les destinées de l'Europe, et déjà les événemens de Rome troublaient la tranquillité récente dont jouissait l'Italie. Le général Berthier, sans vouloir écouter les ambassadeurs du pape, et sans égard pour les représentations officieuses des cours de Vienne, de Naples et de Madrid, dévoila complètement ses intentions hostiles : alors le pouvoir expirant du Saint-Père se prépara dans Rome à se défendre, et voulut y intéresser les peuples. Pour échauffer les esprits, on eut recours aux processions, aux prières publiques, aux cérémonies d'un jubilé, à tout ce qui peut remuer les consciences; et le cardinal Caleppi suggéra l'idée de faire publier que les images des madones, affligées des maux de l'Église, et s'associant à ses douleurs, pleuraient de véritables larmes avec leurs yeux de toile ou de bois sculpté. Au milieu des processions et des miracles, arriva la proclamation de Berthier; elle annonçait l'approche de l'armée française, qui devait tirer vengeance des assassins de Duphot et de Basville, mais protéger le peuple, défendre ses intérêts et ses

droits, garder une sévère discipline. La crainte, l'espérance, des mouvemens divers, suivant l'opinion de chacun, agitèrent tous les esprits. Peu après, les armes françaises et les bannières aux trois couleurs brillèrent sur les collines de Rome. Ce fut assez pour les novateurs; aussitôt ils se réunirent tumultueusement dans le Campovaccino, et, aux cris de *vive la liberté*, plantèrent l'arbre qui en portait le nom et qui en était le symbole. Des ambassadeurs de la république encore à naître se rendirent auprès de Berthier, campé aux portes de Rome, pour le prier d'entrer dans la ville et d'y établir le nouvel ordre de choses par droit de conquête et au nom de la souveraineté du peuple. En effet, Berthier s'empressa de faire son entrée dans Rome avec une grande pompe, au milieu des acclamations, des fanfares, du bruit des armes, décréta que la domination tyrannique des prêtres avait cessé d'exister, et que la République romaine était rétablie par les descendans de Brennus, qui rendaient dans le Capitole la liberté aux descendans de Camille. Les noms des Brutus, des Catons, et d'autres héros républicains, les souvenirs et les gloires de la vieille Rome, évoqués dans son discours, ajoutaient à la magnificence de son langage, et relevaient la solennité du triomphe. Ces grandes choses se passaient le 15 février 1798. Le pape Pie VI, enfermé au Vatican pendant tout ce tumulte, incapable de dominer une pareille crise, ne remuait pas et gardait un silence absolu. C'eût été un prodige de sérénité et de résignation philosophique, si la nécessité de souffrir patiemment et sans se plaindre n'avait ôté de son mérite au calme qu'il affectait. Il ne régnait plus et ne s'éloignait pas;

sa présence était un obstacle et un motif d'irritation pour les nouvelles autorités. La République lui envoya le général Cervoni pour lui demander qu'il voulût bien, en qualité de souverain pontife, reconnaître le nouveau gouvernement, et en reçut cette réponse méditée : « La souveraineté me vient de Dieu ; il ne m'est pas permis d'y renoncer. Parvenu à l'âge de quatre-vingts ans, ma vie est peu de chose, et je ne crains ni les outrages ni les souffrances. » On vit bien qu'il faudrait employer la force pour chasser Pie VI de Rome ; en conséquence, le Vatican fut investi, les gardes pontificales furent désarmées, les gens de service expulsés, les scellés mis sur les appartemens, et enfin on intima au souverain pontife l'ordre de partir sous deux jours. Il obéit, et le 20 février sortit de Rome avec un faible cortége, et prit la route de la Toscane.

Quelques lignes suffiront pour faire connaître la suite de son histoire. Le pape s'arrêta d'abord à Sienne ; mais, effrayé par une secousse de tremblement de terre, se retira dans la chartreuse de Florence. Il était encore trop près de son ancienne capitale : le gouvernement français en prit ombrage, et lui ordonna de quitter cet asile. Il passa successivement à Parme, à Tortone, à Turin, à Briançon. Sans respecter en lui la dignité de souverain pontife et les cheveux blancs d'un vieillard accablé sous le poids des ans, de la maladie, de la douleur, on le traînait ainsi de ville en ville, et, pour le dérober à la vénération des fidèles, on le faisait partir chaque jour avant le lever du soleil et arriver à la nuit close. Briançon ne fut pas encore le terme de son voyage : on le transféra dans la citadelle de Valence, et on voulait

le conduire à Dijon, quand une mort désirée mit fin à tant de persécutions. Ce fut le 29 du mois d'août 1799; ses restes furent déposés dans un réduit obscur de la forteresse, où ils demeurèrent plusieurs mois, jusqu'à ce qu'intervint un arrêté des consuls signé Bonaparte, et qui portait :

« Les consuls de la République considérant que, depuis six mois, le corps de Pie VI est en dépôt dans la ville de Valence sans qu'il lui ait été accordé les honneurs de la sépulture; que si ce vieillard, respectable par ses malheurs, a été un moment l'ennemi de la France, ce n'a été que séduit par les conseils des hommes qui environnaient sa vieillesse; qu'il est de la dignité de la nation française et conforme à la sensibilité du caractère national, de donner des marques de considération à un homme qui occupa un des premiers rangs sur la terre, arrêtent :

« Art. Ier. Le ministre de l'intérieur donnera des ordres pour que le corps de Pie VI soit enterré avec les honneurs d'usage pour ceux de son rang.

« Art. II. Il sera élevé sur le lieu de sa sépulture un monument simple, qui fasse connaître la dignité dont il était revêtu.

« 9 nivose an VIII. »

Ce décret fut exécuté. Plus tard les cendres de Pie VI ont été transportées à Rome, et déposées dans la basilique de Saint-Pierre, sous le pontificat de son successeur.

XXVII. Quand le pape eut quitté Rome, toutes

les autorités anciennes, les cardinaux, les prélats, les personnages les plus distingués de la ville en sortirent aussi. Un grand nombre de ces émigrés vinrent à Naples, où leur présence accrut la compassion générale du peuple pour le sort des prêtres de l'Église romaine et ses ressentimens contre la France. Tout le long des frontières des Abruzzes et du Liris on ne voyait que drapeaux et régimens français, arbres de liberté dans les villages et dans les villes. A leur suite marchaient le pillage, les violences, les excès de tout genre; le pays était épuisé, et sous le nom de la République s'exercait une véritable tyrannie. Ceux qui prévoyaient un avenir de bonheur et de gloire sous une constitution libre se résignaient aux désordres passagers de la conquête; mais ceux qui vivent dans le présent et qui ne savent apprécier que lui, craignaient et avaient en horreur le nouveau gouvernement. Aussi peut-on dire que le voisinage et le spectacle de la liberté, loin de séduire et d'encourager les Napolitains, leur inspira plus d'aversion que de sympathie. Un général fut envoyé par Berthier auprès de la cour de Naples pour lui demander qu'elle renvoyât les émigrés des États de l'Église, donnât ses passe-ports à l'ambassadeur anglais, expulsât du ministère le général Acton, permît aux troupes françaises de passer sur son territoire pour occuper Bénévent et Pontecorvo. Ce message portait en outre que le roi de Naples, vassal du Saint-Siége, devait maintenant reconnaître la suprématie de la République romaine qui lui avait succédé, payer tous les ans l'ancien tribut, et faire tenir à la chambre romaine une somme arriérée de cent quarante mille ducats. Telles étaient les exigences de Rome

et des Français. Le roi savait d'ailleurs que ses possessions du chef des Farnèse avaient été séquestrées comme possessions ennemies. Ces prétentions l'indignèrent, et cette fois sa colère était juste. Il se contenta de répondre que les deux gouvernemens en traiteraient par leurs ministres, jeta de bonnes garnisons dans les places de Bénévent et de Pontecorvo, et prit des mesures de défense sur toute la ligne des frontières. Ce n'était pas encore la guerre, mais une situation qui en avait tous les inconvéniens, une irritation réciproque, des séquestres, des alarmes, des précautions extraordinaires.

Au milieu de cette agitation, le gouvernement apprit par la Sicile que la flotte qui avait appartenu à la république de Venise, maintenant sous pavillon français, venait de quitter Corfou et croisait dans les parages de Syracuse. On sut peu de jours après qu'une foule innombrable de voiles françaises, vaisseaux de ligne, frégates et bâtimens de transport chargés d'hommes et de chevaux, avaient abordé dans les ports de l'île; d'autres avis annoncèrent leur départ. Ensuite on annonça la prise de l'île de Malte et l'expulsion des chevaliers par les Français, après quoi la flotte avait continué son voyage. Tout ce qu'on savait de l'expédition, c'est que Bonaparte était à bord du vaisseau *l'Orient*; mais la destination de l'escadre était inconnue, l'appareil naval et militaire immense. Sur ces informations, le gouvernement conçut de plus grandes inquiétudes pour la Sicile que pour les États de terre ferme, et fit réparer les anciennes forteresses, élever de nouvelles batteries sur les côtes et renforcer la garnison des

ports, éleva le nombre des troupes régulières à vingt mille, arma quarante mille hommes des milices du pays, fixa les points de réunion pour établir des camps et les signaux pour faire prendre les armes. En même temps il adopta de plus grandes résolutions, et conclut, mais en secret, des traités d'alliance avec l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, la Porte ottomane. Ils avaient pour motif commun le besoin de vengeance; pour prétexte, le rétablissement de la tranquillité en Europe. Par le traité d'alliance conclu entre le roi de Naples et l'empereur d'Allemagne, alliance qui devait durer autant que la guerre, les deux souverains s'engageaient, François II à tenir cantonnés dans le Tyrol et dans les provinces italiennes soixante mille soldats; Ferdinand IV, à en tenir trente mille sur ses frontières; le nombre de ces troupes serait augmenté au besoin; quatre frégates napolitaines courraient l'Adriatique dans l'intérêt des deux alliés. Ce traité fut signé à Vienne, le 19 mai 1798, par le ministre Thugut pour l'Autriche, et le duc de Campochiaro pour Naples.

Paul Ier, empereur de Russie, membre de cette nouvelle coalition, voulant se montrer plus généreux encore, accorda gratuitement et sans réciprocité une escadre pour la défense de la Sicile, des troupes de débarquement, des régimens de Cosaques et une artillerie proportionnée, pour agir dans la Péninsule sous les ordres du général en chef de l'armée napolitaine. Telles étaient les stipulations d'un traité d'alliance qui devait durer huit ans, signé à Saint-Pétersbourg, le 29 novembre 1798, par le marquis Serra Capriola, au nom du roi de Naples, et par Bezborodko, Kotschoubey et Rostopchin,

au nom de Paul Ier. L'empereur avait de l'affection pour Serra Capriola, qui en était digne par sa prudence et son caractère honorable. Le traité avec l'Angleterre, définitivement arrêté à Londres le 1er décembre, par le marquis del Gallo et le chevalier Hamilton, portait que la Grande-Bretagne entretiendrait dans la Méditerranée des forces navales supérieures à celles de l'ennemi commun, que Naples y joindrait quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates, quatre bâtimens d'un ordre inférieur, et, si la flotte anglaise de la Méditerranée en avait besoin, fournirait trois mille hommes d'équipage. Enfin, avec la Porte ottomane, on se borna vers la même époque au renouvellement des anciennes protestations de bonne intelligence, et le grand seigneur promit de fournir au roi de Naples, sur sa demande, dix mille Albanais.

XXVIII. Mais les soins de la guerre n'absorbaient pas tellement l'attention du gouvernement qu'ils lui fissent perdre de vue les procès politiques. Loin de là, le rapprochement et les succès de l'ennemi redoublaient ses alarmes et ses soupçons. La police voyait dans tous les jeunes gens autant de conspirateurs ; dans certaines modes, dans certaines coupes de vêtemens, des signes évidens de conspiration. Ne plus porter de queue, ne plus mettre de poudre, se laisser croître les moustaches, avoir des pantalons au lieu de culottes courtes, des chapeaux à trois cornes et pliés à la française, se parer de certains rubans, préférer certaines couleurs, porter certains médaillons (*pendagli*), c'était encourir de graves châtimens, et s'exposer, comme pour des crimes

d'État, à la prison et aux rigueurs de la justice. Aussi les cachots regorgeaient de malheureux condamnés; les familles gémissaient, le public tremblait, et d'autant mieux que la faute et la punition étaient enveloppées d'un égal mystère. Quelquefois on entendait les prévenus, le plus souvent on jugeait sans entendre, et toujours sans leur accorder de défenseurs. La tyrannie ne procède jamais autrement contre l'innocence.

Une loi nouvelle avait établi qu'en matière de crimes d'État, l'infamie de la peine et du délit ne devait pas s'étendre jusqu'à la famille du coupable, mais retomber tout entière sur sa tête; et d'un autre côté il était défendu de chercher à justifier, quelque part que ce fût; et à plus forte raison dans le palais, ou de recommander les accusés. Néanmoins deux dames, mères de deux prisonniers, la duchesse de Cassano et la princesse Colonna, l'une chargée d'années, l'autre déjà femme d'un âge mûr, et toutes les deux modèles parfaits des mœurs anciennes, vaincues par la douleur, se rendirent en robes noires auprès de la reine, et dans un discours, entrecoupé de sanglots, pleurant et parlant à la fois, lui adressèrent cette prière : « Madame! Votre Majesté, qui est mère aussi elle-même, doit comprendre notre douleur à nous qui voyons nos enfans si malheureux. Depuis quatre ans qu'ils souffrent au fond d'un cachot, nous savons à peine s'ils existent. Nos maisons sont en deuil; parens, frères, sœurs, famille, il n'y a de repos ni de consolation pour personne, et depuis la nuit affreuse qui les a vu arracher de nos bras, le sourire est banni de nos lèvres. Madame! ayez pitié de nous, rendez-nous nos enfans et le bonheur. Dieu récompensera

Sa Majesté d'avoir fait le nôtre par celui de sa postérité. » « Mais, dit la reine, s'ils étaient coupables ? » « Ils sont innocens, répliquèrent à la fois les deux mères. Leur innocence est attestée par le silence des juges, et ce qui la garantit encore davantage, c'est la jeunesse de nos enfans, la douceur et l'honnêteté de leur caractère, leur dévotion, l'obéissance qu'ils nous ont toujours montrée ; il n'y a pas une tache dans leur vie, pas un tort dans leur conduite, pas même une de ces erreurs légères qu'on pardonne à l'inexpérience de la jeunesse. » Ici la parole leur manqua et elles furent congédiées par la reine. Mais touchée plus encore de l'aspect de leur désespoir et de leur réputation de vertu que de leur discours, Marie-Caroline leur rendit leurs enfans ; elle ne croyait pas faire grâce à des coupables, mais elle était disposée à les croire en effet innocens. Inexorable pour le crime, la reine ne voulait pas persécuter les gens de bien, tandis que ses ministres fondaient sciemment sur la désolation générale leur grandeur et leur pouvoir. Les souverains se croyaient alors entourés d'ennemis ; ils étaient cruels, mais n'étaient pas injustes ; dans la suite ce fut volontairement et sans se méprendre sur la réalité du mal, de propos délibéré, qu'ils tourmentèrent leurs sujets, innocens ou coupables, par esprit de système et par amour de la tyrannie.

En cette année 1798, le cœur du roi et de la reine n'était pas encore endurci comme il le fut plus tard, et Ferdinand IV, après avoir eu connaissance de la démarche des deux princesses, écrivit à la junte d'État pour lui ordonner d'instruire le procès des accusés qui languissaient depuis quatre ans au fond des cachots. Ces

lenteurs, disait-il, faisaient tort à la justice, leur exemple était fâcheux, et peut-être un grand nombre de malheureux souffraient-ils sans le mériter. Ce langage était nouveau, ce témoignage de compassion inattendu; il effraya la junte (car la tyrannie fait trembler et ses instrumens et ses victimes), et les principaux personnages de ce tribunal, Vanni et Castelcicala, se consultèrent sur le parti à prendre. Les procédures ne prouvaient rien contre les accusés; Vanni et Castelcicala ne l'ignoraient point; mais, craignant la colère du roi, le cri public, la vengeance des prévenus, ils machinèrent ensemble des résolutions extrêmes et désespérées. Voici en quels termes Vanni s'adressa le lendemain à tous ses collègues réunis, après leur avoir lu le message du roi et représenté qu'il était nécessaire d'expédier les affaires instruites : « Vous verrez, messieurs, que les procédures, dont le nombre est très-considérable, car il y en a au moins autant que d'accusés, sont achevées en ce qui concerne les magistrats chargés de l'enquête. Mais pour que le travail fût complet, il faudrait ajouter aux preuves déjà recueillies le moyen d'en acquérir de nouvelles, la torture, que la sagesse des législateurs a jugée indispensable dans les causes de lèse-majesté, quand même la conviction serait déjà par ailleurs pleinement acquise. La loi le veut ainsi, et dans la circonstance présente il est d'autant plus nécessaire d'exécuter ses dispositions, que nous avons affaire à des accusés qui persistent obstinément à ne pas répondre ou à mentir. Ces hommes pervers se sont engagés les uns envers les autres à ne pas ouvrir la bouche; mais les rigueurs de la justice et les souffrances de la torture ar-

racheront bien quelques paroles à leurs lèvres scellées par un infâme serment. En vertu de la charge que mon roi m'a confiée de procureur fiscal et de magistrat préposé à l'enquête, je demande que les principaux coupables, tels que le chevalier Luigi de' Medici, le duc de Canzano, l'abbé Teodoro Monticelli et Michele Sciarrone soient soumis à l'épreuve de la torture et à la plus rigoureuse que prescrit la loi par la formule *torqueri acriter adhibitis quatuor funiculis*. Ensuite, et après que l'emploi de ce moyen aura rendu la procédure complète, je requerrai au nom de mon roi toutes les autres épreuves que je croirai nécessaires à l'entière et parfaite démonstration du crime. Ne soyez pas retenus, messieurs, par la crainte de faire souffrir ces grands coupables; car vous les condamnerez bientôt vous-mêmes, et justement, à de plus terribles supplices, quand il s'agira, non plus d'instruire le procès, mais de prononcer le jugement. » A ces mots, Vanni se lève, tourne lentement de tous côtés sa pâle figure, mais d'une pâleur qui n'était pas celle de la crainte, jette autour de lui des regards féroces comme ceux d'un tigre prêt à fondre sur sa proie, et ajoute : « Il y a deux mois que je passe mes nuits sans sommeil, non pas sur ces procédures, mais inquiet et alarmé des périls que court mon roi; et vous, juges, vous auriez pitié de ces hommes pervers qui fouleraient aux pieds les choses les plus saintes, si la fortune les secondait un jour, et si la justice ne les écrasait! moi je vous demande de nouveau que les principaux coupables soient appliqués à la torture, et je vous exhorte à faire bonne justice, à témoigner votre fidélité envers le roi, à montrer du courage; du courage,

c'est la plus belle vertu des juges appelés à sauver l'État. »

Le magistrat Mazzochi, président de la junte, répondit à Vanni : « On n'entend retentir sur vos lèvres que le nom de *mon roi;* sous une apparence de zèle, c'est par esprit de domination et par orgueil que vous affectez de prononcer ces mots ; désormais, et ce sera mieux, il faut dire *notre roi.* » Ensuite il se tourna vers ses collègues et recueillit les votes sur la proposition de Vanni. Tous la repoussèrent comme une cruauté inutile, puisque le rapporteur chargé de l'enquête avait mille fois déclaré que les preuves étaient accablantes, que les coupables étaient convaincus. Seul de toute cette assemblée, le prince de Castelcicala éleva la voix contre le sentiment de ses collègues, et d'un ton menaçant appuya la demande du procureur fiscal, en développant les motifs qu'il avait invoqués pour faire considérer l'emploi de la torture comme juste et nécessaire. Il accusa de faiblesse la résistance des autres membres de la junte, et leur en fit presque un crime ; il essaya d'agir sur leurs consciences et sur leurs craintes en disant que le roi en tirerait vengeance. Enfin Castelcicala fit jouer tous les ressorts, et peut-être a-t-il oublié maintenant lui-même les odieux moyens auxquels il a eu recours ; mais l'histoire, qui n'en a pas perdu le souvenir, les enregistre et les fera passer à la postérité avec leur tache ineffaçable d'infamie. Il voulait faire appliquer Medici à la torture, dans l'espoir qu'il y mourrait de honte et de douleur, ou que, s'il y survivait, la flétrissure de la peine, à défaut de crime réel, le rendrait désormais incapable d'occuper des

fonctions publiques. Mais la majorité persista dans sa première opinion, et la junte, en réponse au message du roi, déclara que les procédures étaient achevées, selon les prescriptions de la loi, et en ce qui concernait les fonctions et les soins de la commission d'enquête. Restait le jugement à prononcer; mais la junte n'avait été instituée que pour informer la conspiration.

En conséquence, le roi nomma une autre junte, auprès de laquelle Vanni exerça encore la charge de procureur fiscal. Les procédures, qu'il disait complètes, et qui devaient former la base du jugement, concernaient vingt-huit accusés, au milieu desquels l'illustration de leur naissance faisait remarquer les noms du chevalier Medici, des Canzano, des Gennaro, des Cassano, des Colonna, et leur gloire dans les lettres, ceux de Mario Pagano, d'Ignazio Ciaja, de Domenico Bisceglia et de Teodoro Monticelli. Vanni fit le rapport des dénonciations, des délits, des preuves, avec une exagération révoltante, et sans dire un mot de ce qui pouvait atténuer la culpabilité; ensuite il conclut à la peine capitale pour cinq des prévenus, avec application préalable à la torture, dont il invoquait en termes formels des rigueurs aussi impitoyables que s'il se fût agi de cadavres (*tormenti spietati come sopra cadaveri*), soit comme aggravation de la peine, soit pour arracher des aveux et des révélations sur les complices. Il demanda, contre Medici et trois autres (ceux qu'il avait déjà nommés à la junte d'enquête, Canzano, Monticelli et Sciarrone), la torture seulement, par les motifs indiqués plus haut, et sur lesquels il insista derechef avec plus de force. Enfin, pour les dix-neuf

autres il concluait à ce qu'ils restassent incarcérés et en état de prévention jusqu'à ce que des aveux arrachés par les tourmens, ou des preuves qu'on espérait obtenir plus tard, eussent entièrement démontré leur culpabilité. Les avocats parlèrent en faveur des prévenus, et, quoiqu'ils eussent été nommés par le roi et choisis pour cet office parmi les hommes dévoués à sa personne et à son gouvernement, malgré les interruptions et les brutalités de Vanni, défendirent courageusement les accusés. La sentence du tribunal fut conforme à la justice; elle proclama l'innocence des vingt-huit prévenus, qu'on remit en liberté; quelques autres prisonniers d'État sortirent en même temps de leurs cachots, et, à la vue d'un jugement qui démontrait l'iniquité de cette longue et douloureuse captivité, au souvenir de quelques malheureux qui avaient succombé dans les fers, au récit que les prisonniers absous firent de leurs souffrances, il s'éleva un cri unanime de réprobation. Le gouvernement sentit sa faute, et pour se disculper joignit sa voix à celle du public; il accusa Vanni d'avoir ourdi toute cette trame de mensonges, le destitua de sa charge, le bannit de Naples, et l'accabla de toutes les démonstrations extérieures d'une disgrâce. Le prince de Castelcicala, complice de ces énormités, les rejeta sur son malheureux ami; le général Acton feignit de s'éloigner des affaires; le gouvernement sembla revêtir d'autres formes et s'entourer d'autres hommes; cependant le système politique ne fut pas changé. On relâcha quelques prisonniers; mais les prisons se repeuplèrent aussitôt de nouvelles victimes; le pouvoir resta entre les mains d'hommes méchans et corrom-

pus; les espions, les délateurs, tout le personnel d'une police odieuse, conservèrent leurs emplois et leur influence; Castelcicala fut nommé ministre de la justice, et on faisait passer en secret à Vanni des gratifications considérables et des promesses consolantes.

XXIX. Au milieu de ces déplorables égaremens et de la consternation des citoyens, on apprit que la flotte française était arrivée en Égypte, et que Bonaparte, ayant opéré son débarquement avec une armée de quarante mille hommes, se dirigeait sur Alexandrie. Le but de cette entreprise une fois connu, le gouvernement napolitain reprit courage en voyant le danger s'éloigner de la Sicile; il accueillit avec joie et fit circuler le bruit inventé par la malveillance, que l'expédition d'Égypte était de la part du Directoire un calcul adroit pour éloigner du centre de la République un général victorieux et plein d'ambition, et pour l'envoyer dans un pays où il perdrait la vie et où s'effacerait le prestige de son nom devant la résistance de tout un peuple, sous les mortelles atteintes d'un climat insalubre et fatal aux Européens. Peu de jours après arriva la nouvelle de la bataille navale d'Aboukir, gagnée par l'amiral Nelson, qui, par une manœuvre hardie, avait pris ou brûlé la plupart des vaisseaux français, à l'ancre dans la rade de ce nom, où ils se croyaient en sûreté, depuis le débarquement de l'armée. Quelques bâtimens de guerre s'étaient sauvés à Malte, et un petit nombre de vaisseaux de transport dans les rades de Trapani et Girgenti en Sicile. Mais les habitans, sans respecter le traité de paix conclu avec la France, insensibles au

malheur et méprisant les lois de l'hospitalité, reçurent les Français en ennemis, leur refusèrent un asile, pillèrent les tristes débris d'une défaite, tuèrent quelques matelots et mirent le reste en fuite, pendant qu'à Naples on criait gaîment dans les rues le récit de la bataille. La flotte anglaise du vainqueur d'Aboukir ne tarda pas à se montrer en vue du port de Naples, suivie des vaisseaux français qui, dépouillés de leurs pavillons, marchaient comme des captifs derrière le char d'un triomphateur. Aussitôt le roi, la reine, l'ambassadeur d'Angleterre et sa femme s'embarquèrent sur des navires magnifiquement décorés, et s'avancèrent très-loin à la rencontre de l'heureux Nelson, et, quand ils furent arrivés près de lui, montèrent à son bord en lui rendant mille hommages. Le roi lui offrit une épée superbe, et lui adressa autant d'éloges que si la victoire d'Aboukir eût été celle de sa flotte et eût sauvé son royaume. La reine lui fit d'autres présens d'une grande valeur, et entre autres un bijou avec cette inscription : *Au héros d'Aboukir.* L'ambassadeur anglais lui adressa les mêmes complimens au nom de l'Angleterre, et la belle Lady Hamilton se montra éprise d'amour. Tous revinrent au palais à Naples dans un délire et dans une ivresse de joie qui se propagea par la ville, et le soir le grand théâtre fut illuminé comme c'est l'usage pour célébrer les prospérités nationales ou les réjouissances de palais. Les deux souverains s'y rendirent avec Nelson, et à leur entrée dans la salle furent salués par les acclamations et les *vivat* d'un peuple infini qui confondait dans son enthousiasme les noms et la gloire du roi et de Nelson. La reine, les dames de la cour, les femmes

nobles de la ville portaient des écharpes ou des ceintures enrichies de pierres précieuses, sur lesquelles on lisait : *Vive Nelson!* Pendant que ces choses se passaient, la flotte victorieuse et les vaisseaux qu'elle traînait à sa suite jetaient l'ancre dans le port de Naples, contre les stipulations formelles des traités.

L'ambassadeur français, M. Garat, témoin de ce scandaleux triomphe, et dont la présence, quoique méprisée, était la preuve vivante de la paix qui existait entre les deux gouvernemens, adressa au ministère napolitain des représentations conçues en termes honnêtes. On lui répondit que la flotte anglaise n'avait été reçue dans le port que sur la menace d'un bombardement faite par l'amiral Nelson; mais la cour n'ajouta ni explication ni excuse pour cette allégresse publique née de la sienne, commandée par elle ou encouragée par son exemple.

CHAPITRE IV.

GUERRE MALHEUREUSE CONTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — MOUVEMENT DANS LE ROYAUME. — FUITE DU ROI. — VICTOIRE ET TRIOMPHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

XXX. Le gouvernement de Naples agissait ouvertement, parce qu'une nouvelle coalition contre la France s'était formée en Europe, et qu'il regardait la guerre comme assurée et prête à éclater. Les souverains d'Angleterre, d'Autriche, de Russie, des Deux-Siciles, voyant diminuer en Italie les bataillons français, appelés à l'armée du Rhin ou transportés en Égypte, et sachant l'homme invincible éloigné, rassemblèrent de nouvelles armées pour de plus vastes desseins. L'Allemagne devait faire marcher en Lombardie soixante mille combattans, suivis d'autant de Russes; Naples envoyer quarante mille hommes; une flotte anglaise courir les mers d'Italie; la Grande-Bretagne fournir les alliés d'argent, d'armes et de vêtemens. On attendait, pour commencer les opérations, que le plus rude de l'hiver fût passé.

Naples, au mois de septembre 1798, avait fait une nouvelle levée de quarante mille soldats. Le mode de recrutement avait été si précipité, que ce n'était ni d'après la décision du sort, ni conformément à une loi

que les citoyens étaient enlevés à leurs communes, les fils à leurs familles, mais selon le caprice des ministres et la nécessité des circonstances. Ainsi, deux fois dans le cours de ce mois, chaque commune fut obligée de fournir huit hommes par mille habitans. Cette précipitation devint une source de fraudes, d'erreurs, de mécontentemens et de plaintes. Chaque conscrit, plein du souvenir des injustices commises à son égard, se regardait comme une victime de la force. Persuadé qu'aucun devoir, aucun serment, aucun motif légitime ne l'obligeait au service militaire, il n'était enchaîné que par la crainte du châtiment. Les nouveaux conscrits réunis aux anciens soldats formaient une armée de soixante-cinq mille combattans. Toutes ces troupes manquaient de chefs; on fit venir d'Autriche le général Mack, connu par les guerres d'Allemagne, qui lui avaient acquis, malgré ses défaites, une grande réputation de talent dans l'art militaire, et de valeur dans les combats. Honoré par le roi, par les courtisans et par l'armée, il fit la revue des troupes sans parcourir la frontière, n'ayant pas pour but la défense, mais la conquête. Il conféra pour le plan général de la campagne avec le général Parisi, pour l'infanterie avec le général de Gambs, pour la cavalerie avec les princes de Saxe et de Philipstadt, pour l'artillerie avec le général Fonseca. Ses paroles, qu'il prodiguait peu, passaient de bouche en bouche et étaient admirées comme des oracles. Il assura que le roi avait une armée capable de tout braver, et on le crut.

XXXI. La reine, dans son active ambition, voulait

qu'on se jetât sur les États romains; elle était soutenue dans cette idée par les Anglais, qui, tenant à la guerre, craignaient le congrès convoqué à Rastadt pour la paix. C'est dans ce but que le baron d'Awerveck était à Naples depuis le mois de septembre. C'était le confident de Pitt, voyageur obscur, mais très-puissant, ami de Repnin, ministre de Russie, et de Metternich, ministre d'Autriche, un des premiers moteurs des divisions dans les conférences de Rastadt, conseiller intime de nos princes. Le roi, en qui l'amour du repos s'attiédissait dès que la colère et la crainte l'avaient un peu détourné de ses plaisirs, assembla un conseil pour décider la guerre ou la paix, et, en cas de guerre, l'époque des hostilités et le plan de campagne. Les avis furent partagés; le marquis del Gallo, le ministre de Marco, les généraux Pignatelli, Colli, Parisi, étaient pour la paix; mais le crédit de la reine, d'Acton, de Mack, de Castelcicala, prévalut, et la guerre fut résolue. Elle devait éclater sur-le-champ, être dirigée par le général Mack et tenue secrète jusqu'au dernier moment. Alors l'armée fut partagée en trois camps. Vingt-deux mille soldats campèrent à San Germano, seize mille dans les Abruzzes, huit mille dans la plaine de Sessa; il y avait encore six mille hommes dans les murs de Gaëte et des vaisseaux de transport prêts à faire voile pour Livourne. Le premier camp était commandé par le général Mack, le second par le général Micheroux, le troisième par le général Damas. Le général Naselli dirigeait l'expédition préparée à Gaëte. Cinquante-deux mille combattans attendaient le signal pour fondre sur les États romains. Mais le chef était étranger et nou-

veau, les généraux étrangers aussi ou inhabiles, les officiers sans expérience, les soldats nouveaux mécontens, les anciens pires encore, parce qu'ils étaient accoutumés à la mauvaise discipline d'une milice désœuvrée ou licencieuse ; nul ordre, nulle prévoyance, soit dans la disposition des campemens, soit dans les approvisionnemens, soit dans les précautions à prendre contre l'intempérie des saisons ou l'excès de la fatigue. En un mot, aucune des ressources propres à contribuer au bien-être d'une armée et nécessaires au soutien des forces n'était mise en pratique ni connue dans les camps. L'administration, mal réglée, augmentait les désordres ; les distributions étaient mal assurées, l'arrivée des vivres nullement en rapport avec les besoins, de sorte que souvent on voyait à côté d'une abondance superflue le dénûment le plus complet. Un mal puissant et caché régnait dans l'armée ; c'était la défiance réciproque des chefs et des subordonnés. Les troupes des Abruzzes furent divisées en trois camps : sur le Tronto, à Aquila, à Tagliacozzo. Dans le camp de San Germano on exerçait continuellement les troupes, et, malgré les pluies de l'automne, sur un terrain fangeux et mou, on s'essayait à l'attaque et à la défense comme en campagne. On voyait à San Germano le roi, qui se préparait à marcher avec l'armée ; la reine, qui, dans une voiture à quatre chevaux, en habit d'amazone, parcourait les rangs des soldats ; les ambassadeurs des rois alliés, d'autres étrangers fameux, plusieurs barons du royaume, et Lady Hamilton, qui, sous prétexte d'accompagner la reine, étalait avec ostentation sa beauté dans le camp, et savourait avec triomphe la gloire d'avoir subjugué le

vainqueur d'Aboukir, qui, dans la même voiture, se montrait passionnément épris de ses charmes. On ne restait pas non plus oisif dans le camp de Sessa et à Gaëte; mais l'activité et la précipitation dans les exercices ne suppléaient pas au manque de temps. C'étaient des troupes levées en septembre, venues par force en octobre, qu'on mettait en campagne dans les premiers jours de novembre; et des mains endurcies aux travaux grossiers du labourage étaient peu habiles au maniement des armes.

Les Français, de leur côté, voyant les préparatifs du roi de Naples, firent leurs dispositions. Ils prirent la frontière comme ligne défensive, établirent leur centre à Terni, leur extrême droite à Terracine, leur extrême gauche à Fermo; la gauche assez forte pour résister, la droite, simple corps d'observation, mais préparé moins pour le combat que pour la retraite, le but principal étant de se rallier et d'assurer les chemins qui conduisaient en Lombardie. Tel était le plan général; les événemens devaient faire le reste.

La guerre étant ainsi résolue, mais non encore déclarée, l'ambassadeur de France demanda compte de tout ce qui se passait au gouvernement de Naples, qui, dissimulant encore, répondit qu'il faisait surveiller la frontière de Naples, parce que celle de Rome était encombrée de soldats français; que les nouvelles milices étaient dans les camps pour s'instruire, et qu'il désirait toujours la paix avec la République. Mais, quelques jours après, le 22 novembre, parut un manifeste du roi dans lequel il rappelait les désordres révolutionnaires de la France, les changemens politiques de l'Italie, le voisinage des ennemis de la monarchie et de la tranquillité gé-

nérale, l'occupation de Malte, fief du royaume de Sicile, la fuite du pape, les périls de la religion; puis il déclarait que, par ces nombreux et puissans motifs, il conduirait une armée dans les États romains, afin de rendre à ce peuple son légitime souverain, son chef à la sainte Église, et le repos aux peuples de son royaume. Il ajoutait que, ne déclarant la guerre à aucun monarque, il engageait les armées étrangères à ne point contrarier la marche des troupes napolitaines, qui n'avaient d'autre but que de pacifier cette partie de l'Italie, et qui n'iraient pas plus loin. Il exhortait les peuples de Rome à suivre ses conseils, à rester ses amis et à se fier à sa clémence, promettant d'accueillir avec une bonté paternelle les hommes égarés qui rentreraient volontairement sous l'empire de la justice et des lois.

Tel était ce manifeste. Des lettres secrètes des ministres du roi excitaient les autres cabinets d'Italie ou les autres personnages les plus entreprenans aux hostilités et à la guerre. Une de ces lettres, écrite par le prince Belmonte Pignatelli au chevalier Priocca, ministre du roi de Piémont, fut interceptée et publiée; on y remarquait entre autres les passages suivans: « Nous savons que, dans le conseil de votre roi, plusieurs ministres circonspects, pour ne pas dire timides, frémissent à l'idée de parjure et de meurtre, comme si le dernier traité d'alliance entre la France et la Sardaigne était un acte politique à respecter. N'a-t-il pas été dicté par la force oppressive du vainqueur? N'a-t-il pas été accepté sous l'empire de la nécessité? De pareils traités ne sont que des injustices du plus fort à l'égard de l'opprimé, qui, en les violant, s'en dédommage à la

première occasion que lui offre la faveur de la fortune. Quoi ! en présence de votre roi prisonnier dans sa capitale, entouré de baïonnettes ennemies, vous appelleriez parjure de ne point tenir les promesses arrachées par la nécessité, désapprouvées par la conscience ? vous appelleriez assassinat l'extermination de vos tyrans ? La faiblesse des opprimés ne pourra-t-elle donc espérer aucun secours légitime contre la force qui les opprime ? » Et un peu plus loin : « Les bataillons français, pleins de sécurité et de confiance dans la paix, sont disséminés dans le Piémont. Excitez le patriotisme du peuple jusqu'à l'enthousiasme et la fureur, de sorte que tout Piémontais aspire à l'honneur d'abattre à ses pieds un ennemi de sa patrie. Ces meurtres partiels profiteront plus au Piémont que des victoires remportées sur le champ de bataille, et jamais la postérité équitable ne donnera le nom de trahison à ces actes énergiques de tout un peuple qui passe sur les cadavres de ses oppresseurs pour reconquérir sa liberté... Nos braves Napolitains, sous la conduite de l'illustre général Mack, donneront les premiers le signal de mort contre l'ennemi des trônes et des peuples ; peut-être seront-ils déjà en marche quand cette lettre vous parviendra... »

XXXII. Tels étaient les sentimens atroces exprimés dans cette lettre. Déjà le manifeste de guerre était publié ; les troupes napolitaines quittèrent leurs camps et marchèrent sur les États romains. Le général Micheroux, avec dix mille soldats, traversa le Tronto, chassa de la ville d'Ascoli une faible garnison française, et s'avança sur Fermo par la voie Émilienne. Le co-

lonel San Filippo, avec quatre mille hommes, sortit du camp d'Aquila, occupa Rieti et se dirigea sur Terni. Le colonel Giustini, avec un régiment d'infanterie et quelques cavaliers, descendit de Tagliacozzo à Tivoli pour faire des courses dans la Sabine. Le général Mack, et avec lui le roi, suivis de vingt-deux mille soldats, partis de San Germano, marchèrent sur Rome par les routes difficiles de Ceperano et de Frosinone. Le général Damas y conduisait aussi du camp de Sessa par la voie Appienne huit mille combattans; et le même jour plusieurs vaisseaux chargés de six mille soldats faisaient voile de Gaëte pour Livourne sous les ordres du général Naselli. Ces dispositions prouvaient que l'armée de Naples n'était point formée en ligne, et n'avait point de centre; que les troupes de San Filippo et de Giustini ne rattachaient point l'aile droite à l'aile gauche; qu'un corps peu considérable, celui de Micheroux, attaquait la gauche des Français, la plus forte des trois parties de cette armée, et que les principales forces des Napolitains, trente mille hommes, marchaient contre l'aile droite, très-peu nombreuse et destinée à la retraite. Mack espérait donc dépasser les extrémités de la ligne française, les envelopper, pousser les corps les uns sur les autres, jeter parmi eux la confusion et les mettre hors de combat, tandis que la légion du général Naselli, avec ses propres forces et celles qu'il tirerait de la Toscane, harcèlerait les troupes françaises dans leur fuite vers Pérouse. Calculs maladroits! La configuration de la frontière, la ligne prolongée et peu profonde de l'armée française, la ressource qu'elle se ménageait en Lombardie, le nombre de nos forces

presque trois fois plus considérables que celles de nos adversaires, tout conseillait un autre plan. Il fallait enfoncer le centre, prendre en flanc les deux ailes ennemies et les empêcher de se porter secours, et couper, s'il était possible, la retraite en Lombardie. Il fallait alors pour cela diviser l'armée en trois corps et placer vingt-six mille hommes à Aquila pour concentrer les forces entre Rieti et Terni, douze mille sur la voie Émilienne, pour combattre l'aile gauche des Français, huit mille dans les marais Pontins, pour écraser la droite. Pendant ce temps, la légion de la Toscane, sans ennemis à combattre, avec des peuples de son parti, aurait couru le pays jusqu'à Pérouse, pour s'approcher de nous et nous aider suivant l'exigence des circonstances. De cette manière seulement l'armée nouvelle et inexpérimentée des Napolitains pouvait vaincre par l'habileté stratégique et par la supériorité du nombre l'armée française aguerrie et déjà plus d'une fois victorieuse. Le reste de la guerre dépendait des mouvemens préparés dans le Piémont et de l'arrivée des Allemands en Italie.

Tels étaient les conseils de la raison et de l'art; maintenant racontons les faits. Les corps de Mack et de Damas, composés de trente mille soldats, marchant sur des routes parallèles, sans rencontrer l'ennemi, qui se retira promptement, arrivèrent le 29 novembre à Rome, où le roi fit son entrée en grande pompe et alla habiter son palais Farnèse. Les Français, ayant laissé une petite garnison dans le château Saint-Ange, partirent, suivis des autorités et des principaux partisans de la république. Cependant quelques-uns de ces derniers, soit confiance

dans les promesses du roi, soit témérité, soit fatalité, restèrent à Rome, et le même jour ils furent emprisonnés et mis à mort. Deux frères nommés Corona, Napolitains, partisans de la liberté, qui, trop confians dans la parole de leur souverain, ne s'étaient pas éloignés, furent jugés et tués par son ordre. La populace, déchaînée sous prétexte de religion et de zèle pour le pape, pilla les maisons, égorgea les citoyens, noya dans le Tibre une foule de juifs, commit de graves désordres et des crimes : acte honteux pour le vainqueur, qui attendit trop long-temps pour nommer une junte de sûreté composée des princes Borghesi et Gabrielli, et des marquis Massimi et Ricci. Alors la populace fut contenue. Les emblêmes de la république déchue disparurent ; la croix remplaça l'arbre de la liberté et l'on vit flotter au haut des tours et des édifices publics les images et les armes du pape confondues avec les enseignes du roi des Deux-Siciles. Ce dernier envoya des messagers à Naples pour annoncer sa victoire et ordonner dans les églises des prières et des actions de grâces. Il écrivait au souverain pontife : « Que votre Sainteté sache par cette lettre qu'aidé de la faveur divine et du très-miraculeux saint Janvier, nous sommes entré aujourd'hui en triomphe avec notre armée dans la sainte église de Rome, naguère profanée par les impies, qui fuient maintenant épouvantés à la vue de la croix et de mes armes. Ainsi, votre Sainteté peut reprendre son autorité suprême et paternelle ; car je la protégerai avec mon armée. Qu'elle quitte donc le trop modeste séjour de la Chartreuse ; qu'elle vienne sur les ailes des chérubins, comme au-

trefois Notre-Dame de Lorette, et qu'elle descende au Vatican pour le purifier par sa sainte présence. Tout est prêt pour la recevoir. Votre Sainteté pourra célébrer l'office divin le jour de la naissance du Sauveur. » Une troisième lettre était écrite au nom du roi par son ministre, le prince Belmonte Pignatelli, aux ministres du roi de Sardaigne. Elle disait entre autres choses : « Les Napolitains, guidés par le général Mack, ont sonné les premiers la dernière heure des Français. Du haut du Capitole ils apprennent à l'Europe que le réveil des rois est arrivé. Malheureux Piémontais, secouez vos chaînes, brisez-les, écrasez vos oppresseurs; répondez à l'appel du roi de Naples. » J'ai rapporté ici ces bravades pour peindre le ressentiment aveugle et le sot orgueil du roi et de ses ministres, passions des âmes faibles dont la fortune vient toujours se jouer.

XXXIII. Pendant que ces lettres étaient en route, des revers avaient lieu dans les Abruzzes. Le général Micheroux, dont les forces étaient un peu diminuées par les désertions et les maladies, étant arrivé dans les environs de Fermo avec neuf mille soldats, y trouva rangées en bataille les troupes françaises commandées par les généraux Mounier, Rusca et Casabianca. Les deux partis en étant venus aux mains, l'issue du combat ne fut pas longtemps douteuse; les Napolitains, qui n'avaient plus l'avantage du nombre, inférieurs en talent militaire, mal dirigés, découragés, prirent la fuite, laissant sur le champ de bataille des morts, des prisonniers, leur artillerie et leurs drapeaux. Les restes de la colonne se retirèrent dans les montagnes des Abruzzes; et quelques Français les con-

tinrent par la peur, pendant que les autres, en plus grand nombre, allaient renforcer le centre et l'aile droite de la ligne. Le colonel San Filippo, après avoir pris Rieti sans trouver de résistance, s'avançait vers le centre des Français par les défilés de Terni, que gardait le général Lemoine avec quelques hommes; mais le général Dufresse, arrivant à son secours avec une demi-brigade de deux mille quatre cents soldats, rendit égales les forces des deux partis, et San Filippo eut le même sort que Micheroux. Le colonel Giustini, arrêté à Vicovaro par le général Kellermann, se dirigea vers la division de San Filippo; mais ayant appris que le chef était prisonnier, son armée en fuite, Rieti au pouvoir des Français, il suivit rapidement la rive du Tibre et gagna Tivoli.

Ainsi l'armée française combattant jusqu'alors en nombre égal avec les Napolitains, victorieuse, comme cela devait être à forces égales, avait assuré l'aile gauche. Marchant non plus par des chemins détournés, mais sans crainte et par le chemin direct, elle rassembla l'aile droite à Civita Castellana et dans les montagnes voisines fortifiées par la nature et par l'art. Il y avait sept mille Français et deux mille partisans, armés de tout le courage qu'exigeait la nécessité de vaincre ou de mourir; les uns et les autres commandés par le général Macdonald, déjà célèbre dans les guerres d'Allemagne et d'Italie. Derrière lui, mais à distance, et séparé par les Apennins, s'avançait le général en chef Championnet. Ayant laissé dans les Abruzzes le général Duhesme et six mille soldats, il marchait avec huit mille autres au secours de Macdonald. Quelques troupes laissées dans la ville de Pérouse devaient observer la légion débarquée à Livourne

et attendre les soulèvemens que l'on redoutait. Mais ni ces troupes napolitaines, ni les instigations des Anglais, ni le ressentiment des peuples, ne purent rien en Toscane contre les Français. Le 28 septembre, les flottes de Naples et d'Angleterre, fières de leurs nombreux vaisseaux, arrivèrent à Livourne et demandèrent à débarquer leurs soldats et leurs canons. Le gouvernement de Toscane, alors en paix avec la France, ne céda ou fit semblant de ne céder qu'à une force majeure, et voulant prouver que ce n'était pas au mépris de la neutralité convenue, mais par nécessité, qu'il tolérait le débarquement des soldats, il déclara qu'il voulait maintenir la plénitude de son autorité dans ses états et confier ses droits à la justice et à Dieu. Par un autre édit il augmenta la milice, créa les gardes urbaines, pourvut à la tranquillité du pays, et attendit la fin de la guerre de Rome. Le général Naselli ne bougea point, attendant, ainsi qu'on le lui avait prescrit, les ordres de Mack. Celui-ci, incapable de vastes combinaisons stratégiques, et puis ayant perdu la tête au milieu de ses revers, oublia cette légion de six mille soldats qui resta à Livourne dans le désœuvrement et l'abandon. Le roi et son général goûtaient dans Rome les délices jusqu'alors inconnues du triomphe, et, comme si la guerre eût été terminée, ils restèrent cinq jours sans marcher contre Macdonald, se contentant d'engager à la soumission ou de menacer la garnison du château Saint-Ange. Il est curieux de citer l'écrit que le lieutenant-général Bourcard envoya au lieutenant-colonel Walter, commandant du fort. Il portait entre autres choses : « Les soldats français malades dans les hôpitaux de Rome se-

ront regardés comme ôtages. En conséquence, chaque coup de canon qui partira du château causera la mort de l'un d'entre eux. Il sera abandonné à la juste colère du peuple. » Une copie de cet écrit, signée Mack, envoyée au général Championnet et publiée par lui dans l'armée, rendit la guerre cruelle. Comme le château refusait de se rendre, on tira de part et d'autre des coups inutiles, et le 3 décembre l'armée de Naples partit de Rome. Six mille soldats restèrent pour garder le roi, et comme la division du colonel Giustini avait rejoint l'armée, vingt-cinq mille combattans marchèrent contre Civita Castellana.

XXXIV. Ils étaient divisés en cinq corps. Un autre capitaine que Mack, instruit au moins par l'expérience de cette guerre même, eût fait venir de Toscane la légion Naselli, qui devait agir contre Pérouse. Il eût conduit les principales forces de l'armée par la rive gauche du Tibre, et campé à Terni; il eût combattu avec des forces six fois plus considérables la petite troupe de Macdonald, avant que Championnet fût descendu des Apennins. Mais le chef obstiné des malencontreux Napolitains envoya le long du Tibre une poignée de soldats, et partagea les vingt-deux mille autres en quatre corps qui, après de légers combats, campèrent à Calvi, à Monte-Buono, à Otricoli, à Regnano. Ils restèrent là pendant cinq jours sans rien faire, ou se contentant de diriger quelques attaques partielles contre le camp des ennemis. On ignorait les projets de Mack. Mais le général français, d'abord résolu à se borner à la défensive, changea d'avis, et avec les mêmes troupes, il attaqua

nos camps l'un après l'autre ; il les combattit séparément avec des forces égales ou supérieures, et, secondé par le talent et la fortune, il les battit tous ou les mit en fuite. Otricoli succomba en premier lieu, puis Calvi, ensuite Monte-Buono. Le général Mack avait détaché du camp de Regnano la plus grande partie des troupes pour les réunir à celles qui remontaient la rive droite du Tibre, et les établir à Cantalupo. Cette idée était sage, et ce fut la seule dans cette guerre qui méritât quelque éloge ; mais ayant appris en chemin la déroute de ses divisions, il ordonna une retraite générale sur Rome. On était alors au 13 décembre. Dans les huit jours précédens, sept combats, tous à l'honneur de l'armée française, avaient été autant de défaites pour les Napolitains, qui avaient perdu dix-neuf cents hommes tués ou blessés, et dix mille prisonniers, trente canons, neuf drapeaux, et une grande quantité de chevaux, d'armes et de bagages. Ils avaient eu seulement un instant de bonheur à Otricoli ; ils avaient surpris la garnison française, composée de deux cents hommes, en avaient tué le plus grand nombre et fait le reste prisonnier. Soit malveillance des habitans, soit hasard, le feu prit à l'hôpital, et les malades moururent au milieu des flammes. On fit courir le bruit que l'écrit barbare du général Bourcard n'était pas une simple menace, mais annonçait un dessein réel. Ce mensonge, auquel les Français ajoutèrent foi, redoubla les fureurs et les cruautés de la guerre. La retraite de Mack commença le même jour. Les Napolitains, toujours battus et toujours malheureux, commandés par des étrangers, voyant dans leurs rangs beaucoup de

Français, généraux ou colonels, qui, en qualité d'émigrés, étaient intéressés à fuir, pour échapper aux dangers de la captivité; portés à croire le mal, comme le sont ordinairement les armées, supposèrent qu'ils étaient trahis. Leurs chefs furent traités par eux de jacobins, les liens de la discipline se relâchèrent. Le manque de vivres mit le comble à ces désordres; car à l'ignorance et aux fraudes des administrateurs, dont j'ai déjà parlé plus haut, vinrent s'ajouter les pertes des convois et celles des magasins abandonnés ou pillés par les soldats livrés à la licence et à l'indiscipline.

XXXV. A ces nouvelles, les Romains, soit attachement à la république, soit prudence, se montrèrent favorables au parti des Français. C'est pourquoi le roi Ferdinand, qui depuis le 7 était à Albano, naturellement lâche et fort effrayé cette fois, partit le 10 au déclin du jour, et dirigea sa fuite vers Naples. Il dit au duc d'Ascoli, son écuyer, que les jacobins avaient fait le serment de tuer les rois, et qu'il serait glorieux pour un sujet d'exposer sa vie pour sauver celle de son roi; en même temps il l'engagea à changer de vêtemens avec lui, et à prendre sa place pendant le voyage. Le courtisan, ravi, endossa les habits du roi, prit la droite de la voiture, tandis que le prince, d'un air respectueux, et dominé par la peur, lui rendait hommage avec tout l'empressement d'un sujet. Le roi arriva à Caserta dans la soirée du 11 sous ce honteux travestissement. Cependant, à Rome, les troupes napolitaines traversaient rapidement la ville, poursuivies par les Français, et de si près, que les vaincus sortaient par

une porte au moment où les vainqueurs entraient par l'autre. Le général Championnet s'était réuni à Macdonald; et, pendant qu'ils marchaient sur Rome, ils apprirent qu'une légion de sept mille Napolitains, commandée par le général Damas, oubliée par Mack, ou abandonnée dans la précipitation de la fuite, doublait le pas pour arriver avant les Français; mais il n'en fut pas ainsi. Damas fit demander le passage, menaçant, si on le lui refusait, de le prendre par la force. On lui répondit qu'il eût à mettre bas les armes, et à se rendre prisonnier; alors il demanda à traiter. Les députés se réunirent. Les Français, alors en petit nombre et fatigués, désiraient du temps pour attendre d'autres soldats dans la ville. Le général Damas, déjà décidé à retourner sur ses pas, ne demandait aussi qu'à gagner du temps pour préparer une retraite qui devenait difficile en présence d'un ennemi supérieur en nombre et victorieux. Pendant que les heures se passaient en prétendues conférences, les deux armées se préparaient à combattre. Saisissant l'occasion favorable, Damas, par une résolution judicieuse et hardie, prit le chemin d'Orbitello, forteresse éloignée qui appartenait alors au roi de Naples. Les troupes françaises le poursuivirent, attirées par l'appât d'un butin qu'elles croyaient déjà tenir, et qui leur échappait; elles atteignirent l'arrière-garde à la Storta, et livrèrent bataille. Il y eut de part et d'autre des morts et des blessés; mais la nuit étant venue, Damas poursuivit son chemin, et les Français se reposèrent. Le lendemain, d'autres Français, partis de Borghetto sous la conduite du général Kellermann, espérèrent devancer les Napolitains; ils les rejoignirent à

Toscanella. Un combat s'engagea. Des deux côtés il périt beaucoup de monde. Le général Damas eut la joue percée d'un coup de feu. Cependant la légion, continuant sa route, arriva à Orbitello, et ne trouva dans la place ni fortifications ni vivres; et si elle obtint d'en sortir libre et de retourner dans le royaume, ce n'est pas à la solidité des murailles et des remparts qu'elle en fut redevable, mais à la valeur éprouvée des soldats et de leur chef. Leur conduite fut comblée d'éloges. Mais quelques actions d'éclat, au milieu des désastres, s'effacent bientôt de la mémoire des hommes. Vers le même temps, la légion du général Naselli partit de Livourne sur les vaisseaux anglais. Ainsi Mack, voyant ses projets et ses moyens d'attaque évanouis, ne songea plus qu'à se tenir sur la défensive.

Il sentit la faute qu'il avait commise en entrant en campagne comme un barbare, sans base d'opérations, la tête remplie d'idées de conquête; sans songer à la réparation des forteresses, aux travaux militaires dans l'intérieur, à aucune des précautions qui sont dictées par le bon sens, ou du moins par l'usage. Même au milieu des revers éprouvés dans la Romagne, il n'avait pas arrêté sa pensée sur les moyens de défendre le royaume; et quand il vit arriver le besoin de protéger le pays, les forteresses manquaient de munitions, la frontière était abandonnée, les points importans mal gardés. Il songea à rassembler les soldats fugitifs, et assurément, avec les légions de Damas et de Naselli, avec les autres bataillons qui n'avaient pas paru dans cette guerre, et, avec les restes nombreux de l'armée vaincue, il pouvait composer une armée nouvelle beaucoup plus nom-

breuse que celle que Championnet se disposait à faire marcher contre nous. Ce général, après avoir rétabli dans Rome le gouvernement républicain, châtié quelques trahisons, relevé les tombeaux abattus de Duphot et de Basville, accordé des éloges à la conduite de ses troupes et du repos à leurs fatigues, prépara son plan d'attaque contre le royaume de Naples; il avait sous ses ordres vingt-cinq mille combattans divisés en deux corps, l'un de huit mille hommes, commandé par le général Duhesme, dans les Abruzzes, l'autre de dix-sept mille, conduit par Rey et Macdonald, sur les rives du Garigliano et du Liris. Championnet suivait en personne la division Macdonald. Artillerie, bagages, vivres, bon droit, conscience de ses forces, il avait tout pour lui. Le nombre seul de ses troupes eût été insuffisant, si leur valeur et la fortune, le découragement et les revers de leurs ennemis n'eussent rétabli l'équilibre. Tout étant prêt, il donna le signal du départ. Les révolutions du Piémont, les conférences rompues à Rastadt, les armemens de l'Autriche, le peu de force de la République en Lombardie, tout contribuait à rendre cette entreprise hasardeuse; mais la destinée devait se charger de réparer les imprudences des Français.

XXXVI. Le 20 décembre, toute l'armée française se mit en marche vers Naples. Le général Duhesme, dans les Abruzzes, menaça le fort Civitella del Tronto. Ce fort, situé sur la cime d'une montagne inaccessible de deux côtés, fortifié des deux autres, ayant une garnison suffisante, dix gros canons, des munitions de guerre et des vivres en abondance fournis par la ville

voisine, pouvait soutenir un long siége, quand même l'ennemi aurait eu l'artillerie et les ressources nécessaires à une telle entreprise. Mais les seules armes des Français étaient leur attitude menaçante et leur nom; car à travers ces lieux escarpés, où il n'y avait point de chemins pour les voitures ni presque de sentiers, il était impossible de transporter à cette hauteur de pesantes masses de bronze. Le commandant du fort le savait bien; mais encouragé par tant d'exemples de lâcheté impunie, après dix heures de siége, il se rendit à l'ennemi prisonnier de guerre avec toute la garnison; il se nommait Jean Lacombe, Espagnol, lieutenant-colonel au service du roi de Naples. Maître de Civitella, le général Duhesme s'avança dans les Abruzzes, et, après avoir repoussé ou mis en fuite différentes bandes de gens armés, il arriva sur les bords du fleuve Pescara, qui, défendu d'abord, puis abandonné par ses défenseurs, fut bientôt franchi par les Français. Duhesme, affectant de déployer ses soldats et son artillerie, bien qu'elle ne se composât que de pièces de campagne, fit sommer le fort de Pescara de se rendre. Le commandant de la place, pour prouver qu'il ne craignait rien, montra au messager les fortifications, les armes, la garnison, les magasins bien remplis, et lui dit : « Une forteresse si bien gardée et si bien approvisionnée ne se rend point. » A cette nouvelle, l'ennemi redoubla ses menaces, et, à la vue de ces démonstrations hostiles, le commandant, renonçant à sa noble et fière résolution, rendit au vainqueur la forteresse avec tout ce qu'elle renfermait : soixante gros canons de bronze, dix de fer, quatre mortiers, une grande quantité d'armes, de poudre, de

vêtemens, de vivres, et dix-neuf cents soldats prisonniers. Ce commandant était le colonel Pricard ; c'était encore un étranger, bien accueilli et favorisé par la cour : triste effet de notre malheureuse condition et du dédain que nous témoignèrent nos princes.

Pendant que Duhesme obtenait ces succès, le général Mounier parcourait le sentier difficile qui mène, en traversant les montagnes, de Teramo à Civita di Penna, et le général Rusca, un sentier plus mauvais encore, pour aller à Aquila et à Torre de' Passeri; ils ne craignaient aucun danger de la part d'un ennemi fugitif, Mais le général Lemoine, étant arrivé à Popoli, trouva rangée en bataille une forte troupe de Napolitains. On en vint aux mains. Le général français Point fut tué ; la victoire flottait incertaine, lorsque notre mauvaise destinée fit circuler le mot de trahison dans les rangs des Napolitains, qui, au moment même où la chance leur devenait favorable, abandonnèrent le champ de bataille et s'enfuirent en désordre par Isernia et Bojano jusqu'à Bénévent. C'est ainsi que les choses se passaient dans les Abruzzes, tandis que le général Rey et le général Macdonald, avec l'aile droite des Français, l'un par les marais Pontins, l'autre par Frosinone et Ceperano, s'avançaient sans obstacle dans le royaume. Le roi de Naples, qui avait vainement espéré que les Français, occupés dans le Piémont, menacés dans la Lombardie, et peu nombreux, n'oseraient point s'aventurer dans une expédition lointaine, ayant appris les désastres des Abruzzes, ordonna aux peuples une guerre nationale d'extermination. Sa proclamation était datée de Rome, du 8 décembre, bien qu'elle eût été écrite

plus tard à Caserta. Elle était conçue en ces termes : « Pendant que je suis dans la capitale du monde chrétien, occupé à rétablir la sainte Église, les Français, auprès desquels j'ai tout fait pour vivre en paix, menacent de pénétrer dans les Abruzzes. Je marcherai avec une armée nombreuse pour les exterminer ; mais, en attendant, que les peuples courent aux armes, qu'ils volent au secours de la religion, qu'ils défendent leur roi, leur père, qui est prêt à sacrifier sa vie pour conserver à ses sujets leurs autels, leurs biens, l'honneur de leurs femmes, leur liberté. Quiconque abandonnera les drapeaux ou les rassemblemens armés sera puni comme rebelle, comme ennemi de l'Église et de l'État. »

Cet édit fut comme la voix de Dieu : les peuples s'arment ; les prêtres, les moines, les plus puissans des villes et des villages, les mènent au combat ; à défaut de la supériorité du rang, c'est le plus hardi qui prend le commandement. Les soldats fugitifs, saisis de honte à la vue de ce mouvement général, se joignent aux volontaires ; les bandes, faibles d'abord, grandissent bientôt, et en peu de jours deviennent des masses imposantes. Ces hommes s'encouragent entre eux, s'animent par l'espoir du butin, et se mettent en campagne ; combattre est leur seule règle, détruire, leur seul but ; ils secondent leur chef sans lui obéir, suivent son exemple, non ses ordres. Leurs premiers actes furent atroces : ils massacrèrent les soldats français arrêtés dans leur route par les maladies ou les fatigues, et les égorgèrent dans les chemins ou dans les maisons, foulant aux pieds les droits de la guerre, de l'humanité et

de l'hospitalité. Bientôt après, encouragés par leurs premiers succès, ils prirent la ville de Teramo, s'emparèrent du pont fortifié sur le Tronto, et, dispersant les bateaux dont il était formé, ils fermèrent le passage à d'autres troupes. Pendant ce temps, dans la Terre de Labour, des bandes de volontaires rassemblés à Sessa, parcourant la ligne du Garigliano, brûlèrent le pont de bois, et s'emparèrent de presque toute l'artillerie de réserve de l'armée française parquée sur les bords du fleuve; puis, emportant ce qu'ils pouvaient, détruisant le reste, égorgeant les gardes, ils abandonnèrent le pays. Les trois colonnes de l'aile gauche ne communiquaient plus entre elles ni avec l'aile droite, car les Napolitains, embusqués sur les routes, tuaient les courriers ou les petits détachemens de soldats.

Ces dispositions nouvelles remplissaient les Français d'étonnement, et nous étonnaient nous-mêmes. Sans être secondés ni par l'armée, ni par le roi, ni par Mack, les combattans sortaient comme de dessous terre, et les troupes françaises, que n'avaient pu vaincre de nombreux bataillons, voyaient aujourd'hui leurs soldats diminuer et leur courage fléchir contre des ennemis presque invisibles; et comme les faits trop étonnans ne trouvent que de l'incrédulité dans l'avenir, quand on ignore les causes des événemens, il est du devoir de l'histoire de rechercher comment les Napolitains, naguère lâches et fugitifs, reparurent dans les mêmes lieux, contre le même ennemi, pleins de courage et d'audace. La valeur dans les individus est toute personnelle, parce que chacun peut en avoir en soi-même les ressorts, tels que la force, l'adresse, une certaine

conviction, une certaine fatalité, l'espoir de vaincre ou la nécessité de combattre. La valeur dans les réunions d'hommes, comme dans les armées, part d'une autre cause, de la confiance dans ses compagnons et dans ses chefs. La valeur dans les individus vient donc de la nature, dans les armées, des lois; l'une peut être spontanée, l'autre demande du temps, des institutions et des exemples. Il est donc vrai de dire que si tout peuple n'est pas courageux, toute armée peut le devenir; ce sont là des maximes connues à ceux qui ont l'expérience des hommes et des sociétés humaines. Après cela, on ne s'étonnera point de voir les Napolitains, robustes et agiles de leur personne, pour la plupart habitants des montagnes, vêtus de laine grossière, accoutumés à une nourriture simple et pauvre, passionnés pour les femmes, jaloux, dévoués à l'Église, fidèles au roi, attirés par l'appât des récompenses et des dépouilles, aller avec ardeur et intrépidité à cette guerre pour défendre les institutions de leur patrie et leurs autels, pouvant d'ailleurs s'en retourner à volonté, combattre à leur gré, disposer librement de leur butin, déployer leur valeur personnelle. Mais, dans la guerre régulière qui venait d'avoir lieu, les mêmes Napolitains, nouvellement enrôlés, mécontens du service militaire, témoins du mécontentement de leurs compagnons, sachant bien reconnaître, quoique dans les derniers rangs de l'armée, la lâcheté de leurs chefs, soupçonnant leur fidélité, mal dirigés, mal nourris, malheureux et battus, n'avaient aucune des qualités nécessaires à une armée. Cette absence de vertus militaires était l'effet des erreurs passées et présentes du

gouvernement; mais, quoique le peuple en fût innocent, c'est sur lui qu'en retomba la honte; honte que n'effaceront même pas peut-être les récits véridiques de l'histoire; car les nations ont quelque chose de fatal dans leur existence, et la fatalité qui poursuit les Napolitains est, je crois, l'injustice des jugemens du monde.

XXXVII. L'aile gauche des Français, embarrassée dans les Abruzzes, avançait lentement. La droite marcha sans difficulté jusqu'au Garigliano. Le général Rey somma le fort de Gaëte de se rendre. Le gouverneur de cette place était le maréchal Tschiudy, Suisse d'origine, entré au service du roi de Naples par suite du trafic infâme que fait la Suisse de ses concitoyens. Il devait son haut rang à sa naissance, au temps, à la faveur. Étranger, sans expérience de la guerre, et sourd à l'honneur militaire, il trembla en présence de l'ennemi. Il convoqua je ne sais quel conseil, et après avoir recueilli les avis de l'évêque, qui se disait ministre de paix, et des magistrats de la commune, qui ne songeaient qu'à éviter les maux du siége, il résolut de se rendre. Pendant que ce lâche conseil préparait cette trahison, le général français lança un obus dans la ville. Ce signal de guerre fit hâter les résolutions; le gouverneur envoya demander la paix, ne se montrant pas exigeant pour les conditions; mais le général Rey, voyant cet excès de lâcheté, répondit : « La place à discrétion, ou toutes les rigueurs de la guerre. » Et l'on vit se rendre à discrétion quatre mille soldats enfermés dans une place très-forte, munie de soixante-

dix canons de bronze, de douze mortiers, de vingt-mille fusils ; de vivres pour un an, de pontons et autres machines ; avec des vaisseaux dans le port et un nombreux attirail de siége. Les prisonniers allèrent à Castel Santangelo ; mais le maréchal, sans pudeur, demanda indulgence pour lui et pour soixante autres officiers qui, pour avoir contribué à la soumission, obtinrent la honteuse faveur de sortir libres, avec serment de ne jamais combattre les Français.

Les trahisons qui avaient livré Civitella, Pescara et Gaëte firent espérer un égal succès pour le fort de Capoue ; quoique dans cette place, derrière le Volturno, le général Mack ralliât ses troupes, et quoiqu'un vaste camp retranché en avant du côté de Rome, et gardé par six mille soldats, accrût les moyens de défense. Le général Macdonald s'avança contre nous, pour nous vaincre, si nous étions des lâches, ou pour reconnaître la forteresse. On était déjà à la moitié de la journée ; il s'avança sur trois colonnes pour attaquer le camp retranché ; le désordre se mit dans les troupes qui le gardaient, et quelques fuyards s'en vinrent en tumulte aux portes du fort, menaçant de les enfoncer si on ne les leur ouvrait. Mais d'une redoute du camp, où les canonniers restèrent inébranlables devant les menaces de l'ennemi et le mauvais exemple des fuyards, partit une décharge de six canons chargés à mitraille, bien dirigée, et qui fit beaucoup de ravage dans la colonne de cavalerie qui s'avançait la première avec assurance. Les bastions tirèrent de leur côté, et en peu d'instans les colonnes assaillantes reculèrent, la garnison du camp reprit courage, et la bataille recommença. Les artilleurs

de la redoute étaient Napolitains ainsi que leur chef, jeune homme qui faisait dans cette guerre ses premières armes; il fut élevé par le général Mack du grade de lieutenant à celui de capitaine, en récompense de son succès plus que de sa valeur; car ni la cavalerie française, ni même l'infanterie ne pouvait entrer dans le camp, qui était défendu par un retranchement, un fossé, des arbres abattus, des canons et des troupes; les Français, revenant à la charge, essayèrent de passer le fleuve à Cajazzo, gardé par un régiment de cavalerie sous le duc de Roccaromana. Repoussés et battus pendant toute la journée, et voyant leurs attaques sans succès, ils changèrent d'avis et se disposèrent à assiéger la forteresse régulièrement; ils avaient eu devant Capoue et Cajazzo quatre cents soldats tués ou blessés et cent prisonniers. Le général Mathieu avait eu le bras cassé d'un coup de feu, le général Boisgerard avait été tué, le colonel Darnaud fait prisonnier. De notre côté, nous n'avions à regretter que cent hommes tués ou blessés : au nombre des blessés était le colonel Roccaromana.

Sur ces entrefaites, les généraux Duhesme et Lemoine arrivèrent des Abruzzes; ils racontèrent les fatigues qu'ils avaient essuyées, les difficultés qu'ils avaient rencontrées, les guet-apens, la mauvaise foi des habitans, les massacres abominables des Français. Le général Duhesme avait encore deux blessures toutes fraîches sur le corps, et, en racontant toutes ces cruautés, il citait les noms terribles de Pronio et de Rodio. Le général Championnet ajouta à ces récits l'histoire des troubles et des soulèvemens populaires de la Terre de Labour, et apprit à ses compagnons d'armes les noms de

Fra-Diavolo et de Mammone, déjà connus par leurs atrocités. Alors les généraux français, réunis en conseil dans la ville de Venafro, virent qu'il leur fallait soutenir une guerre nouvelle et horrible; que la lâcheté des commandans qui avaient cédé leurs forts était une faveur merveilleuse de la fortune, et qu'il n'y avait d'autre moyen de sauver l'armée que de la tenir unie et d'abattre par des coups rapides et des prodiges de valeur les forces et le courage du peuple. « Songeons donc d'abord, dit en finissant le général en chef, à nous rendre maîtres de Capoue en peu de jours : que les troupes, les armes, les machines de siége soient aujourd'hui même disposées autour du fort. »

XXXVIII. Les partisans du roi étaient remplis d'orgueil en voyant les Abruzzes délivrées par la valeur de leurs habitans, et l'armée française rassemblée, non plus, croyaient-ils, pour faire la guerre, mais pour se retirer dans la Romagne. Les succès de ces bandes formées au hasard, comparés avec les échecs de l'immense armée de Mack, confirmaient généralement dans les esprits les soupçons de trahison; d'autant plus qu'à l'approche des Français les rigueurs de la police redoublaient. On n'entendait parler que d'emprisonnemens et de supplices. Beaucoup d'officiers passaient du camp dans les forteresses. Le maréchal Airola lui-même, ministre de la guerre, fut enfermé dans un château-fort. Ces mesures, en divisant le peuple, affaiblissaient les moyens de résister à l'ennemi, et faisaient naître les discordes civiles et tous les malheurs qui en sont inséparables. Ce fut là le fruit le plus amer de la faute que

commit le gouvernement, en supposant et punissant une conspiration qui ne fut jamais réelle, née des desseins ambitieux de quelques misérables, entretenue dans l'esprit orgueilleux de la reine, puis divulguée et accréditée; mensonge funeste qui anéantit la dignité de la monarchie, le crédit des grands, l'autorité des magistrats. Dès-lors les soldats désobéirent aux chefs, les sujets aux autorités. A qui rappelait les devoirs et les droits on répondait par le mot accoutumé de traître. Les liens, jusque-là respectés, de la société étant ainsi brisés, ce fut la classe la plus puissante par le nombre et par l'audace, c'est-à-dire la populace, qui domina, surtout dans la capitale, où le bas peuple était plus nombreux, les lazzaroni remplis d'audace, et les profits plus faciles et plus considérables. Comme il n'y avait plus ni discipline, ni respect pour le commandement, les troupes réglées diminuaient chaque jour, les fugitifs ne revenaient plus sous les drapeaux, la valeur des partisans se perdait dans des actions d'éclat inutiles. Pendant ce temps, la cour et les ministres vivaient dans l'incertitude et les angoisses, une couronne puissante et heureuse chancelait sur la tête du roi; la reine était agitée par la peur des dangers ou par les remords; le général Mack flottait entre l'espérance fondée sur des entreprises nouvelles et la crainte de sa ruine. Acton, Castelcicala, tremblaient comme doivent trembler les lâches et les méchans; les moteurs de la guerre, les inquisiteurs d'état, les satellites de la tyrannie s'abandonnaient à des résolutions désespérées. Un pressentiment divin importunait ces âmes perverses, qui, poursuivies par le souvenir de leurs crimes,

voyaient s'avancer la vengeance inévitable. Fuir était le désir général; mais on le dissimulait, parce que c'était un parti extrême et lâche. L'armée française n'avançait point, arrêtée par une forteresse, par un fleuve et par des bandes de peuple armées. Les soulèvemens de la capitale étaient en faveur du roi, et l'on entendait des cris et des assurances de fidélité au trône et à l'Église. Aucune province, aucune ville n'obéissait aux Français, dont la domination ne s'étendait pas au-delà de l'enceinte que couvrait leur petite armée; et en cas de malheurs imprévus, la famille royale et ses partisans avaient des asiles assurés dans les Principautés, dans la Pouille et dans les Calabres. Il n'y avait aucune raison pour fuir; mais la conscience des coupables leur conseillait la fuite.

D'autres hommes tremblaient aussi; c'étaient ceux qui étaient notés comme jacobins dans les registres de la police, les officiers de l'armée soupçonnés de trahison, et les riches. C'était contre ceux-là surtout qu'étaient dirigés les soulèvemens de la populace. Les jacobins, pendant ce temps, avisaient dans des réunions secrètes aux moyens de pourvoir à leur salut et de hâter, s'il était possible, les succès des Français et la chute du roi de Naples.

Ce furent là véritablement les premières conspirations, coupables si l'on considère le projet de renverser le gouvernement, nécessaires si l'on songe qu'une révolution seule pouvait assurer leur existence et leur liberté. Cachés pendant le jour, obligés de quitter leurs maisons pendant la nuit, ils menaient une vie incertaine et misérable. Ils envoyèrent des émis-

saires au camp français pour informer le général Championnet de l'état de la ville et de la cour, et l'engager à poursuivre son entreprise, lui promettant qu'il trouverait dans leur parti de puissans secours. Ces menées, connues ou soupçonnées par la police, accrurent de part et d'autre les dangers et les craintes. Les inquiétudes de la famille royale devenaient insupportables, lorsqu'un crime atroce vint hâter les résolutions et décider le départ.

Le courrier de cabinet, Antonio Ferreri, fidèle et cher au roi, ayant été envoyé avec une lettre du roi à l'amiral Nelson, fut arrêté par le peuple sur le bord de la mer comme espion des Français. Au milieu des cris de *meurent les jacobins*, il fut percé de coups, traîné à travers les rues de la ville et jeté mourant dans un égout où il rendit le dernier soupir. Pendant que les cruels le traînaient à demi mort, ils s'arrêtèrent sous les fenêtres du palais et demandèrent à grands cris que le roi vînt voir dans le supplice du traître une preuve de la fidélité de son peuple. Le tumulte, le désordre et la foule augmentèrent au point que le roi se crut obligé par prudence de se montrer. Il reconnut l'infortuné Ferreri qui tourna vers lui un regard mourant, comme pour implorer sa pitié; mais lui, tout roi qu'il était, ne put le soustraire à la fureur de ses bourreaux : il frémit d'horreur, trembla pour lui-même et résolut de fuir. Ce meurtre fut interprété diversement. Les uns dirent qu'il avait été comploté pour faire partir le roi; d'autres, pour cacher des trames avec l'Autriche dont Ferreri avait le secret.

XXIX. Le roi, ayant décidé son départ, en fit hâter

les préparatifs et les tint cachés. Il fallait fuir; mais le secret ne fut point gardé, et l'on apprit que la cour et les ministres du roi fuyaient, et que les partisans les plus détestés de la tyrannie se préparaient d'autres retraites ou d'autres moyens de salut. Cet acte de lâcheté faisait évanouir tout espoir de résister à l'ennemi et de rétablir l'ordre dans l'armée et dans l'état. Un conseiller courageux et fidèle, dont malheureusement les mémoires du temps n'ont pas conservé le nom, fit envisager au roi son erreur et les suites funestes de cette résolution; mais il ne put rien obtenir, sinon qu'elle fût démentie, pour ne point amortir dans les provinces l'ardeur de la guerre et la haine contre les Français. En conséquence, on expédia des lettres et des courriers pour annoncer que le roi se disposait à exterminer l'ennemi, qui, secondé par des trahisons et s'étant aventuré dans le cœur du royaume au milieu des forts, des soldats et des bandes armées, recevrait bientôt le châtiment dû à sa témérité. Le peuple, qui croit tout, ajouta foi à ces paroles, et redoubla de violence et de fureur contre les Français. Mais voilà que tout à coup, le 21 décembre, on aperçoit dans le golfe plusieurs vaisseaux qui avaient quitté le port pendant la nuit, et l'on reconnaît aux drapeaux déployés sur le vaisseau amiral anglais, que le roi et sa suite y sont embarqués. Dans le même temps un édit appelé *avis*, affiché sur les murs de la ville, portait que le roi passait en Sicile; qu'il laissait pour vicaire-général du royaume le prince Francesco Pignatelli, et qu'il avait l'intention de revenir bientôt avec de puissans secours.

Après le départ du roi, on découvrit les secrets de la fuite, les intrigues des lâches courtisans pour triompher des dernières irrésolutions de la cour, les instigations pressantes de Hamilton, de Nelson, de lady Hamilton; on apprit qu'on avait emporté les joyaux et l'argent de la couronne, les antiquités les plus précieuses, les plus beaux chefs-d'œuvre des musées, et les restes des banques publiques et de l'hôtel de la monnaie, soit en numéraire, soit en lingots, en un mot, vingt millions de ducats, dépouilles des trésors de l'État. C'est ainsi qu'on abandonnait cette malheureuse nation, engagée dans une guerre étrangère et domestique, livrée au désordre, avec des lois méprisées, la pauvreté, l'incertitude. Quels que soient les liens qui unissent un roi et son peuple, qu'ils soient consentis par les hommes, exigés par la raison, ou même prescrits par le Ciel, dans toutes les hypothèses de liberté ou d'absolutisme, abandonner l'État comme si on le trahissait est un de ces crimes que ne peuvent même effacer ni la fortune, ni le temps. Les vaisseaux, retenus par les vents contraires, restèrent trois jours dans le golfe; et, pendant ce temps, la ville, les magistrats, les barons, le peuple, envoyèrent au roi des députés, promettant, s'il revenait, de réunir tous leurs efforts contre l'ennemi et d'assurer la victoire par le concours de tant de bras et de tant de volontés. Il n'y eut que l'archevêque de Naples, parmi les députés, qui put parler au roi; les autres ne virent que les ministres. Le roi répondit que sa résolution était irrévocable, et les ministres répétèrent la même chose en termes plus durs. A cette nouvelle, la disposition

générale des esprits changea. Les magistrats, par prudence ou par dépit, se retiraient des emplois publics, les gens amis du repos attendaient avec crainte l'avenir, les novateurs concevaient des espérances. La populace seule agissait et se livrait à tous les excès.

Cependant on vit disparaître les vaisseaux qui transportaient loin de la capitale une foule de gens perdus de réputation, timides, ambitieux, les hommes les plus flétris du royaume. Quelques jours après on apprit que les fugitifs étaient assaillis par une violente tempête. Les uns trouvèrent un abri dans les Calabres, d'autres en Sardaigne et en Corse, plusieurs errèrent au gré des flots. Le vaisseau du roi, conduit par l'amiral Nelson, ayant un mât rompu, ses vergues brisées, luttait avec effort contre la tempête. La famille royale croyait sa perte certaine, au point que, comme on annonçait à la reine la mort de l'infant don Alberto, elle répondit : « Dans peu nous rejoindrons tous mon fils. » Le roi proférait à haute voix des prières, promettait de riches offrandes à saint Janvier et à saint François, lançait des regards irrités au ministre et à la reine, leur reprochant leur conduite passée, comme étant la cause de cette fuite et de tous leurs malheurs. On contemplait avec étonnement et admiration, au milieu de la tempête, la marche assurée du vaisseau napolitain que dirigeait l'amiral Caracciolo. Quoiqu'il eût pu passer en avant, il se tenait à quelque distance du bâtiment du roi, pour donner courage aux princes et leur porter secours. On eût dit que les autres vaisseaux obéissaient aux vents, et que celui de Caracciolo leur commandait, tant il s'avançait libre et fier. Ce prodige, qui attira

l'attention et les éloges du roi, fit éprouver à Nelson tous les tourmens de la jalousie. Cependant le vaisseau anglais, tout battu par la tempête, arriva le 25 en vue de Palerme, où la mer est peu sûre et l'entrée difficile. Mais on aperçut de la ville le danger que courait le bâtiment du roi, et le capitaine de frégate Giovanni Bausan, bravant les flots sur une petite barque, atteignit le vaisseau, et s'offrit comme pilote familiarisé avec ces parages. L'amiral Nelson lui remit volontiers le commandement; et, soit habileté, soit hasard, il entra dans le port au bout de quelques heures, et s'arrêta à la Banchetta comme par un temps calme. Caracciolo arriva dans le même moment, et, ayant fait débarquer son équipage, il mit à l'ancre son vaisseau respecté par la tempête. Cette circonstance fit beaucoup d'honneur aux officiers du bâtiment napolitain.

XL. Le vicaire-général du royaume, Pignatelli, en notifiant au général Mack pour l'armée, et aux élus de la cité pour les citoyens, les pouvoirs qui lui étaient conférés, exhorta l'une à la défense, les autres à la modération. Un roi, ou même un vicaire-général, qui aurait été à la hauteur des circonstances, aurait chassé les Français, ou conclu la paix, ou prolongé la guerre jusqu'à ce que les mouvemens de l'Autriche ou de la Russie eussent obligé l'armée ennemie de quitter l'extrémité de l'Italie pour courir au secours de la Lombardie. Damas était arrivé avec sept mille soldats, Naselli en avait six mille autres sous ses ordres. Il y en avait plus de quinze mille autour de Capoue, tous, il est vrai, peu soumis et rebelles à la discipline; mais,

comme il arrive souvent dans les masses, faciles à ramener, par un geste ou par un mot, à l'obéissance; les Abruzzes, la province de Molise, la Terre de Labour, étaient remplies de partisans du roi; les autres provinces s'agitaient, la populeuse ville de Naples se soulevait pour la maison de Bourbon. Il suffisait d'organiser toutes ces forces, de les faire mouvoir par un ressort commun, de réveiller en elles le sentiment de leur bon droit, et l'idée respectée des institutions de la patrie, pour former une puissance trois fois supérieure à celle de vingt-quatre mille Français et de quelques novateurs sans expérience des révolutions ou de la guerre. Mais le général Pignatelli, né au sein d'une noblesse ignorante, façonné aux bassesses de la cour, ne pouvait, ni par esprit, ni par caractère, s'élever à la hauteur d'une résolution assez énergique pour sauver un royaume et une couronne. Funeste destinée du despotisme qui, en élevant les sujets pour l'obéissance, n'en trouve point qui soient capables de commander!

Les élus de la cité ne furent pas long-temps d'accord avec le vicaire-général, soupçonnant en lui de mauvaises intentions, soit qu'elles lui fussent suggérées par les ordres secrets des princes, soit qu'elles vinssent de lui-même. Ils appelèrent à leur conseil d'autres élus, et levèrent une milice urbaine nombreuse et fidèle. Ils traitèrent ensuite des affaires publiques, et leur premier avis fut qu'il fallait renverser le pouvoir du vicaire-général. Rappelant donc les concessions de Frédéric II, du roi Ladislas et de Philippe III, puis les édits ou conventions de Philippe V et de Charles III, ils prétendirent qu'ils ne devaient pas être gouvernés par des vice-

rois, et qu'au départ du roi on devait transmettre le pouvoir royal aux élus, qui sont les représentans de la capitale et du royaume. Le vicaire-général résista. Les esprits s'aigrirent, et les choses en vinrent au point que la ville lui envoya une députation pour l'engager à se démettre de ce pouvoir illégitime. Les luttes de l'autorité éclataient visiblement dans les édits respectifs, dont le style et le but étaient opposés, et comme les élus s'efforçaient de réprimer les troubles, le vicaire-général de les exciter, le peuple était divisé en deux partis; les bons citoyens étaient pour les premiers, les hommes sans aveu et la populace pour le second. Au milieu de ces agitations on aperçut, le 28 décembre, sur la côte du Pausilippe, une fumée très-épaisse, puis du feu, et l'on apprit que par l'ordre du vicaire-général, obéissant sans doute à des ordres supérieurs, on livrait aux flammes cent vingt barques bombardières ou canonnières, abritées dans quelques grottes de cette côte. Quelques jours après, plusieurs vaisseaux de guerre revenant de Sicile, un spectacle plus triste encore vint s'offrir aux regards. En plein jour, le comte de Thurn, Allemand au service de Naples, à bord d'une frégate portugaise, ordonna l'incendie de deux vaisseaux napolitains et de trois frégates qui étaient à l'ancre dans le golfe. Le feu, quoiqu'au milieu du jour, apparaissait aux spectateurs sous une couleur sombre et blanchâtre. On voyait les flammes sortir comme de la mer, se glisser le long des flancs des vaisseaux, s'élancer à travers les mâts, les vergues, les câbles goudronnés et les voiles, dessinant en traits de feu les vaisseaux qui, un instant après, tombaient réduits en cendre et disparaissaient. Le

peuple regardait ce spectacle dans le silence et la consternation. Après le premier moment de stupeur, ils se demandaient entre eux : « Pourquoi cette destruction ? Les Napolitains et les Anglais ne pouvaient-ils emmener ces vaisseaux en Sicile ? Sera-t-il donc vrai qu'on brûlera le port, les arsenaux, les greniers publics ? Sera-t-il vrai que la reine fugitive ne voudra laisser au peuple que les yeux pour voir la misère publique et pour pleurer ? » Bientôt, laissant de côté les lamentations, ils se rendirent à l'hôtel de la commune pour demander que les édifices publics fussent gardés par les citoyens ; mais ils s'apaisèrent en voyant que de nombreuses milices urbaines gardaient déjà la cité. Les élus, frappés d'horreur, ainsi que le peuple, à la vue de ces incendies affreux et craignant de plus grands malheurs, délibérèrent sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'État. Les uns proposaient de se constituer en république pour pouvoir entrer plus facilement en accommodement avec les Français ; les autres, d'acheter la paix ; ceux-ci, de chercher en Espagne un nouveau roi de la maison des Bourbons ; ceux-là (et de ce nombre était le prince de Canosa, que je nomme ici afin que le lecteur le connaisse dès son début), de former un gouvernement aristocratique, disant qu'il y avait trop de mauvaises passions dans la démocratie et que la monarchie de Naples, par sa fuite et ses vols, était dégradée. C'est au milieu de ces projets divers et si peu en harmonie avec les temps que les jours se perdaient.

XLI. Cependant l'armée française était aux prises avec les troupes napolitaines, qui attaquaient continuel-

lement les détachemens les plus faibles ou les plus éloignés. Après avoir saccagé et brûlé la ville d'Isernia, qui avait disputé le passage au général Duhesme, elle prépara le siége de Capoue, pendant que le général Mack pressait les réparations de la forteresse et augmentait les fortifications et le nombre des troupes. Mais le vicaire-général, qui traitait déjà secrètement de la paix avec Championnet, lui demanda au moins une longue trève. Une conférence eut lieu au village de Sparanisi entre le duc de Gesso et le prince de Migliano, d'un côté, et le général Arcambal, de l'autre, et l'on y arrêta le 12 janvier 1799 les conventions suivantes: la trève devait être de deux mois; la forteresse de Capoue être livrée le lendemain aux Français; la ligne du camp français s'étendre entre les embouchures des Regii-Lagni et de l'Ofanto, derrière la rive droite des premiers et la rive gauche du second, et occuper les villes d'Acerra, d'Arienzo, d'Arpaja, de Bénévent, d'Ariano. On devait rappeler les troupes napolitaines qui se trouvaient encore dans les pays de la Romagne. En outre on stipula une contribution de deux millions et demi de ducats, payable par moitié le 15 et le 25 de ce même mois. Cette trève était pire qu'une défaite: car déposer les armes pour obtenir la paix à des conditions si dures ne pouvait servir en rien au roi ni au royaume; mais suspendre les hostilités par un armistice, et éteindre par là la principale force du moment, l'enthousiasme des peuples, accorder à l'ennemi la seule forteresse qui défendait la ville et un vaste et riche pays dans le cœur du royaume, et lui faciliter les moyens d'attendre en sûreté de nouveaux renforts de la Lombardie, c'était certainement un parti funeste,

désastreux, dont on ne pouvait tirer aucun profit ni rien espérer. Le lendemain de la conclusion de l'armistice, les Français prirent possession du fort de Capoue; ils établirent leur camp sur la rive des Lagni et occupèrent jusqu'à l'Ofanto, fleuve qui se jette dans l'Adriatique, le pays qui leur avait été cédé. Les troupes napolitaines, qui diminuaient chaque jour par les désertions, campèrent sur la rive opposée des Lagni. Les peuples de la ville et des provinces réprouvèrent cette convention et la traitèrent de trahison. La guerre étrangère cessa et la guerre civile se ralluma. Les commissaires français dans la soirée du 14 janvier vinrent à Naples pour recevoir la somme convenue. Cette somme n'était pas encore prête, et l'on ne pouvait la compléter; car tout l'argent du trésor public, de la commune, des églises, des banques, de l'hôtel de la monnaie, avait été emporté, soit en numéraire, soit en lingots, dans la fuite du roi. Le peuple, à la vue des commissaires, se souleva. Le tumulte dura toute la nuit, causant toutefois plus de frayeur que de mal. Le vicaire-général fit sortir secrètement les Français de la ville, et la garde urbaine arrêta les excès.

Le lendemain matin, le désordre recommença, mais il devint plus grave. Quelques soldats, soit volontairement, soit par contrainte, cédèrent leurs armes au peuple, qui assaillit les quartiers des gardes urbaines, les désarma et dispersa cette milice protectrice; ces hommes, que leur nombre, leurs armes et leurs premiers succès rendaient puissans, coururent vers les vaisseaux qui étaient arrivés pendant la nuit avec six mille soldats. Ceux-ci, intimidés ainsi que leur

lâche commandant le général Naselli, livrèrent leurs armes, et se prêtant aussi facilement à la sédition qu'ils avaient montré peu d'ardeur pour la guerre, ils se joignirent aux assaillans. Cette foule, grossie comme un torrent, alla demander au vicaire-général les forts de la ville; et celui-ci, naturellement lâche, effrayé, préparé à fuir, donna ordre que les forts fussent remis au peuple de la ville, ennemi des Français, fidèle au roi; et ils le furent. Les prisons, les galères, furent ouvertes; des milliers de misérables se joignirent au peuple. Alors les magistrats de la commune, puisant une nouvelle énergie dans la grandeur des circonstances, envoyèrent une députation au vicaire-général. Le prince de Pindemonte, qui porta la parole, s'exprima ainsi: « Nous venons au nom de la Cité vous enjoindre de renoncer à vos pouvoirs et de les lui céder, de rendre l'argent de l'État qui est à votre disposition, et de prescrire par un édit obéissance pleine et entière à la Cité. » Le vicaire-général répondit qu'il aviserait, et pendant la nuit, sans répondre aux injonctions de la Cité, sans laisser aucune mesure d'État, il prit la fuite. Les uns pensèrent que telles étaient les instructions que lui avait données la reine; les autres, que cette conduite fut simplement l'effet de sa lâcheté et de son incapacité; d'autres, qu'il agit ainsi pour écraser sous les ruines son ennemi le général Acton. Il alla en Sicile porter la triste nouvelle de sa honte et fut enfermé dans une forteresse.

Le peuple, voyant quarante mille des siens les armes à la main, les forts en son pouvoir, les lois anéanties, se crut invincible. Appelant traîtres et jacobins les

généraux de l'armée, il se choisit pour chefs les colonels Moliterno et Roccaromana, qui se recommandaient à sa confiance, l'un par la perte d'un œil dans la guerre de Lombardie, l'autre par une blessure reçue récemment dans le combat de Cajazzo. Ils mirent aussi à leur tête des nobles, choisissant les plus hardis cavaliers, et, ce qui est un mérite important aux yeux du peuple, les hommes les plus remarquables par leur taille et leur extérieur. Ceux-ci acceptèrent pour éviter les suites funestes d'un refus, et parce qu'ils espéraient, au moyen de l'autorité qu'ils tenaient de ces furieux, modérer leurs fureurs. La municipalité, seul pouvoir qui fût resté en fonctions, approuva ces choix; la ville épouvantée y applaudit. Une troupe de gens armés alla à la recherche de Mack, et, ne l'ayant pas trouvé à Casoria où on le croyait, elle revint aussitôt sur ses pas. Le général, qui s'était réfugié, pendant la nuit, dans une petite maison de Caivano, partit le lendemain à la pointe du jour, sous les habits d'un général allemand. Il se présenta au général Championnet à Caserta, en reçut un accueil généreux et la permission de passer librement en Allemagne; mais, arrêté à Milan, il fut conduit prisonnier à Paris. Les opérations militaires racontées dans ce livre prouvent assez quelle était la portée de son talent et son génie, et l'histoire d'Europe en conserve des preuves plus claires encore dans les événemens d'Ulm, en 1805. Il avait remis au général Salandra le commandement de l'armée. Vaines formalités! car il n'y avait plus ni armée, ni autorité. Peu de temps après, le nouveau capitaine fut blessé par des gens du peuple, ainsi que le général Parisi, pendant qu'ils faisaient quelques

dispositions dans le camp. D'autres officiers furent blessés, d'autres tués; les tranchées et les postes étaient abandonnés; plus d'obéissance: chacun était dominé par le sentiment de sa propre conservation. Il n'y avait plus d'autre force que dans les séditions, d'autre autorité, et encore était-ce une autorité bien chancelante, que dans Roccaromana et dans Moliterno.

XLII. Comme les troupes napolitaines ne restaient plus en présence du camp des Français, et qu'on n'y voyait plus paraître que quelques gens armés du peuple, on s'attendait que l'ennemi, regardant la trève comme rompue, puisqu'on ne payait pas la somme convenue, marcherait contre la capitale. Ces bruits répandus et exagérés étaient répétés pour exciter des mouvemens parmi le peuple. Le sénat municipal, débarrassé du vicaire-général, se concerta avec le prince de Moliterno, ils se partagèrent les soins du gouvernement. Celui-ci, par un édit, ordonna de préparer la guerre contre les Français et de la commencer dès qu'elle deviendrait nécessaire, de maintenir l'ordre intérieur et surtout la tranquillité publique, de rapporter les armes dans les dépôts pour les distribuer avec plus de discernement aux défenseurs de la patrie et de la foi. Il finissait par ces mots: « Ceux qui désobéiront à ces lois, ennemis et rebelles à l'autorité du peuple, seront sur-le-champ mis en jugement et exécutés immédiatement, et à cet effet on élèvera des échafauds sur les places de la ville. » Cet édit était signé « Moliterno, général du peuple. » Le sénat, par des décrets, pourvut aux finances, à la justice, à toutes les branches du gouvernement;

menaçant les transgresseurs de la colère publique, châtiment efficace et terrible. En même temps, pour détourner le peuple du pillage, il déclara libres la pêche et la chasse dans les eaux et forêts royales. Il choisit des ambassadeurs pour aller exposer au général Championnet le changement de gouvernement et les avantages réciproques d'une paix qui fût glorieuse et utile à la France, sans être funeste ni déshonorante pour le peuple napolitain, qui se montrait aujourd'hui digne de quelque estime, en rachetant, par son empressement à prendre les armes et à ses frais, les fautes du gouvernement et de l'armée.

Ces mesures contribuèrent à amortir la fougue populaire. Une grande quantité d'armes furent rapportées au château Neuf, un grand nombre de perturbateurs se répandirent sur les étangs ou dans les forêts de la couronne. Le tumulte et le désordre diminuèrent; mais les anciens et les nouveaux partisans de la liberté entretenaient des intelligences secrètes avec les Français. Ils leur promettaient de les aider puissamment dans la guerre, disant que le succès serait à la fois profitable et glorieux à la République; ils les engageaient à refuser toutes propositions de paix, exagéraient leur puissance et leur nombre, rabaissaient la force de leurs adversaires, et assuraient que les provinces s'apaiseraient dès qu'elles verraient la capitale prise et le peuple en possession de la liberté. Tel était l'état des choses, lorsqu'au milieu de la nuit on vit arriver les députés de la ville, au nombre de vingt-quatre, chauds partisans du peuple, parmi lesquels se trouvait Canosa, prince par la naissance, aristocrate par principe, plé-

béien par goût ; ils avaient à leur tête le général du peuple, Moliterno, tous pleins de confiance en eux-mêmes, sans expérience des difficultés de la guerre et de l'inconstance des masses. Ils tinrent au général Championnet un langage incohérent et sans dignité, les uns disant que l'armée napolitaine avait été vaincue parce qu'elle avait été trahie, mais que le peuple n'était ni trahi ni vaincu ; les autres demandant humblement la paix, d'autres défiant à la guerre, au nom de toute une nation, une poignée de Français. Après qu'ils eurent ainsi entremêlé confusément les menaces aux prières, le prince de Moliterno prononça un discours préparé, conçu en ces termes :

« Général, depuis la fuite du roi et de son lieutenant-général, le gouvernement du royaume est entre les mains du sénat de la ville. Donc, en traitant en son nom, nous ferons un acte légitime et durable. Ceci, ajouta-t-il en présentant une lettre, renferme les pouvoirs des députés ici présens. Général, vous qui, vainqueur d'une nombreuse armée, êtes arrivé, en courant, des plaines de Fermo jusqu'aux rives des Lagni, vous pourriez croire que les dix milles qui vous séparent de la capitale ne sont qu'un bien petit espace ; mais vous le regarderiez comme bien long et comme infranchissable peut-être, si vous pensiez que vous avez autour de vous des peuples armés et courageux, que soixante mille citoyens, avec des armes, des forts et des vaisseaux, animés par le zèle de la religion et par la passion de l'indépendance, défendent une ville de cinq cent mille habitans ; que les provinces sont soulevées contre vous, nombreuses et acharnées, et que,

quand même il vous serait possible de vaincre, il vous serait impossible de conserver votre conquête. Ainsi, tout vous conseille la paix avec nous. Nous vous offrons la somme stipulée dans l'armistice et l'argent que vous demanderez, sans sortir toutefois des bornes de la modération, puis des vivres, des chariots, des chevaux, toutes les choses nécessaires à votre retour, et des routes libres et sûres. Vous avez remporté des succès dans la guerre, pris des armes et des drapeaux, et fait des prisonniers; quatre forteresses sont tombées en votre pouvoir. Maintenant nous vous offrons de l'argent et la paix comme à un vainqueur. Ainsi, vous aurez eu pour vous la gloire et la fortune. Songez, général, que nous sommes beaucoup et même trop pour votre armée, et que si, accordant la paix, vous consentez à ne pas entrer dans la ville, le monde vous dira magnanime; si, au contraire, la résistance des habitans vous en ferme l'entrée, il ne vous en reviendra que de la honte. »

Le général répondit : « Vous parlez à l'armée française comme un vainqueur parlerait à des vaincus. La trêve est rompue puisque vous avez manqué à nos conventions; demain nous marcherons contre la ville. » Et à ces mots, il les congédia. Il y avait dans le camp plusieurs Napolitains qui s'étaient enrôlés sous les drapeaux de l'armée française; ayant parlé aux députés de leurs espérances de liberté, ils en reçurent des réponses pleines d'insolence et de mépris, et les uns et les autres, enflammés de toute la colère des partis, se menacèrent d'une guerre à mort. Les députés rapportèrent au sénat ces conférences pleines d'aigreur, qui, pas-

sant de bouche en bouche, se répandirent dans la ville et y troublèrent la tranquillité. Des prêtres et des moines, partisans du gouvernement déchu, voyant la famille des Bourbons en fuite, le vicaire-général chassé et le sénat de la ville dicter des lois sans l'autorisation du roi, cherchèrent à réveiller dans le peuple d'anciennes affections. Ils rappelaient ce mot de la reine : « Il n'y a que le peuple de fidèle, tous les gentilshommes du royaume sont des jacobins. » Ils semaient des soupçons contre Moliterno, Roccaromana, les élus et les nobles, conseillaient la révolte, le pillage, l'assassinat; les fureurs se rallumèrent, et les séditieux, la nuit suivante, abattirent les échafauds, et, méconnaissant l'autorité de Roccaromana et de Moliterno, créèrent deux chefs du peuple, nommés, l'un Paggio, petit marchand de farine, l'autre, *il pazzo* (le fou), ainsi surnommé à cause des déréglemens de sa jeunesse, domestique d'un marchand de vin, tous deux audacieux et dissolus.

Le matin du 15 janvier découvrit de nouveaux dangers : des troupes nombreuses de lazzaroni marchèrent contre les Français ; d'autres s'emparèrent de l'artillerie des forts et des arsenaux ; et d'autres plus audacieux parcoururent la ville en volant et en assassinant ; le crime était sûr de l'impunité ; et les moines et les prêtres, vêtus de leurs habits sacrés, sur les places, dans les églises, excitaient au nom de Dieu les fureurs de la guerre civile. Un domestique de l'illustre maison Filomarino, accusa ses maîtres en plein marché, et conduisit les lazzaroni dans leur palais. Le duc de la Torre et son frère Clément Filomarino, l'un renommé

comme poëte, l'autre comme mathématicien, furent chargés de chaînes dans leurs propres appartemens; leur maison, remplie d'un riche mobilier, fut pillée et ensuite livrée aux flammes, avec une grande quantité de livres, de tableaux, de machines précieuses et un cabinet d'histoire naturelle, fruit de longues années et de longs travaux. Pendant que l'édifice brûlait, les deux malheureux prisonniers, traînés dans la rue Neuve de la Marina, furent placés sur des bûchers et brûlés vifs au milieu des cris de joie d'un peuple féroce et sanguinaire; ces horreurs furent suivies d'autres meurtres. Le sénat effrayé se démit de ses fonctions; les bons citoyens se retirèrent dans leurs maisons: on n'entendit plus que la voix du peuple, que les ordres du peuple. Le cardinal-archevêque, espérant quelques secours de cette religion au nom de laquelle combattaient les lazzaroni, ordonna une procession, et, au milieu de la nuit, avec la statue et les ampoules de saint Janvier, il parcourut les rues les plus populeuses, chantant des hymnes sacrées et prêchant partout la justice et l'humanité. Pendant que la procession s'avançait, on vit un homme fendre la foule, s'ouvrir un chemin et arriver jusqu'aux pieds de l'archevêque; il était haut de taille, couvert d'habits de deuil, les cheveux en désordre, les pieds nus, avec toutes les marques extérieures de la pénitence: c'était le prince de Moliterno, qui demandait à l'archevêque la permission de parler au peuple; il déclara son nom et son rang, et alléguant pour motif de son deuil les malheurs publics, exhorta le peuple à aller se reposer pour être en état de soutenir le lendemain les fatigues de la guerre; fatigues qui seraient certaine-

ment les dernières, s'ils juraient tous par ces saintes reliques d'exterminer les Français ou de mourir ; puis il dit à haute voix : « Je le jure ! » et mille voix répétèrent : « Nous le jurons ! » Le langage et l'extérieur de Moliterno, la cérémonie, la lassitude générale, firent effet sur la multitude ; ils retournèrent tous dans leurs maisons, et laissèrent quelque temps la tranquillité régner dans la ville.

XLIII. Mais les républicains ne dormaient point : c'était sur leur tête surtout qu'était suspendu le fer des meurtriers. Ils avaient promis au général Championnet de prendre le château Saint-Elme. Ils avaient essayé, mais sans succès, de s'en emparer la nuit précédente ; quelques-uns des conjurés avaient manqué au rendez-vous, les mots de reconnaissance avaient été mal donnés, la garnison avait pris l'éveil et couru aux armes, et les conjurés avaient trouvé leur salut dans la fuite. Le fort était commandé par Niccolo Caracciolo, agréable au peuple parce qu'il était frère du duc de Roccaromana ; il était gardé par cent trente lazzaroni des plus dévoués, sous les ordres de Luigi Brandi, lazzarone lui-même et plein d'audace. Caracciolo conspirait avec les républicains. Il fut convenu que, dans la matinée du 20, une petite troupe de conjurés viendrait au château sans être attendue et sans armes, sous prétexte de renforcer la garnison. Ils arrivèrent en effet, se disant envoyés par le peuple, attendu que toutes les classes, les prêtres, les moines, les nobles, les magistrats, devaient combattre ce jour-là contre les Français, soit des forts, soit du haut des murs,

soit dans la plaine; ils ajoutaient qu'ils venaient sans armes, parce que certains d'en trouver dans l'arsenal du fort, ils avaient donné les leurs à ceux du peuple qui en manquaient. Ces paroles furent accueillies favorablement, et la petite troupe désarmée, n'inspirant aucun soupçon, fut introduite en triomphe au son des instrumens militaires et pourvue d'armes. Quelque temps après, le gouverneur du château, rappelant la tentative des jacobins pendant la nuit passée, ordonna que de nombreuses patrouilles allassent surveiller les alentours du fort, et il choisit pour les conduire Brandi lui-même. Les patrouilles étant parties, Caracciolo fit doubler les sentinelles et placer un conjuré à côté de chaque homme du peuple. Il fit revenir de la patrouille Brandi, sous prétexte de l'entretenir de matières graves. Dès qu'il fut arrivé, la porte fut refermée sur lui; il fut saisi et conduit sans bruit au fond d'un cachot. Les lazzaroni se trouvant ainsi privés de leur chef, il suffit de quelques hommes hardis pour les accabler. Au signal donné, les conjurés placés en sentinelles mirent le poignard sur la poitrine de leurs voisins; les autres assaillirent les lazzaroni qui circulaient dans le château sans défiance et sans armes. L'audace et la trahison triomphèrent, et, en quelques heures, les cent trente lazzaroni furent chassés ou emprisonnés par trente et un républicains. D'autres républicains, au signal convenu, accoururent, et dès ce moment le château fut acquis aux Français, sans qu'il y eût eu une seule goutte de sang répandue. Les lazzaroni chassés du fort et ceux qui étaient allés en patrouilles avec Brandi racontèrent la trahison dont ils avaient été vic

times; mais on ne les crut point, parce que l'étendard du roi flottait encore sur le fort, et que l'on ne se presse jamais de croire une vérité qui déplaît. Le général Championnet fut informé de ce succès.

XLIV. La veille des événemens de Saint-Elme, des troupes de peuple sorties en armes de la ville attaquèrent le poste français à Ponte-Rotto, s'en emparèrent; et, poursuivant leur route, traversèrent le fleuve Lagni; mais ayant été rencontrées et battues par un corps plus nombreux, elles revinrent sur leurs pas. Le même jour, 19 janvier, l'armée française vint camper près de nous entre Sarno et Aversa, pour attendre la demi-brigade qui était partie de Bénévent sous la conduite du colonel Broussier. Celui-ci, en traversant le défilé des Fourches-Caudines, ainsi appelé depuis le honteux échec des Romains, aperçut sur le haut des collines couvertes de bois un grand nombre de gens armés; il se souvint du sort des deux consuls. Mais, soit qu'il fût plus heureux, soit que les peuples des Principautés fussent moins habiles que les Samnites, il les vainquit. Faisant d'abord semblant d'attaquer, puis de fuir, il fit quitter cette forte position à son imprudent ennemi, qui, descendu dans le plat pays, fut facilement battu, comme il devait arriver à des bandes sans ordre contre des troupes réglées. Il y eut quatre cents Français tués ou blessés, et beaucoup plus dans le parti contraire. La division Broussier, après avoir franchi le défilé, alla rejoindre l'armée. Elle s'avançait sans défiance, lorsqu'elle rencontra, combattit et mit en déroute une troupe de lazzaroni qui, tournant par une manœuvre

habile derrière le Vésuve et saisissant l'occasion favorable, surprirent les quartiers du général Duhesme et s'en rendirent maîtres : ils étaient mille contre dix.

L'armée française, lorsqu'elle fut toute réunie, se composait de vingt-deux mille soldats; elle fut divisée en quatre colonnes. L'une fut dirigée, sous le général Dufresse, sur Capodimonte; la seconde, sous le général Duhesme, sur la porte Capuana; la troisième, sous le général Kellermann, sur le bastion del Carmine; et la quatrième, sous Broussier, servit de corps de réserve. Naples n'a ni bastions, ni enceinte de murs, ni portes; mais elle avait pour la défendre un peuple immense, des maisons adossées les unes aux autres, le fanatisme religieux, la haine contre les Français. C'était le 20 janvier. Le général Duhesme s'avança plus que les autres, et son avant-garde, conduite par le général Mounier, après avoir chassé plusieurs bandes de lazzaroni et pris quelques canons, franchit la porte Capuana pour aller camper dans la place du même nom. Tout-à-coup, par des ouvertures pratiquées dans les maisons préparées à soutenir le combat, partent de tous côtés autour du camp des milliers de coups de fusil. Grand nombre de Français sont tués ou blessés. On voit tomber mort le général Mounier; on voit tomber les plus braves. L'ennemi est invisible. L'art et la valeur ne peuvent rien. Abandonnant donc ce lieu funeste, ils se retirent. Kellermann, ayant repoussé les gardes du pont de la Madeleine, plaça son camp sur la rive droite du Sebeto, et le général Dufresse s'établit sans opposition à Capodimonte. Les lazzaroni triomphaient de l'avantage remporté à la place Capuana.

Leur triomphe fut de courte durée; car Duhesme revint à la charge, s'empara d'une batterie de douze canons placée devant la porte, et s'avança lentement dans la place, en incendiant les maisons qui l'environnent. Il était nuit; le lugubre éclat des flammes et l'aspect sinistre de l'incendie jetèrent l'épouvante parmi les lazzaroni, qui se retirèrent dans la ville. Le lendemain, le général Championnet, qui voyait avec douleur la mort de tant de braves et la désolation d'une noble cité, espéra que les menaces ou les conseils suffiraient pour la soumettre. Il déploya sur les collines ses troupes, son artillerie, ses drapeaux; et une lettre pleine de douceur engagea la ville à se rendre; mais le messager fut attaqué en chemin par des lazzaroni, et revint en fuyant. Un autre envoyé, à l'aide d'un déguisement, parvint dans la ville; mais il ne trouva ni chefs, ni magistrats; il n'y avait plus de sénat, Roccaromana et Moliterno étaient en fuite. Il ne vit que du peuple et du désordre. Il revint au camp et rapporta ce qu'il avait vu. Pendant ce temps, le général Duhesme avait envoyé une avant-garde peu nombreuse au Largo delle Pigne; et comme les lazzaroni l'attaquaient, retranchés dans le vaste palais de Solimena, une poignée de soldats courut vers l'édifice, y mit le feu, et retourna dans le camp. Ainsi se passa la journée du 21; le jour suivant ne fut signalé que par de rares hostilités.

XLV. Mais, pendant la nuit, le général français prépara pour le 23 l'attaque définitive. Après avoir fait prévenir les chefs des colonnes et la garnison du fort Saint-Elme, il disposa l'ordre des opérations, prescri-

vant, dans l'espérance de la victoire, une discipline sévère aux soldats, et assurant d'avance, en cas de revers, le retour et le salut de l'armée. Il terminait par ces mots : « A la pointe du jour nous nous mettrons en marche. » Et ses ordres furent ponctuellement exécutés. Au moment de l'assaut général, les lazzaroni combattirent dans les rues, aveuglément, sans chef, à l'aventure, en désespérés. Un coup de canon étant parti du fort Saint-Elme, et ayant tué quelques-uns d'entre eux dans la place du Marché, ils tournèrent les yeux vers le château, virent le drapeau français, et ne doutèrent plus de la trahison. Moliterno et Roccaromana s'étaient réfugiés dans le fort; d'autres républicains, vêtus en lazzaroni, s'étaient glissés parmi ces hommes. Ils empêchèrent d'abord les assassinats et les vols dans la ville, puis ils conduisirent sous les coups des Français le peuple qu'ils trahissaient; actes criminels, si l'on considère la foi violée, mais excusables, louables même, si l'on songe qu'ils avaient pour but de mettre un terme aux excès et aux fureurs de l'anarchie. Aux yeux de Dieu et de l'histoire, les vrais coupables des crimes de ce temps, ce sont ceux qui reculèrent devant la guerre qu'ils avaient allumée, ceux qui poussèrent le peuple aux armes et abandonnèrent leurs partisans, l'État, le pouvoir, les rênes du gouvernement. Ces actes-là furent réfléchis, furent volontaires; les autres furent dictés tantôt par un instinct de conservation personnelle, tantôt par l'amour de la patrie, plus souvent par la nécessité. La populace, qui s'était jetée sur le palais pour le piller, fut balayée par deux canonnades du fort Saint-Elme, et obligée de re-

noncer au pillage. Cependant les Français avançaient. Le général Rusca prit d'assaut le bastion del Carmine; le château Neuf se rendit au général Kellermann; le général Dufresse, qui avait passé de Capodimonte au fort Saint-Elme, descendit dans la ville en ordre de bataille.

Le général Championnet, qui au milieu des hostilités n'avait pas renoncé à ses généreuses idées de paix, se rendit au camp de Duhesme au Largo delle Pigne. Élevant une bannière en signe d'amitié, et appelant à lui des gens du peuple, il essaya de leur prouver que cette guerre était une folie depuis que les Français étaient maîtres des forts; que, de plus, elle était injuste puisqu'ils apportaient au peuple le repos, l'abondance, un meilleur gouvernement, et qu'ils juraient de respecter les personnes et les propriétés, la religion chrétienne et le bienheureux saint Janvier. Le général, qui parlait avec facilité la langue italienne, fut compris et applaudi. Parmi les assistans se trouvait ce Michel le fou que les lazzaroni avaient pris pour chef; il demanda au général d'établir une garde d'honneur auprès de saint Janvier et l'obtint aussitôt. Deux compagnies de grenadiers se dirigèrent vers la cathédrale, au milieu des lazzaroni napolitains, en criant : *Respect à saint Janvier!* tandis que les lazzaroni criaient : *Vivent les Français!* La nouvelle se propagea avec une merveilleuse rapidité; d'un bout à l'autre de cette vaste cité on racontait ces faits, on répétait ces cris d'union, tandis que sur les forts flottait la bannière aux trois couleurs, et que la musique française faisait entendre des airs d'allégresse. Le ciel était brillant, comme il l'est à Naples au mois de janvier. On vit tomber les armes

des mains du peuple, lion que la fortune déchaîne ou apprivoise à son gré, se pliant aussi facilement à la servitude qu'à la liberté, plus fait pour souffrir que pour agir, docile instrument entre les mains du despotisme. Le tumulte de la guerre cessa, les gens effrayés sortirent de leurs retraites, le général Championnet fit une entrée magnifique et publia un édit conçu en ces termes[1]: « Napolitains! vous êtes libres. Si vous savez jouir de la liberté, la République française trouvera dans votre bonheur une ample compensation de ses fatigues, de ses pertes et de la guerre. S'il en est encore parmi vous qui conservent de l'affection pour le gouvernement déchu, qu'ils délivrent de leur présence cette terre de liberté; qu'ils fuient loin d'un peuple de citoyens; qu'esclaves, ils aillent parmi des esclaves. L'armée française, en prenant le nom d'armée napolitaine, s'engage, par un serment solennel, à maintenir vos droits et à prendre pour vous les armes toutes les fois que l'exigera l'intérêt de votre liberté. Les Français respecteront le culte public, les droits sacrés de la propriété et des personnes. Que vos magistrats, par une administration sage et paternelle, veillent au repos et à la félicité des citoyens; qu'ils fassent évanouir les frayeurs de l'ignorance; qu'ils calment les fureurs du fanatisme; qu'ils nous témoignent autant d'attachement que le gouvernement déchu nous a montré de perfidie. »

L'allégresse continua: les républicains s'embrassaient au milieu des rues, rappelant et bénissant leurs peines passées; ils répétaient les noms de Vitaliano, de Galiani, d'Emanuele de Deo, en versant des larmes d'atten-

drissement et de plaisir. Des bandes de *patriotes* allèrent dans les maisons de leurs parens pour les consoler de leur ancienne douleur. Au milieu de ces fêtes les regards et les pensées se tenaient éloignés des cadavres qui encombraient encore les rues ; il y avait parmi les morts mille Français au moins, et plus de trois mille Napolitains. A l'approche de la nuit, la ville fut toute resplendissante d'illuminations, et le Vésuve, qui depuis plusieurs années n'avait jeté ni feu ni fumée, laissa percer une flamme douce et vive comme pour éclairer cette fête. Ce phénomène parut au peuple un assentiment céleste et un augure de bonheur. Mais les apparences étaient trompeuses. Le temps cachait un autre avenir.

LIVRE IV.

RÉPUBLIQUE PARTHÉNOPÉENNE.

JANVIER–JUIN 1799.

CHAPITRE PREMIER.

LOIS RENDUES ET MESURES PRISES POUR CONSTITUER L'ÉTAT EN RÉPUBLIQUE.

I. La joie qui éclata à l'entrée du général Championnet n'était pas sans mélange ; elle était altérée par les souvenirs récens de la guerre, et par le spectacle des cadavres encore sans sépulture. Mais, dans le silence de la nuit, les magistrats de la ville firent disparaître ces signes de deuil, et le lendemain tout fut préparé pour la joie. Déjà les morts de la veille étaient oubliés ; car le regret dans les soldats ne dure pas plus long-temps que le danger, et chez les lazzaroni, il n'y a pour la mort de leurs compagnons ni deuil ni larmes. Dès l'aube du jour, une foule de jeunes gens enthousiastes de la liberté formèrent des groupes et se mirent à haranguer le peuple. Ils vantaient dans leurs discours les bienfaits de la république, et employaient toute l'éloquence dont ils étaient capables à inculquer les avantages, les devoirs, les vertus du citoyen ; ils énuméraient ensuite les fautes et les injustices du roi fugitif, et rappelaient

les trésors qu'il avait ravis, les vaisseaux qu'il avait brûlés pour laisser les côtes sans défense contre les ennemis et les pirates, la guerre qu'il avait excitée et abandonnée, les discordes civiles qu'il avait allumées et laissées à elles-mêmes, l'avenir du royaume qu'il avait compromis, le peuple qu'il avait exposé au fer des ennemis étrangers et aux horreurs des dissensions domestiques. Ces discours, qui rappelaient des vérités encore présentes aux esprits, venaient appuyer les raisonnemens et l'éloquence des orateurs de la liberté, mot agréable au cœur de l'homme et source naturelle d'allégresse. La joie fut donc complète, générale, éclatante.

Dans le même temps parut un édit du général Championnet, qui, au nom de la République française, voulant user des droits de la conquête en faveur du peuple, déclarait que l'État de Naples serait constitué en république indépendante; qu'une assemblée de citoyens, chargée de fonder la nouvelle constitution, régirait l'État avec les formes d'un gouvernement libre; qu'en vertu du pouvoir que lui donnaient son rang et la victoire, il avait nommé les personnes qui devaient s'assembler le jour même dans l'édifice de San Lorenzo, et recevoir par un décret émané de sa bouche la confirmation de leur autorité. Les membres nommés étaient au nombre de vingt-cinq; ils prirent le titre de gouvernement provisoire, divisé en six comités. Ces comités tirèrent leur nom de leurs emplois respectifs : comité central, comité de l'intérieur, de la guerre, des finances, de la justice et de la police, et de la législation. Championnet, suivi d'une nombreuse

escorte militaire, et accompagné d'une grande foule de peuple, se rendit à San Lorenzo, maison d'honorable mémoire pour la ville; et, dans la grande salle où étaient déjà réunis les membres du gouvernement, il se plaça sur un siége élevé, et parla ainsi :

« Citoyens, vous gouvernerez la République napolitaine provisoirement; le gouvernement définitif sera au choix du peuple. Pour vous, constituans et constitués, gouvernant d'après les règles que vous avez en vue pour la nouvelle constitution, vous abrégerez le travail qu'exige la confection des nouvelles lois. C'est dans ce but d'utilité publique que je vous ai confié pour un temps les fonctions de législateurs et de gouvernans. Vous avez donc une autorité sans bornes, une tâche immense; songez que vous avez entre les mains le bonheur et le malheur de votre patrie, votre gloire ou votre déshonneur. C'est moi qui vous ai élus, mais c'est la renommée qui vous a désignés. Vous répondrez par l'excellence de vos œuvres à la confiance du peuple, qui voit en vous des hommes de talent, d'un cœur pur, des amis ardens et sincères de la patrie.

« En constituant la République napolitaine, prenez pour modèle, autant que le comportent les besoins et les mœurs, la constitution de la République française, la mère des républiques nouvelles et de la nouvelle civilisation. En gouvernant votre patrie, inspirez-lui des sentimens d'affection, de bienveillance, d'attachement pour la République française, n'espérez pas de bonheur séparés d'elle. Pensez que ses alarmes seront pour vous des angoisses, et que si elle chancelle, ce sera votre ruine.

« L'armée française, qui garantit votre liberté, en prenant le nom d'armée napolitaine, soutiendra vos droits, vous secondera dans vos travaux et dans vos fatigues, combattra avec vous ou pour vous, et, en vous défendant, nous ne demandons d'autre prix que votre affection. »

II. La salle était pleine de peuple. Ce discours fut suivi d'applaudissemens et d'acclamations en faveur de l'orateur, de la République française et de la République napolitaine. Les assistans versèrent des larmes d'attendrissement et de joie. Lorsque le bruit fut apaisé, un des représentans, Carlo Laubert, Napolitain, jadis clerc de l'ordre des Scolopiens, que l'amour de la liberté avait poussé en France et qui était revenu avec l'armée, prit la parole :

« Citoyen général, dit-il, notre liberté est, il est vrai, un don de la France, mais c'est l'armée et son chef qui ont été les instrumens de ce bienfait. Avec moins de valeur, moins de sagesse ou moins de vertu, vous n'auriez pas vaincu une armée immense, dispersé des peuples aveuglés par la fureur, pris des forteresses, triomphé des difficultés des chemins et des rigueurs de l'hiver. Grâces soient donc rendues par nous à la République française, à ses armées, et à vous, Général, qui êtes venu comme un ange de liberté et de paix!

« C'est sur cette terre que sont sortis de nos cœurs les premiers vœux pour un gouvernement meilleur, les premiers soupirs pour la liberté, les souhaits les plus ardens pour la félicité de la France. C'est sur cette terre que le premier sang a coulé sous les coups de la ty-

rannie. C'est ici que les chaînes ont été le plus pesantes, les supplices le plus longs, les outrages le plus sanglans. Nous étions dignes de la liberté. Mais, sans les fautes où est tombée la tyrannie, sans la vengeance divine qui nous a délivrés de ces consciences agitées par les remords du crime, nous serions encore sous le joug d'Acton, de la reine, de Castelcicala, de tous les satellites du despotisme. Et leurs crimes ne suffisaient pas, car la patience des peuples est infinie; il fallait qu'aux crimes vinssent se joindre les maladresses du pouvoir, une victoire prompte et une puissance vengeresse.

« Général, vous nous avez apporté le gouvernement qui convient à des hommes, la république; c'est à nous de savoir la conserver. Mais pensez qu'elle aura besoin, comme toute institution naissante, d'assistance et de conseils; elle est votre ouvrage, conseillez-la, soutenez-la. Si nous voyons que nous ne sommes point à la hauteur de la tâche sublime que vous nous avez imposée, nous remettrons nos pouvoirs entre vos mains; car, dans cette grande œuvre de régénération, nous faisons complète abnégation de nous-mêmes; et nous n'avons en vue que le bonheur de la patrie. C'est à elle que nous sommes tous dévoués, je le jure par elle, et le gouvernement provisoire, élu par vous, va devant vous, devant le peuple et devant Dieu, répéter ce serment. » Et à l'instant vingt-quatre voix répétèrent : « Je le jure. »

Le général Championnet sortit, accompagné du même cortége et salué par des acclamations plus vives encore. Un autre représentant, Mario Pagano, s'adressa au peuple en ces termes :

« Oui, citoyens, nous sommes libres. Jouissons de la liberté, mais sans oublier qu'elle s'appuie sur les armes, les impôts et la vertu, et que dans une république point de repos pour les armes, point de diminution dans les impôts, si la vertu ne domine. C'est vers ces trois objets que seront dirigés les actes constitutifs et les lois du gouvernement. Vous, qui maintenant pouvez parler librement, aidez-nous de vos lumières; nous accueillerons avec reconnaissance vos conseils, nous les suivrons s'ils sont utiles.

« Mais écoutez, jeunes enthousiastes de la liberté, vous que je reconnais à la joie qui brille dans vos regards, écoutez les avis d'un homme qui a blanchi moins encore par les années que dans les pensées du bien public et dans les souffrances des prisons; courez aux armes, et sous les armes soyez soumis à la discipline. Toutes les vertus contribuent à l'éclat des républiques; mais la vertu qui fait son plus bel ornement, c'est la vertu militaire. La raison, l'éloquence, le génie, civilisent les états, la valeur guerrière les conserve. Les républiques des premiers peuples, car les sociétés commencent par cette forme de gouvernement, étaient grossières, ignorantes, barbares, mais durables parce qu'elles étaient guerrières. Si les républiques civilisées ont succombé en peu de temps, ce n'est pas qu'elles ne fussent abondamment pourvues de bonnes lois, de bonnes institutions, de bons orateurs et de tout ce qui soutient et encourage la vertu, mais c'est qu'elles avaient négligé les vertus militaires.

« C'est de vous plus que de nous que dépend l'avenir de la liberté. Le gouvernement provisoire, dès le mo-

ment qu'il se déclare légitime et constitué, se dispose à remplir ses devoirs; pour vous, braves jeunes gens, courez dès cet instant où le devoir vous appelle, enrôlez-vous sous le drapeau tricolore : c'est la bannière de la liberté. »

Lorsque l'assemblée se fut séparée, les fêtes particulières succédèrent aux réjouissances publiques. Le général Championnet, qui habitait l'ancien palais du roi, appelé alors palais National, invita à sa table les premiers officiers de l'armée, les principaux membres du gouvernement et les citoyens les plus distingués. Plusieurs des représentans donnèrent d'autres banquets. La joie éclatait surtout dans les familles de ceux qui avaient été victimes de la tyrannie, et jusque dans la plus basse classe du peuple il y eut des fêtes, et l'on entendit des vœux pour la république. Seulement les parens de ceux qui avaient été tués pour crime de lèse-majesté manquaient aux banquets et à la joie; et leur absence redoublait en leur faveur l'intérêt et l'admiration. Le même jour, les édits du gouvernement furent envoyés dans les provinces, pour les informer des événemens qui s'étaient passés et prescrire les mesures à prendre. Il fut arrêté que jusqu'à ce que les lois nouvelles fussent achevées on suivrait les anciennes, en les adaptant aux règles générales du gouvernement républicain, et que l'on conserverait provisoirement les mêmes autorités et les mêmes magistrats. Par-là les craintes cessèrent et la guerre fut terminée. Les provinces, voulant imiter la capitale, firent éclater partout des transports de joie. Le jour suivant fut témoin d'une fête digne de bacchantes plus que de citoyens. On

éleva dans les places de Naples les arbres de la liberté, emblêmes du gouvernement républicain. Cette cérémonie fut accompagnée de discours véhémens, de danses effrénées, de sermens et de noces comme dans un lieu sacré. Enfin, le général Championnet, suivi des autres généraux et des autres officiers de l'armée, se rendit en grande pompe à la cathédrale pour rendre grâces à Dieu du rétablissement de la paix, adorer les reliques de saint Janvier et invoquer ses faveurs pour le nouvel état. Tout dans l'église et dans la chapelle était préparé pour la cérémonie sacrée. Un peuple immense avait les yeux fixés sur les saintes ampoules pour en tirer des augures de bonheur ou de malheur. Mais le miracle s'étant accompli plus promptement que les autres fois, le général fit hommage au sanctuaire d'une mitre enrichie d'or et de pierreries. Les officiers gardèrent une attitude respectueuse comme s'ils eussent cru à ces mystères, et le peuple pensa que ces révolutions étaient l'effet de la volonté de Dieu.

III. Lorsque les fêtes furent terminées et les premiers transports apaisés, les esprits, devenus plus calmes, se reportèrent vers les événemens qui venaient de se passer pour régler en conséquence leur conduite et leur ambition. Je veux exposer ici cette histoire morale du peuple, compagne et avant-courrière de l'histoire des faits, pour éclaircir les choses merveilleuses que j'ai à raconter. La liberté politique était une science cultivée par un petit nombre de savans, puisée dans les livres modernes et dans les principes de la République française, et par conséquent aussi illimitée

que le génie de la révolution, aussi vague qu'une philosophie idéale, sans application dans la société. On ne tenait aucun compte des défauts, des fautes, des vertus même de l'humanité, qui, par une pente naturelle, dégénèrent en vices, de l'ambition et de l'héroïsme, nécessaires aux républiques, mais qui, de leur nature, deviennent un danger pour l'État. En un mot, l'oubli de toutes les nécessités inséparables de la condition humaine, méconnues par les doctrines abstraites, créait une certaine idée de liberté politique trop éloignée du vrai. L'ignorance était plus grande encore dans la pratique. Jamais ici, depuis les temps anciens et oubliés de la maison de Souabe, on n'avait vu d'assemblée nationale ou de réunions de citoyens convoquées pour traiter des affaires de l'État; toujours on avait vu les droits de propriété foulés aux pieds par les caprices du fisc, par les impôts féodaux, par les dîmes de l'Église, par les fantaisies de la tyrannie; les personnes soumises à l'empire des seigneurs et des barons, aux abus des procédures inquisitoriales, à la redoutable puissance des délateurs et des espions, aux levées arbitraires et aux corvées de la féodalité. Jamais les arts, les métiers, les industries, n'avaient été libres; toutes les volontés étaient enchaînées; il ne restait pour tout signe de liberté que le choix des magistrats municipaux par les assemblées populaires : liberté stérile et perdue au milieu de servitudes sans nombre.

Ainsi les idées de liberté, et, ce qui est pis encore, les idées d'égalité manquaient complètement. Le sentiment de la liberté vient de la nature, et il faut tous les efforts du despotisme et l'absence complète de pensée pour le

faire oublier. L'égalité naît de la civilisation et d'une longue habitude de réflexion ; car ce n'est pas l'instinct naturel qui nous apprend que le faible est égal au fort, le pauvre au riche. Chez les peuples barbares de l'antiquité, les hommes étaient libres, mais n'étaient pas égaux. Après ces considérations, si l'on jette un regard en arrière sur l'histoire du peuple napolitain, non sur l'histoire ancienne et oubliée des républiques grecques, mais sur l'histoire plus moderne des six derniers siècles, qui a formé les mœurs générales, on ne trouvera dans les institutions civiles aucun vestige, aucun signe d'égalité ; on n'y rencontrera que monarchie, sacerdoce, féodalité, immunités, priviléges, servitude domestique, vasselage, et autres plaies sociales. Aussi, en 1799, l'égalité politique n'était ni sentie, ni comprise par le peuple ; seulement la populace voulait entendre par ce mot l'égal partage des richesses et des propriétés.

Le peuple napolitain ne voyait donc pas et n'était pas capable d'apprécier les deux plus grandes conquêtes de la révolution française, la liberté et l'égalité. Ces seules différences entre les révolutions de France et de Naples suffisaient pour suggérer des règles différentes de gouvernement ; mais il y en avait d'autres non moins importantes. La France avait fait la révolution, Naples l'avait soufferte. Le passage de la monarchie despotique à la république avait été en France l'œuvre de trois ans, à Naples, l'œuvre d'un jour. Les besoins politiques se manifestèrent en France par des désordres ; à Naples, ils étaient inconnus ou manquaient. Satisfaire en France à ces besoins, c'était un progrès et un succès réel ; à Naples, il fallait deviner les désirs, et même

les éveiller dans le peuple, pour avoir ensuite le mérite de les apaiser. En France, le roi n'était plus, les soutiens de la monarchie étaient morts ou en fuite; le roi de Naples régnait à côté de nous en Sicile, tous les partisans de l'ancien régime vivaient au milieu de nous, la baronnie était opposée au nouveau gouvernement, les nobles qui se montraient favorables à la république étaient tous des fils et non des chefs de familles, et n'avaient pas assez de pouvoir pour mettre en mouvement la milice féodale de leurs domaines; les prêtres étaient effrayés par les persécutions du clergé français, les moines craignaient la spoliation des couvens, les gens de loi redoutaient la révocation de cet amas confus de codes qui était pour eux un moyen de succès et de fortune; enfin, nous n'avions pas, comme la France, ces deux puissans appuis de la liberté, les vertus guerrières et les ambitions politiques; et notre révolution manquait de sanction légitime, car elle n'avait été opérée ni par des parlemens, ni par des états-généraux, ni par des assemblées, ni par des autorités constituées, ni par un mouvement unanime du peuple, mais par la conquête, et par une conquête inachevée, considération qui éloignait du nouveau gouvernement les esprits timides et méthodiques.

IV. Quoique les institutions napolitaines eussent dû différer des institutions françaises, nous verrons qu'elles furent basées sur le même plan, soit nécessité des temps, soit enivrement produit par la prospérité de la France, soit plutôt que nos représentans, réunion brillante de talens et de lumières, ne possédassent point le génie

des révolutions et la science des nouveaux gouvernemens. Ces représentans étaient d'anciens partisans de la liberté, qui pour la plupart avaient long-temps souffert dans les prisons d'État et qu'on appelait maintenant *patriotes*, nom emprunté à la France pour éviter celui de Jacobin, souillé par les crimes de Robespierre. Le premier soin du gouvernement fut d'envoyer à la République française des ambassadeurs pour la remercier de ses bienfaits et lui demander amitié et alliance. Il choisit pour remplir cette mission le prince d'Angri, considérable par sa naissance et sa fortune, et le prince de Moliterno, noble aussi, et que recommandaient des qualités plus réelles : une bonne réputation et un certain mérite militaire. Il avait vécu loin des clubs, s'était montré sincère ami du peuple dans la dernière guerre contre les Français, et quand le peuple s'était abandonné à ses emportemens, il avait fui, mais sans trahir. Cependant il donnait de l'ombrage au nouveau gouvernement, qui, en l'honorant du titre d'ambassadeur, ne chercha qu'à l'éloigner. Le duc de Roccaromana, passionné pour les femmes et sans énergie dans son ambition, resta oublié dans les commencemens de la République. Les sentimens qui se firent jour d'abord dans ce gouvernement furent donc les soupçons ; sentimens naturels à un gouvernement libre, mobiles de la vertu dans les grands États, de la discorde dans les petits, et par conséquent tantôt favorables, tantôt funestes à la liberté.

Un décret divisa l'État en départemens et en cantons, abolit la division par provinces, et changea les noms en d'autres noms anciens qui rappelaient des souvenirs

honorables. Dans ce décret, les rivières, les montagnes, les forêts, les limites naturelles, étaient bizarrement enclavées dans le sein des départemens ou des cantons, et quelquefois des communes. Les noms étaient défigurés; on prenait une montagne pour une ville, et l'on en faisait un chef-lieu de canton. Le territoire d'une commune était partagé en deux cantons. Certains fleuves étaient répétés deux fois, certaines localités oubliées. En un mot, il y eut tant d'erreurs qu'on en revint à l'ancienne division et que le seul effet de la loi fut le discrédit des législateurs.

Mais une bonne loi abolit les fidéi-commis, abolition jadis réclamée dans les écrits de Filangieri, de Pagano et d'autres savans, et qui produisit quelques bons effets. Beaucoup de communes étaient en contestation avec les barons, un plus grand nombre ne subissaient qu'avec peine le joug du vasselage. C'est pourquoi ces communes et d'autres encore, entraînées par l'exemple, s'emparèrent des domaines féodaux, les partagèrent entre les citoyens et profitèrent des excès des révolutions pour venger leurs haines et celles de leurs pères. Ce mouvement plut au gouvernement. Il abolit la féodalité, détruisit les juridictions seigneuriales, licencia les milices féodales, défendit les services personnels, remit les dîmes, les prestations, tous les paiemens connus sous le non de droits, et promit une loi nouvelle, qui concilierait les intérêts des communes et des anciens barons, sans venger, comme semblerait le conseiller la nature de l'homme, les injures souffertes par les feudataires. Après avoir fait cette promesse, le gouvernement songea à l'accomplir. Mais embarrassé dans les

réclamations élevées de part et d'autre, n'ayant en vue que la justice idéale, il trouvait des obstacles tantôt dans la possession, tantôt dans les titres de propriété. Cette loi, longuement discutée, ne fut jamais terminée; et de tous les représentans, le plus ferme défenseur des barons fut ce Mario Pagano, qui par principe leur était si opposé, écrivain philosophe, conseiller pusillanime, excellent législateur dans une république constituée, impuissant comme les vingt-quatre autres membres du gouvernement à fonder une république nouvelle.

Le peuple manifesta aussi son aversion pour les chasses royales. Les citoyens, se voyant libres, détruisirent le gibier, firent disparaître les barrières, et, au mépris des droits de la propriété, coupèrent les bois, mirent les terres en culture, et se les partagèrent comme une conquête. Le gouvernement déclara donc les chasses jadis royales, aujourd'hui libres, terrains de l'État, et congédia les gardes. Par d'autres édits il promit de supprimer les couvens, de réduire les évêchés et de déclarer domaines de l'État les biens immenses de l'Église : bienfaits qui ne furent pas sentis par le public, comme le prouva le respect qu'il témoigna toujours à l'Église et au clergé, respect qui se maintint et qui augmenta même au milieu des désordres. L'abolition des titres de noblesse, la destruction des emblêmes de la royauté déchue, la substitution du nom de national à celui de royal, la dénomination de tyran donnée à la personne du roi Ferdinand, furent l'objet d'autres lois inspirées par le ressentiment ou empruntées à la révolution française.

On pourvut en même temps aux autres branches de l'administration politique. Le désordre qui régnait dans les finances, comme je l'ai fait voir dans le livre précédent, avait été encore augmenté par les derniers bouleversemens, et se faisait plus vivement sentir à cause de l'urgence des besoins et des circonstances. Ce fut là le principal objet des soins du gouvernement. Une loi inattendue déclara dette de la nation le déficit des banques, et en promit le paiement: offre généreuse, mais qui n'était ni juste, ni d'une bonne administration financière; car l'argent manquait pour combler ces gouffres, et dans un si grand mouvement des billets de banque, les fils de la justice se trouvant brouillés, les actionnaires des banques n'étaient plus créanciers de la banqueroute. Une autre loi prescrivit aux contribuables de verser immédiatement dans le trésor public les impositions arriérées et les impositions courantes. Les impôts devaient être maintenus dans le même état jusqu'à ce que de nouveaux réglemens les eussent assis sur une base meilleure.

Cependant on abolit l'impôt sur la pêche, à la grande satisfaction des pêcheurs de la ville, qui devinrent favorables à la république. Mais l'abolition des impôts sur le grain et de la capitation, que l'on croyait à tort communaux, produisit des effets contraires; car, comme on payait en même temps les contributions du fisc, il était impossible de maintenir les unes et d'abolir les autres. Les contribuables, s'appuyant de la loi, refusaient les paiemens accoutumés; les percepteurs, s'autorisant d'une autre loi, les réclamaient; de là des plaintes et des dissensions dans les communes.

V. Au milieu de ces désordres et de ce dénuement parut une ordonnance du général Championnet qui, faisant don à la ville des sommes stipulées par la trève, imposait une taxe de guerre de deux millions et demi de ducats, et une autre de quinze millions à lever sur les provinces : somme considérable par elle-même, et impossible à réaliser dans les circonstances présentes, et dans le terme fixé de deux mois. Cependant le gouvernement, vaincu par la nécessité, s'occupa de la répartition de cet impôt ruineux. Ne pouvant prendre pour guide l'ancienne administration financière, qui n'avait aucune règle de statistique, il taxa les départemens, les communes, les personnes arbitrairement; et l'esprit de parti se mêlant à ces décisions, les charges pesèrent particulièrement sur les provinces les plus opiniâtres dans leur fidélité, sur les hommes les plus attachés à leurs sermens. En même temps, pour faciliter la perception de l'impôt, on déclara qu'au lieu d'argent monnayé on recevrait les métaux précieux et les pierreries, qu'on estimerait d'après leur poids et leur valeur. On vit alors les familles se dépouiller des derniers signes de leur opulence, les épouses sacrifier leurs ornemens, et les mères ôter à leurs enfans leurs amulettes précieuses, ces symboles de religion, ces gages d'heureux présage. L'énormité et le mode injuste de répartition de cet impôt mécontentèrent le peuple.

Cinq membres du gouvernement furent députés au général Championnet pour lui exposer la désolation publique. Giuseppe Abbamonti, qui était chargé de porter la parole, s'adressant à sa justice et à son humanité, le pria de révoquer l'ordonnance, et chercha à lui

prouver qu'elle était inexécutable dans les circonstances présentes, et qu'elle deviendrait facile aussitôt que la république aurait pris de la consistance et de la force : les raisonnemens, les louanges et les flatteries dans son discours étaient adroitement mêlés à la vérité. Le général l'interrompit, et, répétant le mot cruel d'un barbare d'un autre siècle, il répondit : « Malheur aux vaincus ! » Il y avait parmi les cinq députés un certain Gabriel Manthone, ancien capitaine d'artillerie, homme d'une taille élevée, d'un grand courage, plein d'amour pour sa patrie, et de mépris pour les étrangers. Peu habitué aux formes d'usage dans les ambassades, et se faisant orateur de circonstance, il parla ainsi :

« Citoyen général, tu as bien vite oublié que nous ne sommes pas, toi un vainqueur et nous des vaincus ; que ce ne sont ni des combats ni des victoires qui t'ont amené ici, mais que tu y es venu à la faveur de notre secours et par notre volonté ; que c'est nous qui t'avons donné les forts, nous qui, animés par l'amour sacré de la patrie, avons trahi tes ennemis ; que tes faibles bataillons n'auraient pas suffi pour soumettre cette immense cité, et qu'ils ne suffiraient pas pour la contenir, si nous nous détachions de ton parti. Veux-tu en avoir la preuve ? sors de la ville et rentre, si tu peux. Quand tu seras rentré, alors tu auras le droit d'imposer une taxe de guerre, de commander en conquérant, et de répéter, puisqu'il te plaît, le mot impie de Brennus. » Le général, en congédiant la députation, répondit qu'il aviserait. Dès ce moment, Championnet conçut de la défiance pour les républicains, et les républicains de l'aversion pour les Français.

Le lendemain, le général confirma ses arrêtés et ordonna le désarmement du peuple. Des hommes devenus libres et que l'on désarme sont une dérision de liberté; seulement on permit l'organisation des gardes civiques, avec ordre de n'admettre à cet honneur que les patriotes les plus sûrs et les plus fidèles; de sorte que le gouvernement fit une loi si étroite qu'il n'y eût qu'un petit nombre de citoyens admis à faire partie de la milice, tandis qu'un très-grand nombre étaient inscrits sur les rôles des contributions. Dans la ville de Naples, on ne forma que quatre compagnies, qui se montaient à six cents hommes. Le nombre des contribuables était infini; la loi, impuissante à trouver des combattans et peu favorable à la liberté, parut une loi d'argent et de cupidité. La même prudence ou la défiance du général français et les théories des Napolitains firent négliger les milices soldées. « Tous les hommes libres, disaient les hommes à systèmes, sont soldats dans une république; les armées mercenaires sont un instrument de tyrannie. Rome, quand elle était véritablement libre, levait des soldats selon les occurrences. Les soldats ne manquent pas aux républiques. » On entendait encore d'autres vaines paroles de tribune ou autres théories de vertus imaginaires. On voyait mendier dans les rues bon nombre de Dalmates, anciens soldats du roi, abandonnés sur cette terre étrangère. Les anciennes milices féodales des barons et des évêques, les anciennes troupes chargées du maintien de la police, une foule de soldats que l'état militaire avait jusque-là fait subsister, parcouraient les provinces, vivant de vol et de rapines. Il était donc facile de former

une nouvelle armée de vingt-cinq mille soldats, et de soustraire la patrie à la dangereuse oisiveté de vingt-cinq mille malheureux que le besoin poussait au brigandage; mais la République rougissait d'être défendue par des hommes étrangers ou vénals, et attendait le jour du combat pour frapper du pied la terre et en voir sortir des guerriers tout armés.

VI. On était menacé d'un fléau plus terrible, de la disette. Les récoltes de l'année précédente n'avaient pas été bonnes; la guerre étrangère et la guerre civile avaient consommé une immense quantité de grains. La riche Sicile refusait d'en envoyer, et les vaisseaux qui partaient des ports de la Pouille et de la Calabre étaient saisis par les bâtimens siciliens et anglais. Le prix du pain augmenta : nouvelle calamité que firent sentir plus vivement encore la misère du peuple, le grand nombre de domestiques sans place, l'interruption des travaux, la stagnation du commerce, et les intrigues de ces hommes qui mettaient leurs espérances dans le désespoir du peuple. Mais les membres du gouvernement conservaient leur sécurité, comptant sur le dévouement de ceux de leurs partisans qui possédaient de riches greniers, sur les compensations d'un gouvernement libre, sur la noble résignation inspirée par l'amour de la patrie. Ces hommes, sans expérience des mauvais penchans de l'humanité, croyaient que les vertus que seuls ils possédaient étaient les vertus de tous : pensant donc qu'il suffisait, pour satisfaire à tous les besoins, de convaincre le peuple de l'excellence du nouvel état de choses, ils envoyaient des patriotes pour

haranguer et persuader. C'était un spectacle à la fois triste et fait pour indigner que de voir dans les marchés, qui avaient perdu leur richesse et leur activité, un orateur imberbe vanter les bienfaits de la république, étaler une éloquence souvent empruntée aux harangues françaises, et que ne comprenaient jamais des gens du peuple imbus de principes contraires, et prétendre, avec ces belles phrases, apaiser les plaintes et les besoins du peuple.

De tous ces orateurs, le plus sensé et le mieux compris était ce Michel le fou, chef du peuple dans les derniers troubles, pacificateur à l'arrivée de Championnet, et depuis élevé au grade de colonel français. On le députait souvent vers les groupes populaires. Il haranguait en langue vulgaire, le seul idiôme qu'il connût, montait sur quelque endroit élevé ou sur une chaise pour se faire voir, et improvisait, permettant la discussion et la réplique. Il disait un jour : « Le pain est cher, parce que le tyran fait saisir les vaisseaux chargés de grains qui devaient nous venir de Barbarie. Que devons-nous faire ? le haïr, le combattre, mourir tous plutôt que de le revoir, notre roi ; et, au sein de la disette, gagner notre journée en faisant tous nos efforts pour ne pas lui donner la satisfaction de nous voir dans la peine. »

« Le gouvernement d'aujourd'hui, disait-il un autre jour, n'est pas la république ; la constitution n'est pas encore achevée ; mais, quand elle le sera, nous la jugerons d'après nos plaisirs ou nos souffrances. Les savans connaissent la cause du changement des saisons ; nous, nous savons seulement que nous avons chaud

ou froid. Nous avons tout souffert sous le tyran : guerre, famine, peste, tremblement de terre ; on dit que nous serons heureux sous la république, laissons-lui le temps de nous le prouver.

« Qui veut récolter vite, sème des raves dans son champ, et ne mange que des racines ; qui veut manger du pain, sème du grain et attend un an. Il en est de même de la république : pour les choses durables, il faut du temps et de la peine. Attendons. »

Un jour un homme du peuple lui ayant demandé ce que voulait dire *citoyen*, il répondit : « Je ne sais pas ; mais ce doit être un beau nom, car les *capezzoni* (c'est ainsi que le peuple appelle les chefs de l'État) l'ont pris pour eux. En disant à chacun *citoyen*, il n'y a plus ni excellences ni lazzaroni ; ce nom nous rend tous égaux. » Un autre ayant ajouté : « Et que veut dire cette égalité ? » — « Cela veut dire, répondit-il en se désignant lui-même par un geste, qu'on peut être lazzarone et colonel. Les seigneurs étaient colonels dans le ventre de leurs mères : je le suis, grâce à l'égalité ; alors on était grand en naissant, aujourd'hui on arrive à la grandeur. »

Je ne veux point prolonger les citations, quoique j'aie entendu encore bien d'autres propos également sensés de la bouche de cet homme du peuple ; et je regrette d'avoir altéré la finesse de ses pensées en ne les rapportant pas dans le dialecte vif et concis de l'orateur. J'ai donné ailleurs les raisons de cette licence.

Des prêtres et des moines qui ne manquaient pas non plus de bon sens parlaient au peuple du gouvernement, et puisant dans l'Évangile des préceptes d'é-

galité politique, ils traduisaient en dialecte napolitain quelques paroles de Jésus-Christ, et réveillaient dans les cœurs la haine contre le roi, l'amour de la liberté, l'obéissance aux autorités provisoires. Ils expliquaient, comme des prophéties réalisées, la fuite de Ferdinand, l'arrivée des étrangers, le changement de gouvernement. Mêlant ainsi les mots de prophéties, de croix, d'égalité, de liberté, de république; se montrant vêtus de leurs habits sacerdotaux, et parlant un langage écouté par la superstition, ils inspiraient au peuple des sentimens favorables au nouvel état de choses. Mais, pendant ce temps, d'autres membres du clergé, dans le secret des confessionnaux, inspiraient des sentimens contraires; et d'un autre côté, de jeunes insensés détruisaient le bon effet des sages conseils par la folle exagération de leurs doctrines, prêchant la liberté des croyances, la liberté des cultes, niant les récompenses et les peines de la vie future, et l'immortalité de l'âme.

VII. Les soins du gouvernement, qui, dans les premiers temps, s'étaient bornés à la capitale, s'étendirent sur les provinces. Mais, suivant les mêmes règles, ils envoyèrent des commissaires par départemens, et des commissaires par cantons, avec plein pouvoir pour faire exécuter les lois, pour assurer la tranquillité publique, et pour préparer la guerre au besoin : à ces commissaires se joignirent beaucoup d'autres citoyens sous le nom de *démocratisateurs*, sans traitement et sans pouvoirs, chargés seulement de persuader et de convertir aux formes républicaines les villes et les campagnes. Pourvus de patentes du gouvernement, ils par-

tirent en foule, inspirés par un enthousiasme véritable ou par un faux zèle, voyant en perspective des avantages pécuniaires et des emplois publics. Il est facile d'imaginer combien les commissaires et les démocratisateurs déplurent aux habitans des provinces, gens ignorans, simples et sensés, qui se souciaient fort peu des belles théories de liberté qu'ils ne comprenaient pas, qui méprisaient une vaine éloquence et bornaient leurs espérances à l'abolition de la féodalité, au partage des terres féodales, à la diminution des impôts, et à l'amélioration des administrations et de la justice. Ces espérances n'échappaient pas aux députés de la République; mais ils en parlaient vaguement, les promettant dans un avenir éloigné, et mettant en même temps en avant les réformes religieuses, la liberté de conscience, les mariages civils substitués aux anciens, l'abolition des testamens, et mille autres innovations en opposition avec les mœurs, et réprouvées par les habitudes et les idées des habitans des campagnes. Le principal but de leurs discours était de hâter le paiement des contributions, et de rappeler aux citoyens les secours et les efforts qu'ils devaient à la liberté naissante.

Passant des discours à l'action, les commissaires examinaient les actes et les opinions des magistrats, qui, presque tous choisis parmi les partisans de l'ancien gouvernement, étaient par ce motif, et en raison de leur grand âge, peu propres à satisfaire les passions extrêmes de jeunes gens enthousiastes du nouveau régime : aussi les remplaçait-on par des hommes nouveaux. Beaucoup d'honorables habitans des provinces, que le souvenir de la tyrannie et le vol des richesses publiques et par-

ticulières mécontentaient contre le passé, aimaient le nouvel ordre de choses et le secondaient; mais ils s'arrêtèrent bientôt, quand ils virent l'État gouverné par les opinions, non par la raison, et qu'ils prévirent des dangers et une ruine prochaine.

VIII. Il ne manquait plus qu'un seul des excès de la liberté, les accusations publiques. Mais le silence fut de courte durée. Niccolò Palomba, voulant accuser Prosdocimo Rotondo, un des vingt-cinq membres du gouvernement, convoqua une réunion de patriotes. Il exposa les griefs, les preuves, l'utilité du jugement, et demanda assistance contre un homme puissant; mais on était dans un temps où la puissance réelle résidait dans la souveraineté du peuple. On applaudit à sa proposition, on entendit les accusations, et l'on promit d'appuyer ce généreux dessein. Comme il n'y avait pas de précédent exemple d'un pareil jugement, et que la manière de procéder n'était pas fixée d'avance, l'accusateur, suivi d'un grand nombre de cliens, se rendit auprès du gouvernement, siégeant comme cour législative, et y lut un écrit diffamatoire en présence de l'accusé, qui faisait partie de l'auguste assemblée. L'étonnement fut grand parmi les auditeurs. On hésita à admettre l'accusation; mais, sur la demande de l'accusé, elle fut admise: elle contenait des griefs anciens et controuvés. La réputation de Rotondo était sans tache; celle de Palomba, sauf son amour pour la république, était équivoque et suspecte. Mais ses partisans, voulant prouver par ce procès qu'ils étaient en pleine possession de la liberté, comblèrent d'éloges l'accusateur, et con-

certèrent entre eux, dans des réunions secrètes, les moyens d'attaque, tandis que l'accusé demandait publiquement le jugement. La poursuite de ce procès inique parut un scandale au gouvernement, d'un dangereux exemple, et attentatoire à l'autorité inviolable des représentans de l'État. Sans oser prendre un parti décisif, il le suspendit; il accorda à Palomba la charge importante et désirée de commissaire dans un département, et espéra ensevelir dans le silence cette scandaleuse affaire. Un mois après, lorsque le gouvernement provisoire fut changé, Prosdocimo Rotondo, redevenu simple particulier, se prévalant des droits de la liberté, demanda à être jugé par les magistrats ordinaires; et il fut absous. Ni lui ni aucun des autres défenseurs des lois n'intentèrent contre l'accusateur un procès en calomnie, lui par générosité, les autres par crainte.

Ces faits montrèrent le chemin des emplois publics, la puissance des réunions secrètes, la faiblesse du gouvernement. Dès-lors on entendit s'élever à la fois mille accusations. Rien ne put mettre les citoyens à l'abri de l'audace et de l'impudence des ambitieux, ni une excellente réputation, ni une vie tout entière pure et irréprochable. On composa un tribunal appelé tribunal de censure (*censorio*), destiné à recevoir les accusations, à les examiner, à les convertir en jugement, à prendre en considération, suivant l'expression des accusateurs, les plaintes des opprimés, et à assurer la protection due aux accusés. On vit en même temps se former les sociétés populaires, secrètes ou publiques, dans lesquelles on préparait les accusations. Parmi les sociétés publiques, les deux plus fameuses étaient les salles *patriotique*

et *populaire*. Ces sociétés, à l'exemple des clubs français, se réunissaient tantôt en séance publique, tantôt en séance secrète, sous la direction d'un président, avec une tribune, un procès-verbal des discussions, et un registre des décisions prises par l'assèmblée. Les grandes questions de politique, la nouvelle constitution de l'État, les lois, les ordonnances, la guerre; ensuite les emplois, les employés, la vie publique, la vie privée des citoyens faisaient l'objet de leur examen. On y apportait toute la liberté, toute la licence tribunitienne. Les avis proposés étaient envoyés, suivant les circonstances, au gouvernement sous forme de message ou de conseils, au tribunal de censure comme textes d'accusation, au peuple comme encouragement à la révolte. Aucune conscience ne se reposait sur sa vertu; aucune calomnie n'était sans crédit; tout ennemi était puissant, tout mérite dangereux. On voyait des changemens continuels dans les charges de l'État, des haines violentes, des factions actives. Ces accusations, ces calomnies, ces plaintes allèrent toujours croissant et ne cessèrent qu'à la chute de la République; car les factions, symptômes de la faiblesse des gouvernemens, les renversent si elles ne sont elles-mêmes renversées.

IX. Pendant que dans la salle patriotique on agitait les questions les plus délicates sur la nouvelle constitution, et que la liberté française même paraissait trop modérée pour nous, parut la constitution de la République napolitaine, proposée dans le comité législatif par le représentant Mario Pagano. C'était la constitution française de 1793, avec quelques modifications

dictées par l'esprit de modération. On y trouva avec regret la révocation des assemblées communales, assemblées tumultueuses, sans doute, et inutiles sous un gouvernement despotique, mais favorables dans une république aux élections et aux administrations, qui sont la base de toute société libre. Cette constitution affaiblissait le pouvoir judiciaire et ne laissait pas une liberté entière au pouvoir administratif. On applaudit à la création du corps des éphores, soutiens de la souveraineté du peuple. Deux principes prévalurent : 1° l'équilibre des pouvoirs considérés abstractivement, sans s'inquiéter de l'équilibre des forces réelles et existantes, ou de ce qui fait la force des États libres, c'est-à-dire les mœurs, les opinions, les vertus du peuple ; 2° la défiance contre le pouvoir exécutif et contre les citoyens puissans. La République napolitaine n'eut pas le temps d'éprouver combien les lois sont impuissantes à empêcher la ruine d'un État libre, lorsque dans son sein agissent les causes de destruction. Un an après, ces mêmes lois de défiance ne préservèrent point de sa chute la république-mère ; heureuse au moins en ce qu'elle tomba entre les mains d'un César qui régna quinze ans, et qui lui conserva une grande partie des libertés qu'elle avait acquises ! Mais Naples, pour son malheur, fut engloutie dans les abîmes du despotisme.

Le gouvernement provisoire examina le projet de constitution, se consolant par des espérances d'avenir des afflictions présentes, afflictions que vint accroître l'arrivée d'un commissaire français nommé Faypoult ; il apportait un décret de la République, qui, s'appuyant du droit de conquête, confirmait de nouveau

les contributions de guerre, et déclarait patrimoine de la France les biens de la couronne de Naples, les palais et maisons du roi, les chasses royales, les dotations des ordres de Malte et de Constantinien, les biens des monastères, les fiefs allodiaux, les banques, les fabriques de porcelaine, les antiquités enfouies encore dans le sein de Pompéi et d'Herculanum. Le général Championnet, qui, témoin du mécontentement général, en prévoyait les dangers, et n'avait pas un cœur inhumain, s'opposa à l'exécution du décret, et publia un édit qui le déclarait nul. Le commissaire insista; il s'ensuivit des querelles; le plus fort l'emporta, et Faypoult fut obligé de partir. La conduite du général plut aux Napolitains, qui redoublèrent de haine contre les Français, et se prirent d'affection pour Championnet; ils excusèrent alors ses rigueurs passées en les imputant à la nécessité. Les gens du peuple rappelaient ses sentimens religieux, le riche don qu'il avait offert à saint Janvier, et un fait singulier dont l'origine était inconnue. Dans les actes baptismaux de l'église de Sainte-Anne, se trouvait le nom d'un certain Giovanni *Championnè,* avec lequel le général français n'avait aucun rapport d'âge ni de parenté. Néanmoins, on crut le général né à Naples, quoiqu'il fût réellement né à Valence en Dauphiné.

Aussi lut-on avec regret dans les journaux français le décret du Directoire conçu en ces termes : « Attendu que le général Championnet a employé l'autorité et la force pour empêcher l'action du pouvoir conféré par nous au commissaire civil Faypoult, et que par conséquent il s'est mis en rebellion ouverte contre le gouver-

nement, le citoyen Championnet, général de division, commandant de l'armée de Naples, sera mis en arrestation, traduit devant un conseil de guerre, et jugé de son infraction aux lois. »

Championnet partit aussitôt. Le général Macdonald prit le commandement de l'armée. Championnet, jugé en France et absous, fut replacé à la tête des armées, s'acquit une nouvelle gloire, et mourut pauvre peu de temps après à Antibes. Le bruit courut alors, à tort ou à raison, qu'il avait été empoisonné, ou qu'il s'était empoisonné lui-même. Les Napolitains furent vivement sensibles à ses infortunes, d'autant plus que Macdonald eut pour collègue ce même Faypoult, homme hautain, orgueilleux, inflexible, avide de se venger de la joie que les Napolitains avaient témoignée de son départ, et de l'affection qu'ils portaient à son ennemi.

X. Sur ces entrefaites, on apprit que les Français envahissaient les États de Toscane, et que le grand-duc Ferdinand III en sortait avec sa famille. Le Directoire français, insatiable de conquêtes, après s'être emparé des États de Lucques, demanda raison au gouvernement toscan des hostilités dont il s'était rendu coupable en recevant les troupes napolitaines, ennemies de la France, et en donnant asile au pape Pie VI.

Le grand-duc répondit qu'il n'avait agi ni par inimitié ni par haine contre la République, mais que la force et la nécessité l'avaient seules contraint de souffrir le débarquement de l'armée napolitaine dans le port de Livourne, menacé par des vaisseaux anglais et siciliens; que, quant au pape, aucun acte ne défen-

dant de lui donner asile, il était du devoir d'un prince chrétien d'accorder un refuge au chef de la chrétienté, accablé sous le poids des années et du malheur. Quoique ces explications fussent plausibles et fondées sur la vérité, quoique les revers de l'armée française sur l'Adige conseillassent de concentrer plutôt que de disperser les armées de la République, cependant l'ambition du Directoire et du général Schérer, commandant en chef en Italie, prévalut, et une division française marcha sur Florence sous la conduite du général Gauthier. Lorsqu'elle fut arrivée sous les murs de la ville, elle la somma de se rendre; mais Ferdinand, résigné à la nécessité des circonstances, répondit par l'édit suivant :

A MES PEUPLES.

« L'armée française vient en Toscane. Nous regarderons comme une preuve de fidélité et d'amour de la part de nos sujets l'obéissance aux ordres de l'autorité, le maintien de la tranquillité publique, le respect aux Français, le soin d'éviter le ressentiment des nouveaux dominateurs. La soumission à ces recommandations augmentera encore, s'il est possible, notre affection pour nos peuples. »

Alors l'armée française entra à Florence; le grand-duc en partit le lendemain 27 mars. La tranquillité ne fut point troublée. Ces succès, qui étendaient en Italie le pouvoir de la république, Remplirent de satisfaction le gouvernement de Naples. Dernier sujet de joie! car, dès ce jour, il ne vint plus que de tristes nouvelles.

CHAPITRE II.

SOULÈVEMENS DES BOURBONNIENS DANS LES PROVINCES. — ENTREPRISES DU ROI DE SICILE ET DES ANGLAIS CONTRE LA RÉPUBLIQUE.

XI. Les Bourbonniens, que la défaite de l'armée napolitaine, la conquête et le changement de gouvernement avaient frappés de stupeur, commençaient à revenir de leur premier étourdissement. Les bataillons français qu'on annonçait toujours, et qui ne paraissaient point, n'avaient pas réprimé les premiers troubles des provinces. Alors on vit éclater les mécontentemens dont il a été parlé dans le chapitre précédent. Sur différens points on se révolta et l'on prit les armes. Le nouveau gouvernement avait contre lui les masses, pour lui des jeunes gens en petit nombre et sans influence ; les gens prudens ne se déclaraient pour aucun parti, non par haine pour la république ou par amour pour le passé, mais parce qu'ils prévoyaient les maux et les dangers de l'avenir. Dans les villes envahies par l'ennemi on imputait les maux qu'on avait soufferts moins à la guerre et à la conquête qu'à l'indiscipline des troupes et à l'inconduite des chefs; et les villes encore intactes craignaient les Français et les mêmes maux. Le mécontentement était général. Les Dalmates, la milice féodale des ba-

rons, les anciennes troupes chargées de la police, et tousles anciens soldats qui vivaient de la paie militaire, se réunissaient en troupes, infestaient le pays sous prétexte de fidélité au roi déchu et s'enrichissaient de butin et de dépouilles.

Dans les Abruzzes, les Bourbonniens, qui avaient pendant quelque temps suspendu les hostilités, mais qui n'avaient jamais déposé les armes, reparurent plus acharnés qu'auparavant sous la conduite de Pronio et de Rodio. Pronio dans ses premières années avait été clerc, mais poussé par sa nature perverse il prit un brevet d'officier dans les troupes baronniales du marquis del Vasto; plus tard, coupable d'homicides, il fut condamné aux galères; il s'en échappa par force et par adresse et se mit à courir les campagnes. S'étant fait partisan des Bourbons, il combattit avec succès contre Duhesme, et, choisi pour chef par ses compagnons, il acquit de la renommée, l'assurance de l'impunité et des richesses. Rodio, né d'une famille honorable, instruit dans les lettres latines, docteur en droit, intrigant, ambitieux, prévit les malheurs de la république et s'engagea dans le parti contraire. Il fut bien accueilli par les insurgés; et comme c'était la première fois qu'on voyait un gentilhomme d'un nom sans tache embrasser ce parti jusqu'alors le refuge des gens sans aveu, on le nomma chef de bande. La ville de Teramo et quelques autres pays rentrèrent sous l'obéissance du roi. Les Français gardaient les forts de Pescara, d'Aquila, de Civitella, et faisaient des incursions dans tous les environs pour se procurer des vivres par le pillage, pour relever les arbres de la liberté, pour réveiller le

zèle de leurs partisans ou pour châtier leurs ennemis. Les autres pays des trois provinces, divisés par caractère, et obéissant dans leurs déterminations aux influences diverses des hommes les plus puissans, se déclaraient pour le gouvernement absolu ou pour la liberté; et comme les haines et les contestations de commune à commune rendaient depuis long-temps ennemis les peuples limitrophes, souvent le choix de l'un décidait l'autre à faire un choix contraire; nouvelle source de ressentimens, de combats, de désastres.

Dans la Terre de Labour, beaucoup de pays de la frontière obéissaient à Michele Pezza. Cet homme, né à Itri dans une basse condition, avait été assassin et voleur, et pendant deux ans sa tête avait été mise à prix par le gouvernement; mais, soit adresse, soit bonheur, il était parvenu à échapper à tous les dangers, et le peuple napolitain, pour qui le diable et les moines sont ce qu'il y a de plus adroit et de plus invincible au monde, lui avait donné le nom de Frà Diavolo; et lui, adoptant ce surnom qu'il devait à son habileté et à son bonheur, le conserva dans les guerres civiles et jusqu'à la mort. Plein d'audace, de courage et de mépris pour toute espèce de vertu, il devint chef d'une bande nombreuse. Il se plaçait en embuscade au milieu des rochers et des bois de son pays, et voyant de loin sans être vu, il disposait ses attaques contre les soldats français qui allaient isolément ou par petits détachemens et les massacrait sans pitié. Courant de Portella au Garigliano, il égorgeait les courriers et tous ceux qu'il soupçonnait de porter des lettres ou des messages; il coupait toute communication entre Naples et Rome.

Dans une autre partie de la même province, du côté de Sora, des bandes nombreuses marchaient sous les ordres de Gaetano Mammone. C'était un meunier; la férocité de cet homme s'éloigne tellement de la nature humaine et approche tant de celle des bêtes féroces les plus cruelles, que je ne puis parler de lui qu'avec horreur, comme d'un monstre terrible. Altéré de sang humain, il le buvait par plaisir, se plaisait à boire le sien quand on le saignait; et quand on saignait les autres, il demandait leur sang et le savourait avec délices; il aimait, en dînant, à avoir sur sa table une tête d'homme fraîchement coupée et toute saignante. Il buvait du sang et des liqueurs dans un crâne humain qu'il aimait à renouveler souvent. Je n'aurais point rapporté ni même pu croire toutes ces cruautés, si la rumeur publique, qui exagère souvent les faits étonnans, n'avait été confirmée par l'autorité de Vincenzo Coco, auteur très-estimé, conseiller d'État, magistrat intègre, qui raconte comme historien et assure comme témoin les actes de barbarie dont j'ai parlé. Mammone, dans ces guerres civiles, tua au moins quatre cents Français ou Napolitains, tous de sa propre main; il faisait venir ses prisonniers afin de les égorger pour égayer ses repas, pendant qu'il était à table avec les plus considérables de sa bande. C'était pourtant à cet homme ou plutôt à ce tigre que le roi Ferdinand et la reine Caroline écrivaient : « Mon général et mon ami. »

Je continue à décrire la situation intérieure. Des bandes nombreuses parcouraient la province de Salerne. Un défilé appelé défilé de Campestrino, étroit, difficile, était garni de Bourbonniens, qui ne le cédèrent qu'après

une vive résistance à un corps considérable de troupes réglées. De là ils se jetèrent sur le pays arrosé par le Cilento, dans les montagnes de Lagonegro, et s'avancèrent jusque dans les environs de la capitale de la province. Ainsi le chemin des Calabres, encombré de Bourbonniens, était fermé pour tous les autres. Les villes de Capaccio, de Sicignano, de Castelluccio, de Pola, de Sala, relevèrent l'étendard royal, et menacèrent les pays républicains. L'évêque Torrusio, après avoir fait révolter la ville de Capaccio, combattit à la fois avec les armes du prêtre et celles du guerrier. Pendant ce temps, la même province était le théâtre d'autres soulèvemens en faveur du roi, dirigés par Gherardo Curci, surnommé Sciarpa, ancien chef des troupes de la police, qu'on avait repoussé quand il demanda à servir la république, et appelé du nom injurieux de satellite de la tyrannie.

XII. La Basilicate avait à souffrir une guerre plus sanglante. Les peuples de cette province combattaient avec une fureur aveugle. Les questions de république ou de monarchie n'étaient pour eux qu'un prétexte pour assouvir des haines plus anciennes. Aussi voyait-on dans les deux partis des corps considérables, des troupes nombreuses, des combats journaliers, des massacres continuels. Au milieu de ces désastres de la guerre civile, deux événemens méritent d'être rapportés. La petite ville de Picerno, qui avait accueilli avec une joie sincère le changement de gouvernement, attaquée par les Bourbonniens, barricada ses portes, et, grâce à sa position favorable, parvint plusieurs fois à éloigner

les assaillans. Mais plus tard, voyant que la république commençait à s'écrouler de tous côtés, des troupes plus nombreuses revinrent assiéger la ville; et les habitans furent obligés de combattre du haut des murs. Au bout d'un certain temps le plomb manqua. Le peuple fut convoqué pour prendre une résolution. On décida qu'on fondrait les tuyaux d'orgue des églises, puis les plombs des fenêtres, et en dernier lieu les ustensiles domestiques et les instrumens de pharmacie. Par ces moyens, on se procura une grande quantité de plomb. On avait aussi de la poudre en abondance. Les prêtres excitaient à la guerre dans les églises et dans les places. Les vieillards et les enfans déployaient dans le combat toutes les forces que comportait la faiblesse des uns et des autres. Les femmes prenaient soin des blessés, et plusieurs d'entre elles, habillées en hommes, combattaient à côté de leurs maris ou de leurs frères, donnant le change à l'ennemi, moins par leur déguisement que par leur valeur. Tant de courage eut sa récompense : la ville ne succomba que quand la province et l'État tout entier eurent succombé.

Potenza, ville importante, aujourd'hui chef-lieu de la province, avait pour évêque Francesco Serao, le même dont il a été fait mention dans le second livre de cette histoire. Persécuté autrefois comme janséniste par le Saint-Siége, il avait alors été soutenu par le roi; mais plus tard, à la suite du changement survenu dans la politique du gouvernement, il avait encouru sa disgrâce et était regardé comme partisan de la république et des Français. Lorsque les premiers troubles éclatèrent, il fut assailli dans son évêché. Il était en prière

devant la croix. On le traîna dans la rue et on l'égorgea; sa tête fut coupée, placée au bout d'une pique et promenée par toute la ville. Les auteurs de ce meurtre étaient au nombre de dix-sept; il n'y avait parmi eux aucun homme du peuple. Un citoyen de Potenza, Niccolo Addone, riche, violent, fortement attaché à la religion chrétienne, ami de la république, mais en secret, parce qu'il craignait, au milieu de ces circonstances critiques, de risquer sa fortune, frémit d'horreur à la vue de cet affreux spectacle, et jura d'en tirer vengeance. Comme il ne le pouvait ouvertement, il eut recours à la ruse. Il fit semblant de se montrer favorable aux Bourbonniens et de se réjouir de la mort de l'évêque, invita les assassins à un repas, et, après les avoir traités somptueusement et les avoir plongés dans l'ivresse, il les fit tous périr, non par le poison, mais par le fer; et il en tomba un plus grand nombre sous ses coups que sous ceux de ses affidés, qui, assis à sa table ou cachés dans la maison, attendaient le signal du carnage. Scène horrible qui révolta même les républicains! et Addone, se voyant en butte à la réprobation générale, s'enfuit de Potenza, et, après s'être long-temps tenu caché dans les bois, il se réfugia en France. Quelques années après, il obtint sa grâce par les décrets du nouveau roi Joseph Bonaparte, et revint dans le royaume. Plus tard on le vit, redevenu partisan des Bourbons, accuser et calomnier dans les crimes de lèse-majesté les plus honorables citoyens. Et il ne fut point puni de tous ces forfaits; et il vit encore au milieu des richesses que lui ont laissées ses pères ou que lui ont acquises ses crimes.

XIII. Quatre Corses, de Cesare, Boccheciampe, Corbara et Colonna, soulevèrent la Pouille contre la république. De Cesare était, dans son pays, domestique de livrée; Boccheciampe, ancien soldat d'artillerie et déserteur; Corbara et Colonna, des vagabonds et des gens sans aveu. Leurs crimes les avaient obligés tous les quatre à quitter la Corse, et ils s'étaient enfuis de Naples par crainte des Français. Ils avaient cherché à s'embarquer dans les ports de la Pouille pour la Sicile ou pour Corfou. Arrivés à Montejasi, ils se logèrent par hasard dans la maison de l'intendant Girunda, habile intrigant. Ils formèrent ensemble le projet de soulever les peuples en faveur des Bourbons: Corbara devait se faire passer pour le prince François, héritier du trône; Colonna, pour le connétable, son écuyer; Boccheciampe, pour le frère du roi d'Espagne; et de Cesare, pour le duc de Saxe. Girunda se chargeait de préparer les esprits à ce mensonge, de l'appuyer de son témoignage et de le propager. Le vrai prince François était venu dans la Pouille peu de temps auparavant, comme nous l'avons dit dans le troisième livre; mais Girunda comptait sur la crédulité des sots et sur les profits que devait rapporter ce stratagême. Ils se distribuèrent leurs rôles pendant la nuit. Girunda part dès l'aube du jour pour annoncer mystérieusement dans la ville l'arrivée des princes, cherchant à faire entendre quelle bonne fortune ce serait d'être les premiers à les suivre. Ses paroles trouvent crédit, et une foule de gens, accourant vers la petite maison où étaient logés les prétendus princes, viennent à l'envi offrir leurs bras et leurs services. Colonna paraît dans la rue,

remercie au nom du prince le peuple de son zèle, mais il le congédie. Girunda, pendant ce temps, avait fait préparer un carrosse. Au moment où le prince François monta en voiture, les autres Corses affectèrent à son égard le plus grand respect; et lui, se tournant vers les assistans, leur dit : « Je me remets entre les mains de mes peuples. » Puis il les salua avec bonté, se retira au fond du carrosse, et ils partirent pour Brindisi.

Les Corses possèdent à un haut degré le talent d'aventuriers : aussi savaient-ils prendre, suivant les circonstances, les airs de hauteur, de magnanimité, de grandeur, habituels aux princes. Ils partaient avant le jour des villes où ils logeaient et arrivaient à l'entrée de la nuit. Girunda allait en avant de quelques milles pour faire préparer les logemens et disposer les esprits. Bientôt mille bouches répétaient avec assurance la nouvelle de l'arrivée des princes. Chacun disait : « Je les ai vus. » Et l'on ajoûtait, comme il arrive le plus souvent dans le récit des événemens extraordinaires, des faits mensongers, mais qui trouvaient crédit. Le succès passa leurs espérances : des bandes armées suivaient la voiture de ces imposteurs, entouraient leur maison, abattaient les emblêmes de la république et rétablissaient la royauté. Le prétendu prince François révoquait les magistrats, en créait de nouveaux, vidait les caisses du trésor public, imposait des contributions onéreuses aux familles des rebelles, et trouvait plus d'obéissance que s'il eût été véritablement prince, parce qu'il était plus hardi et qu'il était secondé par un peuple prompt à faire exécuter ses ordres. L'archevêque d'Otrante, qui

connaissait depuis long-temps le prince François, et qui, l'année précédente, l'avait accompagné dans cette même ville aux cérémonies de l'Église et dans son palais, contribua lui-même à accréditer l'imposture, et assura en pleine chaire que c'était réellement le prince lui-même, en qui les fatigues de la guerre et les soucis du gouvernement avaient opéré le changement qu'on remarquait dans ses traits.

Ces imposteurs se dirigèrent vers Tarente : lorsqu'ils y furent arrivés, ils virent aborder le vaisseau qui portait de Naples en Sicile les vieilles princesses de France. Nos aventuriers ne se déconcertèrent point, et Corbara s'étant fait précéder par un message qui révélait aux princesses les effets merveilleux de la crédulité du peuple, se rendit avec une pompe royale et l'assurance d'un parent auprès de ces dames. Les princesses, malgré la fierté naturelle à la race des Bourbons, pour servir la cause du roi, accueillirent en petit-fils cet obscur aventurier, lui donnèrent le titre d'altesse et lui prodiguèrent des témoignages de respect et d'affection. Cette circonstance confirma les peuples dans leur croyance ; des partis nombreux prirent les armes pour la cause royale ; les incrédules mêmes et ceux qui étaient sûrs de l'imposture suivirent l'entraînement général, et les trois provinces de la Pouille se révoltèrent. Corbara, après tous ces succès, songea à mettre en sûreté ses richesses mal acquises. Il publia qu'il se rendait à Corfou, accompagné du connétable Colonna pour revenir avec une armée considérable de Russes, et qu'il laissait pour lieutenants et généraux dans le royaume le frère du roi d'Espagne et le duc de Saxe. Il partit ; à peine était-

il sorti du golfe, qu'il fut pris par des pirates, et perdit sa fortune et la vie. Colonna fut épargné, mais on n'entendit plus parler de lui. Boccheciampe fut tué en défendant le château de Brindisi contre un vaisseau français; et de Cesare, victorieux à la tête de ses bandes nombreuses, s'empara sans combat de Trani, d'Andria, de Martina, villes fortes et importantes, tandis que les autres villes moins considérables et la plus grande partie de la Pouille, vaincues par le seul bruit de ses exploits, se soumirent au roi.

XIV. Il me reste à parler des Calabres. Quoique le gouvernement républicain trouvât plus de partisans parmi les Calabrois, soit qu'ils brûlassent de venger les injustices qu'ils avaient eu à souffrir d'une féodalité plus tyrannique, soit que dans la rudesse de leurs mœurs et de leur manière de vivre ils conservassent le goût primitif de la liberté, néanmoins le roi avait pour lui un nombre immense d'habitans. On peut affirmer que, dans tout l'État, les républicains étaient à leurs adversaires comme dix est à mille. Les Bourbonniens calabrois envoyèrent au roi en Sicile des lettres et des députés pour l'informer des dispositions de ces provinces, et le prier d'envoyer des troupes, si peu nombreuses qu'elles fussent, des armes, des personnages importans, des ordonnances et des manifestes pour enflammer le zèle des peuples déjà soulevés, de secourir son royaume, d'avoir pitié de ses fidèles sujets, exposés aux vengeances des ennemis extérieurs et intérieurs. D'autres envoyés partis de Naples et de la Pouille attestèrent la vérité des soulèvemens populaires et montrèrent combien il était facile de

chasser les Français et d'accabler les rebelles. Mais le roi, qui ne rêvait que trahisons, n'ajoutait point foi à ces lettres; il les regardait comme un nouveau piége, et ne se fiait qu'aux armes de ses alliés; il se cachait à lui-même ses propres torts. La reine et Acton rejetaient sur la trahison leur maladroite politique. Mack, dans un long écrit, justifiait ses fautes aux dépens de l'armée; ceux qui avaient fui du champ de bataille s'excusaient de la même manière. Le vicaire-général Pignatelli accusait de trahison les élus de la cité, les *Sedili*, la plupart des nobles. On n'entendait retentir dans le palais que les mots de trahisons, de traîtres, de châtimens et de vengeances futures.

Mais les vieilles princesses de France, arrivées à Palerme, racontèrent les scènes de Tarente, en confirmant la vérité et l'importance des soulèvemens populaires de la Pouille, tandis que les officiers anglais envoyés sur des vaisseaux pour observer nos côtes faisaient les mêmes rapports. On tint conseil, et l'on résolut de seconder ces mouvemens; et comme, parmi les conseillers, celui qui montrait le plus d'ardeur pour la guerre était le cardinal Fabrizio Ruffo, le roi le chargea d'aller en Calabre, dans les fiefs de sa maison, de voir, de sonder les dispositions des provinces, et, selon les circonstances, de s'avancer dans le royaume ou de revenir en Sicile. Son rang, son nom, sa dignité, devaient lui servir d'appui dans son entreprise et de bouclier contre les mauvais desseins de ses ennemis. Il accepta volontiers et partit accompagné d'une suite peu nombreuse, avec peu d'argent, une autorité sans limites, des promesses brillantes. Fabrizio Ruffo, né d'une famille noble, mais peu consi-

dérée, intrigant, sans aucune teinture des sciences et des lettres, débauché dans ses premières années et jusque dans sa vieillesse, sans patrimoine, dissipateur, entra de bonne heure dans la riche et facile carrière des prélatures. Il sut plaire au pape Pie VI, qui lui conféra un haut emploi dans la chambre pontificale; mais son excessive cupidité et le trop rapide accroissement de sa fortune lui firent perdre sa place et la faveur du pape; il revint riche dans sa patrie, laissant à Rome des amis puissans, qu'il s'était acquis, comme il arrive dans une ville corrompue, par les dons et les moyens de séduction de sa fortune. Il demanda au roi de Naples l'intendance de la maison royale de Caserta et l'obtint. Puis étant rentré en grâce auprès de Pie VI, il fut créé cardinal, alla à Rome et y resta jusqu'en 1798, époque où les révolutions de Rome le forcèrent de se réfugier à Naples. Peu de temps après, il avait suivi le roi à Palerme.

XV. Ce fut au mois de février 1799 qu'il arriva sur les côtes de Calabre, après s'être entendu auparavant avec ses domestiques et la milice de ses domaines. Décoré du signe sacré de la croix et des insignes de ses dignités, il débarqua à Bagnara, où le clergé et les notables l'accueillirent avec respect, le peuple avec les transports d'une folle joie. Lorsque son arrivée et ses projets furent connus, on vit accourir des pays voisins des troupes nombreuses de peuple conduites par des gentilshommes, des prêtres ou des moines, qui, en voyant à leur tête un cardinal, ne rougirent point de prendre part à cette guerre désastreuse. Le colonel

Winspeare, ancien président à Catanzaro, l'auditeur Angelo Fiore, le chanoine Spasiani, le prêtre Rinaldi, et avec eux un grand nombre de déserteurs ou de soldats licenciés, des malfaiteurs qui, peu de temps auparavant, infestaient les campagnes de leurs brigandages, des misérables échappés des prisons pendant les troubles, vinrent offrir leurs services pour la cause du roi. Le cardinal, encouragé par ces premiers succès, publia le décret qui le nommait lieutenant ou vicaire-général du royaume, et sortit de Bagnara, suivi d'une armée considérable composée d'un ramas de gens sans aveu. Il soumit sans combat et par le seul bruit de son arrivée les villes et les campagnes jusqu'à Mileto. On disait que la forte ville de Monteleone tenait pour la république; mais, sommée de se rendre et menacée des dernières rigueurs, elle racheta sa réputation de républicanisme en donnant de l'argent, des chevaux, des vivres et des armes. Le cardinal, pendant son séjour à Mileto, rassembla tout ce qu'il put d'évêques, de curés, de clercs un peu importans, d'anciens magistrats du roi, de militaires, d'employés, et de citoyens influens par leur nom ou par leurs richesses; il leur exposa la mission qui lui était confiée, la justice de la cause du trône, la sainteté de celle de la religion; il ordonna que les citoyens fidèles au roi, dévoués à Dieu, s'unissent à lui en portant à leur chapeau, pour emblême et pour signe de ralliement, la croix blanche et la cocarde rouge des Bourbons. Ils auraient, ajouta-t-il, outre les récompenses célestes, l'exemption des contributions pendant six ans, et trouveraient une ample compensation de leurs sacrifices dans les biens des re-

belles, confisqués dès ce jour au profit du trésor royal, et dans les impôts que l'on ferait peser sur les villes et les pays du parti contraire. Les arbres infâmes de la liberté seraient abattus, et l'on élèverait des croix à leur place. L'armée s'appellerait l'armée de la sainte Foi, nom qui désignerait le but sacré de cette guerre. Il alla ensuite en procession dans l'église, bénit l'armée à haute voix, et s'avança, toujours sans combattre, mais en triomphateur, par Monteleone et Cutro, jusqu'à Cotrone.

Cotrone, ville peu fortifiée, avec une petite citadelle sur la mer Ionienne, n'était défendue que par ses habitans et par trente-deux Français, qui, en revenant d'Égypte, s'y étaient réfugiés après avoir échappé à une tempête. Cette faible garnison ne manquait pas de courage; mais, comme elle n'était pourvue ni d'armes, ni de munitions, ni de vivres, et qu'elle était assaillie par des milliers de Bourbonniens, après quelque résistance, elle demanda à capituler. Le cardinal refusa cette offre; comme il n'avait pas d'argent pour assouvir la cupidité de ses troupes, et que le butin qu'elles faisaient en chemin ne suffisait pas, il avait promis le pillage de cette ville. Après quelques heures d'un combat inégal entre une petite troupe sans ressources, d'un côté, et, de l'autre, une armée immense animée par l'espoir assuré d'une riche proie, Cotrone fut prise. L'ennemi égorgea sans distinction les citoyens armés ou sans armes, et se livra à tous les excès de la brutalité la plus révoltante et de la cruauté la plus aveugle. Le pillage dura deux jours, et le matin du jour suivant, on éleva dans le camp un autel magni-

fique et une croix enrichie d'ornemens; un prêtre, soldat de la sainte Foi, célébra l'office divin, et le cardinal, vêtu d'un riche habit de pourpre, loua la conduite des troupes pendant les deux jours, leur donna l'absolution pour les fautes commises dans la chaleur du combat, et, élevant la main, il figura le signe de la croix et bénit l'armée. Il plaça une garnison dans la citadelle, abandonna à leur triste sort les rares et malheureux débris de cette ville désolée, ne leur laissant que l'affreux souvenir de leur désastre, et prit la route de Catanzaro, autre ville du parti des Français.

Lorsqu'il fut arrivé sous les murs de cette ville, il couvrit de ses troupes le pays voisin et envoya sommer les habitans de se rendre. Mais Catanzaro, située sur une haute colline, entourée de bonnes murailles, peuplée de seize mille habitans, bien pourvue d'armes et préparée aux derniers malheurs, depuis la nouvelle du sort de Cotrone, répondit qu'elle ne s'était jamais révoltée, qu'elle n'avait fait qu'obéir à la force en présence de la conquête française, qu'elle y cèderait de même aujourd'hui en présence des troupes de la sainte Foi, et qu'elle rentrerait volontiers sous l'autorité du roi, à condition que les citoyens ne seraient ni punis ni inquiétés pour leurs opinions ou leurs actes en faveur de la république, que les troupes de la sainte Foi n'entreraient point dans la ville, qu'on y admettrait seulement les magistrats du roi, et qu'ils auraient à leur disposition la garde urbaine. La paix était à ces conditions. Si le cardinal voulait la guerre, il devait savoir que six mille hommes armés mourraient en combattant avant de subir l'horrible traitement de Cotrone. Cette

déclaration fit comprendre à Ruffo que la victoire ne serait ni certaine, ni facile; il affecta la modération, disant qu'il fallait attribuer les désordres de Cotrone à l'ardeur excessive de ses troupes excitées par une résistance obstinée. Il fut convenu que la ville arborerait la bannière des Bourbons; que, rentrée sous le pouvoir du roi, elle n'obéirait qu'à ses propres lois et à ses magistrats; qu'une garde urbaine, composée par les agens du roi, serait la seule force de l'autorité royale; que les opinions des citoyens ne seraient point recherchées, non plus que leurs actes en faveur de la république; que les troupes bourbonniennes n'entreraient point dans la ville, et que Catanzaro paierait pour les frais de la guerre douze mille ducats. Les conditions de cette paix furent fidèlement observées, et après que toute cette partie de la Calabre eut été soumise au roi, le cardinal s'avança vers Cosenza.

XVI. Tel était à la fin de février l'état intérieur de la république. Pendant ce temps, des vaisseaux siciliens et anglais parcouraient les côtes, excitant à la révolte, combattant les villes maritimes fidèles au nouveau gouvernement, débarquant des soldats et distribuant de tous côtés des armes, des édits du roi Ferdinand, et des gazettes remplies de faits défavorables aux Français. Dans le même temps les Russes et les Turcs, avec une flotte puissante, ayant pris quelques-unes des îles Ioniennes, assiégeaient Corfou et déclaraient qu'aussitôt qu'ils auraient terminé cette entreprise, ils se dirigeraient vers l'Italie. Nelson avait quitté la Sicile et naviguait dans la Méditerranée. Plu-

sieurs villes des États romains, voisines de nos frontières, combattaient en faveur de l'ancien régime; les troubles d'Arezzo commençaient en Toscane, et une grande armée autrichienne campée sur l'Adige n'attendait que le signal pour marcher. On apprit de la Sicile que l'armée du roi était renforcée de dix-huit mille nouveaux soldats; que le général Stewart, avec trois mille Anglais, gardait la ville de Messine; qu'on formait des corps de troupes des plus chauds partisans de la monarchie pour les envoyer dans les états de Naples afin d'accroître la force et le zèle de l'armée de la sainte Foi; et que le souverain et le peuple étaient animés d'une haine barbare contre les Français, comme l'attestaient les deux faits suivans :

Un vaisseau, dont le pavillon était neutre dans cette guerre, transportait d'Égypte en France cinquante-sept malades, parmi lesquels se trouvaient les généraux Dumas et Manscœur, le naturaliste Cordier, d'autres personnages distingués, et entre autres le géologue Dolomieu, savant illustre. Ce vaisseau, battu par la tempête, relâcha à Tarente, sous la sauvegarde de son pavillon et de la paix dont on ignorait la rupture en Égypte. Mais cette confiance s'évanouit bientôt : le Corse Boccheciampe dominait à Tarente; le vaisseau fut saisi; les Français et Dolomieu, enfermés sans pitié dans une affreuse prison, n'en sortirent que pour être conduits comme prisonniers à Messine. Là, la haine de parti l'emportant sur l'humanité, ils furent jetés dans une prison plus rigoureuse. Dolomieu tomba de nouveau malade et faillit mourir; il fut réclamé par le gouvernement français, par la

Société royale de Londres, par le roi de Danemark, deux fois par le roi d'Espagne, et par les cris d'horreur de tous les savants de l'Europe, et resta en prison. Il ne dut sa liberté qu'aux nouvelles victoires des Français et aux clauses du traité conclu avec Naples, après vingt mois de captivité. Il emportait avec lui une maladie si grave qu'il en mourut peu de temps après, à l'âge de cinquante et un ans.

Un autre vaisseau, parti d'Égypte avec celui qui portait Dolomieu, fut assailli par la même tempête et se retira dans le port d'Agosta. Il conduisait en France quarante passagers tant soldats qu'officiers et administrateurs militaires, tous aveugles à la suite d'une maladie contractée dans le climat malsain de l'Afrique. Cependant, ni cet état digne de pitié, ni le respect qu'inspiraient les cicatrices honorables imprimées sur le front de ces guerriers, ni la pensée qu'ils étaient arrivés dans ce port victimes de la fureur des flots, sur un vaisseau brisé, et se fiant à la foi des traités, ne purent arrêter la férocité des habitans d'Agosta, qui vinrent en troupes armées, sur de petites barques, attaquer le vaisseau et massacrer impitoyablement des aveugles et des malades. Les magistrats du roi ne s'opposèrent point à cette boucherie, et le roi, quand il rentra en paix avec la France, ne punit pas les meurtriers, sous prétexte que dans les désordres populaires les coupables confondus avec les innocens échappent aux preuves du crime et aux châtimens.

XVII. Lorsque ces tristes événemens parvinrent à la connaissance du gouvernement républicain, ils firent

sortir de leur apathie ces âmes amies de la paix, qui reculaient devant la nécessité de faire la guerre et de punir. Les premières nouvelles les trouvèrent incrédules; puis, pleins de confiance dans le prestige de la liberté, ils disaient que l'on verrait bientôt, et sans le secours de la force, cesser les soulèvemens du peuple, qui n'était turbulent que par ignorance, mais qui, sans aucun doute, reviendrait au repentir et à la tranquillité, dès qu'il aurait compris les bienfaits du nouvel état, et que les discours, les exhortations, l'éloquence des commissaires, feraient plus que les soldats et l'artillerie. Mais enfin, réveillés par le danger, ils allèrent trouver le général français, et le prièrent de secourir la République contre les efforts du roi déchu, secondés par des gens méprisables, il est vrai, mais redoutables par leur nombre et leur fureur aveugle. Leur demande fut accueillie. Deux corps de Français et de Napolitains se mirent en marche, l'un par la Pouille, l'autre par la Calabre; car les Abruzzes, contenues par les postes français de la ligne d'opération entre la Romagne et Naples, et par les forts de Civitella et de Pescara, obtenaient peu de succès dans leurs tentatives de troubles. Les provinces d'Avellino et de Salerne seraient soumises par le passage des colonnes de la Pouille et de la Calabre. La Basilicate, enfermée par les mêmes colonnes, ne bougerait pas: les ennemis dont il fallait d'abord se défaire étaient donc Ruffo et de Cesare.

Ce fut la plus nombreuse et la plus aguerrie des deux colonnes qu'on dirigea sur la Pouille, afin de reconquérir promptement les provinces riches en grains que les Bourbonniens, par terre, et les Anglais, par mer,

empêchaient d'envoyer des vivres à la capitale affamée. Le général Duhesme fut choisi pour chef de ce corps, qui comptait six mille Français, et à peu près mille Napolitains commandés par Ettore Caraffa, comte de Ruvo. Il était membre de la noble race des ducs d'Andria, l'aîné et l'héritier de la famille; passionné pour la liberté, et enfermé, en 1796, dans les prisons du fort Saint-Elme, il s'était enfui avec son gardien et était revenu dans sa patrie avec l'armée de Championnet. Belliqueux et entreprenant, il méprisait le danger et tout ce qui pouvait mettre obstacle à ses desseins, hommes, Dieu, vices et vertus : c'était un instrument puissant de révolution. L'autre corps, celui qui était destiné pour la Calabre, se composait de douze cents Napolitains; il devait être renforcé en chemin par les patriotes qui fuyaient le cardinal Ruffo. Il avait pour chef Giuseppe Schipani, Calabrois de naissance, lieutenant licencié, intelligent, sans instruction, promu au grade élevé de général de la République pour son zèle patriotique et son courage. Le premier corps devait, après avoir soumis la Pouille, se rendre en Calabre; le second, se borner à contenir l'armée de la sainte Foi. Ainsi le but de l'un était de vaincre, le but de l'autre de résister. Les ordres prescrits par le gouvernement prouvaient l'esprit de douceur des chefs de l'État; ils comptaient surtout, pour terminer la guerre, sur le simple déploiement de leurs forces, sur la modération des chefs, sur la discipline des soldats et sur la générosité du pardon. Mais il fallait d'autres sentimens à une république naissante, qui succède à de vieilles habitudes d'esclavage.

Schipani traversa Salerne et Eboli, et en passant près de Campagna, d'Albanella, de Cotrone, de Postiglione, de Capaccio, toutes villes amies, il aperçut le drapeau des Bourbons sur le clocher de Castelluccio, petit village situé sur le sommet d'une montagne, où l'on arrive par des sentiers rocailleux. Quoiqu'il eût pour but d'arriver en Calabre et d'attaquer le cardinal Ruffo, ne pouvant contenir son ressentiment, il tourna ses pas vers le village rebelle, et sur trois chemins qui y conduisaient, il prit, en dépit des obstacles, le plus difficile. Les Bourbonniens, du haut de leur montagne, se voyant assaillis par des troupes réglées, avec de l'artillerie transportée sur des mulets, furent saisis d'épouvante; ils s'assemblèrent précipitamment dans l'église, tinrent conseil, et résolurent de se rendre. Mais le hasard voulut que le capitaine Sciarpa se trouvât parmi eux. Il blâma leur lâcheté, et dit que si la nécessité les contraignait à céder la place, il fallait, en la cédant, rentrer volontairement sous l'autorité de la République, mais défendre aux ennemis armés d'entrer vainqueurs dans le village. Son avis fut goûté; on chargea Sciarpa lui-même de l'exécution. Il envoya demander la paix à Schipani, et voulant vanter la force du lieu et tenter en même temps la fortune pour lui-même, il fit dire que les habitans désiraient la guerre, mais que le capitaine Sciarpa leur avait persuadé de se soumettre, qu'il n'était pas contraire à la République, et qu'il était prêt à en donner la preuve si l'on consentait à l'employer dans les milices intérieures de l'État; il exposait ensuite les conditions. Schipani, qui n'écoutait ce langage qu'avec impatience, répondit que

c'était pour la guerre et non pour la paix, pour punir et non pour récompenser, qu'il était venu à Castelluccio, que les rebelles se rendissent à discrétion, ou qu'ils se préparassent aux derniers malheurs : sentimens atroces et insensés, surtout dans une guerre civile !

Le peuple était encore rassemblé dans l'église, lorsque ces faits lui furent rapportés. « Vous voyez maintenant, dit Sciarpa, les effets de votre lâcheté et de votre empressement à vous rendre. Il ne vous reste, à mon avis, que deux partis à prendre : si vous reprenez courage, je vous guiderai au combat et à la victoire ; si vous voulez vous livrer à un vainqueur orgueilleux et cruel, et lui abandonner vos biens et vos femmes, je sortirai avec mes soldats du village par une route sûre que je connais, et j'irai combattre autre part au milieu d'un peuple plus courageux. » Un cri de guerre répondit à ce discours ; le curé, au pied de l'autel, bénit les armes et les combattans, et ils marchèrent tous contre l'ennemi, laissant à Sciarpa le soin de diriger le plan de la bataille. Cependant les républicains, harassés de fatigue, étaient arrivés aux premières maisons du village. A l'instant ils essuyèrent une grêle de coups de fusil tirés par un ennemi invisible. Ils ne s'arrêtèrent point. Leur général, l'épée à la main, les excitait par son exemple et ses paroles ; mais le nombre considérable des blessés et des morts qui tombaient sous les coups multipliés d'un ennemi caché, triompha du stérile courage des assaillans. Schipani fit sonner la retraite et commença à se retirer. Alors les soldats cachés derrière les murs débouchèrent de tous côtés, poursui-

virent les fuyards jusque dans la vallée, en tuèrent et en prirent un grand nombre, et exercèrent sur les prisonniers et les blessés des cruautés dignes de barbares. Schipani ramena à Salerne ses troupes affaiblies. Cette circonstance accrut l'audace et la réputation de Sciarpa.

XVIII. Le corps d'armée de la Pouille eut un sort tout différent. Il soumit par le seul bruit de son arrivée les villes fortes et ennemies de Troja, de Lucera et de Bovino, fut accueilli et fêté à Foggia, ville amie, et après avoir ranimé le zèle de Barletta et de Manfredonia, qui tenaient pour la république, il se disposa à attaquer Sansevero, ville populeuse, renforcée par les terribles habitans du Gargano, résolue de vaincre ou de mourir. Cette ville n'a pas de murs. Ses défenseurs ne l'avaient point entourée de fortifications, pleins de confiance dans le nombre de douze mille combattans et dans leur courage désespéré. Il y avait près des maisons une petite éminence plantée d'oliviers et de vignes, où ils avaient formé le projet de placer, comme en embuscade, les plus braves pour les faire rentrer dans la ville au moment où l'ennemi, poussé par la cupidité et la brutalité de ses passions, irait en désordre, comme c'est la coutume, à la recherche des richesses et des plaisirs. Le général Duhesme, qui, à Bovino, avait fait punir de mort les révoltés et trois soldats français coupables de vol, fit notifier ces mesures de rigueur, au lieu de menaces ou de promesses, aux habitans de Sansevero; et ceux-ci ayant tué quelques partisans de la république, d'honorables citoyens ou des prêtres, seulement parce qu'ils demandaient la paix, firent informer le général de ces

actes de cruauté, qu'ils appelaient, pour imiter et parodier son langage, leurs mesures de rigueur. Duhesme, enflammé de colère, se mit en marche le 5 février contre Sansevero. Ayant appris, soit par son expérience de la guerre, soit par des espions, le dessein des Bourbonniens, il dirigea un fort détachement sur la gauche de l'éminence, pour faire sortir les soldats des oliviers, et pour couper le chemin aux fuyards, certain qu'il était de la victoire. Les Bourbonniens, de leur côté, devinèrent la pensée de l'ennemi; puissamment protégés sur la première ligne par des canons qu'ils y avaient fait porter à bras, et par une cavalerie légère qui courait en plaine comme la cavalerie numide, ils sortirent de leur bois, combattirent avec valeur et forcèrent le détachement français à reculer.

Un autre détachement accourut au secours des Français, pendant que Duhesme attaquait la ville par une tactique inconnue aux défenseurs. La cavalerie, plus importune que forte, fut mise en déroute, les batteries réduites au silence, l'éminence cernée et emportée. Le général, au son de la trompette, fit annoncer la victoire et donner le signal de l'extermination. Dans cette déroute des Bourbonniens, le premier détachement ayant exécuté le mouvement commandé, et fermé par là toutes les issues à la fuite, la guerre fut terminée. Le carnage commença; il fut atroce. Les Français avaient à venger trois cents de leurs compagnons tués sur le champ de bataille, et au moins autant de blessés, la mort des citoyens égorgés, et l'insolente réponse faite aux propositions de paix. Trois mille habitans de Sansevero étaient étendus sur le champ de bataille, et le

carnage ne cessait pas. Alors les femmes, les cheveux épars, les vêtemens déchirés, et leurs enfans entre les bras, se présentèrent au vainqueur, le priant de mettre un terme au massacre, ou de consommer le châtiment mérité par une ville rebelle sur les fils et les mères des malheureux qui restaient encore. Ce spectacle de pitié et de misère excita la compassion des Français. Les vainqueurs se laissèrent fléchir, les vaincus furent épargnés.

Les événemens de Sansevero, qui avaient suffi pour décourager plusieurs petites villes de la Pouille, ne firent que confirmer dans leurs idées de résistance Andria et Trani. Elles avaient été renforcées par un grand nombre de soldats fugitifs, et s'étaient laissé persuader que Sansévero avait été perdue par la trahison : mensonge toujours mis en avant par les fuyards, toujours cru par ceux de leur parti. Le général Duhesme, dont la division s'était augmentée de huit cents Français venus des Abruzzes, se disposait à marcher sur Andria; et en même temps il voyait arriver dans son camp des députés et des ôtages des trois provinces de la Pouille. Mais, à Naples, Championnet venait d'être remplacé par Macdonald. Le plan de la guerre fut changé. On rappela les troupes; on laissa seulement une petite poignée d'hommes à Foggia, un fort bataillon à Ariano, un autre à Avellino, et un régiment à Nola. Sur ces entrefaites on apprit que les Turcs et les Russes serraient de près Corfou. En voyant les pavillons de ces deux nations dans la mer Ionienne et la mer Adriatique, Trani et Andria reprirent courage. Les autres villes soumises par la terreur du nom français, rassurées maintenant par le bruit de leurs revers, rentrèrent dans le parti des

Bourbons. Les ôtages, abandonnés ou fugitifs, redevinrent libres. Seulement Sansevero, quoique altérée de vengeance, ne fit aucune tentative. Elle avait perdu l'élite de sa jeunesse et de ses braves; le peuple tout entier était plongé dans le deuil par les pertes du combat, et chaque maison, chaque coin de terre conservait les traces du carnage; elle se résigna tristement à son malheureux sort.

XIX. En peu de temps les choses en vinrent au point qu'il fallut regarder la Pouille comme perdue ou la reconquérir. Un nouveau corps républicain, aussi fort que le premier, fut rassemblé à Cerignola et se dirigea sur Andria, sous la conduite du général Broussier, avec la même division napolitaine d'Ettore Caraffa. Andria, ville populeuse, entourée de murs, avec trois portes, instruite par le triste sort de Sansevero, accrut ses moyens de défense. Elle répara ses murs en grande partie détruits par le temps, éleva de nouvelles fortifications, barricada ses portes, excepté une, et ouvrit derrière chacune d'elles un large fossé et une tranchée profonde. Dix mille Bourbonniens la défendaient, secondés par les habitans, qui étaient au nombre de dix-sept mille. Les prêtres et les moines excitaient la multitude par le puissant aiguillon de la religion. Un vaste autel avait été élevé dans la place; on y avait placé un crucifix de grandeur plus qu'humaine, et l'on disait que, pendant la célébration de l'office divin, on avait entendu une voix sortir de la sainte image, et annoncer qu'aucune force profane ne suffirait pour prendre la ville, défendue par les chérubins du paradis, et que bientôt

on verrait arriver en foule au secours d'Andria d'autres soldats et d'autres peuples. On lisait ces promesses écrites en gros caractères sur un papier déployé, placé dans la main du crucifix. Et comme, la veille de l'arrivée des Français, des vaisseaux légers avaient amené un bataillon de Bourbonniens partis de Bitonto, et apporté la nouvelle que les Anglais, les Russes et les Turcs arriveraient dans peu de jours, les prédictions se confirmèrent, et le peuple, assuré de la victoire, se livrait à la joie, sans craindre la bataille.

L'ennemi divisa ses forces en trois colonnes et se dirigea sur chacune des portes d'Andria. Menaces, attaques réelles, fausses attaques, il mit tout en œuvre contre la ville; mais les coups de canon et la mitraille qui partaient du haut des remparts tenaient éloignés les assaillans. Sur un ordre du général Broussier, les républicains, au son de la musique militaire et au bruit de l'artillerie, s'avancèrent au pas de course, appuyèrent des échelles contre les murs et essayèrent de les franchir; mais une grêle de balles et de pierres, tombant du haut des murs, tuèrent et blessèrent un grand nombre de braves et d'officiers distingués; on sonna la retraite, et les assaillans retournèrent dans leur camp au milieu des huées de leurs ennemis. La fortune des Français voulut que, dans le même temps, l'éclat d'un obus fît ouvrir la porte de Trani, près de laquelle Broussier se tenait alors. Il y courut avec l'élite de ses soldats, mais en pénétrant dans la ville il eut à soutenir une guerre plus terrible encore. Chaque maison était devenue un fort, et quoique la seconde colonne fût venue par la même porte au secours de la première, Broussier

hésitait s'il devait s'avancer ou se retirer, lorsqu'il vit devant lui Ettore Caraffa avec ses soldats, Napolitains et Français. Ceux-ci, placés devant la porte Barra, et ne pouvant réussir à l'abattre, à la nouvelle du danger de Broussier, étaient montés sur les murs avec des échelles, et, quoiqu'ils vissent tomber à chaque instant quelqu'un de leurs compagnons, et malgré leurs propres blessures, étaient entrés dans la ville. Au moment de l'assaut, le colonel Berger, grièvement blessé en escaladant la muraille, s'était fait pousser jusqu'au haut de l'échelle, et l'on avait vu Ettore Caraffa, portant sur l'épaule une longue échelle, et à la main un drapeau napolitain, avec une épée nue, mesurer des yeux la hauteur des murs, chercher le lieu où il pourrait se frayer un passage, monter le premier et entrer avant tous les autres et seul dans la ville. Quoique l'armée tout entière fût déjà à Andria, le combat durait toujours; tant était grande la valeur des Bourbonniens. Six d'entre eux, retranchés dans une maison qui ne leur offrait qu'un faible refuge, soutinrent pendant plusieurs heures les attaques d'un fort bataillon français, et donnèrent d'autres preuves d'un courage admirable. Enfin la ville d'Andria succomba; c'était jadis un fief de ce même Ettore Caraffa qui venait de s'en rendre maître; elle était alors en son pouvoir. Néanmoins dans le conseil, soit patriotisme, soit vengeance, il proposa qu'elle fût brûlée. Cet avis fut approuvé, et le chef de l'armée fit exécuter cette résolution qui devint la source de tant de morts, de tant de désastres et de tant de larmes qu'il serait trop triste de les raconter.

XX. Cependant les haines des deux partis n'étaient point assouvies. Un nombre plus considérable de Bourbonniens s'était réuni dans la ville de Trani ; la même armée de Broussier marcha contre elle. Elle avait perdu au moins cinq cents braves guerriers, morts ou blessés dans le combat d'Andria. Trani était une ville plus forte, avec des murs épais et garnis de bastions, beaucoup de canons, des barques armées, des troupes plus aguerries, des moyens de défense mieux combinés et une citadelle. Broussier fit avancer son armée sur trois colonnes, investit la ville pendant la nuit, dressa plusieurs batteries comme pour la battre en brèche, et donna deux fausses attaques et une attaque véritable qu'il dirigea lui-même; mais les défenseurs, ayant découvert le dessein de l'ennemi, firent échouer son plan et ses espérances. Les assiégés se tenaient toujours sur leurs gardes et déployaient la plus grande activité ; les assiégeans attendaient les accidens de la bataille : tactique avantageuse pour qui connaît mieux la science de la guerre. Car souvent la valeur, mais plus souvent encore les fautes de l'ennemi et l'habileté à saisir les occasions offertes par la fortune contribuent à la victoire. Ce fut en effet à une circonstance fortuite que l'on dut la prise de la ville. Il y avait à l'une des extrémités de Trani, sur les bords de la mer, un petit fort presque caché par les rochers et les murs, et mal gardé ce jour-là par une faible garnison. Ce fort fut découvert par un soldat français qui compta pouvoir y arriver en marchant dans la mer ou en nageant. Il fit part de son projet à quelques-uns de ses compagnons, et une petite poignée d'hommes, espérant se faire honneur par cette entreprise, alla

l'attaquer. Ils avaient de l'eau jusqu'à la poitrine. Portant leurs armes appuyées sur leur tête, ils arrivèrent auprès des rochers et les franchirent; puis, grimpant à l'aide des ruines du vieux mur, ils atteignirent le sommet du rempart sans avoir été vus par les sentinelles qui payèrent de leur vie leur négligence. Un autre soldat qui avait été laissé en vedette dans le camp informe le général de ce succès, et aussitôt un détachement nombreux part et entre dans le fort, non plus par les chemins difficiles de la mer et des rochers, mais en escaladant les murs sans opposition. Les Bourbonniens, nstruits du danger, accoururent en foule pour reconquérir le fort qu'ils venaient de perdre; mais leurs attaques échouèrent contre l'habileté et le courage des Français.

Pendant que les efforts des défenseurs se portaient vers le rivage et que la vigilance des gardes était tournée de ce côté, le général Broussier commanda le second assaut. Après avoir vu tomber un grand nombre de ses soldats, il réussit à entrer dans la ville où le combat fut sanglant, terrible, et fatal surtout aux Français, qui, ne voyant pas d'où partaient les coups, étaient frappés par un ennemi caché dans les maisons, derrière les barricades ou les tranchées. Ils imaginèrent de monter sur les édifices qui, dans la Pouille, sont couverts de terrasses, et de passer de l'une à l'autre en abattant les murs, ou en se frayant un passage sur des poutres et d'autres morceaux de bois qui leur servaient de pont. Alors la face du combat changea. Les défenseurs, qui se croyaient en sûreté dans les maisons, se virent surpris par l'ennemi descendu des terrasses. Les fortifica-

tions et l'artillerie de la citadelle devinrent inutiles, les gardes furent égorgés derrière les remparts, et l'on vit commencer une nouvelle espèce de guerre qui jeta la confusion et le découragement dans les esprits, bouleversa tous les plans de défense, et qui, en paralysant les préparatifs de résistance, et en rendant le combat impossible, anéantit l'intention même de mourir en combattant. Les armes tombèrent des mains des citoyens; Trani fut prise, et, pour servir de second exemple, non de châtiment, mais de fureur, elle fut réduite en un monceau de cadavres et de ruines. Ettore Caraffa, brave à la guerre et cruel dans les conseils, après avoir pris la redoute située près de la mer, puis la ville, appuya la proposition de la livrer aux flammes.

XXI. Les troupes ayant quitté ce lieu funeste, se dirigèrent vers Bari, Ceglie, Martina et autres villes, réveillant le zèle de leurs partisans, soumettant leurs ennemis, imposant partout des contributions onéreuses, car, à l'avidité des étrangers venait se joindre le besoin d'argent de Caraffa, qui n'avait d'autre moyen de maintenir ses soldats que par la guerre. Lorsque les députés de quelque commune de la Pouille venaient s'adresser à lui, leur compatriote, pour demander la remise ou la diminution des contributions injustement imposées à des villes fidèles et attachées à la République, il citait, comme exemple de sévérité nécessaire, sa ville d'Andria brûlée d'après son avis, il se citait lui-même, lui qui sacrifiait à sa patrie son patrimoine, l'éclat de son nom, son repos, sa vie. Ce détachement français avait plusieurs fois, dans la Pouille, battu et dispersé

en plaine les troupes bourbonniennes, grâce à l'incapacité de de Cesare, leur chef, homme timide, ignorant, élevé dans la domesticité, qui ne contribue point à faire naître le courage guerrier, ou qui en étouffe le germe, si on l'a reçu de la nature. Tant de revers et tant de pertes découragèrent le parti du roi. L'autorité et les emblêmes de la République inspirèrent de nouveau dans la Pouille la crainte et le respect. Mais Broussier fut rappelé comme l'avait été Duhesme : ils étaient tous deux impliqués par Faypoult dans le jugement de Championnet. Les généraux Olivier et Sarrazin prirent le commandement de ces troupes; ils avaient ordre de ne pas s'avancer trop avant dans la province, et de tenir leurs détachemens prêts à revenir à Naples au premier avis.

En effet le général Macdonald pensait ne pouvoir long-temps rester dans la Basse-Italie, tandis que dans le nord l'armée française tombait de revers en revers. Les Autrichiens et derrière eux les Russes s'étaient mis en marche; la bataille de Magnano, long-temps disputée, quoiqu'elle eût coûté cher aux Allemands, avait cependant forcé les Français à quitter l'Adige, et à aller camper derrière le Mincio, puis sur l'Oglio. Mantoue était investie, Milan menacée, l'armée de Schérer réduite à trente mille hommes en présence de quarante-cinq mille Allemands et de quarante mille Russes qui les suivaient; les armées françaises du Piémont, de la Toscane et de Naples, retenues loin de la Lombardie par des guerres sans gloire contre les populations. Tel était l'état des choses en Italie. Pendant ce temps, les Turcs et les Russes, maîtres de Corfou et des îles Io-

niennes, dirigeaient sur les côtes d'Italie quarante vaisseaux de guerre et trente-deux mille soldats; et le peuple italien, qui haïssait les Français parce qu'ils étaient étrangers, novateurs et pillards, secondait leurs ennemis, espérant une liberté meilleure des nations du Nord et des Turcs.

L'état des choses était pire encore dans l'intérieur. Dans les provinces, à l'exception de la Pouille, le parti des Bourbons reprenait de la force et de l'audace. Pronio et Rodio avaient fait rentrer sous l'obéissance du roi presque toutes les villes et les campagnes des Abruzzes : ils évitaient la rencontre des Français et les laissaient possesseurs paisibles des lieux où ils campaient; mais ils excitaient contre eux et contre leur gouvernement tous les peuples d'alentour. Mammone occupait Sora, Sangermano, et tout le pays que baigne le Liri. Sciarpa, maître du Cilento, menaçait les portes de Salerne. Le cardinal Ruffo, marchant de la Calabre Ultérieure contre les villes de Corigliano et de Rossano, envoya les chefs de bande Licastro et Mazza, le premier sur Cosenza, le second sur Paola, les seules villes de cette province qui tinssent encore pour la République. Paola succomba, les partisans de la liberté se réfugièrent à Cosenza. Cassano et Rossano achetèrent bien cher des conditions désavantageuses. Cosenza seule résista. C'était un certain de Chiaro qui dirigeait les opérations; il devait son titre de commandant à son zèle pour la liberté; il avait sous ses ordres trois mille Calabrois. La ville, quoique ouverte, était défendue d'un côté par des tranchées, d'un autre par des maisons fortifiées, et de tous les autres côtés par le

fleuve Crati, qui l'embrasse et l'environne de ses deux bras. Les habitans étaient bien pourvus d'armes et de vivres, et pleins de résolution; mais au moment où les esprits se livraient le plus à l'espérance, les Bourbonniens entrèrent sans coup férir du côté où était de Chiaro avec la plus grande partie des troupes; et ce traître, après avoir séduit par ses discours et par son exemple la plupart de ses soldats, conduisit les ennemis contre les autres postes et soumit la ville en peu d'instans. Quelques républicains fidèles s'enfuirent au-delà du fleuve; les uns parvinrent par des sentiers escarpés et à travers les montagnes jusqu'au bord de la mer et s'embarquèrent, les autres se fièrent à d'anciens amis et furent trahis, d'autres durent leur salut au hasard.

Le cardinal, voyant son armée renforcée par la nombreuse troupe de de Chiaro, se dirigea vers la Pouille, dans le dessein de ranimer par le bruit de son arrivée le parti du roi, qu'avaient découragé les événemens que j'ai racontés. Ruffo, étranger à l'art militaire, savait habilement tirer parti des troubles civils; il dirigeait avec adresse cette difficile entreprise. Comme son armée se composait d'hommes cruels, de pillards et de scélérats, il faisait de la cruauté, du pillage et du crime des moyens de succès. Des évêques et des membres considérables du clergé concertaient secrètement avec lui les moyens de révolutionner les pays, et lui, savait, selon les circonstances, aiguillonner leur zèle, ou le modérer s'il était intempestif et dangereux, employant toujours le style ecclésiastique et mêlant la duplicité à la piété. C'est ainsi qu'il parvint à faire connaître dans la Pouille la prochaine arrivée de ses troupes.

Cette nouvelle releva les espérances du parti royaliste, et le faux duc de Saxe, retiré dans les environs de Tarente et de Lecce, reprit les armes.

XXII. Le cardinal sortait lentement de la Calabre pour laisser à la République le temps d'avancer sa ruine, et à la renommée celui d'en propager la nouvelle, et ramenait sous l'autorité du roi le vaste pays de la Basilicate, baigné par la mer Ionienne, et si abondant en blés, en troupeaux, en hommes et en villes. Dans le même temps, le général Macdonald rappelait de la Pouille les troupes françaises, qui, par l'habileté de leur marche, laissèrent croire que leur départ était une ruse de guerre plutôt qu'un abandon; mais le Corse de Cesare, dès qu'il voyait un pays dégarni d'ennemis, s'avançait timidement pour l'occuper. Sur ces entrefaites, on vit revenir de France les députés de notre république, envoyés pour obtenir la reconnaissance formelle du nouveau gouvernement, et conclure une alliance offensive et défensive. Ils rapportèrent que le Directoire avait rejeté leurs demandes sous différens prétextes, qui cachaient le dessein d'abandonner à son malheureux sort un pays persécuté à cause de son amour pour la France depuis 1793, transformé par la France en république, tributaire de la France, appauvri par elle, et aujourd'hui replacé, pour ainsi dire par elle, sous le joug de ses anciens tyrans : destinée des peuples qui s'abandonnent aux nations étrangères. Avec les députés arriva le commissaire français Abrial, chargé de donner une organisation meilleure à la République napolitaine; car un des

prétextes du Directoire était la mauvaise forme politique que lui avait donnée Championnet. Abrial avait la réputation d'un bon citoyen, ami de la liberté, versé dans la connaissance des besoins politiques des peuples et de l'état présent de leur civilisation : réputation brillante qui s'accrut encore à Naples.

Il composa le gouvernement sur le modèle du gouvernement français. Le pouvoir législatif fut confié à vingt-cinq citoyens ; le pouvoir exécutif, à cinq ; le ministère, à quatre ; il choisit lui-même les membres des trois pouvoirs, conservant beaucoup des anciens représentans, leur adjoignant des hommes nouveaux, et les remplaçant souvent par d'autres. Parmi les hommes nouveaux se trouvait le médecin Domenico Cirillo. Lorsqu'il apprit sa nomination, il répondit : « Le péril est grand, l'honneur plus grand encore ; je dévoue à la République mes faibles talens, ma fortune et ma vie. » Le nouveau gouvernement entra aussitôt en fonctions, et suivit les règles constitutionnelles empruntées à la France, et puisées dans le bon sens des gouvernans ; car la constitution proposée par Mario Pagano, quoique long-temps discutée, n'avait pas encore reçu de sanction : elle fut, en conséquence, soumise à l'examen de la seconde assemblée législative. Cette assemblée, débarrassée du soin de diriger l'État, se livra, avec le plus grand zèle, à la confection des nouvelles lois, passant en revue les codes, les administrations, les finances, la féodalité, la milice, le culte, l'instruction publique. Elle s'occupa ensuite de la grandeur extérieure de la République, fit un appel aux talens des architectes pour l'établissement d'un Pan-

théon, où on lirait écrits en caractères distincts les noms des de Deo, des Vitaliani, des Galiani, vota un monument au Tasse dans Sorrente, sa patrie, et, à l'endroit où reposent les cendres de Virgile, un tombeau de marbre, plus digne du poète.

XXIII. Pendant que les représentans travaillaient ainsi à la grandeur future de la République, le cardinal Ruffo dirigeait ses efforts contre Altamura, ville considérable de la Pouille, fortifiée par la nature et par l'art, et surtout puissamment défendue par le courage de ses habitans. Mais le cardinal, secondé par le Corse, et enhardi par ses premiers succès, plaça son camp en vue des murs, et commença les hostilités. La discipline des Bourbonniens n'avait fait qu'empirer; mais leurs ressources militaires s'étaient améliorées. Leur armée s'était accrue de vétérans, d'officiers et de soldats envoyés de Sicile, ou venus volontairement pour partager les chances de cette expédition; ils avaient des canons, des machines de guerre, des ingénieurs, des artilleurs; ils étaient supérieurs en tout à leurs adversaires, excepté en courage. Pendant plusieurs jours, les attaques furent sans succès; ce qui augmenta la colère des assiégeans et l'audace des assiégés. Du haut des murs, on voyait dans le camp les cérémonies religieuses du cardinal, qui, ayant fait élever un autel hors des atteintes de l'ennemi, assistait tous les matins à la célébration de l'office divin; et lui, revêtu de la pourpre, faisait l'éloge des morts de la veille, se recommandait à eux comme à des âmes bienheureuses, et bénissait, avec la croix, les troupes qui,

ce jour-là, s'apprêtaient à attaquer une ville rebelle à Dieu et au roi.

Dans la ville on voyait d'autres mouvemens et d'autres cérémonies. On adorait aussi la croix, mais dans l'église; on s'excitait au combat par des paroles patriotiques et les symboles de la liberté. Les provisions de bouche, les munitions de guerre étaient peu abondantes; et si la libéralité des riches et la parcimonie des citoyens remédiaient à l'un de ces maux, l'acharnement et la continuité de la guerre faisaient sentir l'autre plus vivement. On fondit tous les métaux des maisons pour en faire des projectiles; on ignorait l'art de fondre les cloches. Dans les décharges à mitraille, comme les pierres n'allaient pas à leur but, on se servit de monnaie de cuivre. On ne cessa de tirer que quand on n'eut plus de poudre. Alors l'ennemi approcha des murs les batteries de canons, ouvrit la brèche, et somma la ville de se rendre à discrétion. La ville refusa, sachant bien qu'à moins que le caractère du cardinal ne fût changé ce jour-là, une telle soumission ne servirait qu'à sauver la vie de beaucoup d'assaillans sans sauver celle d'aucun citoyen, à les exposer aux coups des meurtriers sans danger pour ceux-ci, à leur enlever leurs armes, à les priver de la vengeance, et à leur rendre ainsi la mort plus cruelle. Les habitans défendirent donc la brèche, armés de fer, de poutres, de pierres, et tuèrent beaucoup d'ennemis; et, quand ils virent la ville prise, ils s'échappèrent, hommes et femmes, en aussi grand nombre qu'ils purent, par l'issue la moins bien gardée, et s'enfuirent en combattant. Le sort de ceux qui restèrent dans la ville fut

déplorable. Les vainqueurs furent sans pitié; ils égorgèrent tout, femmes, vieillards, enfans, profanèrent un couvent de jeunes filles, et s'abandonnèrent à tous les excès de la violence et de la cruauté. Les désastres d'Altamura peuvent se comparer, non à ceux d'Andria et de Trani, mais, si l'histoire ancienne est véridique, à ceux d'Alise et de Sagonte. Ces horreurs durèrent trois jours; après quoi, le cardinal donna l'absolution à l'armée, la bénit, et marcha sur Gravina, qu'il livra au pillage.

XXIV. Plus lentes, mais non moins heureuses, étaient les bandes de Pronio, de Sciarpa, de Mammone, et des autres aventuriers qui chaque jour changeaient de parti selon les chances de la fortune. Aussi jamais plus vaste carrière ne fut offerte aux ambitieux, jamais on ne vit plus de défections. Le cardinal accueillait les traîtres avec empressement, louait leurs trahisons, promettait des récompenses en proportion des services, bien que ces services fussent des crimes. Alors la démoralisation du peuple fut générale. Les villes républicaines de la Basilicate, après une courageuse résistance, se rendirent à Sciarpa, à condition qu'elles auraient la vie sauve, qu'elles conserveraient leur liberté et leurs biens sous l'empire des Bourbons. Les provinces des Abruzzes, excepté Pescara et quelques pays que gardaient les Français, la Calabre et la Pouille étaient toutes rentrées sous la puissance du roi. La République était restreinte à Naples et à un territoire peu étendu autour de cette ville. Le général Macdonald, que l'on priait d'envoyer des soldats contre les rebelles, répondait que des raisons d'état l'en em-

pêchaient. Les républicains étaient dans l'anxiété sans pourtant perdre courage. Ce fut alors que le général, prétextant le relâchement de discipline qu'apporte dans les armées le séjour d'une ville de délices, annonça qu'il formerait un camp à Caserta, et eut soin de cacher les revers d'Italie, les défaites de Schérer plusieurs fois battu par les Autrichiens et les Russes, la bataille de Cassano perdue par Moreau, la prise de Milan, le Pô franchi, Modène et Reggio occupées par l'ennemi, et les peuples d'Italie, soit ingratitude, soit ressentiment des maux qu'ils avaient soufferts, prenant parti contre la France. Mais les Bourbonniens avaient l'adresse de divulguer tous ces revers et de dévoiler les ruses du général français. Alors celui-ci, irrité par tous ces sujets de mécontentement, fit publier le décret suivant :

« Toute ville ou tout pays rebelle à la République sera brûlé et détruit.

« Les cardinaux, les archevêques, les évêques, les abbés, les curés, en un mot, tous les ministres du culte seront regardés comme coupables des révoltes qui éclateront dans les lieux de leur résidence, et seront punis de mort.

« Tout rebelle sera puni de mort ; ses complices, séculiers ou clercs, seront traités comme les rebelles.

« Il est défendu de sonner le tocsin ; partout où cet ordre sera enfreint, les ecclésiastiques seront punis de mort.

« Quiconque répandra des nouvelles contraires aux intérêts de la France ou de la République parthénopéenne, sera considéré comme rebelle et puni de mort.

« La perte de la vie emportera avec elle la perte des biens. »

Pendant que l'armée de Macdonald était campée à Caserta, cinq cents soldats du roi de Sicile et un corps assez considérable d'Anglais débarquèrent des vaisseaux anglo-siciliens près de Castellamare. Cette troupe, aidée par les Bourbonniens et par les batteries des vaisseaux, prit la ville et le petit château qui sert à protéger le port. Maîtres de la place, ils tuèrent un grand nombre de républicains, et même la garnison du fort, quoique composée de Français qui avaient capitulé. A cette nouvelle, on vit accourir les habitans des environs, de Lettere, de Gragnano, et les sauvages paysans des montagnes voisines. La belle ville de Castellamare était donc livrée au pillage. Dans le même temps un régiment anglais et un fort détachement de Bourbonniens débarquèrent près de Salerne, prirent cette ville, soulevèrent en faveur du roi Vietri, Cava, Citara, Pagani, Nocera, tuant peu, saccageant tout, et enrégimentant ces misérables qui accouraient en désordre plutôt pour piller que pour se battre. Ces événemens se passaient près du camp des Français, et quoiqu'ils fussent incapables d'en troubler la sécurité, ils étaient un outrage fait à leur nom et à leur valeur.

Le 28 avril, le général Macdonald et le général Vatrin marchèrent, chacun avec un corps considérable, à la rencontre de l'ennemi. Macdonald le trouva sur la rive du Sarno, qui était défendue par des tranchées et de l'artillerie; mais l'ennemi prit la fuite, laissant les canons et quelques hommes hors d'état de fuir. Le vainqueur poursuivit sa route, soumit Lettere, Gragnano,

et se dirigea sur Castellamare, d'où les Anglais, les Siciliens et un grand nombre de leurs partisans s'enfuirent précipitamment sur leurs vaisseaux. Une flottille républicaine, sortie pendant la nuit du port de Naples, soutint le combat courageusement, quoique contrariée par le vent qui la poussait sous les frégates ennemies, et arrêta dans leur fuite beaucoup d'ennemis qui tombèrent au pouvoir des vainqueurs et furent tués ou faits prisonniers. Trois drapeaux enlevés au parti royaliste, dix-sept canons, cinquante soldats de Sicile, une foule de Bourbonniens, la vengeance satisfaite et de la gloire acquise, tel fut le fruit de la victoire. Les vaisseaux anglo-siciliens étaient loin du rivage, et en vue de la ville, lorsque, pendant la nuit, Gragnano et plusieurs maisons de Castellamare furent livrées aux flammes : incendies déshonorans et pour ceux qui les avaient provoqués et pour ceux qui les allumèrent; car ils étaient l'effet, non de la politique, mais d'une vengeance féroce et insatiable.

Le général Vatrin se montra plus impitoyable encore : il tua trois mille ennemis, ne pardonna qu'aux prisonniers des troupes réglées, et n'épargna quelques Bourbonniens que pour les faire punir par les tribunaux avec une rigueur exemplaire. Il envoya à Naples, comme trophées de sa victoire, quinze canons pris sur le champ de bataille, trois drapeaux, un du roi George, enlevé aux Anglais, deux du roi Ferdinand, enlevés aux Siciliens, et une foule de prisonniers siciliens, anglais, napolitains. Les villes insurgées rentrèrent sous l'obéissance de la République et payèrent de fortes contributions au vainqueur.

XXV. Mais le moment était venu d'abandonner à elle-même la République parthénopéenne. Le général Macdonald vint de Caserta à Naples : les membres du gouvernement étaient assemblés pour le recevoir. Il leur dit qu'un État n'était pas complètement libre, s'il était protégé par les armes étrangères, et que les finances napolitaines ne pouvaient suffire à l'entretien de l'armée française ; que du reste Naples n'avait pas besoin de ce secours, si les partisans zélés de la liberté voulaient combattre les bandes indisciplinées de la sainte Foi. Il annonça qu'il laisserait de fortes garnisons à Saint-Elme, à Capoue et à Gaëte, et qu'il partirait avec le reste de l'armée pour détruire, il l'espérait du moins, les ennemis des républiques, qui, en venant en Italie, avaient moins compté sur la force de leurs armes que sur les discordes de ce pays et sur sa longue habitude de l'esclavage ; qu'il faisait des vœux pour le bonheur de la République parthénopéenne, et qu'il exprimerait à son gouvernement combien le peuple napolitain était digne de la liberté, qu'il fallait distinguer le peuple d'avec la populace, que c'était la populace et non le peuple qui, sous les bannières du tyran, combattait pour l'esclavage, prompte à violer ses sermens, comme l'est une multitude avide de pillage et de rapine. Les représentans répondirent à ce discours par des paroles d'affection, et acceptèrent ses vœux comme un heureux présage. Le général prit congé d'eux et retourna au camp. On ne saurait croire quelle fut la joie des partisans de la République : ils s'imaginaient, dans leur simplicité, qu'il était impossible que les hommes fussent insensibles aux charmes de la

liberté; ils pensaient que les révoltes et la guerre ne provenaient que de l'insolence, des exigences, de l'orgueil des conquérans, et se persuadaient qu'à la nouvelle de leur départ, on verrait se dissoudre les bandes de la sainte Foi, ou que les faibles débris de ce parti fuiraient honteusement en Sicile. Aussi disait-on que le prince de Leporano, brigadier dans les armées du roi, avait abandonné les drapeaux de Ruffo et était passé du côté des républicains, après avoir emprisonné le cardinal, et que Sciarpa, Fra Diavolo et Pronio étaient restés seuls ou avec fort peu de soldats. On faisait encore courir d'autres bruits et d'autres mensonges semblables.

Cependant, le 7 mai, l'armée française, ayant quitté le camp de Caserta, se mit en marche sur deux colonnes. L'une partit, sous les ordres de Macdonald, par la route de Fondi et de Terracine, avec une nombreuse artillerie et ses bagages; l'autre, sous la conduite de Vatrin, par Sangermano et Ceperano. Dans le même temps, le général Coutard, qui commandait dans les Abruzzes, réunit ses troupes et se dirigea vers la Toscane par les chemins les plus courts; il avait auparavant confié les forts de Civitella et de Pescara à Ettore Caraffa, qui, au moment où les Français revenaient de la Pouille, avait passé avec ses soldats dans les Abruzzes. Macdonald et Coutard poursuivirent leur marche sans opposition. Vatrin se rendit maître de Sangermano par la force des armes. Arrivé à Isola, petit pays près de Sora, il fut arrêté. Ce pays tire son nom de sa position, car il est enfermé entre deux fleuves, affluens du Garigliano, et l'on y arrive par des ponts que les Bourbonniens avaient rompus. Aussi les habitans, retran-

chés derrière les fleuves et le mur de l'ancienne enceinte, étaient pleins de sécurité et d'audace. Vatrin envoya demander le passage, menaçant, si on le lui refusait, de le prendre par la force. Mais les défenseurs, soit mépris, soit ignorance des égards dus au titre sacré d'ambassadeur, accueillirent l'envoyé à coups de fusil. Aucun des deux fleuves n'était guéable; la pluie tombait par torrens; les vivres manquaient aux Français. Vaincre devint une nécessité. La division Vatrin, côtoyant la rive gauche de l'une des deux rivières, et la division Olivier la rive droite de l'autre, cherchaient un gué; n'en ayant pas trouvé, ils construisirent un pont avec des fascines, des tonneaux et d'autres matériaux. Ce pont était peu solide, étroit et peu propre au transport des chariots de guerre et au passage précipité d'un nombreux corps de troupes; de sorte qu'une moitié de l'armée, en traversant le pont, tenait par la main ou aidait avec des cordes l'autre moitié qui suivait à la nage. Ils passèrent tous ainsi la rivière et arrivèrent sous les murs. Néanmoins les habitans ne s'effrayèrent point.

Les Français, à l'aide des ouvertures des vieilles murailles et des maisons en ruines, pénétrèrent dans un quartier de la ville traversé par le même fleuve. Le pont était rompu, et ce fut pour les vainqueurs un nouvel obstacle: mais la fortune était avec eux. Les habitans n'avaient pas démoli les piliers, et les poutres étaient encore sur le bord de la rivière. En peu d'instans le passage fut rétabli. Les Bourbonniens, voyant leurs moyens de défense et leurs espérances anéanties, prirent la fuite. Ils avaient perdu peu de monde, et

étaient fiers de cette guerre et des pertes qu'ils avaient fait éprouver à l'ennemi. Les Français déchargèrent leur vengeance sur les malheureux habitans. Ayant trouvé les caves abondamment fournies, ivres à la fois de vin et de fureur, ils passèrent toute la nuit à tuer, à piller, à se livrer à tous les excès. La pluie redoublait; la ville était la proie des flammes; et le lendemain, au lever du soleil, à la place des maisons et des temples, on ne vit plus que des monceaux de cadavres, de cendres et de ruines.

CHAPITRE III.

CHUTE RAPIDE DE LA RÉPUBLIQUE APRÈS LA RETRAITE DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

XXVI. A peine l'armée française eut-elle passé la frontière, que le gouvernement de la République déclara publiquement l'indépendance reconquise, révoqua les taxes de guerre et diminua les anciennes contributions. Énumérant toutes les améliorations qu'il avait en vue, il conseillait aux citoyens, il les priait de ne plus déchirer notre patrie, mais de rentrer tous dans le devoir, et de venir jouir de la paix et du bonheur que le Ciel nous préparait. Cependant, songeant que les effets pouvaient ne pas répondre à ses espérances, il pourvut promptement aux besoins de la guerre. Il réunit en corps de légion les troupes qui étaient dispersées en plusieurs colonnes, recruta de nouveaux soldats, chargea le général Roccaromana de former un régiment de cavalerie, augmenta le corps de Schipani, organisa deux légions et en donna le commandement aux généraux Spanò et Wirtz. Spanò était Calabrois et comptait de longues années de service, mais dans les grades inférieurs de l'armée. Wirtz était Suisse; il avait été colonel au service du roi; resté sans emploi après

le départ de la famille royale et dégagé de ses sermens, il s'était enrôlé par amour pour la liberté sous les drapeaux de la République. Ensuite le directoire confia le commandement suprême de l'armée à Gabriele Manthonè, représentant de la République dans la première constitution, et ministre de la guerre dans la seconde. J'ai déjà parlé de lui ailleurs; brave à la guerre, généreux, intelligent, adroit, esprit assez distingué sans être supérieur, il était doué d'une éloquence naturelle. Quand il proposa au conseil législatif le décret qui accordait une pension et des honneurs aux mères dont les fils seraient morts pour la liberté, il termina son discours par ces mots : « Citoyens législateurs, j'espère que ma mère aura un jour à réclamer l'exécution de ce généreux décret ». L'infortuné mourut pour la liberté, comme je le dirai plus tard, mais sans jouir du bénéfice de cette loi, et sa mère n'eut en partage que les larmes.

Un autre corps se forma sous le nom de légion Calabroise, n'ayant ni armes ni vêtemens uniformes, ni quartiers communs. Ce n'étaient point des soldats régulièrement enrégimentés, mais des troupes volontaires, prêtes, suivant le besoin, à se réunir pour combattre. Elles avaient pour bannière un drapeau noir sur lequel étaient inscrits ces mots : « Vaincre, se venger, mourir. » Ils étaient au nombre de trois mille, Calabrois pour la plupart, ennemis déclarés du cardinal Ruffo, vaincus et maltraités par lui, aigris par le souvenir de leurs maux et de leurs humiliations, et, par tous ces motifs, altérés de vengeance. On voulut passer en revue l'armée républicaine; les troupes furent en

conséquence disposées sur plusieurs rangs dans la grande rue de Tolède et sur la place Nationale, autour de l'arbre de la liberté. On vit arriver au milieu d'un grand concours de peuple les membres du gouvernement, les généraux, le général en chef Manthonè, puis l'artillerie et les bannières royales enlevées dans les combats de Castellamare et de Salerne, et un faisceau d'images représentant la famille royale, que la police intolérante avait prises, comme pièces accusatrices, dans certaines maisons de la ville et dans les provinces. La marche était fermée par deux rangs de prisonniers, soldats et partisans, qui, croyant qu'on allait les égorger ce jour-là et en ce lieu, pour que leur châtiment servît d'exemple, marchaient tristes et tremblans. Près de l'arbre de la liberté on avait allumé un bûcher, où l'on devait brûler les images et les bannières.

Le général en chef parla à l'armée, l'orateur du gouvernement au peuple. Au moment où l'on jetait dans les flammes les emblêmes odieux de la royauté, les républicains les arrachèrent avec fureur des mains des exécuteurs, les foulèrent aux pieds, les souillèrent de boue, les mirent en pièces et les dispersèrent. Ensuite le ministre des finances montra un gros paquet de billets de banque, un million six cent mille ducats, qu'au milieu du dénuement de l'État et en peu de temps la République avait économisés pour diminuer d'autant la dette nationale; ces billets furent jetés dans le bûcher, préparé pour des projets de vengeance, et le firent ainsi servir à un meilleur usage. Enfin on fit ranger les prisonniers autour de l'arbre de la liberté, et le ministre de la justice lut un décret du directoire qui, les décla-

rant séduits et non coupables, offrait aux anciens soldats la paie de la République et accordait la vie aux Bourbonniens. Leurs chaînes furent brisées. A une profonde tristesse succéda une joie inattendue ; ils couraient comme des fous à travers le peuple, faisant entendre au milieu de leurs cris d'allégresse les louanges de la République et adressant des vœux au Ciel pour son bonheur ; et les assistans, afin d'accroître ces transports, leur offrirent des secours pécuniaires, les engageant à rendre témoignage à leurs concitoyens abusés de la force et de la magnanimité du gouvernement. Ainsi se termina cette cérémonie ; mais la fête dura une grande partie du jour. Il y eut des danses, des chants et des hymnes patriotiques autour de l'arbre de la liberté, et des alliances de familles, comme dans un lieu sacré.

Ces apparences de félicité furent courtes et mensongères. Le lendemain, on aperçut dans le golfe un grand nombre de vaisseaux ennemis ; on pensa qu'ils voulaient attaquer la ville pour exciter la révolte parmi le peuple. En conséquence, le gouvernement ordonna qu'on armât le peu de vaisseaux que possédait la République, qu'on réparât les batteries du port, et qu'on en élevât de nouvelles en toute hâte. A peine le péril fut-il connu et l'ordre publié, que les citoyens se mirent volontairement à l'ouvrage : on vit des femmes d'un rang distingué, et habituées à une vie délicate et élégante, prendre part à ces travaux pénibles et transporter pendant plusieurs jours des pierres et de la terre. Le port fut donc suffisamment fortifié. Alors l'ennemi se dirigea vers Procida et Ischia, îles situées dans le golfe,

y débarqua ses soldats, tua ou emprisonna les représentans et les partisans de la République, rétablit le gouvernement royal, et créa des magistrats pour punir les rebelles. Les condamnations les plus cruelles furent prononcées, et l'on entendit pour la première fois le nom du juge Speciale, qui acquit bientôt une terrible célébrité.

XXVII. Les habitans de ces îles vinrent demander des secours à la capitale; et les républicains, plus généreux que prudens, résolurent, quoique avec peu de vaisseaux et peu de troupes, de combattre un ennemi beaucoup plus fort. L'amiral Caracciolo, qui avait quitté la Sicile avec la permission du roi, se trouvait alors à Naples. Déjà renommé par ses expéditions maritimes, il se recommandait encore comme bon citoyen; il eut le commandement suprême des forces navales, et fut chargé de reprendre Procida et Ischia. Les républicains partirent du port de Naples avec joie, quoiqu'ils fussent trois contre dix. Ils combattirent courageusement pendant un jour entier, firent éprouver beaucoup de pertes à leurs ennemis, et en essuyèrent beaucoup de leur côté. Ils étaient même sur le point de débarquer à Procida, lorsque le vent, qu'ils avaient eu contre eux pendant tout le jour, souffla vers le soir avec une nouvelle violence, et força les petits vaisseaux de la République à rentrer dans le port; ils n'étaient ni vainqueurs, ni vaincus, mais ils rapportaient la gloire due à leur audace et à leur habileté.

XXVIII. Cependant, à Naples, le parti du roi s'a-

gitait secrètement, et peu découragé par la joie apparente du parti contraire, il tramait des complots redoutables. Un marchand de cristaux, surnommé pour cette raison Cristallaro, avait enrôlé un corps considérable de lazzaroni, qui, indifférens à tous les partis, mais avides de butin et de rapines, juraient de soutenir le trône. Un autre chef, nommé Tanfano, avait sous ses ordres une troupe nombreuse de conjurés; il concertait les plans de guerre civile avec les souverains de la Sicile, avec le cardinal Ruffo, avec les autres chefs des bandes royales, recevait de l'argent et le partageait avec ses compagnons, avait des armes et des moyens de soulever le peuple, préparait les mouvemens et le moment de l'exécution. La reine, dans ses lettres, l'appelait serviteur et sujet fidèle, cher à la royauté, et son ami. C'était à des hommes flétris par des crimes ou des peines infamantes, aux Frà Diavolo, aux Mammone, aux Pronio, aux Sciarpa, aux Guarriglia, à la lie, au rebut de la populace, que les souverains de la Sicile témoignaient des sentimens d'amitié et d'affection. De toutes les conspirations, la plus terrible était celle de Baker, Suisse établi à Naples depuis longtemps et uni par des liens de parenté à des familles dévouées aux Bourbons; il leur était dévoué lui-même, et plein d'ambition. Il entretenait des intelligences secrètes avec les officiers des vaisseaux ennemis. Ils convinrent qu'un jour de fête, au moment où le peuple se livrerait au repos et aux plaisirs, une flottille sicilienne et anglaise tirerait à bombes sur Naples; qu'alors les troupes accourraient aux châteaux et aux batteries du port, et laisseraient la ville sans gardes; qu'il serait fa-

cile de faire éclater avec succès la révolte préparée, et qu'au milieu du désordre on tuerait les rebelles, on incendierait leurs maisons, on serait à la fois vengé et maître du pouvoir.

Les choses étant ainsi arrêtées, les conjurés désignèrent par des marques différentes les portes et les murs des maisons qu'on devait épargner ou détruire, selon qu'il avait été décidé dans ces réunions criminelles; et comme souvent les gens des deux partis demeuraient sous le même toit et dans la même famille, ils distribuèrent secrètement quelques cartes pour servir de sauvegarde. Le capitaine Baker, frère du chef des conjurés, donna une de ces cartes à Luigia Sanfelice, dont il était épris. En lui remettant ce billet, et en lui faisant connaître l'usage qu'elle en devait faire, il donna quelque idée du danger. Acte admirable de générosité à l'égard d'une femme qu'il aimait sans en être aimé! La Sanfelice le remercia, et prit le billet; mais ce n'était pas pour elle : c'était pour son jeune amant, qui, officier dans les gardes civiques, et chaud partisan de la République, devait être une des victimes désignées par les conjurés. Jusque-là l'amour seul avait dirigé les actions; mais alors ce fut le tour de la vengeance et de la politique. Le jeune homme, nommé Ferri, révéla au gouvernement tout ce qu'il savait du complot, montra le billet, déclara les noms des personnes, fier de l'honneur qu'il y avait pour lui et pour son amante à sauver la patrie. La Sanfelice fut appelée devant le juges et interrogée. Honteuse de voir ses amours livrées à la publicité, rougissant de la dénonciation de Ferri, elle envisageait avec effroi les châtimens qui menaçaient

les coupables. Espérant que la franchise de son récit serait pour eux une excuse aux yeux des juges, elle révéla tout ce qu'elle savait, taisant seulement le nom de celui qui lui avait donné le billet, et déclarant avec une mâle énergie qu'elle mourrait plutôt que de payer d'ingratitude l'ami généreux qui voulait la sauver. Mais la déposition qu'on venait d'entendre, et surtout l'écriture du billet, et certains signes qu'on y remarquait, suffirent pour découvrir les chefs de la conspiration; ils furent mis en prison; on prit leurs armes et d'autres papiers. On démêla tous les fils du complot, et on l'étouffa. La Sanfelice s'attendait à se voir l'objet de l'animadversion publique, lorsqu'elle s'entendit appeler libératrice de la République, mère de la patrie.

A la nouvelle des dangers qu'on avait courus, la terreur fut grande. On découvrit avec effroi, sur les portes des maisons et sur les murs, des marques qui, vraies ou accidentelles, étaient prises pour des marques d'extermination. On en voyait surtout sur les édifices publics, sur les banques de l'État et sur le palais épiscopal. L'archevêque de ce temps, le cardinal Zurlo, était depuis long-temps ennemi du cardinal Ruffo, dont il méprisait la rapide et honteuse fortune et craignait la puissance; il le désignait comme l'auteur des malheurs de l'État, dont le chef de la sainte Foi se vantait, dans ses lettres pastorales, d'être le plus ferme appui, et l'avait frappé d'anathême. Le cardinal Ruffo, à cette nouvelle, excommunia le cardinal Zurlo comme ennemi de Dieu, de l'Église, du souverain pontife et du roi. Les opinions et les consciences du clergé se partagèrent; mais les hommes probes et religieux étaient pour Zurlo,

les hommes sans honneur et sans foi pour Ruffo.

La puissance des opinions était anéantie par la puissance des armes. La force dominait tout. Toutes les provinces obéissaient au roi; la capitale seule et une petite étendue de territoire aux environs suivaient le régime républicain. Ettore Caraffa, à la tête d'un faible détachement de républicains, après avoir combattu en plaine et avoir abondamment pourvu de provisions Pescara, s'était retiré dans la forteresse. Les Français ne bougeaient pas de Saint-Elme, de Capoue, de Gaëte. Les troupes de la République étaient peu nombreuses, celles de la sainte Foi étaient innombrables. A l'amour pour le roi se joignaient les ambitions, les profits à retirer d'une cause victorieuse, l'impunité pour les fautes passées, et le pardon accordé à quiconque avait suivi, puis abandonné le parti de la République. Des Turcs et des Russes, au nombre de mille environ, débarquèrent à Tarente avec le maréchal comte Micheroux : ils se réunirent au cardinal, prirent les villes de Foggia, d'Ariano, d'Avellino, et leur imposèrent de fortes contributions; puis ils parurent devant la petite ville de Cardinale et à Nola. Pendant ce temps, Sciarpa, après avoir réduit Salerne, Cava et les autres villes soumises peu de temps auparavant par les Français, était à Nocera avec presque toutes ses bandes. Frà Diavolo et Mammone, réunis près de Sessa et de Teano, attendaient l'ordre de se mettre en marche. La République était donc attaquée par les Napolitains, les Siciliens, les Anglais, les Romains, les Toscans, les Russes, les Portugais, les Dalmates, les Turcs; et, dans le même temps, la Méditerranée était

parcourue par des flottes ennemies les unes des autres et très-puissantes. La flotte française se composait de vingt-cinq vaisseaux; les Espagnols en avaient dix-sept; les Anglais, quarante-sept; les Russes, quatre; les Portugais, cinq; les Turcs, trois; les Siciliens, deux. Chacune de ces puissances avait en outre un nombre infini de frégates, de cutters et de bricks. D'un côté étaient les Français et les Espagnols avec soixante-dix bâtimens; de l'autre, il y en avait plus de quatre-vingt-dix. On attendait à Naples, d'après les promesses du directoire français, la flotte française et espagnole.

XXIX. Pour que les vaisseaux alliés pussent entrer en sûreté dans le port et apporter un secours efficace à la République, il fallait repousser ou arrêter les troupes bourbonniennes qui s'avançaient en masse contre la capitale. On tint conseil. Le général Matera, Napolitain, qui avait fui en France en 1795, qui était rentré dans sa patrie chef de bataillon, et était devenu général de la République, homme brave à la guerre, audacieux, entreprenant, proposa de réunir en une seule armée les troupes divisées en plusieurs colonnes, d'y joindre mille Français des garnisons des forts que lui avait promis le colonel Megean, pour cinquante mille ducats, d'opposer ainsi à l'ennemi des forces imposantes, d'aller attaquer la bande principale de Ruffo, de la détruire, et d'emprisonner, si la fortune était favorable, le cardinal; puis de marcher contre les bandes de Pronio, de Sciarpa, de Mammone, qui ne manqueraient pas de fuir à la seule nouvelle de leur arrivée. Les partisans de la République, pendant ce temps, garderaient les forts,

et la ville serait abandonnée aux chances des factions, en attendant que les bataillons républicains revinssent victorieux et triomphans pour châtier les rebelles; le dénuement du trésor n'était point un obstacle à ce dessein. « Car, disait le général, si le gouvernement veut me donner plein pouvoir sur la vie et les biens de douze riches habitans que je désignerai par leurs noms, je promets de verser dans deux jours, dans le trésor public, le demi-million destiné à l'avide Megean, et trois cent mille autres ducats pour les frais de la guerre. Citoyens directeurs, ajoutait-il en finissant son discours, citoyens ministres et généraux, quelques morts, il est vrai, beaucoup de malheurs et de nécessités politiques, que les âmes faibles appellent des injustices, seront l'effet inévitable de ce projet, mais la République triomphera. Si elle succombe, sa chute sera suivie de mille injustices, de mille malheurs, de mille morts. »

Ce discours, qui blessait les sentimens d'humanité de l'assemblée, la remplit d'horreur. Abandonner la ville, les familles, les citoyens, aux fureurs et aux brigandages des Bourbonniens, provoquer la révolte pour la punir ensuite, arracher de l'argent à des hommes innocens par des moyens illégaux, injustes et violens, créer des crimes et des supplices, c'étaient là des monstruosités que réprouvaient le cœur, les idées, les habitudes et la raison des représentans. Aussi se rangèrent-ils tous à l'avis du ministre Manthonè, qui, sans expérience des révolutions, mesurant sur son courage celui de ses soldats, prenant pour guide sa grande âme et sa justice, disait que dix républicains suffisaient pour vaincre mille ennemis, que l'on n'avait pas besoin des Français, que

Schipani marcherait contre Sciarpa, Bassetti contre Mammone et Frà Diavolo, Spanò contre de Cesare, et lui-même contre Ruffo; que le général Wirtz resterait dans la ville avec une partie des troupes, toutes les gardes civiques et la légion calabroise. Le lendemain Spanò et Schipani se mirent en marche.

XXX. Schipani alla près de Cava et y établit son camp. Spanò fut battu dans les bois entre les défilés de Monteforte et de Cardinale, perdit une partie de ses soldats, et revint en désordre dans la capitale. Exemple et spectacle funestes! Schipani, attaqué quelques jours après, avec sa faible bande, sans arrière-garde, sans espoir de secours, plaça son camp sur les bords du Sarno. Le général Bassetti, qui avait quitté Naples vers le même temps, était maître du chemin jusqu'à Capoue. Restaient encore dans la ville les troupes du géral Manthonè, et celles qu'on avait enrôlées précipitamment. On comptait aussi sur la division de cavalerie que formait le général Roccaromana au nom et aux frais de la République; mais cette espérance s'évanouit, et se changea en une peine amère. Car le duc, voyant la chute rapide de la République, s'offrit lui et ses troupes au cardinal Ruffo, et combattit jusqu'à la fin de cette guerre pour le parti des Bourbons. C'est une dure nécessité, pour qui écrit l'histoire, de raconter tous les faits dignes de mémoire, qu'ils soient agréables ou pénibles à l'écrivain. Que les hommes apprennent par là qu'il n'est possible d'échapper à la honte de ses mauvaises actions qu'à la faveur de son obscurité ou d'un rare hasard; ni le changement des

temps, ni les réparations les plus éclatantes, ni la partialité de l'historien, ne peuvent les soustraire à la publicité. Car d'autres livres et d'autres mémoires viennent révéler les vérités qu'il aurait cachées ou défigurées ; et son silence bienveillant, sans servir à celui qu'il protége, nuit à la fidélité de l'histoire.

XXXI. Le deuil régnait dans Naples. Les vivres étaient rares, le trésor épuisé ; les blessés mêmes manquaient de secours. Mais deux dames, autrefois duchesses de Cassano et de Popoli, et alors décorées du titre plus beau de *mères de la patrie*, allèrent quêter de maison en maison des vêtemens, de la nourriture, de l'argent pour les soldats et les pauvres qui languissaient dans les hôpitaux. Ce noble exemple ne fut pas perdu. D'autres dames charitables imitèrent cette bonne œuvre, et la pauvreté fut soulagée. Mais l'État déclinait de plus en plus. Le cardinal Ruffo établit son quartier-général à Nola, et ses troupes campaient jusque sur le Sebeto. Les bandes de Frà Diavolo et de Sciarpa se montrèrent à Capodichina. On ne pouvait compter exactement le nombre de ces vagabonds et de ces volontaires, qui passaient d'une bande dans une autre et couvraient la campagne de leurs multitudes confuses et désordonnées. Mais, à les voir, on pouvait assurer qu'il n'y en avait pas moins de quarante mille autour de la capitale. Schipani, attaqué et vaincu sur les bords du Sarno, se retira à Granatello, petit fort situé près de Portici. Bassetti, battu et blessé, rentra dans Naples. Manthonè, avec trois mille soldats, put à peine s'avancer jusqu'à Barra ; la lutte ne dura pas long-

temps. Il fut accablé par le nombre, perdit beaucoup de soldats, et revint sur ses pas. La ville était livrée à l'agitation. Des envoyés de Castellamare avaient annoncé que le feu avait été mis par trahison à l'arsenal; mais on apprit ensuite que la trahison n'avait point réussi, et que, grâce au zèle des gardes et à un vent favorable, l'incendie avait été éteint aussitôt. On entendait dans la ville pendant la nuit des cris séditieux, et l'on faisait courir des bruits effrayans sur les massacres et les désastres qui se préparaient.

Une proclamation du gouvernement prescrivit qu'au premier coup de canon tiré du château Neuf, les soldats se rendraient dans leurs quartiers; les gardes civiques, aux postes qui leur étaient assignés; les patriotes, dans les forts de la ville, et les citoyens, dans leurs maisons; qu'au second coup, de nombreuses patrouilles parcourraient les rues pour presser l'exécution de cette ordonnance; et qu'au troisième, les réfractaires seraient tués par les mêmes patrouilles, leur désobéissance étant un crime, leur présence dans la rue prouvant le délit, et le salut de la République exigeant prompte justice. Ensuite trois autres coups tirés du château, non comme les premiers, à de longs intervalles, mais de suite, annonceraient aux citoyens la permission de retourner à leurs occupations ordinaires. Le lendemain on fit l'épreuve de cette proclamation ; elle produisit l'effet qu'on en attendait. La terreur fut grande, les rues désertes, l'aspect de la ville triste et morne. Une grande cité déserte est comme un tombeau !

Des troupes réglées de Russes et de Siciliens, secondées par des détachemens de Bourbonniens, attaquè-

rent, ce jour-là même, 11 juin, le fort de Granatello, auprès duquel campait le corps de Schipani d'environ mille hommes, appuyés par les chaloupes canonnières que l'amiral Caracciolo dirigeait avec un courage et une habileté admirables. Le camp ne fut pas forcé; mais le général avait reçu une blessure, et le nombre des soldats était diminué. L'armée ennemie établit son camp en face du fort. De part et d'autre on prépara pendant la nuit les moyens d'attaque et de défense. Le général Schipani, ayant résolu de rentrer dans la capitale, envoya, sans bruit, dès la pointe du jour, une nombreuse compagnie de Dalmates pour attaquer par derrière les Bourbonniens, qui furent surpris et déconcertés. Schipani profita de leur trouble pour sortir du camp, les combattit, les repoussa jusqu'à l'église paroissiale de Portici, et s'ouvrit une retraite sûre vers Naples. Mais tout à coup ces Dalmates, effrayés ou séduits, dans le fort de la mêlée, abandonnèrent leurs drapeaux et s'unirent aux Russes, et enveloppant la petite bande trahie des républicains, après bien des morts et des blessures de part et d'autre, la firent prisonnière.

XXXII. Cependant le cardinal s'avançait lentement, pour mieux stimuler, à l'aspect d'une riche cité, la cupidité de ses troupes auxquelles il avait promis le pillage, et pour attendre le jour de la fête de saint Antoine qui approchait; car les miracles du sang, opérés en faveur de Championnet, de Macdonald, du directoire napolitain, avaient décrédité saint Janvier dans l'esprit du peuple, et il fallait au cardinal d'autres superstitions et

un autre saint. En conséquence, le 13 juin, au lever du soleil, il fit élever un autel dans le camp, et, après avoir célébré l'office divin et invoqué saint Antoine, patron du jour, il fit marcher contre la ville toute l'armée de la sainte Foi. Il était à cheval, vêtu de la pourpre, et l'épée à la main, au milieu du principal corps qui se préparait à passer le Sebeto sur le pont de la Madeleine. A la vue de ces préparatifs, les républicains se mirent aussi en mouvement. On tira d'abord du château Neuf les trois coups de canon pour faire évacuer les rues, et empêcher qu'elles ne servissent aux mauvais desseins des ennemis intérieurs.

Le général Bassetti courut sur la hauteur de Capodichina, cherchant à effrayer par son arrivée soudaine, plus que par le nombre de ses troupes, l'aile droite de l'immense armée qui s'avançait à travers les fertiles jardins de Barra. Le général Wirtz, avec tout ce qu'il put rassembler de soldats, alla sur le pont, y établit une forte batterie de canons, et garnit de combattans et d'artillerie la rive droite de la rivière. Les châteaux de la ville furent fermés, et les ponts levés. La légion calabroise se divisa en deux parties : les uns gardaient Vigliena, petit fort ou batterie de côte près de l'édifice des Granili ; les autres faisaient des patrouilles dans la ville, pour prévenir toute trahison de la part de l'ennemi intérieur, tous déterminés à prêter un appui désespéré à la liberté mourante. Parmi les partisans de la République, les vieillards ou les malades gardaient les châteaux ; les hommes jeunes et robustes marchaient sous les drapeaux, formaient des compagnies volontaires, ou allaient isolément combattre partout où les guidait

soit la fureur, soit le hasard. Les Russes assaillirent Vigliena; mais la résistance fut vive, et il leur fallut abattre les murs à coups de canon. Alors les Russes, les Turcs, les Bourbonniens, entrèrent dans le fort pour combattre à l'arme blanche; mais, embarrassés et pressés par leur trop grand nombre, ils furent exposés aux coups de l'ennemi et à ceux de leurs compagnons. Beaucoup de légionnaires calabrois avaient succombé, les autres étaient blessés et tenaient peu à la vie. Alors le prêtre Toscani de Cosenza, commandant de la garnison, couvert de blessures et se traînant à peine, s'approcha de la poudrière, et, invoquant Dieu et la liberté, il mit le feu aux poudres. Au même instant le fort sauta; l'explosion fut épouvantable : tous ceux qui étaient dans les murs périrent écrasés sous les ruines, lancés en l'air, ou atteints par les pierres. Ennemis, amis, tous furent confondus dans ce désastre. Cette preuve de courage désespéré fit trembler le cardinal et enhardit les républicains, qui jurèrent d'imiter ce noble exemple.

Tels étaient les sentimens qui animaient Wirtz sur le pont, Bassetti sur la colline, et l'amiral Caracciolo au moment où il sortait du môle avec des chaloupes armées. Le cardinal avançait à la tête de ses troupes. La lutte s'engagea, des morts tombèrent de part et d'autre : la victoire flottait incertaine. On combattait, d'un côté avec la supériorité du nombre, de l'autre, avec plus de courage et d'habileté. Parmi les combattans volontaires, on remarquait Luigi Serio, avocat distingué par sa science et son éloquence, jadis guide et ami de l'empereur Joseph II, comme je l'ai dit dans le livre précédent, mais contraire au roi Ferdinand par haine de

la tyrannie, et préférant la mort à la servitude. Il avait dans sa maison trois neveux, nommés de Turris, jeunes gens sans courage et sans énergie. Au signal donné par les trois coups de canon, il leur dit : « Allons combattre l'ennemi. » Et eux, lui représentant son grand âge, son état presque complet de cécité, leur commune inexpérience de la guerre, et lui objectant qu'ils manquaient d'armes, ils le conjurèrent de ne pas s'exposer, lui et sa famille, à une perte certaine et inutile. Leur oncle leur répondit : « J'ai reçu du ministre de la guerre quatre fusils de munition et deux cents cartouches. Il me sera facile d'atteindre l'ennemi en le visant de près; suivez-moi. Si nous ne craignons pas la mort, nous aurons au moins avant de mourir le plaisir de la vengeance. » Ils partirent tous. Le vieillard, qu'entraînait son courage, et que la faiblesse naturelle de sa vue empêchait de voir le danger, animait les autres par ses discours et son exemple. Il succomba sur les bords du Sebeto. Il avait illustré sa vie par les qualités brillantes de son esprit; il illustra sa mort par son dévouement. Son corps, qu'on ne retrouva point et qu'on ne chercha pas avec assez de soin, resta sans sépulture. Mais j'espère qu'en lisant ces lignes, les cœurs compatissans éprouveront à son souvenir quelques sentimens d'intérêt et d'admiration.

XXXIII. Au déclin du jour, la fortune des armes était encore incertaine sur les bords de la petite rivière, lorsque le général Wirtz, blessé et renversé par la mitraille, laissa ses bandes sans chef et découragées. Au moment où il partait mourant sur un brancard, ses

troupes plièrent, et, cédant à la peur, s'enfuirent en désordre dans la ville. Alors les Bourbonniens et les lazzaroni, méprisant les ordres d'une autorité chancelante, sortirent des maisons pour marcher en armes contre la troupe de Bassetti. Cette troupe, apprenant la mort de Wirtz, la perte du pont et la déroute du camp, s'ouvrit un chemin à travers les hommes du peuple et se retira dans le château Neuf. Les cinq directeurs, les ministres et plusieurs membres du corps législatif s'y trouvaient déjà et s'occupaient des soins du gouvernement. Les autres officiers ou partisans de la république se distribuèrent, selon leurs idées, dans les châteaux, dans les maisons, dans les lieux cachés, ou se formèrent en troupes armées pour combattre à découvert. Plusieurs allèrent au fort Saint-Elme; ils furent repoussés par le cruel Megean, et campèrent sous les murs et dans le vaste couvent de Saint-Martin. Caracciolo, sur ses vaisseaux, prit part à la lutte pendant une grande partie de la nuit, et lorsque les ennemis se furent éloignés du rivage, il rentra dans le port. Pendant ce temps, les deux frères Baker et trois autres prisonniers condamnés par le tribunal révolutionnaire furent fusillés secrètement sous une voûte d'escalier dans le château Neuf: supplice cruel, qui, dans les dernières heures du gouvernement, ne pouvait ni le sauver ni servir d'exemple. On n'eut pas le temps heureusement d'étendre ces jugemens aux autres complices de Baker. Cependant la ville, sans murs et sans fortifications, désertée par les républicains, et déjà remplie de leurs ennemis, faisait entendre des acclamations en faveur du roi; mais le cardinal retint hors de la ville les

troupes réglées et, autant qu'il le put, l'armée de la sainte Foi, non par amour pour la patrie, mais dans la crainte que les ténèbres ne favorisassent les piéges préparés par l'ennemi. Des cris de joie et des illuminations, démonstrations de la flatterie ou de la prudence plutôt que l'expression de sentimens sincères, fêtèrent le rétablissement de l'autorité royale. Les décharges d'artillerie des châteaux ou les sorties désespérées des républicains troublèrent la fête, et tuèrent ceux qui y prenaient part. Cette nuit du 13 juin 1799 fut affreuse pour les deux partis.

XXXIV. Le lendemain matin, le fort del Carmine fut assailli et pris par les Russes. Les républicains et les soldats y furent tous tués; et au moment où l'étendard royal fut arboré sur la tour, des décharges d'artillerie furent dirigées à la fois en signe de triomphe et comme attaque contre le château Neuf et contre les tranchées du môle. Le cardinal établit son quartier aux Granili; les troupes réglées de la sainte Foi campèrent sur les collines qui dominent la ville. Les bandes désordonnées allèrent, suivant la promesse qui leur avait été faite, piller les maisons. Je dirai ailleurs quels brigandages, quelles atrocités, quels meurtres il se commit alors. De leur côté, les républicains travaillèrent pendant tout ce premier jour à réparer les brèches du château Neuf et à barricader quelques rues de la ville. Ainsi la République possédait encore le château Neuf, le château de l'Œuf et le château Saint-Elme; le palais, la maison fortifiée de Pizzofalcone, l'extrémité du quartier de Chiaia. Les hostilités continuèrent pendant

les jours suivans. Quelques républicains désertèrent et passèrent du côté du roi. Le commandant du château de Baja invita les Siciliens à s'en rendre maîtres. On vit deux officiers, qui s'étaient enfuis du château Neuf, élever des tranchées contre ce fort qu'ils avaient juré de défendre. Mais je tais les noms de ces coupables, hommes obscurs dont la trahison fit plus de tort à leur propre réputation qu'à la République et fut effacée par les trahisons grandes et heureuses qui signalèrent toutes ces révolutions. De sorte qu'aujourd'hui, la fidélité, le serment, les devoirs de citoyen, les engagemens de partis, ne sont plus que de vains mots dont se jouent la finesse et la ruse, et qu'entretient le despotisme, qui trouve son profit dans toutes les bassesses de la société corrompue; et si l'on faisait la statistique des vices et des vertus civiles de 1799 jusqu'à nos jours, on verrait que cette année-là est encore l'époque la moins honteuse pour le peuple napolitain : tant les mœurs publiques se dégradèrent de jour en jour!

Le petit fort de Castellamare fut attaqué par les batteries de terre et par celles des vaisseaux siciliens et anglais. Il ne se rendit qu'à condition que la garnison irait librement en France, qu'ils emporteraient tous les effets qu'ils voudraient, et qu'on respecterait dans le royaume leurs propriétés et leurs familles. Ce fut le vice-amiral anglais Foote qui signa le traité pour le parti du roi. Ensuite on équipa des vaisseaux, et la garnison fut conduite à Marseille. Au milieu des hostilités de la ville, un acte absurde de la part des Bourbonniens et un autre de la part de leurs ennemis devinrent la source d'un grand danger. Du château del Carmine on tirait

par ignorance des boulets enflammés contre les solides murailles du château Neuf. Un de ces boulets tomba dans un petit logement situé sur la courtine, et le feu prit à de vieux morceaux de bois couverts d'huile qui brûlèrent en peu de temps. Cette baraque était près du bastion de la côte, et c'était là que se trouvait la poudrière pleine de poudre et de pièces d'artifices. Ces flammes, en s'élevant en l'air, ne pouvaient communiquer sous terre ni feu, ni étincelle, ni chaleur suffisante. Mais cet accident excita une telle peur et un tel désordre, que la garnison menaça de forcer les portes du château et de s'enfuir. Quiconque essaya de calmer cette agitation déraisonnable fut regardé comme un désespéré, qui voulait faire périr cruellement ses compagnons; Toscani de Vigliena, qui avait passé jusque-là pour un héros, était cité comme exemple de cruauté. Tous donc, sans distinction, mirent la main à l'œuvre avec autant d'empressement que si l'on eût été menacé de l'incendie de la poudrière; et, quoique l'endroit où l'on puisait l'eau fût assez éloigné, une longue chaîne qui se forma remédia à cet inconvénient, et l'on parvint à éteindre le feu. Mais, pendant ce désordre, l'ennemi, s'étant aperçu que la fumée d'un incendie s'élevait du château et que la canonnade se ralentissait, s'approcha de la rue del Porto, et jetant quelques grenades contre la porte de la darse, y mit le feu, s'ouvrit un chemin jusqu'au château, et y serait entré s'il avait été plus courageux et plus habile. Les républicains accoururent et barricadèrent à la hâte cette entrée.

XXXV. Les républicains avaient concerté pour la

nuit une sortie de Saint-Martin, du château de l'Œuf et du château Neuf, pour détruire une batterie de canons élevée sur le quai de Chiaia. Les Français n'étaient pas avec eux, parce que Megean négociait déjà avec le cardinal le prix de sa trahison; et les républicains, qui se défiaient de lui, lui avaient caché leurs projets et leurs espérances. A minuit, heure fixée pour la sortie, les trois détachemens se mettent en marche; ils égorgent sans pitié tous les soldats de la sainte Foi qu'ils rencontrent : car faire des prisonniers, c'eût été compromettre le secret et le succès de l'entreprise. Ils marchent avec tant de défiance que deux avant-gardes, se prenant mutuellement pour des ennemis, en viennent aux mains; mais bientôt elles se reconnaissent, et, déplorant ensemble la mort d'un de leurs compagnons, elles jurent de la venger sur l'ennemi. Ils s'avancent, surprennent et tuent ceux qui gardaient la batterie, enclouent les canons, brûlent les caissons et retournent sains et saufs à leurs postes, projetant d'autres sorties et faisant serment de mourir les armes à la main. Le bruit des pas, les plaintes et les cris des Bourbonniens égorgés jetèrent l'éveil dans le camp des Russes, dans celui de la sainte Foi et dans le quartier du cardinal. Mais on ignorait la nature du danger. Tous battirent aux champs; les troupes restèrent sous les armes jusqu'au jour, tandis que le lâche cardinal se disposait à se retirer en arrière de plusieurs milles.

Des pensées plus inquiétantes l'agitaient. On n'avait pas de nouvelles des flottes française et espagnole; on savait seulement qu'elles étaient dans la Méditerranée; et, quoique la même mer fût parcourue par des flottes

ennemies plus nombreuses, on ignorait s'il y avait eu des rencontres et quelle en avait été l'issue. Beaucoup de villes faisaient encore des vœux pour la république; le mécontentement régnait dans plusieurs des villes du parti du roi, indignées de la cruauté des soldats de la sainte Foi. Les promesses n'étaient plus efficaces; les bandes diminuaient, parce que les moins avides, après avoir assouvi leur cupidité, voulaient jouir en sûreté du fruit de leurs rapines. Enfin, le cardinal, voyant qu'il avait affaire à des gens animés par l'énergie du désespoir, craignait pour lui et pour les ôtages retenus dans le château Neuf, parmi lesquels il avait un frère. Pendant cette nuit pleine d'agitations et d'angoisses, il résolut d'envoyer des députés au directoire de la République, pour traiter de la paix; et, quand le jour fut venu, qu'il put mieux apprécier le nombre des morts, les pertes causées par la sortie des républicains, les désertions et la terreur qui régnait dans les camps, et qu'il eut réuni en conseil et entendu les chefs militaires et les magistrats du roi, tous portés à la paix, il envoya à Megean un message contenant des propositions d'accommodement compatibles avec les circonstances, la dignité royale et les intérêts de la cause vaincue. Les ambassadeurs de Ruffo et un envoyé de Megean allèrent porter ces propositions au directoire de la République.

XXXVI. Là, les inquiétudes étaient plus grandes et mieux fondées; mais l'offre de la paix vint les calmer. Les uns crurent que la désertion ou la révolte était dans le camp de la sainte Foi; d'autres, que les Français étaient vainqueurs en Italie; presque tous, que les

flottes française et espagnole s'approchaient victorieuses. Ils répondirent qu'il n'était pas permis à un gouvernement libre d'accepter ou de rejeter une proposition sans en délibérer, et que le directoire en délibèrerait. Cependant, sur la demande de l'envoyé de Megean, on conclut un armistice de trois jours; et, au moment du départ des ambassadeurs, le ministre Manthonè dit aux Bourbonniens que si le cardinal, pendant la trève, ne savait pas contenir ses soldats, il sortirait lui-même du fort pour empêcher leurs cruautés, leurs brigandages et le pillage de la ville. Les directeurs, restés seuls, délibérèrent; et, peu à peu, les esprits, commençant à douter de tous les succès dont leur imagination s'était flattée, inclinèrent vers la paix. Manthonè, seul entre tous, proposait des partis extrêmes et énergiques dignes de son courage, mais incompatibles avec la situation présente de la République. Oronzo Massa, général d'artillerie, fut appelé au conseil, et interrogé sur l'état du château; il répondit : « Nous sommes encore maîtres de ces murs, parce que nous avons contre nous des soldats sans expérience, des bandes indisciplinées, avec un clerc pour général. La mer, le port, la darse, sont au pouvoir de l'ennemi; l'entrée par la porte incendiée est inévitable; le palais n'a aucun moyen de défense contre l'artillerie; la courtine du côté de l'ennemi est ruinée; enfin si, au lieu d'assiégé, j'étais assiégeant, deux heures me suffiraient pour prendre le château. » — « Vous accepteriez donc la paix ? » dit alors le président. — « Oui, répondit Oronzo, mais à des conditions qui pussent se concilier avec l'honneur du gouvernement et la sûreté de l'État. »

Le temps de la trève s'écoulait, les flottes française et espagnole ne paraissaient pas. Les républicains s'affaiblissaient par les désertions, et renonçaient peu à peu à leurs résolutions. Pendant la seconde nuit, la batterie de Chiaia fut rétablie et l'on en éleva une autre dans la rue del Porto. Mais les plaintes et les menaces du directoire firent suspendre les travaux. Le cardinal assura que, si le lendemain la paix n'était pas définitivement arrêtée, il ferait abattre ces tranchées, qui avaient été faites, non par son ordre, mais par un mouvement spontané de ses soldats. Les républicains entrèrent de nouveau en délibération; n'espérant plus prolonger le siége jusqu'à l'arrivée des secours étrangers, ni vaincre en combattant à découvert, ni s'ouvrir un chemin à travers les ennemis pour se joindre aux Français de Capoue, voyant qu'il était facile de mourir, impossible de vaincre, et voulant se réserver, eux et des milliers d'autres, pour des occasions plus favorables à la République, ils écrivirent les conditions de paix et choisirent pour négociateur le même général Massa qui avait soutenu dans le conseil le parti de la paix. Oronzo Massa, né d'une famille noble, officier d'artillerie dès ses jeunes années, avait quitté volontairement le service, quand le gouvernement, en 1795, adopta un système despotique; il s'était offert comme soldat à la République et avait été nommé général. Il était éloquent, intrépide, plein de sentimens élevés. Il accepta cette mission malgré lui, et, en sortant de la salle du directoire, il me rencontra sur la place du Château, et en m'apprenant ce dont il était chargé, il ajouta : « Les conditions proposées par le directoire sont mo-

dérées, mais l'ennemi enorgueilli par le succès ne voudra pas accorder la vie et la liberté aux chefs de la République : il faudra, je crois, que vingt citoyens au moins s'immolent au salut de tous, et il sera honorable pour le directoire et pour le négociateur de signer le traité par lequel nous aurons racheté la vie de tant d'autres par le sacrifice de la nôtre. »

XXXVII. Les négociateurs se réunirent dans la maison du cardinal. Comme le directoire avait déclaré que le roi Ferdinand et son lieutenant ne suffiraient pas pour lui inspirer confiance, il fallut adjoindre aux négociateurs les commandans des armées russes et turques, l'amiral de la flotte anglaise et le général Megean. Le cardinal trouva les prétentions des républicains trop élevées ; mais le langage du général Massa, à la fois plein de réserve et d'assurance, et la résolution terrible qu'il manifesta de traiter les ôtages à la manière des anciens, de raser, de brûler les maisons de la ville, de renouveler l'héroïsme de Vigliena dans chaque château, dans chaque habitation, firent fléchir l'orgueil du cardinal. Après avoir conféré à voix basse avec ses alliés, et leur avoir fait entendre que les reproches du roi retomberaient sur lui, s'il trouvait en ruines sa capitale, il demanda qu'on fît disparaître du traité les pensées et les paroles outrageantes pour la dignité royale, disant qu'à cette condition il acquiescerait aux demandes du directoire. Le général Massa y consentit, et la paix fut conclue en ces termes :

« 1° Le château Neuf et le château de l'Œuf, avec armes et munitions, seront remis aux commissaires de

sa majesté le roi des Deux-Siciles et de ses alliés l'Angleterre, la Prusse, la Porte Ottomane. »

« 2° Les garnisons républicaines des deux châteaux sortiront avec les honneurs de la guerre, et seront respectées dans leurs personnes et dans leurs biens meubles et immeubles. »

« 3° Elles pourront choisir de s'embarquer sur des vaisseaux parlementaires pour être transportées à Toulon, ou de rester dans le royaume, sans avoir rien à craindre, ni pour elles, ni pour leurs familles. Les vaisseaux seront fournis par les ministres du roi. »

« 4° Ces conditions et ces clauses seront communes aux personnes des deux sexes renfermées dans les forts, aux républicains faits prisonniers dans le cours de la guerre par les troupes royales ou alliées, et au camp de Saint-Martin. »

« 5° Les garnisons républicaines ne sortiront des châteaux que quand les vaisseaux destinés au transport de ceux qui auront choisi le départ seront prêts à mettre à la voile. »

« 6° L'archevêque de Salerne, le comte Micheroux, le comte Dillon et l'évêque d'Avellino resteront comme ôtages dans le fort Saint-Elme, jusqu'à ce qu'on ait appris, à Naples, la nouvelle certaine de l'arrivée à Toulon des vaisseaux qui auront transporté dans cette ville les garnisons républicaines. Les prisonniers du parti du roi et les ôtages retenus dans les forts seront mis en liberté aussitôt après la ratification de la présente capitulation. »

Suivaient les noms de Ruffo et de Micheroux pour le roi de Naples, de Foote pour l'Angleterre, de Ballie

pour la Russie, et de.... [1] pour la Porte; de Massa et de Megean pour le parti républicain.

XXXVIII. Les jours suivans on appareilla les vaisseaux. Une lettre du cardinal invita Ettore Caraffa, comte de Ruvo, à céder les forts de Civitella et de Pescara, aux mêmes conditions que les châteaux de Naples. Un édit, signé et publié par le lieutenant du roi, déclara que la guerre était finie, qu'il n'y avait plus dans le royaume ni factions ni partis, mais que tous les citoyens étaient également soumis au prince, amis entre eux et frères; que le roi voulait pardonner les erreurs de la rebellion, accueillir même ses ennemis avec une bonté paternelle, et que par conséquent on ne verrait plus ni persécutions, ni pillage, ni combats, ni désastres, ni armemens. Cependant quelques-uns, redoutant le retour des Bourbons, demandèrent à partir et s'embarquèrent sur les vaisseaux qui étaient préparés. Il y en eut très-peu du camp de Saint-Martin qui restèrent dans la ville; la plupart allèrent en France. Les garnisons des deux châteaux sortirent, suivant les conventions, avec les honneurs de la guerre, et optèrent, les uns pour le séjour à Naples, et les autres pour le départ. Les départs furent beaucoup plus nombreux; on n'attendait donc, pour mettre à la voile, qu'un vent favorable, et on l'espérait pour la nuit.

Tout à coup on vit la mer couverte de voiles; on crut que c'étaient les flottes française et espagnole qui

[1] Le nom manque dans l'original. C. Botta dit Kerandy pour la Russie, Bonieu pour la Porte.

arrivaient. Des regrets éclatèrent alors parmi les républicains qui s'étaient embarqués; ils s'adressèrent mutuellement des reproches. On porta jusqu'aux nues le nom de Manthonè, qui avait toujours blâmé la capitulation, et avait soutenu qu'il y avait lâcheté, même à la dernière extrémité, à se livrer en esclaves à l'ennemi, quand on pouvait mourir libres. Mais les vaisseaux qu'on avait aperçus étaient ceux de Nelson, dont la flotte entra dans le golfe avant le coucher du soleil. Pendant la nuit, il s'éleva un vent favorable; les vaisseaux destinés pour la France ne partirent point, et le matin, par un mouvement qui changea leur position dans le port, ils se trouvèrent sous le canon du château de l'Œuf. On enleva les timons et les voiles, on jeta les ancres, on transforma les vaisseaux en prisons. Les passagers, partagés entre l'étonnement et la crainte, demandèrent des explications à l'amiral Nelson; et le vainqueur d'Aboukir ne rougit pas d'annuler la capitulation, en publiant un édit du roi Ferdinand, qui déclarait que les rois ne traitaient point avec leurs sujets; que les actes de son lieutenant étaient des abus d'autorité qu'il regardait comme nuls; qu'il voulait exercer sur les rebelles la plénitude de son autorité royale. Après la publication de cet édit, des commissaires du roi se rendirent sur les vaisseaux avec ordre d'amener les passagers désignés; ils étaient au nombre de quatre-vingt-quatre. On vit alors un spectacle fait pour exciter à la fois la pitié et l'indignation. Ces malheureux, enchaînés deux à deux, furent menés, en plein jour, à travers les rues populeuses de la capitale, dans les prisons de ces mêmes châteaux qu'ils gardaient peu de

temps auparavant, et qui maintenant étaient entre les mains des Anglais. Les autres passagers, soit que l'obscurité de leurs noms et de leurs actes les mît à l'abri du ressentiment des vainqueurs, soit que l'exil suffît à la vengeance, furent conduits à Marseille sur les mêmes vaisseaux. Le comte de Ruvo, après avoir cédé les forts de Pescara et de Civitella, vint pour s'embarquer avec plusieurs soldats de la garnison, comme il avait été convenu dans les clauses de la capitulation; mais ils furent tous impitoyablement jetés en prison. A la vue de ces cruautés et de ces injustices, les Bourboniens, les lazzaroni, les soldats de la sainte Foi, déjà mécontens et irrités des traités et des proclamations de paix du cardinal, se déchaînèrent de nouveau, et l'on vit se rallumer leurs fureurs mal éteintes; et Ruffo, redoutant ces misérables et la colère du roi, se taisait ou les secondait.

XXXIX. Les forts de Saint-Elme, de Capoue, de Gaëte, feignant d'être réduits par un siége à cette nécessité, se rendirent successivement. Le commandant de Saint-Elme était, comme je l'ai déjà dit, le général français Megean, qui, depuis plusieurs jours, marchandait la reddition du château. Il paraît certain que son avidité, peu satisfaite des offres modiques de Ruffo, se tourna, dans l'espoir d'un traité plus avantageux, du côté des Anglais; mais qu'ayant échoué, il revint au cardinal. Ils arrêtèrent: que le château serait remis à sa Majesté sicilienne et à ses alliés; que la garnison serait prisonnière, mais retournerait en France, à condition de ne pas combattre jusqu'à l'échange des prison-

niers ; qu'elle sortirait du fort avec les honneurs de la guerre ; que les sujets napolitains seraient remis, non aux agens du roi, mais à ceux des alliés.

Le lendemain, le château fut livré : la garnison en sortit, et l'on vit les commissaires de la police bourbonnienne parcourir les rangs français, saisir et charger de chaînes les sujets napolitains. On vit Megean lui-même désigner ceux qui échappaient à la recherche de ces misérables. Matera et Belpulsi, officiers français, quoique nés dans le royaume des Deux-Siciles, furent, sous l'uniforme de France, livrés aux sbires de Naples. Les représentans des souverains étrangers, quoique présens, gardèrent le silence, au mépris des traités qui remettaient ces malheureux sous la sauvegarde des alliés. C'était un temps d'infamies.

Peu de temps après, les forts de Capoue et de Gaëte, comme je l'ai dit, se rendirent successivement. Les conditions étaient les mêmes que pour le fort Saint-Elme ; le scandale fut moins grand, car les infortunés sujets du roi des Deux-Siciles ou n'étaient point dans les rangs français ou se cachèrent. Les Français s'embarquèrent ; on voyait flotter sur tous les forts la bannière des Bourbons. Le cardinal Ruffo gouvernait le royaume sous le titre de lieutenant du roi ; les villes, les campagnes, les magistrats, tout lui obéissait ; tout vestige de la République disparut : il ne resta, pour le tourment des âmes libres, que le souvenir de la liberté et l'effroi qu'inspirait la présence des tyrans.

LIVRE V.

RÈGNE DE FERDINAND IV.

1799 — 1806.

CHAPITRE PREMIER.

LE ROI FERDINAND, EN RÉORGANISANT LE GOUVERNEMENT, TOMBE DANS LES EXCÈS DE LA TYRANNIE.

I. Lorsque la République eut succombé, et que la guerre des camps eut cessé, on vit commencer une autre guerre plus cruelle et plus hideuse dans l'intérieur de la capitale. Les vainqueurs couraient sus aux vaincus; quiconque n'était pas soldat de la sainte Foi ou homme du peuple ne pouvait être rencontré sans être massacré; les places et les rues étaient souillées de cadavres et de sang; les honnêtes gens étaient en fuite ou se cachaient; le crime armé marchait la tête levée; c'étaient partout des querelles entre les misérables qui se disputaient le plaisir et les profits de la vengeance; partout des cris et des lamentations. Les tribunaux étaient fermés, les églises désertes, les rues solitaires ou peuplées par l'émeute; la ville présentait l'aspect triste et la confusion d'une place prise d'assaut. La férocité, rassasiée de sang, se changea en cupidité. Sous prétexte que les jacobins étaient cachés dans les maisons, ils ne respec-

taient aucune demeure, et à peine s'y étaient-ils introduits, qu'ils pillaient et volaient tout. Les lazzaroni, les domestiques, les ennemis et les faux amis, dénonçaient au peuple les maisons qu'ils disaient appartenir aux rebelles; ce n'étaient que violences, vols et meurtres, suivant que le hasard en décidait. Les prisonniers, nus et chargés de chaînes, étaient traînés dans les rues : on les frappait, on les perçait de coups, on souillait de boue leurs visages. Des citoyens de tout âge, de tout sexe, d'anciens magistrats, des femmes distinguées, qui avaient porté le nom de mères de la patrie, étaient victimes de ces horreurs; au point que les périls de la guerre, l'insolence des troupes royales, les résolutions désespérées des républicains, toutes les craintes des jours passés, paraissaient tolérables en comparaison des calamités présentes. Le cardinal Ruffo, les autres chefs de la sainte Foi et les hommes influens sur le peuple, si puissans quand il s'agissait d'enflammer les fureurs populaires, n'avaient plus assez de pouvoir pour modérer la victoire.

Si, dans le récit de ces désastres de Naples, mes pensées et mes paroles se rencontrent avec celles de Tacite, lorsqu'il retrace l'état et l'aspect de Rome après le meurtre de Vitellius, je dois dire au lecteur que je n'ai nullement cherché à éviter la ressemblance avec cet illustre historien. Ces rapprochemens serviront à prouver que le changement des temps, des lieux, des institutions ne change pas la nature du peuple, monstre qui, une fois déchaîné, est terrible, toujours semblable à lui-même, indomptable. Ils montreront aussi combien furent coupables ceux qui lui ôtèrent le frein

des lois et de la peur. Ces coupables furent alors le cardinal Ruffo et l'amiral anglais Nelson, qui se signalèrent par des actes plus honteux encore qu'il est de la justice et de la vérité de l'histoire de dévoiler. Le héros d'Aboukir, à son retour d'Égypte, s'était épris, comme je l'ai dit dans le troisième livre, des charmes de lady Hamilton. Cette femme, née Emma Liona, devait le jour à une mère pauvre; on ne sait quel était son père. Telle était l'obscurité de sa condition, qu'on ignore sa patrie; on sait seulement qu'elle était de la principauté de Galles en Angleterre. Devenue grande, elle se fit remarquer par sa beauté. Seule, abandonnée, sans ressources, au milieu de mœurs corrompues, elle mena une vie déréglée et méprisable jusqu'à l'âge de seize ans. Elle devint alors la possession d'un certain Graham [1], et se donnait en spectacle dans *le lit d'Apollon*, nue et couverte d'un voile transparent, sous

[1] Voici ce qu'on lit à ce sujet dans les *Mémoires de lady Hamilton* (Paris, 1816): « Emma Liona, réduite au dernier degré de l'avilissement de son sexe, parcourait les rues de Londres et errait sur les trottoirs de la capitale, lorsqu'elle est aperçue d'un charlatan. Il ne devient pas amoureux de sa charmante figure; il en fait un objet de spéculation subordonné à ses intérêts. Toute l'Angleterre a entendu parler du docteur Graham, de son *lit élastique* appelé *lit d'Apollon*, de sa *mégalanthropo-génésie*, et de toutes ses recettes avec des noms grecs et latins. Il renferme Emma chez lui, il la soigne, il la console, il est le témoin de ses talens divers, et il va en faire une source de fortune. Bientôt on lit dans les journaux que le docteur a un exemple vivant de l'efficacité de ses drogues et de son régime, auquel il donne l'appellation de la déesse *Hygea*. Le public et les libertins mêmes s'étaient depuis long-tems dégoûtés de ses discours indécens, toujours roulant sur la transmission de la vie et l'explication des mystères les plus cachés de la nature; mais on veut voir une déesse en personne. »
(*Note du traducteur.*)

l'aspect de la déesse Hygea. Cent artistes copièrent, soit pour étude soit par un plaisir lascif, ces formes divines. Romney, peintre célèbre, la représenta sous les traits de Vénus, de Cléopâtre, de Phriné; d'autres, sous ceux d'une Bacchante, d'une Sibylle, de Léda, de Thalie et de la Magdeleine repentie.

Sous ces emblêmes célestes et mythologiques, cette beauté réelle et présente enflamma le cœur de Charles Gréville, de la noble maison de Warwick; et lorsqu'il fut déchu de son poste élevé et de sa brillante fortune, Emma se rendit à Naples auprès de sir William Hamilton, oncle de son amant, afin d'obtenir pour lui de l'argent et la permission de l'épouser; permission qu'il avait déjà refusée à son neveu. Le vieillard, émerveillé et épris de la beauté d'Emma, accorda au jeune homme une partie de sa demande pour prix de l'autre; il paya ses dettes et garda son amante. Il l'épousa en 1791, sous le nom de miss Harte. Et alors Emma, devenue milady et ambassadrice, oubliant son origine et sa vie passée, prit une nouvelle contenance et la soutint comme si elle lui eût été familière et naturelle.

Quand lord Nelson s'en montra follement amoureux, l'adroite reine de Naples, qui jusqu'alors avait traité Milady avec dédain et avec la hauteur d'une reine à l'égard d'une aventurière, commença à rabattre de son orgueil, et portant un regard de prévoyance dans l'avenir, se l'attacha par les liens séduisans de la vanité. A la cour, au théâtre, dans les promenades publiques, Emma était assise à côté de la reine; et souvent celle-ci, dans les rapports intimes, se plaisait à lui faire partager sa table, son bain et sa couche : Emma était

une beauté qui se prêtait à tous les genres de volupté. Quand les Bourbons s'enfuirent de Naples, elle était avec eux sur le même vaisseau; elle prit un tendre soin du prince Albert pendant sa maladie, et le tint dans ses bras jusqu'à son dernier soupir; et cette fuite, ces malheurs, cet exil commun en Sicile, contribuèrent à redoubler l'attachement réciproque des deux femmes.

Lorsque la reine Caroline lut à Palerme les capitulations des châteaux, voyant que la vengeance lui échappait, elle pria Emma, non en reine, mais en amie, d'aller rejoindre l'amiral, qui venait de partir pour Naples, de lui porter des lettres de sa part et de la part du roi, et de lui persuader de révoquer l'infâme traité qui couvrait de honte tous les princes de la terre, en les mettant au-dessous de sujets rebelles. Après avoir fait passer tous ses désirs dans le cœur d'Emma, elle lui dit: « C'est à vous, milady, que nous devrons la dignité de la couronne. Allez; que les vents et la fortune vous secondent. » Puis elle la congédia en l'embrassant. Emma, partie sur un bâtiment léger, atteignit Nelson au moment où il entrait dans le golfe de Naples. Les lettres des souverains étaient pressantes; elles représentaient l'offense faite à l'honneur des trônes, et exprimaient l'heureux hasard qui remettait le sort de la monarchie entre les mains de l'amiral. La reine ajoutait: « Le temps me manque pour vous en écrire davantage; Milady, mon ambassadrice et mon amie, vous exposera ma prière et toute la reconnaissance de votre affectionnée Caroline. » Dans la lettre se trouvait un décret du roi, qui portait: « Que son intention n'était point de capituler avec des

sujets rebelles; qu'en conséquence, les capitulations des châteaux étaient révoquées; que tous les partisans de la soi-disant République étaient plus ou moins coupables du crime de lèse-majesté; qu'une junte d'État serait établie pour les juger, et punirait les plus coupables par la mort, les autres par la prison ou l'exil, tous par la confiscation de leurs biens; qu'une autre ordonnance ferait connaître ses volontés ultérieures, et la manière dont elles seraient exécutées. »

Lorsque la fatale beauté fut arrivée sur le vaisseau de Nelson, après que son arrivée inattendue eût excité des transports de joie et lui eut attiré des complimens flatteurs, elle lui présenta les lettres. L'amiral, par un instinct de justice et de bonne foi, fut d'abord épouvanté de la mission dont on le chargeait, et refusa. Mais, subjugué par les caresses de cette femme qu'il aimait, cet homme, jusqu'alors si considéré, ce guerrier si renommé, ne rougit pas de se faire le vil ministre du parjure et de la tyrannie. Le vaisseau de Milady retourna en Sicile pour annoncer à la reine l'heureuse nouvelle du succès. Emma, qui était le prix du déshonneur, resta avec Nelson; et ils étaient ensemble, lorsqu'à son arrivée dans le port, l'amiral, en publiant le décret du roi, consomma la trahison.

II. Cependant, à Naples, les massacres et le pillage, loin de cesser, allaient toujours croissant. Prétendant que le parti républicain avait préparé des cordes pour étrangler trente mille hommes du peuple, les misérables s'introduisaient dans les maisons, cherchaient les prétendus instrumens de supplice, et, si par mal-

heur ils trouvaient des cordes, ils pillaient les maisons, les brûlaient et en tuaient les habitans. Sous prétexte que les républicains portaient sur le corps, tracés en caractères ineffaçables, la déesse et l'arbre de la liberté, ils dépouillaient de leurs vêtemens les jeunes gens, soldats ou citoyens; et la beauté de leurs formes, la grandeur de leur taille, étaient un nouvel aiguillon pour leur cruauté. Les prisons et les cachots des forteresses ne pouvant contenir les prisonniers, on les avait répartis dans les salles vastes et malsaines des Granili et dans l'île de Procida, pour les faire condamner par un tribunal destiné à juger les crimes d'État. Les premières victimes de ce tribunal furent les généraux Schipani et Spanò, dont il a été parlé dans le livre précédent; après eux, Pasquale Battistessa, gentilhomme, père d'une nombreuse famille, citoyen honorable et partisan modéré de la liberté. Il fut pendu et laissé pour mort; mais, au moment où on le portait en terre, on s'aperçut qu'il vivait encore; sur l'ordre du cruel Spéciale, il fut égorgé par le bourreau dans l'église avec un couteau, et jeté dans la fosse.

L'amiral Caracciolo, trahi par un domestique, fut arrêté dans une retraite éloignée. Nelson demanda au cardinal Ruffo qu'il lui fût remis. On crut que c'était pour sauver un brave qui avait tant de fois partagé avec lui les dangers de la mer et des combats; et, en songeant au dépit que l'habileté maritime de Caracciolo avait quelquefois excité chez l'amiral anglais, on vantait la magnanimité du vainqueur; mais celui-ci, que sa mauvaise étoile et son amour aveugle avaient destiné à la honte, ne voulait avoir son rival entre ses mains

que pour assouvir sa vengeance. Le même jour, sur son propre vaisseau, il assembla une cour martiale d'officiers napolitains, et en nomma pour président le comte de Thurn, comme étant le plus élevé en grade. Cette cour entendit les accusations, puis l'accusé, sans avoir sous les yeux aucune pièce du procès écrite. Elle accueillit comme juste la demande qui lui fut faite d'examiner les preuves et les témoignages en faveur de l'accusé. Lord Nelson, informé de cette résolution, écrivit que tout retard était inutile. Et alors cette assemblée d'esclaves condamna le malheureux Caracciolo à la prison perpétuelle. Mais Nelson, ayant été averti de cette sentence par le président de Thurn, répondit : « La mort. » Et l'on écrivit *mort* où on lisait *prison*. L'infâme conseil se sépara à deux heures après midi ; et au même instant Francesco Caracciolo, prince napolitain, amiral renommé par ses talens et ses succès, recommandable par la gloire qu'il s'était acquise et par trente-cinq années de services rendus à la patrie et au roi, citoyen illustre et modeste, trahi par un serviteur dans le foyer domestique, trahi par son compagnon d'armes, lord Nelson, trahi par les officiers, ses juges, qui s'étaient honorés tant de fois de ses triomphes, chargé de chaînes, conduit sur la frégate napolitaine la *Minerve,* encore fameuse entre les autres vaisseaux par les victoires de l'amiral, attaché à une vergue comme un malfaiteur, rendit le dernier soupir, et resta exposé jusqu'à la nuit, objet de risée pour les uns, de pitié pour les autres. Puis on attacha un poids aux pieds du cadavre et on le jeta dans la mer.

Cet exemple de cruauté, enhardissant la populace,

donna lieu à de nouveaux meurtres, à de nouveaux désastres. Il n'y avait plus rien de sûr ni de sacré ; la vieillesse, l'enfance, la faiblesse du sexe, les temples, les autels, ne mettaient point à l'abri de la soif du sang et du pillage. On n'espérait plus que dans l'arrivée du roi promise par ses ministres. En effet, le 30 juin, à la vue des vaisseaux qu'on attendait, l'allégresse éclata dans la ville. Le roi voulut rester sur mer. On vit alors le vaisseau royal environné de barques qui portaient les ministres, les ambitieux mendiant des récompenses et des places, et au milieu de ces intrigans heureux et empressés, d'honorables familles en deuil sollicitant la grâce de quelques prisonniers accusés du crime de lèse-majesté. Mais bientôt le roi, impatienté, ordonna qu'on ne laissât approcher aucun bâtiment, et s'occupa de réorganiser l'État. Il avait pour conseillers le général Acton qu'il avait amené avec lui de Sicile, l'amiral Nelson, les suggestions de la reine et son ressentiment personnel.

Une première loi eut pour objet l'annulation des capitulations ; une seconde loi, la nomination d'une junte chargée de punir les rebelles ; d'autres ordonnances devaient déterminer les délits politiques, les peines, la procédure. Dès la reddition des châteaux, une junte d'état avait été formée par le cardinal Ruffo, et en peu de temps elle avait déjà condamné plusieurs républicains. Mais la cruauté s'accrut après la victoire ; le roi confirma dans leurs fonctions les juges Antonio La Rossa, agent de police, généralement méprisé, et Angelo Fiore, que nous avons cité dans le livre précédent au nombre des partisans du cardinal. Il remplaça

les anciens juges par des juges nouveaux, plus servilement dévoués au despotisme. On remarquait parmi eux Giuseppe Guidobaldi, déjà connu dans la junte de 1796. Après avoir fui de Naples, il était revenu dans sa patrie avec la foule des greffiers (*scrivani*) et des espions. On remarquait aussi trois magistrats de Sicile, Félice Damiani, Gaëtano Sambuti, Vincenzo Spéciale, qui s'étaient fait connaître dans les jugemens de Procida. Une troisième loi remettait les fautes commises par les lazzaroni dans l'attaque du palais, et ajoutait que les citoyens devaient suivre cet exemple, pardonner et oublier les maux qu'ils avaient soufferts pendant le pillage de la ville. Une autre loi désignait sept couvens très-riches des ordres de saint Benoît et de la Chartreuse, dont les biens étaient confisqués au profit du trésor public. Ces religieux, qui n'étaient coupables d'aucun des actes de la révolution, ne durent leur ruine qu'à leur excessive opulence et à l'insatiable avidité du roi.

Une cinquième et dernière loi de ce jour ordonna l'abolition des *Sedili* et de leurs anciens droits ou priviléges. Pour faire connaître l'importance de ces pertes, je rappellerai succinctement l'origine et les progrès successifs de ces assemblées. Naples, quand c'était une ville grecque, avait des portiques où se réunissaient, pour leur plaisir, les hommes désœuvrés, les riches, les nobles, les militaires. Ces portiques, qui plus tard prirent aussi le nom de *Seggi*, *Sedili* ou places, *Piazze*, étaient des lieux découverts, et aucune ordonnance ne défendait de s'y rendre; mais les mœurs réservées de ce temps, bien différentes de celles de nos jours, et l'absence du tiers-état qui laissait un intervalle immense

entre les deux classes extrêmes de la société, faisaient qu'aucun bourgeois n'aspirait à prendre part à ces *Seggi*. Il y en eut d'abord quatre, autant qu'il y avait de quartiers, ensuite six. La ville s'étant agrandie, on vit se former d'autres *Seggi* moins considérables et dépendans des premiers, au point qu'ils s'élevèrent jusqu'à vingt-neuf. Mais depuis, s'étant confondus, ils furent réduits à cinq, et prirent, suivant les lieux où ils se trouvaient, les noms de Capuano, de Montagna, de Nido, de Porto, et de Portanova. Les autres villes du royaume, anciennement grecques, avaient aussi des portiques ou *Seggi*, mais à ceux de Naples seuls étaient accordés des droits et des prérogatives. Charles d'Anjou fut le premier qui accorda aux cinq *Seggi* le privilége de représenter la capitale et le royaume, de choisir dans leur sein les membres du conseil municipal de Naples, d'administrer les revenus de la ville, de concéder le droit de citoyen aux étrangers qui le mériteraient, et de juger dans quelques causes. De cette manière, ces réunions, instituées dans le principe pour servir d'agréable passe-temps, se convertirent en corps de l'État, et se tinrent dans des lieux fermés, dont la magnificence répondait à l'opulence et à la noblesse des familles. Les nobles de fraîche date et les anciennes familles déchues de leur grandeur demandaient à être admis dans un des cinq *Seggi*, parce que c'était seulement dans les registres de ces assemblées que se trouvait la preuve de la distinction. Les bourgeois, jaloux de la toute-puissance des nobles, demandèrent et obtinrent un *Seggio*, appelé du Peuple, qui, sauf la noblesse, jouissait des mêmes privi-

léges que les cinq autres. Et alors un syndic et six élus, un par *Seggio*, composèrent la municipalité de Naples, avec un conseil de vingt-neuf membres choisis dans les mêmes réunions; nombre qui rappelait les vingt-neuf premiers *Seggi* de la ville.

Ferdinand IV, oubliant donc les sermens des rois qui l'avaient précédé, ceux de ses pères et les siens, anéantit, par la loi de 1799, le corps municipal de la ville, la représentation du royaume, la noblesse et la distinction des familles. Il ne devait plus y avoir dorénavant qu'une seule autorité dans l'État, celle qui vient du trône; une seule condition pour les sujets, la servitude; une seule règle de gouvernement, la tyrannie. Le prétexte de ces excès fut le droit de conquête. Le roi disait qu'il avait reconquis le royaume; mais comme proclamer ce droit, c'était proclamer en même temps la légitimité de la conquête française, un droit égal pour le conquérant de constituer l'État en république, l'innocence des vaincus pour qui l'obéissance était un devoir, l'injustice et l'illégalité des châtimens infligés à un peuple innocent, le même roi, dans le préambule de la loi sur les crimes de lèse-majesté, déclarait qu'il n'avait jamais perdu son royaume; que, bien qu'en Sicile, il avait toujours été roi de Naples; qu'en conséquence, on devait regarder comme trahison tout oubli des anciens devoirs, et comme rebellion tout acte attentatoire à l'autorité royale. Il était donc le même jour, car les deux lois avaient la même date, conquérant et vaincu, fugitif et présent, dépossédé et possesseur du trône.

Ces principes servirent de base aux ordonnances qui

constituèrent la junte d'État. Furent déclarés coupables de lèse-majesté au premier degré, ceux qui avaient pris les armes contre le peuple et avaient aidé les Français à entrer dans la ville ou dans le royaume, ceux qui avaient enlevé aux lazzaroni le château Saint-Elme, ceux qui avaient entretenu des intelligences secrètes avec l'ennemi après l'armistice du vicaire-général Pignatelli; coupables de crime capital, les principaux magistrats de la république, les représentans du gouvernement, les représentans du peuple, les ministres, les généraux, les juges de la haute commission militaire, les juges du tribunal révolutionnaire. On décréta la mort contre ceux qui avaient combattu contre les armées du roi conduites par le cardinal Ruffo; la mort contre ceux qui avaient pris part à l'érection de l'arbre de la liberté dans la place du Spirito Santo, où avait été abattue la statue de Charles III; la mort contre ceux qui dans la place du Palais avaient coopéré ou assisté à la destruction des emblêmes de la royauté ou des bannières bourbonniennes et anglaises; la mort contre ceux qui, dans leurs écrits ou leurs discours, s'étaient servis de termes offensans pour les personnes sacrées du roi, de la reine, de la famille royale; la mort contre ceux qui avaient montré des sentimens favorables à la République, contraires à la monarchie.

Quarante mille citoyens au moins étaient menacés du dernier supplice, et un plus grand nombre de l'exil. Cette peine atteignait ceux qui faisaient partie des clubs, les membres de la municipalité, et ceux qui avaient été employés dans la milice, bien qu'ils n'eussent pas combattu. Enfin, traitant de coupables

même les gardes urbaines qui avaient été levées malgré elles par la force des magistrats et des lois, le roi disait que leur emprisonnement était juste, et que son pardon était nécessaire pour les mettre en liberté. La junte d'État dans la ville, les commissaires royaux sous le nom de *visiteurs* (*visitatori*) dans les provinces, devaient punir les coupables, *dans le but de purger le royaume des ennemis du trône et de l'autel.* Les visiteurs étaient : le chevalier Ferrante, le marquis Valva, l'évêque Lodovici, les magistrats Crescenzo de Marco, Vincenzo Marrano, Vincenzo Jorio. A chaque visiteur fut adjoint un collègue pour les jugemens; de sorte qu'un tribunal de deux juges décidait de la vie, de la liberté, de la fortune de tout un peuple.

III. L'échelle des délits et des peines ainsi établie, la loi reçut une application *rétroactive*, c'est-à-dire qu'elle dut punir des actes commis avant sa publication. Des magistrats, choisis par le bon plaisir, furent ensuite chargés de régler les formes de la procédure. Les règles de nos codes ne suffisaient point au mystère et à la promptitude qu'on voulait ; on emprunta l'antique procédure des *barons siciliens rebelles:* l'information inquisitoriale sur accusation ou dénonciation privée ; le dénonciateur et l'espion admis comme témoins; les témoignages accueillis en secret, et vérifiés par la question, si l'inquisiteur le jugeait à propos; l'accusé entendu seulement si le juge le demandait, empêché dans ses justifications, soumis à la torture; la défense nulle; un magistrat choisi par le roi, chargé du rôle plus apparent que réel de défenseur : la con-

frontation de l'accusé et des témoins, la récusation des preuves, la production des documens et des témoins à décharge, toutes les garanties de l'innocence, supprimées; le jugement remis à la conscience du juge; la sentence brève, nue, dépouillée de motifs et de considérans, arbitraire comme la plus libre volonté; cette sentence sans appel, rendue, lue, exécutée dans la journée. Mais quelque abrégées que fussent ces formes, elles ne procuraient pas encore la promptitude qu'on exigeait. Le roi nomma une autre junte, dite des généraux, et, selon l'occasion, dans la ville et dans les provinces, des tribunaux temporaires et des commissions militaires qui, réunies autour d'un tambour *ad horas et ad modum belli*, expédiaient procès et condamnations.

Le troisième jour après l'arrivée du roi, pendant qu'il dictait ces lois de rigueur, il aperçut de loin quelque chose que les vagues poussaient vers le vaisseau; en le considérant, il distingua un cadavre qui, dressé sur l'eau jusqu'à la ceinture, la tête haute, la chevelure éparse et ruisselante, semblait s'avancer droit à lui d'un air menaçant; ayant mieux regardé, il reconnut la face livide de la victime et s'écria : *Caracciolo!* Se retournant avec un saisissement d'horreur, il demanda tout troublé : « Que veut ce mort? » Au milieu de la stupéfaction silencieuse des assistans, le chapelain répondit avec un pieux accent : « On dirait qu'il vient demander la sépulture chrétienne. » « Qu'on la lui donne, » reprit le roi, et il se retira seul et pensif dans son appartement. Le cadavre fut déposé sur le vaisseau et enterré dans la petite église de Sainte-Marie-la-Ca-

tena, dans Sainte-Lucie. En cherchant à s'expliquer ce phénomène merveilleux, on vit que le corps, s'étant enflé dans l'eau et n'étant plus retenu au fond par le poids de cinquante-deux livres anglaises, s'était élevé au-dessus des flots, et, par un équilibre mécanique, s'était dressé jusqu'à la ceinture, tandis qu'une brise le poussait sur la mer. Je tiens ces faits du capitaine Thomas Hardy, témoin de l'événement et commandant du vaisseau où le roi se trouvait avec Nelson. La fortune semblait vouloir faire naître chez le roi l'épouvante et les remords; mais lui, quoique crédule et superstitieux, ne changea pas de système.

Ces lois tyranniques et ces atrocités réveillèrent les fureurs de la populace, et on la vit, le 8 juillet, dans la place même du Palais, allumer un bûcher, y jeter cinq hommes vivans, et quand ils furent brûlés, chose horrible à dire ! manger de leur chair. Et le roi était dans le port avec Acton et Nelson, et deux flottes stationnaient dans le golfe, et le cardinal était dans la ville, et l'armée russe dans ses quartiers, et les chefs de la sainte Foi dans les rues ou présens à cet affreux sacrifice. Cette abomination remplit d'horreur toutes les âmes; ce fut le dernier acte de la populace; mais des actes plus affreux encore se préparaient sous le nom de lois. Car le roi reçut vers le même temps de Palerme les listes de proscription dressées par la reine, et après avoir consulté les anciens registres, les délations des espions sous la République et celles qui suivirent, ses ressentimens et ceux de son ministre le prince de Castelcicala, il ordonna que les tribunaux de lèse-majesté commençassent les jugemens.

Il y avait dans les seules prisons de la capitale trente mille citoyens, et, comme les anciennes prisons étaient insuffisantes pour tant de monde, on donnait cette cruelle destination aux souterrains des châteaux et à d'autres caveaux malsains dans lesquels, pour augmenter le supplice des prisonniers, on interdisait les choses les plus indispensables aux usages de la vie, les lits, les siéges, la lumière, les objets nécessaires pour boire ou pour manger. Comme on supposait aux prisonniers l'envie de mourir, un courage désespéré et des résolutions extrêmes, on défendait le fer, le verre, les métaux, les cordes; on visitait les alimens, on faisait des perquisitions sur les personnes. On avait préposé à la garde des prisons des hommes sans pitié. Le plus inhumain était un certain Duecce, officier supérieur dans l'armée, déjà d'un âge avancé, père d'une nombreuse famille, étranger par bonheur pour l'Italie; il était né en Suisse. Il savait plus que les autres aggraver les tourmens des chaînes, du jeûne, de la soif, et la rigueur des mauvais traitemens, se faisant un mérite de remettre en usage les coutumes horribles des anciens barons et des anciens moines. Le second en férocité après Duecce était le colonel de Gambs, chargé de la surveillance des prisons de Capoue. On remarquait aussi Scipione Lamarra, général d'armée, et plusieurs autres hommes alors obscurs et dont l'histoire doit oublier les noms.

IV. Mais il restait encore un espoir aux prisonniers, un sujet de crainte au roi et à ses ministres, c'était l'incertitude des événemens d'Italie : les bataillons français étaient encore à Rome et en Toscane; Gênes était gar-

dée par une garnison forte et nombreuse que commandait le général Masséna; Lecourbe parcourait le Piémont; Macdonald, avec une armée considérable, était sur le point de se joindre au général Moreau; en un mot, les armées étaient en présence, et la fortune, qui de sa nature est si changeante, bien qu'elle penchât en faveur des trônes, était encore en balance. On donna donc aux tribunaux d'État deux listes de noms : l'une contenait ceux qui devaient être condamnés à mort, et l'autre, ceux pour qui la sentence ne devait pas être exécutée sans l'agrément du roi. Ces derniers étaient ceux qui avaient capitulé. Il y en eut deux seulement contre qui la haine prévalut sur la prudence, et qu'on priva du bénéfice de l'exception. On vit conduire au gibet le général Massa qui avait rédigé la capitulation, et Éléonora Pimentel, femme illustre, un des plus beaux génies poétiques de l'Italie, esprit indépendant, auteur du Moniteur napolitain, et orateur éloquent dans les tribunes des clubs et du peuple.

Les juntes, informées des volontés de la reine et du roi, commencèrent leur ministère d'iniquité. La première, et la plus empressée, fut la junte appelée d'*État*, qui s'assemblait dans le monastère de Monte-Oliveto; et soit pour faire preuve d'un zèle infatigable, soit pour inspirer plus d'horreur et d'épouvante, cet infâme conseil jugeait pendant la nuit. Ils résolurent d'écrire chaque jeudi les sentences, de les publier le lendemain, et de les faire exécuter le samedi. Ceux qui avaient été condamnés pour les capitulations furent les seuls pour lesquels le roi changea la peine de mort en prison perpétuelle; ils furent envoyés à Fa-

vignana, pour être enfermés dans la fosse de Santa Caterina. Favignana, île située dans les mers de la Sicile, et connue par les Latins sous le nom d'*OEgeusa* avait été, dès ce temps, convertie en une affreuse prison par les décrets des tyrans de Rome. Elle sort du sein de la mer sous la forme d'un cône surmonté d'un château. En descendant de ce château par un escalier taillé dans le roc, et d'une longueur égale à la hauteur de la montagne, on arrive à une grotte en pierres de taille, grotte profonde, nommée fosse, et à juste titre. Là, un jour triste et sombre, pas un rayon de soleil, un froid humide et malsain; des animaux malfaisans y font leur demeure; l'homme le plus robuste et le plus jeune y meurt bientôt. C'est là que furent enfermés neuf prisonniers, parmi lesquels les plus connus étaient le prince de Torella, accablé par l'âge et les maladies; le marquis Corleto, de la maison de' Riarii; l'avocat Poerio, le chevalier Abbamonti.

V. Je commence un récit plus douloureux. Après les batailles de la Trébia et de Novi, perdues par les Français, le gouvernement des Deux-Siciles crut voir le triomphe complet de l'ancien régime sur le nouveau, et se mettant au-dessus de tout scrupule en politique, comme il s'était mis au-dessus de tout scrupule de conscience, il résolut de ne plus adoucir aucune peine, et, dès ce moment, confirma toutes les sentences de mort. Les malheureux qui avaient capitulé n'eurent plus qu'à prolonger quelques jours d'agonie dans l'effroyable chapelle des condamnés. La mort avait frappé Oronzo Massa et Éléonora Pimentel. Elle

atteignit bientôt après Gabriel Manthonè. Spéciale lui demandant ce qu'il avait fait pour la République, « De grandes choses, répondit-il, quoique insuffisantes ;... mais nous avons fini par capituler.... » « Qu'avez-vous à dire pour votre justification? reprit le juge. » « Que j'ai capitulé. » « Cela ne suffit pas. » « Je n'ai aucune raison à donner à qui foule aux pieds la foi des traités. » Il marcha avec calme à la mort.

A Manthonè succéda Nicola Fiano, qui, par bonheur, n'était point passible de la peine de mort. On ne trouvait pas, même dans ces lois barbares, des motifs suffisans pour prononcer la sentence. Mais, comme les ordres venus de Sicile voulaient qu'il mourût, le hasard et la perfidie vinrent en aide à la junte. Le juge le fit venir de sa prison. « Est-ce bien toi? s'écria-t-il en le voyant. » Il ordonna qu'on lui ôtât ses chaînes, et lorsqu'ils furent seuls : « Hélas, Fiano, ajouta-t-il, en quel état je te revois! Quand nous nous livrions ensemble aux plaisirs de la jeunesse, pouvions-nous soupçonner qu'il viendrait un jour où je serais ton juge? Mais les destins, pour mon bonheur, ont voulu que la vie de mon ami fût entre mes mains. Oublions en cet instant toi ta position, et moi mon ministère; parlons-nous en amis, et concertons ensemble les moyens de te sauver. Je te dirai ce que tu devras affirmer et ce que tu devras taire pour obtenir confiance. » Fiano versait des larmes d'admiration et de tendresse, pendant que Spéciale, car c'était lui-même, le tenait embrassé. Fiano suivit ses conseils, et le greffier enregistra les paroles de l'accusé, qui eurent un effet contraire aux promesses. Car le traître avait fait

nier les choses constatées dans le procès, et avouer celles qu'on ignorait. L'infortuné fut condamné à mort pour ses aveux. Il avait été dans sa jeunesse le compagnon de plaisirs de ce misérable !

Francesco Conforti, homme remarquable par sa science et la hardiesse de ses écrits contre les prétentions de Rome, législateur sous la République, était menacé de la peine de mort. Ses écrits étaient perdus ; mais Spéciale le pria de vouloir bien les recomposer, en lui disant qu'on lui tiendrait grand compte de ses services présens et passés. Il eut une prison meilleure et une chambre particulière ; il travailla jour et nuit à défendre les droits de l'empire contre le sacerdoce, et, après avoir achevé son écrit, il le remit à son juge. Celui-ci commença alors le procès, et peu de jours après, il lui donna la mort pour prix de son service.

Ces faits et le désespoir poussèrent les prisonniers à des résolutions extrêmes. Un nommé Velasco, d'une taille et d'une force gigantesques, cherchait à se justifier dans ses réponses au juge Spéciale. Ce barbare le menaça de le faire étrangler le lendemain sur le gibet, en punition de ses mensonges : « Tu ne le feras pas, » reprit Velasco, et en prononçant ces mots, il s'avança sur son ennemi et l'entraîna avec violence vers la fenêtre, espérant le précipiter en bas avec lui. Spéciale était perdu sans le greffier, dont les cris firent accourir la garde de la junte. Velasco fut la seule victime.

Le comte de Ruvo, insulté par le juge Sambuti, l'interrompit en lui disant : « Si nous étions tous deux libres, tu parlerais avec plus de prudence. Ce sont ces

chaînes qui te rendent si hardi. » Et en même temps il secoua près de son visage ses mains chargées de fer. Le lâche pâlit de peur, et ordonna qu'on emmenât le prisonnier ; et à peine fut-il sorti, qu'il écrivit la sentence qui le lendemain envoya au supplice cet homme courageux. Il devait périr sous la hache. Plein d'une noble fierté, il voulut rester couché sur le dos, pour voir avec dédain descendre sur sa tête l'instrument de mort qui fait trembler les lâches.

D'autres prisonniers, enfermés dans la fosse profonde du château Neuf, tentèrent de fuir, aidés par le généreux dévouement d'une femme. Car, dans ces temps de calamité, les dangers et la peur empêchant les hommes d'agir, les femmes avaient entrepris la noble tâche d'assister les malheureux. Dédaignées dans les salons des ministres, chassées des portes des prisons, outragées par les insolences grossières des greffiers et des juges, elles supportaient patiemment les injures ; et, sans rien perdre de leur modestie ni de leur dignité, elles revenaient le lendemain dans les mêmes salons, aux mêmes portes, dévorant les insultes en silence, et cachant leurs larmes. Si quelques-uns échappèrent à la mort qui les menaçait, si d'autres virent leur peine adoucie, ils le durent au zèle charitable des femmes. Une d'entre elles, après bien des efforts et bien des dangers, fit pénétrer dans la fosse des limes, du fer, des cordes et d'autres instrumens. L'entreprise était dirigée par le mathématicien Annibale Giordano, dont il a été fait mention au livre III. Les autres étaient occupés à scier les barreaux, et à disposer tous les objets nécessaires pour descendre jusqu'à la darse, où un

vaisseau tout préparé devait les recevoir. Déjà le travail touchait à sa fin, et les prisonniers entrevoyaient avec joie le moment de leur délivrance. Ils étaient dix-neuf, d'un courage à toute épreuve. On comptait parmi eux Cirillo, Pagano, Albanese, Logoteta, Baffi, Rotondo. Mais, au milieu de la nuit, tout à coup les portes s'ouvrent, et ils voient entrer dans la fosse Duecce, un agent de police, des sbires, des gardes et d'autres gens. Les deux premiers vont directement et sans hésiter vers l'endroit où étaient cachés les instrumens, vers les barreaux et le chemin préparé pour la fuite. Deux des prisonniers, le même Annibale Giordano, fameux par ses trahisons, et Francesco Bassetti, général de la République, avaient découvert le complot au commandant du fort, sous la condition d'obtenir leur grâce. En effet, dix-sept subirent le dernier supplice, les deux autres durent la vie à leur infamie. Bassetti vécut peu de temps, Giordano long-temps encore, et sans être malheureux.

Les jugemens continuaient. Le juge Guidobaldi avait à interroger son ami Niccolò Fiorentino, savant mathématicien, habile jurisconsulte, et distingué dans d'autres sciences, ardent, mais sage partisan de la liberté, étranger aux emplois publics et uniquement occupé à instruire le peuple par ses discours et l'exemple de ses vertus. Guidobaldi lui dit : « Ne perdons pas de temps en paroles; qu'avez-vous fait pendant la République? » « Rien, répondit Fiorentino. J'ai pris pour règle de ma conduite les lois et la nécessité, loi souveraine. » Le juge répondit que c'était aux tribunaux et non aux accusés à juger de la culpabilité ou de l'innocence des

actions ; il mêlait dans son discours, à d'absurdes théories de légalité, tantôt des injures, tantôt des protestations d'ancienne amitié, et revenait toujours sur la justice, la bonne foi, la bonté du monarque. Le prisonnier, homme plein de chaleur d'âme et d'éloquence, perdit patience et s'écria : « Ce n'est pas nous, mais c'est le roi qui a déclaré la guerre aux Français. C'est le roi et son favori Mack qui ont été les auteurs de nos défaites ; c'est le roi qui a fui, abandonnant le royaume à la misère et au désordre. C'est à lui que nous devons l'arrivée d'un ennemi conquérant qui a imposé ses volontés à la nation vaincue. Nous avons obéi à ces volontés, comme nos pères obéirent jadis à celles du roi Charles de Bourbon ; car l'obéissance des vaincus est légitime, puisqu'elle est nécessaire. Et maintenant vous, ministre de ce roi, vous venez nous parler de lois, de justice, de bonne foi ! Quelles sont ces lois? des lois rétroactives ! Quelle est cette justice? la procédure secrète, la défense anéantie, les sentences arbitraires ! Quelle est cette bonne foi ? la violation des capitulations ! Rougissez de profaner les noms les plus sacrés, en les mettant au service infâme de la tyrannie. Dites que les princes veulent du sang, et que vous les rassasiez de sang. Épargnez-vous l'ennui des procédures et des condamnations ; contentez-vous de lire sur les listes les noms des proscrits, et donnez-leur la mort. Cette vengeance est plus prompte et plus digne de la tyrannie. Et enfin, puisque vous me faites des protestations d'amitié, je vous engage à abandonner votre ministère, qui est celui d'un bourreau et non d'un juge, et à songer que si la justice universelle, qui subsiste encore sur la terre,

ne punit pas vos crimes pendant votre vie, votre nom abhorré fera rougir vos enfans, et que votre mémoire sera maudite dans les siècles à venir. » La rapidité de cette chaleureuse improvisation empêcha qu'elle ne fût interrompue. Aussitôt après, l'orateur fut livré aux sbires, qui serrèrent ses liens avec tant de cruauté, que les marques de ses chaînes restèrent imprimées sur son corps. Fiorentino, de retour dans sa prison, en nous racontant ces faits, ajouta, inspiré par le malheur ou par la vérité, que dans peu il répèterait ce récit à ses compagnons morts.

Mario Pagano se contenta de dire qu'il croyait toute défense inutile; que la perversité des hommes et la tyrannie du gouvernement lui avaient fait prendre la vie en dégoût, et qu'il espérait le repos après la mort.

On demandait à Domenico Cirillo son âge et sa condition : « Soixante ans, répondit-il, médecin sous la monarchie, représentant du peuple pendant la République. » « Et qui es-tu en ma présence? » lui dit d'un ton railleur le juge Spéciale irrité de son assurance. « En ta présence, lâche, je suis un héros. » Il fut condamné à mort. Sa réputation et les soins qu'il avait si long-temps prodigués au roi et à la famille royale faisaient retarder l'exécution de cette inique sentence. Alors Hamilton et Nelson lui firent dire dans sa prison, que s'il demandait sa grâce au roi, il l'obtiendrait. Cet homme courageux répondit qu'il avait perdu par la spoliation de sa maison tous les fruits de ses travaux, et par le rapt de sa nièce, chaste jeune fille, tout bonheur domestique et l'espoir de perpétuer son nom; qu'aucun bien ne l'attachait plus à la vie, et qu'attendant le re-

pos après la mort, il ne ferait rien pour l'éviter. Il périt en effet sur l'échafaud avec Mario Pagano, Ignazio Ciaja et Vincenzo Russo. Un seul jour anéantit tant de science, tant de talent, tant de gloire. La populace contempla ce spectacle, muette et respectueuse. On répandit ensuite que le roi aurait fait grâce à Cirillo, si sa mort n'avait pas été si précipitée; mais ces bruits mensongers et servilement flatteurs n'eurent ni durée ni crédit.

VI. Ce serait une tâche longue et pénible de décrire une à une les iniquités des tyrans et les souffrances des opprimés. Je raconterai donc sommairement les principaux actes de cruauté et les événemens dignes de mémoire. Parmi les hommes les plus connus du royaume, trois cents à peu près périrent, sans compter ceux qui succombèrent sur les champs de bataille ou dans les troubles civils. De ce nombre étaient Caraffa, Riario, Colonna, Caracciolo, cinq Pignatelli (de Vaglio, de Strongoli, de Marsico), et vingt autres au moins des premières familles. A côté d'eux on voyait des hommes distingués dans les lettres ou dans les sciences, Cirillo, Pagano, Conforti, Russo, Ciaja, Fiorentino, Baffi, Falconieri, Logoteta, de Filippis, Albanese, Bagni, Neri et beaucoup d'autres; venaient ensuite des hommes remarquables par leurs qualités sociales, les généraux Federici, Massa, Manthonè, l'évêque Sarno, l'évêque Natale, le prélat Troise, et la respectable Pimentel, et la malheureuse Sanfelice. Il n'y a pas de ville, il n'y a pas de royaume, si riche en talens, qui n'eût été appauvri par tant de morts illustres. Les âmes compatissantes

apprendront avec plus de douleur encore qu'on vit tomber sous la hache les têtes de Serra et de Riario, jeunes gens d'une haute naissance, qui n'avaient pas encore atteint leur vingtième année, et Genzano, qui avait à peine seize ans : fait incroyable, mais réel! Seul espoir d'une famille riche et noble, remarquable par la beauté de sa figure et son extérieur distingué, il mourut par la main du bourreau; et son malheureux père, le marquis Genzano, soit servilité, soit ambition, soit cœur dénaturé, quelques semaines après la mort de son fils, offrit un repas splendide aux juges de la junte.

Un autre spectacle digne de pitié, c'était la pauvreté des familles. Les biens étaient confisqués ou séquestrés par le fisc, les maisons ruinées par le pillage, le crédit anéanti au milieu du dénûment général, et les secours des parens et des amis absorbés dans les prisons ou dans les procès par l'avidité des greffiers et des juges. Une loi défendait de parler aux prisonniers, de s'informer des accusations, d'approcher des magistrats. Mais tout devint vénal; la pitié, la justice s'achetaient. Des familles riches jusqu'à ce jour étaient réduites à l'indigence, et souvent mendiaient leur pain. On avait préposé à l'administration des biens des rebelles des hommes cruels qui, au milieu des besoins du trésor public, encaissaient les revenus, vendaient les biens, et oubliaient la détresse des familles. La vieille princesse de..., qu'il me soit permis de cacher son nom aujourd'hui, vivait dans la pauvreté par la charité d'un domestique.

VII. On commença le procès de la Sanfelice, de cette

femme qui avait fait découvrir la conspiration de Baker. Le jeune Ferri était mort sur le champ de bataille, ou s'était enfui en France, et les parens des Baker demandaient vengeance aux tribunaux d'État et à la cour. Il n'avaient pas assez de tout le sang qu'on versait pour la monarchie, ils en voulaient pour leur famille. L'infortunée, honteuse d'une atteinte portée à sa pudeur, faute que pardonne cependant le siècle corrompu, fut conduite dans une affreuse prison, et, d'après la loi qui punissait de la peine capitale quiconque avait montré des sentimens favorables à la République, elle fut condamnée à mort, et elle aurait été exécutée sur-le-champ, si elle n'eût déclaré qu'elle était grosse. La vérité de sa déclaration fut constatée et le supplice différé. Alors le roi écrivit à la junte pour lui faire des reproches de ce retard, disant que c'était une excuse inventée à plaisir, et que les experts avaient été séduits. Un second examen ayant confirmé le premier avis, il ordonna qu'on fît venir la Sanfelice en Sicile, afin qu'elle fût examinée par les médecins du palais; mais à Palerme la grossesse fut reconnue. La malheureuse mère fut enfermée dans une prison, attendant le jour qui devait être le premier pour son enfant, et le dernier pour elle.

Un autre procès fameux fut celui des officiers de marine. On avait fait périr l'amiral Caracciolo; mais une seule mort ne suffisait pas pour satisfaire les ressentimens qu'avaient fait naître les combats de Procida, de Castellamare, du pont de la Madeleine. La reine ordonna de Palerme que la junte choisît quatre des plus coupables pour les faire mourir; qu'elle infligeât

aux autres des peines moins rigoureuses, et qu'elle se hâtât de mettre un terme à ce procès, dont les lenteurs nuisaient au bon exemple et scandalisaient les fidèles serviteurs du roi. L'infâme assemblée entra en délibération et désigna les victimes, parmi lesquelles se trouvait le capitaine Sancaprè, retenu dans les prisons de Santo Stefano, île voisine de Gaëte. Le jour du jugement était fixé, et les vents retardaient l'arrivée du vaisseau dans l'île, et le retour du prisonnier; mais la volonté de la reine n'en fut pas moins exécutée et la sentence ne fut point différée; car les juges iniques substituèrent à Sancaprè le capitaine Luigi Lagranalais qui avait d'abord été condamné à l'exil. Ce ne fut pas là le seul exemple d'obéissance servile. Flavio Pirelli, magistrat distingué, avait été emprisonné; et, son innocence reconnue, il avait été mis en liberté par la junte. Sur une lettre du roi, il fut relégué pour la vie à Ariano. Michel-Angelo Novi, condamné à l'exil par la junte, fut, sur un ordre venu de Palerme, puni de la réclusion perpétuelle. Gregorio Mancini, banni pour quinze ans, avait déjà pris congé de sa femme et de ses enfans, et s'était embarqué pour partir. Il fut retenu, sur un nouvel ordre du roi, et mourut le jour suivant sur l'échafaud.

A peine la cause des officiers de marine fut-elle terminée, que l'on commença celle des représentans de la cité. Des charges graves pesaient sur ces nobles : ils étaient accusés d'avoir désobéi au lieutenant du roi, usurpé le pouvoir, établi un nouveau gouvernement sur les ruines de la monarchie et de la maison des Bourbons, empêché le peuple de défendre la ville,

prêté secours aux armées ennemies, et commis plusieurs trahisons en un seul fait. Le tribunal chargé de cette affaire était la même junte d'État, augmentée de quelques juges extraordinaires, choisis par le roi dans la haute magistrature et parmi ses ministres. La procédure, les peines étaient les mêmes. Toute la noblesse tremblait; car, quoiqu'il n'y eût que vingt accusés environ, mille familles intéressées au procès étaient dans l'effroi. Ils avaient pour eux leurs anciens priviléges, contre eux les faits présens et les circonstances. En cinq jours le jugement fut expédié. Quelques-uns furent mis en liberté, un grand nombre puni de l'emprisonnement, ou exilé dans les îles de Sicile, un seul condamné à mort; c'était le duc de Monteleone, personnage illustre en Europe et en Amérique, possédant une fortune plus considérable que ne l'est celle d'un simple particulier, époux et père, recommandable par les qualités de l'esprit et du cœur; et un tel homme aurait péri par la main du bourreau, si le pape Pie VI n'eût écrit au roi pour le supplier de lui accorder sa grâce, et n'eût obtenu que la peine de mort fût changée en une réclusion perpétuelle dans l'île de Favignana. Les condamnés subirent leur peine; on voyait parmi eux le jeune prince de Canosa, déclaré traître parce qu'il avait proposé, comme je l'ai dit ailleurs, la substitution de l'aristocratie à la monarchie; trois juges sur huit s'étaient montrés plus sévères et l'avaient condamné à mort; les autres, plus indulgens, pardonnant à la folie de sa proposition, le punirent seulement de cinq ans de prison.

La junte des généraux présidée par le lieutenant-géné-

ral de Gambs, les conseils dits *improvisés* (*subitanei*) et les visiteurs dans les provinces rivalisaient de rigueur avec la junte d'État et restaient encore en arrière; non qu'ils montrassent plus de douceur et de justice, mais parce que les principaux coupables étaient remis à la servilité assurée de la première junte. En expédiant ces procès de sang on expédiait d'autres condamnations: des emprisonnemens, des déportations et un grand nombre d'exils. On voyait parmi les exilés des vieillards malades et mourans, des jeunes gens, des enfans même de douze ans, des mères et des jeunes filles. Tous ces innocens étaient punis les uns pour avoir coupé leurs cheveux ou laissé croître leur barbe, les autres pour avoir assisté à quelque cérémonie républicaine, les femmes pour avoir quêté pour les blessés et les malades. Au milieu de cette multitude de peines arbitraires, la cupidité et les haines particulières savaient trouver leur profit. On envoyait en exil, sous prétexte de raison d'État, son ennemi, son créancier, son rival. On avait à redouter la trahison ou l'espionnage de ses domestiques, de ses connaissances, de ses amis, de ses parens, de son frère, de sa femme. La moralité du peuple, à laquelle l'ancien état de choses et les événemens racontés dans les premiers livres de cette histoire avaient déjà porté de terribles atteintes, finit par être anéantie en 1799, à la vue de tant d'exemples de la vertu punie et du crime récompensé.

VIII. En effet, la tyrannie, en même temps qu'elle faisait tomber sous ses coups les bons citoyens, élevait et enrichissait ses viles créatures et les comblait de fa-

veurs et de dons qu'on appelait honneurs, bien que ce fût le prix de leur infamie. Le roi donna au cardinal Ruffo l'abbaye de Santa Sofia avec le revenu de neuf mille ducats, transmissible à perpétuité dans sa famille; la possession pleine et entière d'autres terres qui rapportaient quinze mille ducats, la charge de lieutenant du royaume avec un traitement de vingt-quatre mille ducats par an; largesses inouïes et qui ne sont possibles que dans un état où les caprices du roi tiennent lieu de lois. Dans les lettres qui accompagnaient ces dons le roi exprimait au cardinal toute sa bienveillance et toute sa reconnaissance, comme au libérateur du royaume. D'autres lettres de l'empereur de Russie, Paul Ier, disaient au cardinal que sa brillante expédition des Calabres lui attirait dans le monde l'admiration de tous les hommes de mérite; qu'en conséquence il le nommait chevalier des ordres de Saint-André et de Saint-Alexandre. On donna à un frère du cardinal, capitaine en retraite, le grade de colonel et une pension annuelle de trois mille ducats. Les évêques de Capaccio et de Policastro eurent des bénéfices ecclésiastiques, des dons, des terres, des emplois publics. Le chevalier Micheroux obtint le grade de maréchal, un poste brillant dans la diplomatie et de gros appointemens. De Cesare, domestique de livrée en Corse, faux duc de Saxe dans la Pouille, fut fait général. Pronio, Fra-Diavolo, Mammone, Sciarpa, et tous les chefs des bandes royales furent nommés colonels et presque tous barons, et obtinrent la décoration de l'ordre de Constantinien, des pensions et des terres.

La reconnaissance s'étendit jusque sur les officiers

des armées turques et russes; leur solde fut doublée, et ils reçurent de grands présens. Le chevalier Hamilton fut comblé de faveurs; et quant à Emma, la reine prit le plus grand soin de montrer à son égard toute la reconnaissance des Bourbons. Pour honorer lord Nelson, on prépara à Palerme une fête magnifique dans une salle du palais représentant le temple de la gloire. Lorsque l'amiral entra, la famille royale alla au devant de lui, et il fut couronné de lauriers de la main du prince de Salerne. En même temps le roi lui offrit une riche épée et une lettre qui le nommait duc de Bronte, avec un revenu annuel de six mille onces, c'est-à-dire de soixante-quinze mille livres de France. Bronte est un petit village situé au pied de l'Etna près de Catane; on l'avait choisi de préférence par allusion au géant qui lui avait donné son nom[1]. A Rome, les sculpteurs voulurent ériger à leurs frais une colonne rostrale au duc de Bronte. Ces récompenses et ces honneurs, dus au vainqueur d'Aboukir ou peut-être même trop peu dignes de lui, le Nelson de Naples en était indigne. Et cependant les rois et les peuples qui n'avaient accordé que quelques éloges au héros de l'Égypte dédiaient aujourd'hui des monumens éternels à l'assassin de Caracciolo, à l'amant avili d'une femme adultère, au violateur des traités, au satellite de la tyrannie. C'est dans ces bassesses de l'Italie qu'est la principale cause de ses malheurs.

[1] Brontes (du mot grec βροντη, tonnerre) était un des cyclopes qui forgèrent la foudre dont fut armé Jupiter. Nelson avait perdu un œil, quelques années auparavant, au siége de *Calvi*, en Corse. (*Note du traducteur.*)

IX. On distribua de grandes récompenses en organisant l'armée nouvelle. Les anciennes milices étaient dissoutes, les troupes républicaines proscrites et abhorrées, les bandes royales remplies d'officiers et presque sans soldats. Le cardinal, au commencement de la guerre, pour ne pas mécontenter ses partisans, avait permis à chacun de prendre le rang qui lui était le plus agréable; en conséquence, les chefs avaient pris le grade de colonel, et s'ils n'en avaient pas pris de plus élevé, c'est que dans les provinces on n'avait trouvé ni le temps ni les ouvriers nécessaires pour faire les broderies de général. Plusieurs d'entre eux, Pronio, Mammone, Rodio, s'en donnaient le titre. Un nommé Carbone, simple soldat de l'ancienne armée, et un certain Nunziante, fourrier, avaient pris le grade de colonel; un autre soldat, nommé Pastore, s'était appelé plus modestement major. Tous les frères de Frà Diavolo, valets de charrue ou gens exerçant de basses professions, étaient devenus capitaines, et l'on avait vu surgir en foule d'autres colonels, majors et officiers de toutes armes, suivant leur caprice ou le hasard. Ils avaient fini par ambitionner les dignités dont ils portaient les marques extérieures, et ces hommes incapables, que la bassesse de leur naissance et leur manque d'éducation rendaient si peu propres au noble métier des armes, prétendaient conserver dans la nouvelle armée le grade qu'ils avaient usurpé. Au milieu de cette complication d'intérêts et d'ambitions à satisfaire, il fallait beaucoup d'adresse dans la réorganisation de l'armée. On tint conseil; le cardinal Ruffo présenta sous leur véritable jour les mauvaises passions des brigands qui l'avaient

suivi, et le roi dicta plusieurs ordonnances ou dépêches dont voici la substance :

« Les malheurs de la guerre de 1798 étant dus à la trahison de beaucoup d'officiers de l'armée, nous voulons que ces rebelles, soit qu'ils aient mal servi, soit qu'ils aient accepté un emploi militaire ou civil dans la République, soient exclus de la milice.

« Sera considéré comme coupable de lèse-majesté tout homme qui a servi ce gouvernement illégitime; comme plus coupable, si c'est dans les armées; plus coupable encore, si c'est en combattant contre nos drapeaux; et puni de mort, si, poussé par l'obstination et la perfidie, il en est revenu blessé.

« Mais voulant saisir l'occasion de déployer notre clémence naturelle, pardonner à des imprudences de jeunesse et récompenser le repentir, nous désirons qu'on recommande à notre grâce les officiers qui n'ont été poussés que par la pauvreté et le besoin à servir les rebelles, tout en refusant de combattre contre nos drapeaux, ou qui, à la vue de ces drapeaux, ont déserté, ou qui, par un acte plus éclatant de fidélité et de repentir, se sont réunis aux troupes royales et tournés contre nos ennemis. Nous voulons aussi qu'on admette à notre service ceux qui, commandant quelque fort pour la République, l'ont remis entre les mains de nos troupes ou de nos alliés.

« Après avoir ainsi pourvu au sort des officiers de l'ancienne armée, nous ordonnons que l'on fasse figurer aux premiers rangs, dans la nouvelle organisation, ceux d'entre nos sujets qui ont combattu pour la cause du trône; nous leur remettons les fautes de leur vie

passée et les actes peut-être blâmables qu'ils ont pu commettre pendant la dernière guerre; car nous ne voyons et ne récompensons en eux que les services rendus à notre cause. En conséquence, seront nommés colonels les chefs des bandes royales, et officiers, ceux qui dans ces bandes auront combattu avec distinction. Et afin que les récompenses soient égales aux services rendus, nous déclarons actes méritoires d'avoir été le premier dans une commune à prendre les armes, d'avoir excité les citoyens à la guerre, d'avoir été à la tête d'une bande nombreuse ou fait quelque action d'éclat, et nous déclarons actes plus méritoires d'avoir conspiré contre l'ennemi et de lui avoir fait le plus de mal possible par des moyens manifestes ou secrets. »

Après la publication de ces ordonnances, on prit les mesures nécessaires pour l'enrôlement des soldats. On fut obligé de former plusieurs bataillons libres ou volontaires, parce que les soldats de la sainte Foi refusaient d'aller reprendre les travaux pénibles de la charrue ou de se plier à la discipline militaire.

X. On nomma plusieurs juntes bourbonniennes, chargées de rechercher les actes des officiers de l'ancienne armée; et, comme à la rigueur des ordonnances venait se joindre la haine des juges, il en résulta qu'un petit nombre seulement put échapper à la mort, à la prison ou à l'exil. Un conseil de guerre improvisé condamna à mort le général Federici, qui avait combattu pour la République, et un autre conseil fit périr le major Eleuterio Ruggieri, sur le corps duquel on avait trouvé deux blessures fraîches et saignantes. Alors

on inventa pour se sauver une foule de mensonges : l'un disait qu'il avait fui pendant le combat, l'autre achetait à un chef de bandes de la sainte Foi un faux certificat attestant qu'il avait déserté les drapeaux de la République; celui-ci obtenait la faveur d'écrire son nom sur les registres de Baker, de Tanfano ou de Cristallaro, achetant à haut prix l'infamie d'une trahison supposée; celui-là cachait d'honorables cicatrices, en les attribuant à quelque ignominieux prétexte, en disant qu'elles étaient le fruit d'une intrigue malheureuse. Ce n'étaient que fausses lettres, faux témoignages, séductions et mensonges. Toute idée d'honneur disparut; le lien le plus puissant des armées fut brisé. Les juntes n'avaient pas de meilleur guide dans leurs jugemens que les faits de la République; elles regardaient comme traîtres ceux qu'elle avait employés et comme fidèles ceux qu'elle avait laissés de côté; et, comme ce gouvernement avait employé les hommes courageux et laissé de côté les lâches, les châtimens étaient pour le courage, les récompenses pour la lâcheté.

Peu de temps après, on examina la conduite des généraux de l'armée de Mack et des commandans qui avaient rendu les forts de Gaëte, de Pescara et de Civitella. Le général Micheroux, qui avait été battu à Fermo et était retourné en laissant la frontière sans défense, fut déclaré absous et digne d'éloges; le général Mack et le prince de Saxe partirent de Sicile chargés de présens; Bourcard, de Gambs, Naselli, furent réintégrés dans leurs anciennes fonctions. Le lieutenant-colonel Lacombe, le lâche commandant de Civitella, fut acquitté et peu de temps après élevé au grade de colonel; le

colonel Pricard eut le même sort et fut nommé brigadier. Le maréchal Tschiudy put jouir au sein de l'oisiveté du traitement et de l'autorité de son grade. Et cependant ces commandans des forts, eux qui étaient les premières, les seules causes de l'invasion française, non-seulement s'étaient montrés lâches et incapables, mais encore avaient violé le serment qu'ils avaient fait de défendre ces murs; et par conséquent la lâcheté, toute réelle qu'elle était, n'excusait pas leurs fautes. S'ils avaient été des Napolitains braves, nobles, pleins de mérite, s'ils s'étaient illustrés par de longues années de services rendus à la patrie, ils seraient morts sur l'échafaud; mais ils étaient étrangers, ils avaient vieilli dans la servitude et dans la corruption des cours, et ne donnaient pas lieu au soupçon de trahison, nom fatal, employé par la bonne foi ou inventé par la perfidie pour couvrir toutes les erreurs, toutes les violences de la tyrannie.

On s'occupait aussi de la réorganisation des autres parties de l'État, et tous les actes du gouvernement étaient dictés par le génie malfaisant de la vengeance. Les anciens agens du pouvoir étaient dans la crainte, les solliciteurs pleins d'audace. Tous les compagnons d'armes du cardinal ne voulaient pas un poste dans l'armée : beaucoup d'entre eux demandaient des emplois civils et sédentaires. Ce de Chiaro, ancien chef de républicains, qui, comme nous l'avons raconté dans le livre IV, s'était livré avec la ville de Cosenza et ses bandes au parti de Ruffo, fut créé président de la province dans la ville même qui avait été témoin de sa trahison. Les complices de Baker, de Tanfano, de Cris-

tallaro, remplacèrent un grand nombre d'anciens employés. L'État fut reconstitué, et, bien que ce ne fût pas sur des bases de justice, comme elles étaient plus en harmonie avec la nature du peuple et des gouvernans, le gouvernement sortit plus fort de ses ruines; mais c'était cette force que donnent la destruction d'une ancienne constitution, l'avénement d'hommes nouveaux et un nouvel état de choses; de sorte que l'État était, comme à la suite d'une conquête, ébranlé et incertain jusqu'à ce que le nouveau régime fût devenu ancien : succès possible, mais qui exige beaucoup de temps ou une grande habileté et un grand talent politiques.

CHAPITRE II.

ENTREPRISES MILITAIRES DU GOUVERNEMENT DE NAPLES.

XI. Le roi, en réorganisant le gouvernement, était tombé dans les excès de la tyrannie, mot que je prononce à regret; car les lecteurs, et plus encore la postérité que les contemporains qui ont été eux-mêmes témoins des événemens que je décris, pourront supposer que mon langage est dicté par la haine, et en attribueront la sévérité à mon exil et à mes malheurs. Mais, ne pouvant trouver d'expression plus juste pour qualifier ces lois, ces actes, ces jugemens, ces exécutions de 1799, j'attendrai des temps meilleurs, j'attendrai que le gouvernement n'ait plus à exercer ni les sujets à souffrir les dernières rigueurs, pour renoncer aux noms odieux de tyrannie, de tyrans, d'esclavage et d'esclaves.

Les événemens racontés dans le chapitre précédent se passaient en présence du roi, qui était à bord d'un vaisseau anglais dans le golfe de Naples. Il partit le 4 août pour Palerme, laissant un édit où il disait qu'il avait vaincu, avec le secours de Dieu, de ses alliés et de ses sujets, un ennemi que ses armes et ses trahisons

rendaient puissant; qu'il était venu pour récompenser les services et punir la rebellion, avec laquelle il n'avait jamais eu l'intention de capituler: mais que, la justice devant avoir son cours et sa munificence royale ne voulant pas rester incomplète, il avait ordonné que l'on continuât les jugemens d'État et l'examen des services rendus par les communes ou par les personnes; qu'en s'absentant pour quelque temps de sa fidèle ville de Naples, il confiait la sûreté et le repos de l'État à l'autorité des magistrats, à la force des troupes, et surtout à la fidélité éprouvée de ses sujets, et qu'il les engageait à conserver entière ou à accroître encore la gloire qu'ils avaient acquise; que, pour lui, il serait sans cesse occupé de la pensée de leur bonheur et répandrait généreusement ses faveurs et ses bienfaits sur ceux qui les auraient mérités.

Le vaisseau anglais, conduit par Nelson, mit à la voile avec un vent favorable, et reconduisit le roi à Palerme, où il fut accueilli par des fêtes extraordinaires, comme un roi qui, après avoir échappé aux périls de la guerre, rentre dans son royaume, apportant avec lui la victoire et la paix. Un temps devait venir où l'allégresse adulatrice de ce peuple se changerait en pleurs véritables, pleurs que feraient verser les cruautés de ce même homme qu'ils fêtaient avec une joie si folle. Si, dans un pays où la force est nulle ou insuffisante, le mécontentement général se manifestait par la tristesse et l'abandon des lieux où l'on attend l'homme abhorré, cette colère muette serait éloquente et conforme à la dignité d'un peuple; mais le mérite du silence, quoique aisé et sans danger, paraît trop coûter

aux hommes mous et corrompus de notre siècle. Aussi Ferdinand, applaudi en Sicile, en 1799, pour avoir exercé sa tyrannie sur les Napolitains, applaudi plus tard, en 1816, par les Napolitains pour avoir replongé la Sicile dans la servitude, trouva dans cette double occasion un facile moyen d'assujétir ces deux peuples insensés.

Mais ni les récompenses, ni les promesses du roi, ni les efforts, aujourd'hui trop tardifs, du cardinal, ne suffirent pour modérer les Bourbonniens dans la capitale. Les violences redoublaient ou diminuaient suivant les caprices de la populace : tantôt elles cessaient par lassitude, tantôt la moindre occasion ou les mauvaises passions les faisaient renaître plus furieuses. Une guerre étrangère venait fort à propos pour éloigner du royaume ces bandes tumultueuses; le roi espérait, en les dirigeant sur Rome, chasser les Français de cette ville, et les soldats chrétiens comptaient piller la cité sainte et revenir chargés de nouvelles dépouilles. Ils se mirent en marche sous les ordres de Rodio, qui s'appelait dans ses proclamations *général de l'armée de la sainte Foi, docteur en droit civil et en droit canon.* Ils étaient accompagnés de quelques troupes réglées et de plusieurs escadrons de cavalerie commandés par le colonel Roccaromana. Sciarpa, Pronio, Nunziante, Salomone, Frà Diavolo, conduisaient ces bandes indisciplinées : elles se composaient de douze mille hommes; mais leur nombre variait, soit par l'arrivée des Romains qui se joignaient à elles, soit par les désertions. Après quelques légères escarmouches, elles campèrent à Albano et à Frascati et infestèrent la plaine qui

s'étend dans la direction de Rome : là régnait une grande agitation ; car la garnison française y était peu nombreuse. Les étendards de la chrétienté ornés de la croix sainte flottaient en vue des murs, et le général Rodio entretenait dans la ville des intelligences secrètes par l'entremise d'un Romain nommé Giuseppe Clari, qui était venu dans son camp comme partisan. Le péril de la garnison augmentait d'heure en heure ; elle était exposée au double danger de la guerre étrangère et de la guerre civile. Le général Garnier, ayant réuni, pendant la nuit du 10 août, les troupes qui attaquaient le camp des Bourbonniens et celles qui gardaient la ville, sortit par deux portes à la pointe du jour, et, par une tactique habile qui, jointe à l'ardeur des Français, doubla aux yeux de l'ennemi le nombre des combattans, il mit en déroute les premiers postes, puis les seconds. Les fuyards accrurent le trouble et l'épouvante. Toute l'armée chrétienne, incapable de tenir en plaine, se retira en désordre sur la frontière de Naples, et Garnier, ayant placé quelques postes à Albano et à Frascati, rentra à Rome au milieu des applaudissemens des républicains ; mais ces applaudissemens étaient en quelque sorte leur cri d'agonie.

En effet, les bataillons allemands qui avaient pris par capitulation la petite ville de Civita Castellana, les bataillons anglais qui assiégeaient Civita Vecchia, et de nouvelles troupes réglées qui étaient venues de Naples sous la conduite du général Bourcard, investirent Rome et obligèrent Garnier à traiter de la cession de cette ville et des châteaux que les Français gardaient dans les États romains. Le traité fut signé le 27 sep-

tembre. En voici, je crois, les clauses les plus importantes :

« Il sera permis aux Français de retourner libres dans leur patrie, et à leurs partisans de les suivre ou de rester à Rome sans avoir à craindre pour leurs personnes ou leurs propriétés. Les actes de la République seront remis et oubliés. Rome sera livrée aux troupes réglées de Naples, Civita Vecchia aux Anglais. Les Français devront avoir évacué le territoire des États romains pour le 4 octobre, en se retirant avec les honneurs de la guerre »

Ces clauses furent observées de part et d'autre. Le général Garnier, en partant, adressa aux Romains la proclamation suivante : « La fortune toujours incertaine m'a forcé à capituler avec l'ennemi. Vous trouverez dans le traité de nouvelles preuves de la loyauté républicaine, et vous verrez que j'ai eu autant à cœur les intérêts des Romains que ceux des Français; et c'est avec raison : car notre cause est la même dans le malheur comme dans la prospérité. Les actes de la République romaine sont remis et oubliés, les personnes et les biens assurés. Ceux d'entre vous qui voudront suivre les drapeaux français seront traités avec tous les égards dus au malheur et à l'hospitalité ; ceux qui resteront sous la foi des traités seront en sûreté. Résignez-vous à votre nouveau sort. Obéissez aux autorités qui ont le pouvoir. » Bourcard annonça par un édit que les clauses de la capitulation seraient fidèlement observées, que les actes de la République seraient oubliés, qu'on punirait seulement les nouvelles fautes, mais avec rigueur. Il ordonnait en même temps

que l'on déposât les armes et qu'on les remît entre ses mains, que les compagnies de la garde urbaine fussent dissoutes, et que les emblêmes de la République disparussent.

XII. Le 30 septembre, l'armée française sortit de Rome; l'armée napolitaine y fit son entrée. La première était suivie par une foule de Romains fugitifs; la seconde, par les bandes de la sainte Foi. Cependant les arbres de la liberté furent abattus pendant la nuit, et l'on vit paraître le lendemain un grand nombre d'emblêmes pieux qui jusque-là étaient restés cachés. On arbora sur le château Saint-Ange et sur les édifices publics le drapeau napolitain, et l'on apposa le scellé royal sur les portes du Vatican et du Quirinal. Le sceau de l'autorité pontificale n'y était point. Un seul arbre de la liberté s'élevait encore dans la place du Vatican. Le général Bourcard voulut qu'il fût abattu et brûlé solennellement, et que les cendres en fussent jetées aux vents; mais la fête dégénéra en émeute. Ces actes de haine et de vengeance de l'autorité suprême réveillèrent les haines et les vengeances des gens du peuple; ils traînèrent par la ville le buste en marbre de Brutus, maltraitèrent les partisans de la République, pillèrent les maisons, volèrent dans les rues. Enfin les troupes, qui assistaient sous les armes à la cérémonie sur la place du Vatican, se divisèrent en patrouilles, parcoururent la ville et y ramenèrent la tranquillité.

Le commandement de Bourcard tomba bientôt après entre les mains du général Diego Naselli, prince d'Aragon, qui vint de Naples au mois d'octobre avec la

charge et le titre de commandant général militaire et civil des États de Rome. On apprit dans le même temps la mort de Pie VI. Le siége pontifical était donc vacant; le prince d'Aragon restait seul et souverain maître; les premiers actes de son autorité étaient attendus avec anxiété. Ils parurent et furent terribles. Dans un édit du 9 de ce mois, il fit connaître les pouvoirs que lui avait conférés le roi de Naples, conquérant de Rome; et se dit envoyé pour rétablir l'ordre dans l'état, pour faire disparaître les emblêmes et les souvenirs de l'infâme république, et pour purger cette partie de l'Italie du fléau désolateur de la démocratie. La crainte perçait à travers les menaces. Il exagérait ses forces et celles des Allemands, des Russes, des Turcs, des Anglais, qui, disait-il, étaient en route pour venir écraser les rebelles. Le chef du gouvernement tremblait donc. Mais il était puissant, et les sujets tremblaient plus encore.

En effet, par de nouveaux édits, il enjoignit aux étrangers de sortir sur-le-champ de Rome, menaçant de mort ceux qui désobéiraient ou tarderaient à exécuter cet ordre, et les Romains qui favoriseraient la désobéissance. Il envoya en exil, sans examen et sans jugement, les cinq notaires qui avaient dressé l'acte de la déposition de Pie VI du trône temporel, et plusieurs autres citoyens, par la seule raison qu'ayant été employés ou partisans de la République, ils choquaient et scandalisaient les regards par leur présence. Il remplit les prisons d'hommes honorables, parmi lesquels on citait pour la noblesse de son caractère et son haut mérite le comte Torriglioni di Fano. Bientôt, se laissant em-

porter par la passion, il fit conduire sur des ânes, au milieu d'un cortége de sbires et d'une populace insolente, Zaccaleoni et de Matteis, hommes vertueux, derniers consuls de la République romaine, et derrière eux trente autres habitans connus pour les services qu'ils avaient rendus à l'État. Il confisqua les biens des fugitifs, des condamnés, des absens, de tous ceux qu'il punissait arbitrairement. Car, dans ses édits, en déterminant les châtimens ou les amendes, il avait coutume d'employer cette formule : « *Sous notre bon plaisir.* » Pour éterniser ces persécutions, il organisa la police, multiplia les sbires et les espions, créa un tribunal *d'État* qui jugeait suivant les règles de la junte de Naples. A la vue de tant d'injustice dans le chef du gouvernement, la licence du peuple et de l'armée, déjà faiblement contenue, ne connut plus de bornes. Les Romains, qui passaient pour partisans de la République, étaient persécutés de mille manières par la populace, par les soldats de la sainte Foi, et, il faut le dire, quelque pénible que soit cet hommage rendu à la vérité, par quelques membres de l'armée napolitaine, qui tous pillaient les maisons et les boutiques, profanaient la sainteté des foyers domestiques, insultaient, frappaient et tuaient ceux qui résistaient à leurs mauvais desseins.

Tel était le malheureux état de choses qui régnait à Rome, et que le prince d'Aragon appelait rétablissement de l'ordre. Pendant ce temps, il refaisait les lois pour la justice ordinaire, pour les finances, pour l'administration, toujours au nom du roi de Naples, oubliant complètement le souverain pontife, imitant la

constitution et les formes du gouvernement du royaume, et déclarant même que les peuples ne devaient obéir à d'autre autorité qu'à celle qui émanait de S. M. sicilienne. Il créa un tribunal sous le nom de Régence de Justice pour les causes civiles, et un autre sous celui de Régence de Police pour les causes criminelles. Les deux régences, réunies en une seule magistrature, représentaient, par imitation, la grande cour du Vicariat napolitain; de même, un tribunal nouveau, le tribunal de la Chambre, chargé de juger les causes civiles des communes et des administrations publiques, ressemblait à la Chambre Sommaire; et un Conseil de Rote, magistrature suprême d'appel dans les sentences criminelles ou civiles de la régence et consultative dans les cas de grâce ou dans les commissions du gouvernement, représentait la chambre royale de Sainte-Claire. Il créa, comme chez nous, des magistrats spéciaux pour le commerce, l'agriculture, les arts; et, pour compléter la ressemblance, il établit la junte d'état terrible et souveraine. Les Codes, déjà auparavant confus et incertains, augmentés, pendant les révolutions politiques, de nouvelles lois et de nouveaux règlemens qui étaient autant d'entraves nouvelles pour l'intelligence et la conscience des juges, furent encombrés par le prince d'Aragon, d'autres statuts empruntés à la législation napolitaine.

Il pourvut ensuite aux finances. La chute du gouvernement papal, l'établissement de la République, le long séjour des armées françaises à Rome, l'irruption des ennemis de la France, la guerre étrangère et la guerre civile, l'infertilité d'un territoire peu étendu, deux ans

de mauvaises récoltes, et, ce qui est pis encore, l'incertitude générale qui tarit toutes les sources de la richesse, tout avait contribué à appauvrir et épuiser l'État de Rome. Mais le général Naselli imagina différens moyens pour remplir les caisses du trésor public. Il révoqua par une nouvelle loi les ventes, les rentes, les fermes, toutes les aliénations des biens dits nationaux pendant la République romaine, déclara ces biens domaines de l'État, confisqua par de nouvelles ordonnances les terres des républicains qui, sans être encore condamnés, étaient en prison, fit revivre les anciennes taxes, en imposa de nouvelles, et une entre autres sur les terres. Par une innovation surprenante il assujettit à l'impôt le clergé lui-même et abolit ses immunités, taxant patrimoines sacrés, abbayes, monastères, couvens, hôpitaux, établissemens pieux et toute personne privilégiée, à quelque degré que ce fût, et quiconque avait acquis ces biens à titre onéreux.

Ces actes étaient contraires à toutes les habitudes romaines et semblaient annoncer une possession pleine, entière et durable du roi des Deux-Siciles, bien que ce fût le général allemand Froelick qui commandât en maître dans les marches, de sorte qu'il s'éleva un soupçon que les monarques conquérans voulaient retenir en leur pouvoir les pays vaincus afin d'en trafiquer comme d'une vile marchandise le jour où ils comptaient se partager les peuples conquis. Et ce jour, ils l'espéraient bientôt; car, pendant tout le cours de l'année 1799, les revers des armées françaises s'étaient multipliés. Macdonald avait été vaincu à la Trébia, Joubert à Novi, Lecourbe dans le Piémont; les forteresses étaient per-

dues; Gênes chancelait. L'Italie était reconquise par les anciens rois; la France menacée sur les bords du Var et du haut des montagnes de la Savoie; le directoire de la République impuissant; la nation découragée et affaiblie par les désordres. A cette vue les rois, ne craignant plus le retour des prospérités de la France, donnaient un libre cours à leurs ambitions et à leurs espérances.

XIII. Ils ne voyaient pas quelles destinées apportait avec lui d'Orient le général Bonaparte. Il avait appris la détresse de la France, et voyant qu'en Égypte la guerre languissait, que la victoire était incertaine, et que la République ne réalisait point ses promesses, il avait laissé à la tête de l'armée le général Kléber, et sur une frégate que secondèrent les vents et la fortune, à travers les mers et les dangers, il avait débarqué à Fréjus et était arrivé en triomphateur à Paris. Son apparition fut comme celle d'un météore. La grandeur de l'événement, l'incertitude sur ses projets, les espérances et les craintes, tout semblait tenir du prodige. Tous les partis s'agitaient. Et lui seul, immobile au milieu du mouvement universel qui se faisait autour de lui, pesait les événemens. Et quand il eut résolu dans sa pensée de changer en un gouvernement plus ferme la république livrée au désordre, en prenant le titre de consul, il devint dictateur. Il n'entre pas dans mon sujet de raconter les circonstances extraordinaires de ce fait; les histoires de France les ont fait assez connaître. Mais comme le nouvel ordre de choses survenu dans cet État confondit les opinions des gouvernemens et des peuples, il ne

sera pas inutile d'examiner les effets politiques qu'il produisit parmi nous.

Ce retour d'Égypte déplut aux princes, à cause du nom illustre du général, et parce qu'ils craignaient que la France ne trouvât en lui un soutien dans sa détresse, quoiqu'ils fussent loin encore d'imaginer de quel poids pouvait être un seul homme. D'un autre côté, ils virent avec plaisir la chute de la République; c'était pour eux la preuve que le gouvernement d'un seul était celui qui convenait alors aux sociétés. Ne soupçonnant pas qu'un soldat de fortune pût se faire roi, ils espéraient que, quand il aurait enchaîné les passions populaires et étouffé les ambitions diverses des grands, le parti royaliste dans l'intérieur, les émigrés au-dehors, les rois et les armées étrangères pourraient plus facilement ramener Louis XVIII sur le trône de France; leurs espérances allaient si loin qu'ils croyaient que Bonaparte était disposé à lui en aplanir la route, et qu'il se contenterait des récompenses que donnent les rois : des titres, des honneurs, des richesses et l'esclavage; telles étaient les idées des princes. Mais les hommes d'un esprit libre et indépendant gémissaient sur la chute de la République, traitaient Bonaparte de dictateur, de César usurpateur, aiguisaient les poignards de Brutus et espéraient, à chaque lettre qu'ils recevaient de France, apprendre la chute du tyran.

Entre les premiers et les seconds, tous animés par des haines ou des espérances diverses, un petit nombre de penseurs voyait dans le consul le sauveur de la société nouvelle. En effet, la France n'avait rien d'un état républicain que les apparences; c'était une véri-

table tyrannie dans les chefs, une véritable servitude dans les sujets. Les uns commandaient en rois, les autres obéissaient en vassaux ou désobéissaient en rebelles. Le passage immédiat à un régime complet de liberté était impossible, parce que, dans les esprits et dans les mœurs, il n'y avait d'autres idées de gouvernement et d'autres habitudes que les idées absolues de commandement et d'obéissance. Bonaparte comprit cet état de choses : il s'unit aux opinions et aux besoins du peuple, et se fit consul; et, dès ce jour, on put espérer raisonnablement dans le monde de voir se consolider les améliorations possibles de la révolution française. Si cette révolution avait pu jusque-là résister aux guerres civiles et étrangères, elle le devait moins à la force de son gouvernement qu'à certaines nécessités impérieuses de la guerre, à quelques hommes supérieurs, et au premier enthousiasme de la liberté, enthousiasme déjà bien refroidi par les revers et les fautes du gouvernement.

Pendant qu'en France le consul réorganisait l'État, faisait aux monarques étrangers des propositions de paix qu'ils n'acceptaient point, et levait des armées nouvelles, les revers des troupes françaises continuaient en Italie, et le conclave rassemblé à Venise délibérait sur le choix du nouveau pontife, qui, quel qu'il fût, devait être ennemi de la France. En conséquence, le cardinal Ruffo, muni des instructions du roi des Deux-Siciles, et animé en même temps par son ambition personnelle, se rendit à Venise, après avoir remis les rênes du gouvernement entre les mains du prince de Cassero, Sicilien, nommé par le roi vice-roi du royaume,

homme magnifique, sage et humain pour ces temps de cruauté; et son humanité dut avoir souvent lieu de gémir : car il ne se passait pas de jour que, sur la place infâme du Marché, on ne vît suspendus au gibet ou décapités des hommes jusque-là considérés pour leurs talens ou leurs vertus. Les supplices se multiplièrent à tel point qu'on négligeait de donner aux condamnés les consolations ordinaires de la religion; et le juge Guidobaldi, pour épargner de trop grands frais au trésor royal, fit un nouvel arrangement avec le bourreau, et, au lieu de lui payer chaque exécution séparément, il lui assigna un traitement mensuel.

XIV. Ainsi finit l'année 1799, année féconde en morts pour toute l'Italie et pour le monde. Ce fut alors qu'une découverte nouvelle vint répandre sur l'humanité ses bienfaits réparateurs, l'inoculation de la vaccine, heureux préservatif contre la petite vérole. Le remède était certain, car il était en usage chez les peuples de l'Orient, dans la Géorgie et la Circassie, où l'extirpation de la petite vérole naturelle par l'inoculation de la vaccine devint, dit-on, la cause de la beauté des femmes géorgiennes et circassiennes. L'Europe, voyant mourir chaque année un nombre infini d'enfans, chercha un remède à ce fléau, en inoculant dans des temps et des conditions déterminées la vaccine d'homme à homme. Ce genre d'inoculation, qui produisait déjà d'heureux effets, prépara les voies à une découverte plus perfectionnée. En 1775, une réunion de médecins, à Paris, agita la question de la contagion du vaccin. Mais l'idée ne produisit aucun résultat jusqu'en 1799, où elle fut

reproduite à Londres par un médecin anglais, Jenner, qui, ayant fait venir d'Orient du virus-vaccin, et en ayant fait l'essai sur un grand nombre d'enfans, en publia l'effet, appuya sa brochure de preuves anciennes et nouvelles, et changea en doctrine et en fait ce qui n'était jusqu'alors qu'une conjecture stérile. Le bruit de ce glorieux succès éveilla la jalousie de l'École de Médecine en France. Elle se vanta d'avoir, dans ses discussions académiques, devancé Jenner; mais l'honneur resta tout entier au médecin anglais. En effet, une découverte dans les arts ou dans les sciences, c'est la certitude d'un fait succédant au vague et à l'obscurité de faits antérieurs, c'est le moment où la science ou l'art est déjà à ce point de maturité où la découverte est pour ainsi dire nécessaire; et le plus habile ou le plus heureux qui rend évidente l'expérience, est regardé à juste titre comme l'inventeur, quels qu'aient été les doutes et les recherches infructueuses de ceux qui l'ont précédé.

La doctrine de Jenner se répandit en Europe, malgré les obstacles qu'elle rencontra dans la guerre, dans la tendresse des parens qui craignaient d'être les premiers à faire l'expérience, et, chose incroyable! dans la religion. Quelques médecins écrivirent contre la vaccine. Les prédicateurs, du haut de la chaire sacrée, déclarèrent le remède criminel et impur. Ils prétendaient tous qu'on n'avait aucune preuve de la durée de ses bons effets, et qu'il était facile, dans un âge plus mûr, d'être atteint, et avec plus de danger, de la petite vérole ou d'une autre maladie occasionée par la violence faite à la nature. Ce fut au milieu de tous ces

doutes que, en 1800, le docteur anglais Marshall vint à Naples pour propager ce préservatif salutaire; et Naples, avide de nouveautés, lui donna toute confiance. Le roi Ferdinand établit des comités de vaccination; il la prescrivit aux hôpitaux, aux établissemens publics et aux maisons de piété, à la colonie favorite de San Leucio, et se mettant au-dessus des frayeurs du vulgaire et se conduisant en bon roi, il la prescrivit aussi à sa famille; il la propagea en Sicile et à Malte, et donna des témoignages flatteurs de sa reconnaissance à Marshall, qui repartit comblé de présens et d'honneurs. Et cependant la vérité, la raison, l'expérience, la tendresse, ne suffisent pas encore, après trente ans d'expérience, pour triompher de l'erreur de beaucoup de parens qui rejettent la vaccine, parce qu'un faux scrupule de religion leur représente ce remède comme un péché.

XV. Au commencement de 1800, les succès des rois d'Italie et d'Allemagne commencèrent à décliner; car la France, sous la main de Bonaparte, pleine de confiance dans son grand nom et dans son grand génie, sentit renaître son courage et sa force. Une nouvelle armée, nombreuse et abondamment pourvue de munitions de guerre, était réunie à Dijon; les bords du Var étaient évacués; les troupes piémontaises et russes étaient arrêtées en Savoie; les étendards de la République avaient reparu dans la Suisse et sur les rives du Rhin; l'Europe reconnaissait le bras puissant qui, suspendu en l'air, attendait le moment de frapper. Le gouvernement de Naples n'était pas encore rassasié de ven-

geance, comme je le montrerai plus tard; mais d'autant plus timide qu'il était plus cruel, il dissimula ses ressentimens, et par un édit qui parut sous le nom d'*indulgence* (*indulto*), le jour de la fête du roi, 30 mai 1800, il remit les délits politiques passés, disant que le moment était venu de jouir du repos; qu'il désirait que ses sujets se regardassent comme ses enfans et comme frères entre eux; qu'en conséquence il suspendait les jugemens d'État, qu'il défendait les accusations, les dénonciations, les enquêtes judiciaires; en un mot qu'il pardonnait, oubliait et remettait les crimes de lèse-majesté; mais que, la prudence imposant certaines bornes à l'indulgence, il excluait du pardon les fugitifs, les hommes jugés, beaucoup de prisonniers, et ceux que, par des raisons de haute sagesse et d'utilité publique, la police retenait dans les prisons; que ces grâces ne constituaient pour aucun des citoyens le droit de rentrer dans les places qu'ils avaient perdues, puisqu'ils devaient leur délivrance non à la justice, mais à la clémence du prince.

Cet édit semblait être le terme des persécutions. Alors les pensées se reportant vers le passé mesurèrent l'étendue des désastres qu'on avait soufferts. Le gouvernement prit soin d'empêcher qu'on pût calculer le nombre de ceux qui avaient péri dans les guerres civiles et l'anarchie à laquelle avaient été plus ou moins en proie les différentes villes du royaume. Les fugitifs s'élevaient à trois mille, les exilés à quatre; il y avait eu plusieurs centaines de citoyens condamnés à la prison, beaucoup plus de condamnés à mort, dont cent dix dans la capitale; après l'édit de grâce il en restait encore mille

autres en prison et sous le coup de la peine capitale. Cependant sept mille avaient été mis en liberté. On regarda surtout comme un grand bienfait la nomination du duc d'Ascoli comme chef de la police : il était nouveau dans l'administration publique ; mais, comme la noblesse de son caractère égalait celle de sa naissance, le public espérait en lui. Il se montra juste pour les gens de bien, sévère à l'égard de la populace encore remuante et agitée par le souvenir de ses rapines de 99, qu'elle avait déjà dévorées dans le vice et la débauche. Ce même régent (c'était le nom qui lui avait été donné, nom emprunté à une ancienne époque) faisait infliger aux lazzaroni seulement des châtimens corporels, peine infamante, qui, bien qu'elle ne fût pas une nouvelle flétrissure pour cette race dégradée, était dangereuse en ce qu'elle était arbitraire, et injuste en ce qu'elle établissait l'inégalité entre les citoyens.

XVI. Lorsque la tranquillité fut à peu près rétablie dans le royaume, le roi, espérant sans doute que ce serait sur une pierre muette plutôt que sur ses lois et ses actions que se baseraient les jugemens de la postérité, chargea le fameux sculpteur Antonio Canova de faire sa statue en marbre, avec des formes colossales et dans une attitude guerrière. Il fonda un ordre de chevalerie, appelé de son nom ordre de Saint-Ferdinand et du Mérite, parce qu'il était destiné à décorer ceux des sujets ou des étrangers qui s'étaient distingués par leur fidélité dans les guerres civiles de l'année précédente. La croix est d'or et d'argent : elle se termine aux quatre extrémités par des fleurs-de-lis ; dans le milieu est représenté le

saint sous le costume de roi de Castille; la devise est : *fidei et merito;* le cordon est de couleur azurée et bordé de rouge. Le roi est grand-maître de l'ordre. Viennent ensuite les grand'croix, qui ne peuvent s'élever au-delà de vingt-quatre; le nombre des commandeurs et des simples chevaliers n'est limité que par le bon plaisir du roi. Les statuts sont les mêmes que ceux de l'ordre de Saint-Janvier et de quelques autres institués pour récompenser les services militaires. Trois mois après, par une autre loi, le roi ajouta au nouvel ordre deux médailles en or et en argent pour les grades inférieurs des armées de terre et de mer, accordant avec la médaille une pension indéterminée et assez considérable. Tous les membres de la famille royale furent grand'croix, ainsi que les plus puissans rois de l'Europe et les premiers personnages du royaume. Mais dans les degrés inférieurs l'ordre fut avili, parce qu'on vit la décoration sur la poitrine d'hommes qui, dans les armées de la sainte Foi, n'avaient pas effacé les infamies de leur vie.

Les événemens de la France augmentaient chaque jour l'incertitude et la crainte. Il fut arrêté dans le conseil du roi qu'on lèverait une armée considérable, malgré l'épuisement des finances, qui étaient insuffisantes aux besoins présens de l'État. C'était avec l'argent de Naples qu'on alimentait toutes les troupes napolitaines, qu'on faisait vivre dans Rome appauvrie une nombreuse garnison, qu'on soutenait avec les Anglais le blocus de Malte, qu'on nourrissait les escadres russes venues en grand nombre pour attendre la fin de ce blocus. Et cependant les conseillers du roi, que rien n'arrêtait quand

il s'agissait de prendre des mesures de rigueur, proposèrent de lever une nouvelle armée et d'imposer de nouvelles contributions aux peuples, qui, disaient-ils, étaient redevables au roi d'innombrables bienfaits, et qui se devaient à eux-mêmes de défendre la patrie. En conséquence, il fut décrété qu'on formerait soixante nouveaux régimens, quarante-quatre d'infanterie, seize de cavalerie; en tout, soixante-sept mille deux cent vingt-huit hommes, neuf mille sept cent quatre-vingt-douze chevaux, cent soixante-seize canons. On se procurerait les hommes avec les réserves des anciennes levées et les levées nouvelles, en prenant dix soldats sur mille âmes. On tirerait au sort pour savoir qui donnerait les chevaux. Les propriétaires seraient chargés de leur équipement et de leur nourriture; les communes fourniraient tout l'attirail de guerre pour l'infanterie, les tentes, les machines de camp, les canons, les munitions, et un mois de solde. Le service serait confié, pour le temps de paix, aux gardes nationales; pour le temps de guerre, il serait réglé selon le besoin : il durerait cinq ans. Les officiers seraient choisis parmi ceux qui s'étaient distingués dans l'armée de la sainte Foi. Les soldats auraient la juridiction spéciale dans les causes criminelles ou civiles; ils jouiraient des honneurs, des distinctions, des dignités en usage dans le royaume, et de récompenses proportionnées au mérite et aux services.

C'était une charge onéreuse pour les citoyens. Aussi cette loi devint-elle la source de beaucoup d'injustices et de rapines dans les provinces et dans la capitale. Le seul bon effet qu'elle produisit pour le gouvernement, ce fut de répandre en Italie le bruit des préparatifs

d'une nouvelle et nombreuse armée rassemblée sous les auspices d'un roi qui était l'ennemi le plus déclaré de la France. Mais cette nouvelle n'arrêta point les troupes réunies à Dijon. Je rapporterai sommairement les opérations merveilleuses de cette armée, renvoyant ceux qui désirent en connaître tous les détails aux récits des généraux Dumas et Jomini : le premier a su mêler à la vérité des faits les images les plus poétiques ; le second, les plus savantes théories stratégiques. Je pourrais même me dispenser de raconter ces prodiges, si un double attrait ne m'engageait, comme historien et comme homme de guerre, à parler de grandes choses et d'expéditions militaires, et si je n'espérais présenter quelques nouveaux aperçus sur cette campagne. On verra que les merveilles des armées de l'antiquité ont été effacées par celles des armées modernes, et qu'il ne reste à nos aïeux que la supériorité des vertus civiles ; vertus qui elles-mêmes, si les cieux ne se montrent pas trop cruels pour nous, seront dans peu de temps égalées et surpassées par ceux qui nous succèderont.

XVII. Quand le premier consul apprit comment les Allemands gardaient l'Italie, après avoir fait reconnaître la chaîne des Alpes par des ingénieurs habiles, il résolut de conduire l'armée par les quatre vallées du Saint-Gothard, des deux Saint-Bernard et du mont Cenis. Par ce moyen, il arrivait à l'improviste et rompait par le milieu la ligne de l'ennemi, dont une partie distribuée dans la Lombardie et l'autre sur les montagnes de Gênes et le long du Var, laissaient le centre

mal gardé. Le secret était nécessaire. Le premier consul sut si bien cacher ses projets, les nouvelles recrues arrivèrent à Dijon si lentement et par détachemens si peu nombreux, et les anciennes troupes se réunirent dans d'autres villes si paisiblement, que l'armée de Dijon était regardée comme un mensonge par le général Mélas, commandant en chef des Allemands en Italie, et par les imprévoyantes cours de l'Europe. Mais, le 17 mai de l'année 1800, l'armée principale se mit en marche, conduite par Berthier, sous les ordres de Bonaparte ; elle arriva en peu de temps du pied du Saint-Bernard au sommet de la montagne, où elle ne voyait que la glace et le ciel, et les nuages qui s'amoncelaient sous ses pieds. Je ne raconterai pas comment et à travers combien d'obstacles et de fatigues, hommes, chevaux, chariots et artillerie parvinrent à franchir ces rochers. Il suffit de dire que cette armée déploya toutes les ressources de l'intelligence et du génie, et fit tout ce que peut la constance, tout ce qu'exige la nécessité. Les machines furent démontées et portées par pièces, les canons traînés sur des chariots de nouvelle invention. On vit le soldat chargé de soixante-dix livres françaises, tant en armes qu'en vivres et en munitions de guerre, monter la pente escarpée en transportant à bras des poids énormes ; et quand il fallut descendre, et que les difficultés du terrain augmentèrent, on le vit placer les canons dans des troncs d'arbres creusés et les pousser sur le revers de la montagne, régler la chute des autres bagages, se tenir à peine sur ces glaces éternelles ; et un soldat ayant imaginé de s'asseoir sur la glace et de se laisser glisser sur la pente rapide, cet

exemple fut suivi par le premier consul et par l'armée tout entière, et en deux jours ces hauteurs inaccessibles furent franchies.

Les trois autres armées s'avançaient par les autres montagnes et les autres vallées avec les mêmes efforts et le même succès : le général Moncey par le Saint-Gothard, Chabran par le Petit Saint-Bernard, Thureau par le mont Cenis. Soixante mille hommes, avec chevaux, armes et machines, venaient de quatre côtés fondre sur l'Italie comme des torrents. L'armée principale, après avoir chassé des villes d'Aoste et de Châtillon les garnisons allemandes, fut arrêtée au fort de Bard. Ce fort est bâti sur un roc immense, dans l'endroit le plus étroit de la vallée, et flanqué de rochers déserts et infranchissables. Près de là se trouve une petite ville fortifiée, et au-dessous roulent les eaux rapides de la Dora; l'enceinte, de forme elliptique, est à peine de trois cents mètres. Quelques tours détachées du fort augmentaient les moyens de défense. Les murs étaient garnis de vingt-deux canons, et gardés par trois cent quatre-vingts soldats, sous les ordres du capitaine allemand Bernkopf : une petite rue traverse la ville le long du glacis. On demanda passage au commandant du fort, il le refusa; on le menaça, il répondit aux menaces avec énergie; on chercha à l'effrayer en disposant les troupes comme pour l'attaque, il se prépara à la résistance; on tenta l'assaut, il le repoussa. Le lendemain, les demandes, les menaces, les attaques, furent renouvelées et toujours sans succès. Pendant ce temps on manquait de vivres et de moyens pour s'en procurer. L'entreprise se divulguait. Hommes, génie,

destinées, tout allait périr au pied de ce petit fort.

La nécessité fit ouvrir par une autre montagne, l'Alberedo, un passage en forme d'escalier, difficile pour l'infanterie, dangereux pour la cavalerie, impossible pour l'artillerie. Les Français prirent la ville en escaladant les murs, et dans leur bouillante ardeur assaillirent le château, comptant pour rien les blessés et les morts quand il s'agissait du salut de l'armée. Ils renouvelèrent leurs attaques pendant la nuit, mais ils furent repoussés avec des pertes plus considérables. Leur désespoir, honorable pour le capitaine Bernkopf, leur suggéra l'idée de transporter leurs canons par les rues de la ville sous le feu du château. Après avoir ainsi perdu des hommes et du temps, et laissé un fort détachement pour assiéger la citadelle, cette armée arriva dans les plaines d'Italie, avec les trois autres divisions; mais, quoiqu'elles eussent établi leur camp dans les lieux désignés entre Suse et Bellinzone, elles n'étaient point dans un bon ordre de bataille. Car les vallées, partant, comme d'un centre commun, d'un groupe de montagnes, vont s'élargissant et s'écartant l'une de l'autre: les formations des quatre colonnes, la rapidité de leur marche, leur route, leur but, donnaient à cette guerre les caractères de l'invasion avec les avantages et les inconvéniens qui en résultent. Ainsi, d'un côté, il n'y avait point de base d'opérations, la chaîne des Alpes n'étant point une base; les lignes d'opérations étaient divergentes, les vivres abandonnés au hasard, l'ordre peu régulier, la retraite difficile. Mais, d'un autre côté, la conquête était rapide, en apportant dans le camp ennemi la surprise et le désordre. Les circonstances de cette

campagne, jusqu'à la bataille de Marengo, expliquent la cause des marches incertaines et hasardeuses de Mélas et de Bonaparte, et excusent dans les chefs des deux armées beaucoup d'actions qu'on a appelées des erreurs, bien qu'elles fussent l'effet inévitable de la nature des choses.

Ce fut donc un bonheur pour les Français que le général Mélas n'eût pas voulu croire à l'armée de Dijon, et eût porté tous ses efforts autour de Gênes et sur les bords du Var. Pendant ce temps-là, de riches magasins tombaient entre les mains de l'ennemi. La forteresse de Pavie était sans garnison; les Français s'en rendaient maîtres, et y trouvaient des armes, des vêtemens, des vivres en abondance. Mais la prise de Milan, mille rapports et mille faits ayant donné à Mélas la certitude que le premier consul était en Italie avec une grande armée, il abandonna le Var, rappela de Gênes le général Ott et ses troupes, et rassembla tout ce qu'il put d'hommes, de chevaux et de canons. La forteresse de Gênes avait succombé. La garnison française se réunit aux légions que commandait dans le Dauphiné le général Suchet, et forma une armée forte de vingt mille soldats. En même temps les Français dans la Haute-Italie, poursuivant leur marche rapide, franchirent le Pô; le général Murat prit Plaisance; les communications entre les Allemands de la haute et de la basse Italie furent interrompues, et l'armée tout entière fut divisée en deux, sous Alexandrie et sous Mantoue. Les dispositions des quatre armées étaient bizarres : les deux principales étaient dans le milieu; sur les flancs et sur les derrières étaient des armées moins

fortes, mais considérables encore. Bonaparte avait sous ses ordres quatre-vingt mille soldats, Mélas cent six mille, sans compter les Allemands d'Ancône et de la Toscane. Mélas avait besoin de temps, Bonaparte de batailles; mais le premier, sentant la nécessité de s'ouvrir un chemin pour communiquer avec l'armée de Mantoue, et comptant sur l'état de dispersion des camps français, sur la supériorité du nombre, et sur les souvenirs des victoires récemment remportées sur les armées de la République, il rassembla autour d'Alexandrie trente et un mille soldats, vingt-trois mille d'infanterie et huit mille de cavalerie, avec une bonne artillerie. Il fit occuper les bords de la Bormida et fortifier le village de Marengo, qui domine une vaste plaine, seul terrain, dans cette partie de l'Italie, qui ne soit pas coupé par des canaux, et où la cavalerie, plus forte du côté des Allemands, pouvait facilement manœuvrer.

Tel était l'état des choses le 12 juin. Les mouvemens rapides et généraux des deux parts, confondant les rapports des espions, des prisonniers, des déserteurs, rendaient incertaine la position des armées. Bonaparte, le lendemain, fit attaquer Marengo. Les Allemands l'abandonnèrent; mais leur départ cachait peut-être une ruse. Bonaparte, ignorant les desseins de Mélas, tint éloignés quelques-uns de ses détachemens, et campa derrière Marengo avec quinze mille cinq cents hommes d'infanterie, trois mille sept cents de cavalerie. Cet habile général fut donc étonné, lorsque le 14, dès l'aube du jour, il vit déboucher de la Bormida, sur trois ponts, de fortes colonnes d'Allemands. Il

pouvait, en changeant de direction, éviter le combat; mais c'eût été compromettre la gloire de son nom, et accorder à l'ennemi ce qu'il désirait le plus, un passage par la Haute-Italie. Il résolut donc d'accepter la bataille, et de rappeler à la hâte les détachemens qu'il avait éloignés, comptant du reste sur la valeur de ses troupes, sur ses talens, sur la fortune. Il forma en ligne sa trop peu nombreuse armée, la disposant, ce que croiraient difficilement les plus habiles écrivains stratégiques, de façon à pourvoir à ce qui lui manquait le plus, au temps; et, parcourant les rangs de ses soldats, il leur rappela la gloire de leurs actions passées, les enflamma du désir d'acquérir une gloire nouvelle, et dit en finissant : « Et nous aurons la victoire, si le temps ne nous manque pas. »

Mélas, de son côté, vit que la victoire dépendait pour lui de la promptitude; mais quoique l'armée traversât la rivière sur trois ponts, comme elle ne sortait du camp que par une seule porte, elle employa trois heures à opérer ce mouvement. Elle attaqua Marengo avec des forces doubles de celles des Français, et allait s'en emparer, lorsque de nouvelles troupes se présentèrent pour l'arrêter. De nouveaux assaillans parurent, et, au milieu du jour, les Français furent obligés de laisser Marengo pour recommencer la lutte dans d'autres endroits de la plaine. Il n'entre pas dans mon sujet de décrire en détail les marches, les contremarches, les succès et les revers alternatifs de l'infanterie ou de la cavalerie. Je dirai seulement qu'à une heure après-midi, l'armée française, abandonnant la plaine, se retira sur les collines, retraite que l'ennemi,

fier et pressant, lui rendit difficile et sanglante. Tous les corps français étaient aux prises, excepté les gardes consulaires au nombre de huit cents fantassins et trois cent soixante cavaliers qui servaient de réserve. Bonaparte envoya les huit cents fantassins dans la plaine; et là, se formant en bataillon carré, ils soutinrent les attaques de l'infanterie, les charges de cavalerie, les mitraillades de l'artillerie, et donnèrent aux troupes françaises le temps de se rallier; et comme ce bataillon, par son immobilité, ressemblait plus à un mur qu'à un carré formé par des hommes, il reçut le surnom honorable de *redoute de granit*.

Bonaparte leur donna ensuite l'ordre de quitter la plaine, et ces braves affaiblis, mais non découragés, combattirent sur un autre terrain. Mais déjà l'armée allemande enveloppait les Français de tous côtés; la confusion était dans les rangs; il n'y avait plus ni ordre, ni mouvemens réguliers. On se battait çà et là; la victoire était aux Allemands, il ne leur restait plus qu'à triompher des derniers efforts d'une valeur désespérée. Alors Mélas, formant ses troupes en colonnes, et laissant ses lieutenans Ott et Zach pour recueillir les fruits de la victoire, alla à Alexandrie pour apprendre au monde par ses bulletins le résultat de la bataille, et pour préparer les opérations du lendemain; il était à peu près trois heures de l'après-midi, et le combat durait encore. Car le premier consul, de son quartier-général de San Giuliano, quoique témoin de toutes les pertes de son armée, ne cherchait pas à en rallier les débris, ne disposait point la retraite, désirant que la mêlée continuât. En effet, informé par des courriers

que le général Desaix, avec neuf mille soldats, arriverait d'un instant à l'autre à son secours, il annonça cette nouvelle à ses troupes, les assura de la victoire, et ordonna que sur toute la ligne on résistât à l'ennemi. Et les bataillons épuisés résistaient.

A quatre heures, Desaix arriva. Le premier consul, parcourant les rangs, dit à ses soldats : « Nous avons assez reculé ; il est temps d'avancer, pour nous reposer pendant la nuit, suivant notre coutume, sur le champ de la victoire. » Les restes les plus nombreux de l'armée française étaient campés à San Giuliano, où Desaix arriva et où le général Zach, certain de la victoire, s'avançait avec cinq mille soldats; mais il se trouva en présence d'une armée rangée en bataille, qui semblait sortie de terre. Il était impossible au général allemand d'éviter le combat ou d'avoir du secours; car, depuis deux heures, les mouvemens des deux côtés s'opéraient sans ordre, sans régularité, sans chef suprême, suivant les caprices de plusieurs commandans et au hasard. Zach fut déconcerté ; cependant il combattit avec tout le courage d'un Allemand. Desaix fut frappé à mort. Le général français Kellermann court sur Zach à la tête de mille cavaliers, et traversant trois fois la ligne des soldats, il tue et renverse les uns et fait les autres prisonniers avec leur commandant. Murat et Boudet, qui remplaçait Desaix, remportent le même avantage contre les autres corps, qui, à la vue de cette armée inattendue, s'enfuient dans la direction de Marengo. Les Français, qui, quelques heures auparavant, avaient peine à défendre le petit terrain auquel ils étaient acculés, s'élancent dans

la plaine, et jettent le désordre et la mort parmi les vainqueurs trop confians : tant la fortune avait changé la face des choses !

Les fuyards se retranchent à Marengo et à Pedrabona, pour donner au reste de l'armée en déroute le temps de traverser la Bormida ; ils combattirent jusqu'à la nuit, et tous ceux qui purent repasser la rivière campèrent sous Alexandrie. Il y avait du côté des Allemands sept mille morts ou blessés, et autant du côté des Français. En outre les Allemands avaient perdu trois mille prisonniers, vingt-cinq canons, des armes et des drapeaux. Parmi les morts et les blessés on comptait de part et d'autre plusieurs généraux et un grand nombre d'officiers. Mais la perte qui fut le plus vivement sentie par les troupes et la France, ce fut celle de Desaix. Les armées avaient déployé un grand courage ; le premier consul n'avait point pris part à la lutte. Les Allemands avaient agi dans la matinée avec trop de lenteur ; ils avaient adopté un ordre de bataille mal approprié à celui des Français ; toutes les troupes allemandes avaient donné et avaient combattu sans corps de réserve ; elles n'avaient tenté aucune attaque décisive, aucun coup de vigueur, si facile dans le moment du succès. De l'autre côté, la résolution opiniâtre du premier consul, l'arrivée opportune du général Desaix, le hasard, les destinées, avaient donné la victoire aux Français.

La nuit, cette bienfaisante dispensatrice du repos, n'apporta qu'une tristesse profonde dans le camp des Allemands et le désespoir dans l'âme du commandant. Ce ne fut pas non plus un temps de repos pour les Français ;

ils s'occupèrent à réorganiser leurs troupes affaiblies, et se préparèrent à traverser le matin la Bormida. Mélas, vieux guerrier malheureux, obsédé de mille pensées diverses, ayant devant lui une armée forte et victorieuse, derrière lui, à Acqui, l'armée de Suchet, avec lui des troupes peu nombreuses et découragées, et privé de ses meilleurs généraux, morts, blessés ou faits prisonniers, convoqua un conseil, et ayant reçu plus de reproches que de consolations dans son malheur, il résolut de traiter avec l'ennemi pour le passage de l'armée dans la Haute-Italie, afin de rassembler soixante mille soldats sur les bords du Mincio, de les adosser aux États de l'Empire et de commencer une nouvelle guerre sous de meilleurs auspices. Il disait souvent dans sa douleur, soit par un sentiment d'admiration, soit pour se consoler : « Nous avions gagné la bataille, mais cet homme est l'homme du destin. » C'était pour lui un supplice cruel de se voir obligé de rétracter la nouvelle de la victoire; il rougissait de honte en songeant qu'il fallait annoncer de nouveaux revers. Il avait écrit dans une première lettre :

« Dans une longue et sanglante bataille livrée dans les plaines de Marengo, les troupes de sa majesté l'Empereur ont battu complètement l'armée française conduite en Italie et commandée pendant le combat par le général Bonaparte. Une autre lettre apprendra à sa majesté les détails de la bataille, et les fruits de la victoire, que recueillent en ce moment les lieutenans-généraux Ott et Zach. — D'Alexandrie, 14 juin 1800, à la chute du jour. »

Il écrivit ensuite : « A la chute du jour, l'ennemi

renforcé d'une nouvelle armée, après un combat livré dans les mêmes plaines de Marengo pendant une grande partie de la nuit, a battu nos troupes, victorieuses dans la journée. En ce moment, campés sous les murs de cette place forte, nous rallions les malheureux débris de notre armée, et nous délibérons sur les mesures à prendre dans notre position. — D'Alexandrie, minuit, du 14 au 15 juin. »

A la pointe du jour, les colonnes des Français attaquèrent le camp qui gardait les trois ponts de la Bormida; elles s'en seraient emparées, si Mélas n'eût pas envoyé un messager à Bonaparte pour demander à traiter. Et comme l'armée française avait besoin de repos, le premier consul envoya pour négociateur à Alexandrie le général Berthier, qui, après une courte conférence avec Mélas, convint avec lui des conditions suivantes :

Un armistice aura lieu jusqu'à ce qu'on ait répondu de Vienne au sujet des propositions de paix que ferait le premier consul à l'empereur François.

Pendant l'armistice, les troupes impériales occuperont les pays situés entre le Mincio, Fossa Maestra et le Pô; elles conserveront Ancône et la Toscane.

Les Français occuperont tout le pays renfermé entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô.

Le pays depuis la Chiesa jusqu'au Mincio ne sera occupé par aucune des deux armées.

Les citadelles de Tortone, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, d'Arona, de Plaisance, de Ceva, de Savone, d'Urbin, et les forteresses de Coni, d'Alexandrie, de Gênes, seront remises aux Français, du 16 au

24 juin, avec l'artillerie qu'elles renferment, excepté celle des Autrichiens.

Les troupes allemandes se rendront en liberté sur trois colonnes, du 16 au 26 juin, par Plaisance et Mantoue, derrière le Mincio; les garnisons des forteresses rendues les rejoindront dans le plus bref délai, par le plus court chemin.

Aucun citoyen ne sera inquiété pour ses opinions politiques, tant du côté des Français que de celui des Allemands.

Ce traité fut exécuté. Les garnisons des forteresses partirent, en murmurant contre leurs chefs qui les forçaient d'ouvrir honteusement les portes sans combat. Les partisans de l'Autriche se dirent trahis ou malheureux; ils n'eurent pas même pour consolation la pitié ou l'admiration du monde : car leur cause était regardée comme intéressée et servile. Gênes, que Masséna avait abandonnée le 5, releva l'étendard de la République le 24 du même mois; et, le lendemain, arriva une flotte anglaise avec huit mille hommes destinés à former la garnison de la forteresse; mais il était trop tard de quelques heures. Ce retard priva l'Angleterre d'un puissant boulevard en Italie, et le premier consul recueillit de la prodigieuse bataille de Marengo tous les avantages de la victoire et toutes les faveurs de la fortune. Le fort de Bard, dès le 1er juin, avait capitulé avec le général Chabran; cette capitulation avait laissé libre la route par la vallée d'Aoste, et permis aux troupes chargées du siége de venir aussitôt accroître l'armée d'Italie. Il y avait encore dans le château des armes et des vivres. La garnison était entière; les murs

n'avaient pas été entamés, de sorte que le capitaine Bernkopf, dont la résistance avait mérité des éloges dans les premiers jours, compromit sa gloire à la fin. Ainsi Bonaparte, après avoir raffermi les nouvelles lignes de son armée, délivré de tout danger le territoire de la France, reconquis en un jour la plus grande partie de l'Italie, rétabli les Républiques ligurienne et cisalpine, retourna en France, emportant avec lui de glorieuses destinées : et là, il opéra d'autres prodiges qu'il ne m'appartient pas de raconter. Revenons aux événemens de Naples.

XVIII. Vers la fin de mai, la reine Caroline, croyant les destinées de l'Italie fixées, et l'odieuse France sur le penchant de sa ruine, se rendit à Livourne pour passer en Allemagne, après la reddition de Gênes, et régler avec l'empereur le partage des nouvelles possessions italiennes, en récompense des guerres soutenues et des conquêtes faites dans les États de Rome. Elle apprit à Livourne la chute de Gênes, célébra cette victoire par une cérémonie sacrée, et se prépara à partir ; mais la guerre imprévue d'Italie la retint. Quelques jours après, le 16 juin, à cinq heures du soir, elle reçut la première lettre de Mélas, qui lui annonçait la victoire de Marengo : elle fit chanter dans l'église des hymnes d'actions de grâces, et attendant avec impatience le second message, elle ordonna qu'à quelque heure de la nuit qu'il arrivât, on eût soin de la réveiller. En effet, le courrier arriva au milieu de la nuit du même jour. Elle fut réveillée, et dit, en ouvrant la lettre : « Lisons la ruine de la présomptueuse armée de

Bonaparte. » Mais quand elle eut appris la défaite de Mélas, elle resta stupéfaite ; pouvant à peine en croire ses yeux, elle relut la lettre, et, convaincue de la réalité de la funeste nouvelle, elle perdit connaissance et s'appuya mourante sur la personne qui l'avait réveillée. Quand elle eut repris ses sens, elle aperçut de nouveau la lettre abhorrée et fut saisie de la fièvre. Elle apprit ensuite la convention d'Alexandrie, l'évacuation des forts par les Allemands, tous les succès de Bonaparte. A peine relevée de maladie, elle alla à Ancône, puis à Trieste et à Vienne ; et déjà au désir ambitieux d'agrandir ses propres États avait succédé la crainte de les perdre.

Dans le conclave de Venise, qui dura trois mois et demi, le cardinal Chiaramonte fut élu pape et prit le nom de Pie VII. Les peuples de Rome le prièrent de revenir au Vatican ; il déclara qu'il y reviendrait quand les Napolitains et les Allemands auraient déposé les rênes du gouvernement de ses États entre les mains des ministres pontificaux. Mais les deux souverains, désirant profiter de la confusion actuelle de l'Italie pour retenir des possessions qu'ils pussent ensuite se partager dans les traités de paix, s'opposaient à cette mesure. Et ce même roi des Deux-Siciles, si dévoué à l'Église, défendait ces scandaleuses prétentions, en disant que ces provinces avaient été conquises sur les Français et n'appartenaient pas au pape. Mais enfin, soit par scrupule de conscience, soit par politique, il céda le premier. L'empereur d'Autriche suivit son exemple. Il fut convenu que les États seraient occupés par des corps de troupes des deux couronnes, mais que

le gouvernement serait libre. Le pape revint à Rome au mois de juillet : il révoqua les ordonnances et les lois de Bourcard et du prince d'Aragon, rétablit l'ancien état de choses, remit les actes de la révolution, ouvrit les prisons, et adopta, en commençant son règne, la politique qui convenait à un pape habile et modéré.

XIX. Dans ce même temps, au milieu de tant de tristes nouvelles, on en reçut une plus heureuse : c'était la cession de Malte aux troupes anglaises et napolitaines. Le roi Ferdinand, constant ennemi de la France, avait fourni pour ce siége deux mille soldats, deux vaisseaux et d'autres bâtimens de guerre et de transport; et ces troupes, soit sur terre, soit sur mer, rivalisèrent avec les Anglais de courage et d'habileté. La forteresse, après deux ans de siége et des efforts prodigieux de la garnison, réduite à la dernière extrémité par le manque de vivres, capitula, le 5 septembre 1800, avec les Anglais seulement, quoique les Napolitains eussent pris part à la guerre et qu'un traité d'alliance de l'an 1798, entre l'Angleterre et la Russie, eût stipulé que l'île, quand elle serait reconquise sur les Français, reviendrait de droit à l'ordre de Malte, dont Paul Ier, de Russie, s'était nommé grand-maître. Mais les succès de l'Angleterre couvraient ses infractions à l'honneur et à la bonne foi. On comptait parmi les troupes napolitaines trois cents soldats, anciens officiers, envoyés à Malte pour racheter le crime qu'ils avaient commis en s'enrôlant sous les drapeaux de la République parthénopéenne. Quoiqu'ils eussent combattu avec valeur et qu'ils en

eussent pour preuves les blessures qu'ils avaient reçues et les certificats de leurs chefs, ces services ne suffirent pas à leur expiation, et ils restèrent dans l'humble rang de simples soldats.

Une autre circonstance vint répandre quelque joie à la cour. Marie-Clémentine donna au prince François un fils, héritier du trône, que l'on appela du nom de son aïeul, Ferdinand. Après ses couches, la princesse attendait, suivant la coutume de la maison royale, une visite du roi; elle avait formé, dans sa bonté, un projet dont il importe de raconter la suite avec détail, comme un fait digne d'exciter l'intérêt et l'étonnement des siècles à venir. C'est un pieux usage dans la famille des rois de Naples d'accorder, en pareille occasion, sur la demande de la princesse, trois grâces signalées et éclatantes. Clémentine, pour mieux assurer le succès de sa demande et montrer toute l'importance qu'elle y attachait, au lieu de trois grâces, ne voulut en solliciter qu'une seule, celle de la malheureuse Sanfelice, qui venait d'accoucher et était encore en prison jusqu'à ce qu'elle eût repris assez de forces pour supporter le voyage de Palerme à Naples où elle devait être exécutée. Une lettre contenant la requête de la prisonnière et les prières de la princesse fut placée entre les langes de l'enfant, de manière que le roi pût la voir. En effet, lorsqu'il alla rendre visite à sa bru, pendant qu'il tenait l'enfant sur ses bras et qu'avec un sourire de satisfaction il louait sa beauté et sa force, il aperçut la lettre et demanda ce que c'était: « C'est une grâce que je demande, dit la princesse, une seule grâce au lieu de trois, tant je désire l'obtenir de la bonté de votre majesté. — Pour qui

cette grâce ? dit-il en souriant encore. — Pour la malheureuse Sanfelice.... » Elle allait en dire davantage ; elle fut arrêtée tout-à-coup par l'expression de mécontentement que prit le roi. Lançant sur elle un regard irrité, il déposa ou plutôt jeta par un mouvement de colère l'enfant sur le lit de sa mère, sortit de la chambre sans dire un seul mot, et n'y revint pas pendant plusieurs jours. La rudesse du roi, ce mépris de toute pitié, l'intérêt excité par un tel malheur, arrachèrent à la princesse des larmes douloureuses et imprudentes. Sa prière avertit le souvenir du roi, et la malheureuse Sanfelice, encore souffrante, fut envoyée à Naples; elle eut la tête tranchée par le bourreau sur la place infâme du Marché, malgré l'amnistie du 30 mai qui avait fait cesser les exécutions. Elle subit sa peine en présence d'un peuple vivement attendri du triste sort d'une femme jeune et belle, illustre par sa naissance et ses malheurs, flétrie par le chagrin et la souffrance, coupable d'amour ou par amour, et dont le seul crime était d'avoir sauvé la ville de l'incendie et du carnage.

Mais les événemens de l'intérieur, heureux ou malheureux, n'arrêtaient pas long-temps l'attention du gouvernement. Tous les regards étaient fixés sur les monarques du Nord et de l'Occident. Bonaparte, qui venait de conquérir en un jour dix places fortes et la moitié de l'Italie, tout plein encore de son succès, écrivit, du camp de Marengo, à l'empereur d'Autriche, lui demandant une paix durable, aux conditions, avantageuses pour l'Autriche, du traité de Campo-Formio. Les deux lettres de Mélas, la convention d'Alexandrie, et les propositions du premier consul, arrivèrent à Vienne pres-

qu'en même temps et répandirent la consternation dans la ville, l'anxiété et l'irrésolution dans le palais. L'empereur inclinait à la paix; mais son ministre Thugut s'y opposait. Thugut, sorti du peuple, et élevé par son talent et une volonté opiniâtre aux premières charges de l'État, était ennemi des Français, haï des grands de la cour et de la ville, mais puissant et obéi. Il était secondé dans ses idées de guerre par le ministre anglais lord Minto et la fougueuse reine de Naples, conseillère imprudente dans les affaires d'État, dont la présence à Vienne ne pouvait qu'être funeste dans un pareil moment. Lord Minto répondait de l'arrivée des secours promis dans le traité récent du 12 juin, et la reine Caroline offrait de faire marcher une armée napolitaine qui, réunie aux Allemands de la Romagne et de la Toscane, attaquerait par derrière l'armée française; et tous deux ajoutaient qu'il ne fallait pas oublier que Mélas devait camper sur les bords du Mincio avec soixante mille hommes, et qu'il avait pour lui les forts de Mantoue et de Peschiera. Les avis de lord Minto étaient dictés par le désir de donner de puissans alliés à l'Angleterre; ceux de la reine, par une vieille haine implacable qui cherchait à se satisfaire dans le malheur comme dans la prospérité. La guerre prévalut donc dans le conseil.

Mais l'empereur d'Autriche écrivit au premier consul une lettre de sa main, où il ne se prononçait clairement ni pour la guerre, ni pour la paix. Il ajoutait : « Ayez toute confiance aux paroles du comte de San Giuliano, mon ambassadeur, car je ratifierai tout ce qu'il aura fait. » Le comte arriva à Paris, et six jours après

il entra en négociations avec le ministre français Talleyrand. Les préliminaires de la paix furent arrêtés sur les bases du traité de Campo-Formio. Le premier consul et la France se réjouissaient de ce nouvel accommodement, lorsque le général Duroc, envoyé à Vienne en qualité d'ambassadeur, fut retenu sur les frontières de l'empire. L'empereur annula les préliminaires de paix, rappela le comte de San Giuliano, et l'exila en Transylvanie. On ne sait pas encore si ce fut l'ambassadeur qui s'écarta des instructions qu'il avait reçues ou l'empereur qui manqua à ses promesses. Bonaparte déclara qu'on l'avait trompé, lui, la France et la foi publique, et annonçant la reprise des hostilités en Italie et en Allemagne pour le 10 septembre, il fit marcher les troupes qui étaient campées, leur en adjoignit d'autres, envoya en Suisse une nouvelle armée, pourvut aux approvisionnemens d'armes et de vivres, et souleva de son bras puissant tout le pays compris entre le Pô et le Rhin. La maison d'Autriche trembla, et, déclarant au premier consul que les liens qui l'unissaient à l'Angleterre l'empêchaient de traiter séparément, elle proposa de nouvelles conférences pour conclure une paix plus large entre les trois souverains. Soit que Bonaparte, instruit des vicissitudes de la fortune, voulût éviter les dangers, soit qu'après une longue révolution et des luttes sanglantes soutenues au dehors et au dedans, il sentît combien la France avait besoin de repos, soit enfin qu'il voulût paraître au monde invincible dans la guerre, mais porté à la paix, il accepta les propositions, et conclut un nouvel armistice à Hohenlinden. Les ambassadeurs autrichiens, anglais et fran-

çais se réunirent à Lunéville. L'Autriche désirait gagner du temps pour lever de nouvelles troupes et pour rassurer les esprits découragés par la défaite récente de Marengo; l'Angleterre, pour affaiblir l'armée française bloquée en Égypte. Tout retard, au contraire, nuisait à la France, qui avait alors pour elle l'avantage du nombre et ses succès, et à qui la paix ou la guerre convenait également, pourvu qu'elle fût promptement décidée. La manière d'agir, de part et d'autre, était donc très-différente à Lunéville. Les Français étaient pressans, leurs adversaires temporisaient. Les conférences furent suspendues et allaient être rompues; mais l'Autriche, pour les prolonger, feignit que c'était l'opiniâtreté de Thugut qui occasionait toutes ces lenteurs, le destitua et renouvela, en attendant l'hiver, ses protestations de paix. Cependant Bonaparte déclara que les hostilités seraient reprises le 8 octobre en Allemagne, et le 5 septembre en Italie. De là cette guerre prit le nom de *guerre d'hiver*.

De grands mouvemens eurent lieu de part et d'autre. Le premier consul, une fois sa résolution arrêtée, donna des ordres en conséquence au général Moreau, commandant de l'armée du Rhin, au général Brune, commandant en Italie, et au général Macdonald, pour le passage des Alpes dans l'impraticable vallée du Splugen. D'un autre côté, l'empereur d'Autriche, après avoir réorganisé et augmenté ses armées, et choisi pour commandant en Italie le général Bellegarde, parcourut les bords de l'Inn, encourageant les soldats et les cours d'Allemagne par l'espoir des secours qu'il attendait de ses alliés. Je ne dirai des grands événe-

mens qui suivirent que ce qui est important pour l'histoire de Naples.

XX. Aussitôt après la déclaration des hostilités, on commença, suivant les usages de la guerre, à occuper les pays neutres. En Italie, le général allemand Sommariva, gouverneur d'Ancône, tint la campagne jusqu'à Ferrare et presque jusqu'aux portes de Bologne; et Bonaparte ordonna que la Toscane fût occupée. Comme le souverain de ce pays, Ferdinand III, qui était à Vienne, avait confié la direction des opérations militaires au même Sommariva, celui-ci, faisant valoir le nom du prince et l'amour que lui portaient ses sujets, forma bientôt des corps de troupes réglées sous la conduite du général toscan Spannocchi, et des bandes armées de citoyens combattant sous différens chefs sans discipline régulière. Ces bandes, qui harcelaient l'ennemi, mais qui désolaient les villes et les campagnes de leur propre territoire, se fortifièrent dans le pays montagneux d'Arezzo. Les Allemands, entre Ancône, Ferrare et Florence, s'élevaient à plus de quinze mille; Spannocchi avait enrôlé douze mille Toscans. Une forte légion napolitaine, prête à marcher, était dans les Abruzzes; le général Damas, avec une légion plus forte, était campé dans la Romagne; les bandes de volontaires étaient nombreuses. Il était donc facile et urgent de former sur les Apennins une armée de quarante mille hommes pour opposer au flanc et aux derrières des lignes françaises. Mais, soit lenteur, soit lâcheté, soit fatalité, les mouvemens furent retardés, et on donna au général français Dupont

le temps de s'avancer avec trois divisions dans la Toscane : l'une, qu'il conduisait lui-même, mit en déroute les bandes d'Arezzo et de la Romagne dans les environs de Lugo et de Faenza, repoussa le général Spannocchi près de Barberino, et entra le 15 octobre à Florence ; la seconde prit Livourne, et assura de riches dépouilles à la République ; la troisième, sous la conduite de Mounier, battit les habitans d'Arezzo et prit d'assaut la ville et la citadelle. Ces combats cessèrent après quelques jours par l'entière soumission de la Toscane, pendant que les moteurs de la guerre, Anglais, Allemands et Napolitains, regardaient d'un lieu sûr et élevé la dévastation de ce beau pays. Dupont fut remplacé par Miollis. Le général Sommariva rallia les Allemands autour d'Ancône.

Les armées, dans l'Italie au-delà du Pô, se déployaient sur un plus vaste théâtre. Le général Brune tenait la campagne avec soixante-dix mille hommes, entre ce dernier fleuve et le lac d'Idro. Un nombre d'Allemands à peu près aussi considérable était campé entre le Pô et le lac de Garde, sur des lignes fortifiées par la nature et garnies de retranchemens, entre les forts de Mantoue, de Peschiera, de Legnago, avec une flotte puissante dans les eaux de Garde. Le général Macdonald conduisait huit mille Français par les montagnes du Tyrol, trajet non moins difficile que la descente merveilleuse de Bonaparte en Italie. Chacune des deux armées pouvait commencer les opérations ; mais Brune attendait que Macdonald fût arrivé dans la plaine, et Bellegarde, que l'armée napolitaine se fût avancée vers la Romagne et la Toscane. Les Français prirent

l'initiative; car ayant appris la victoire de l'autre armée du Rhin, pleins d'une noble émulation et impatiens d'acquérir aussi de la gloire, ils brûlaient du désir de l'imiter. En conséquence, le 25 décembre, Brune fit passer le Mincio à Molino, et engagea le combat dans le village de Pozzolo. La bataille fut sanglante et dura depuis le matin jusqu'au soir. Les Français la gagnèrent : et ce fut un rare bonheur; car le général en chef étant éloigné, les lieutenans avaient combattu en quelque sorte moins pour eux-mêmes que pour venir en aide à leur compagnon. L'armée tout entière se couvrit de gloire.

Le lendemain, sur un autre point, à Monzanbano, Brune, favorisé par un épais brouillard qui le cachait, fit passer sur deux ponts une armée nombreuse et remporta une nouvelle victoire moins disputée et moins sanglante que la première; l'armée allemande s'étant montrée sur l'Adige, il traversa ce fleuve. Pendant ce temps, Macdonald, franchissant les montagnes des Grisons, passant les fleuves à leurs sources, renversait l'aile droite des Allemands. Mantoue et Peschiera, isolées, n'espéraient plus de secours; Peschiera fut assiégée, Mantoue bloquée, Les Français, au milieu de ces succès, ne furent plus arrêtés par l'Adige, et le général allemand Laudon évita la captivité en faisant croire au général ennemi qu'un armistice avait été signé. Deux jours après, comme si son mensonge eût été un présage de la vérité, un armistice fut en effet conclu à Trévise.

Par ce traité, l'empire cédait toutes ses possessions en Italie, excepté Mantoue; mais le premier consul, mécontent de cette restriction, déclara la reprise des hos-

tilités pour le plus prochain terme, et, par une nouvelle convention faite à Lunéville, ce dernier reste des anciennes conquêtes de l'Allemagne fut livré aux Français. La guerre fut suspendue, en attendant la conclusion définitive de la paix, qui était déjà l'objet d'une négociation dans la même ville de Lunéville. Ainsi la guerre d'hiver avait duré vingt jours; et, pendant ce temps, les Français avaient, en présence d'un ennemi puissant, traversé deux grands fleuves, parcouru tout le revers des Alpes rhétiennes avec quatre légions à travers les glaces et les précipices, livré deux grandes batailles, soutenu au moins douze combats, tué ou blessé neuf mille Allemands, fait douze mille prisonniers, pris de l'artillerie et des drapeaux, emporté plusieurs forts, et réduit l'armée allemande à une telle extrémité, que ce qu'elle n'avait pas perdu par la guerre elle fut obligée de le céder par un traité. Tous ces prodiges étaient le résultat du talent militaire des chefs et de la valeur des soldats. Ils accrurent la réputation du général Brune, quoiqu'il eût moins contribué que d'autres à ces succès. Macdonald, qui n'avait ni essuyé moins de fatigues, ni déployé moins d'habileté, n'obtint pas toute la gloire qu'il méritait, parce qu'il eut à vaincre la nature plutôt que des armées. Et s'il était permis à une faible voix de hasarder une question, nous demanderions à Bonaparte pourquoi arrêter l'armée du Rhin au milieu de ses triomphes? pourquoi ne pas lui laisser recueillir les heureux fruits de la victoire? pourquoi lui imposer le passage ruineux du Splugen? Les grands hommes mêmes se laissent quelquefois atteindre et aveugler par les mauvaises passions.

En effet, l'armée que le général Moreau, dans cette même guerre d'hiver, conduisait en Allemagne, après avoir fait quatre-vingt-dix lieues en quinze jours, traversé trois grands fleuves, fait vingt mille prisonniers, tué ou blessé seize mille ennemis, pris cent cinquante canons, quatre cents caissons, six mille chariots, se trouvait sur une route libre de tout obstacle à vingt lieues de Vienne. Ainsi, en poursuivant sa marche, elle pouvait, sans autres combats, sans autres pertes, stipuler les conditions de la paix sous les murs mêmes de la capitale de l'empire. Mais un armistice conclu à Steyer, le 24 décembre, suspendit la marche et la gloire de Moreau.

XXI. Cet armistice et celui de Trévise avaient mis fin aux hostilités, lorsqu'on apprit que le roi de Naples venait d'envoyer trois légions contre les faibles corps de Français cantonnés dans la Toscane. Depuis long-temps ceux qui gouvernaient ce malheureux royaume, égarés par la fatalité ou par leur conscience coupable, prenaient les armes quand l'intérêt de l'État conseillait la paix. Ils mirent les troupes en mouvement le 14 janvier. Ils ne connaissaient pas encore l'armistice de Trévise; mais ils savaient celui de Steyer et les revers de Bellegarde en Italie. Quoi qu'il en soit, le général Damas sortit de Rome avec dix mille soldats et s'avança contre Sienne; il était secondé par les bandes d'Arezzo, qui s'étaient reformées. Miollis prit une résolution prompte et hardie; il évacua Livourne, abandonna Florence et marcha contre Damas. Ce général, après avoir chassé de Sienne une poignée de Français et établi son camp

sur le mont Reggioni, fut rencontré par l'avant-garde ennemie. Les forces étaient inégales. Les Français étaient de moitié moins nombreux que les Napolitains; mais ceux-ci étaient, pour la plupart, soldats de la sainte Foi, conduits par des officiers de la même armée, sans aucune expérience de la guerre de plaine, et déjà découragés par la nouvelle des victoires que les Français venaient de remporter en Allemagne et en Italie. Le combat ne dura pas long-temps; les Napolitains s'enfuirent et traversèrent Sienne. Le général Damas, avec quelques escadrons de cavalerie et des batteries de canons avantageusement placées, arrêta les Français, rallia les fuyards et les ramena sur le territoire romain. Le général toscan Spannocchi, qui soutenait avec quelques bataillons les bandes d'Arezzo, se retira; ces bandes se dispersèrent. Le général Sommariva, qui avait paru sur les montagnes, retourna à Ancône; et Miollis, ayant laissé une forte garnison à Sienne, reprit ses quartiers à Florence et à Livourne.

Ces mouvemens tardifs du gouvernement napolitain, inconsidérés et inutiles à l'Autriche et à l'Angleterre, excitèrent la colère du premier consul. Il envoya sur les frontières des États romains le général Murat, avec les troupes qui étaient restées en réserve à Milan, pendant la guerre d'hiver, et avec d'autres bataillons qu'après l'armistice de Lunéville il avait rappelés de l'armée de Brune. Une lettre amicale et pleine d'égards, adressée par Murat au souverain pontife, assurait que cette armée respecterait ses États, qu'elle venait seulement pour punir la folle et implacable haine du roi de Naples. Le langage de la France était changé; elle n'avait d'une

république que les noms et certaines formes ; c'était une monarchie dans l'esprit et dans les actes du premier consul et de ses lieutenans. Le pape répondit avec bonté à cette lettre affectueuse. Mais, à Naples, les ministres du roi tremblaient ; le roi tremblait lui-même dans son palais de Palerme. Et leur frayeur s'accrut encore, quand ils apprirent que la paix était signée à Lunéville, et que le souverain des Deux-Siciles avait été complètement oublié : oubli ou abandon que méritait un prince qui n'avait de la guerre ni l'intelligence ni le courage, mais seulement la fureur, et qui avait été un embarras plutôt qu'un appui pour ses alliés.

Ce qu'il nous importe de savoir du traité de Lunéville, c'est que toute l'Europe, excepté l'Angleterre, déposa les armes ; que les Alpes, les Pyrénées, l'Océan et le Rhin devinrent les limites de la France ; que les possessions de l'Autriche en Italie furent bornées par l'Adige, et qu'elle conserva l'Istrie et la Dalmatie jusqu'aux Bouches de Cattaro ; que les Républiques batave, cisalpine et ligurienne furent reconnues par l'empereur d'Autriche ; que le grand-duché de Toscane fut cédé par Ferdinand III au duc de Parme, qu'on avait dépossédé de ses États pour les réunir à la République cisalpine ; que les opinions, les actes ou les crimes d'État furent remis, afin que les citoyens n'eussent rien à craindre soit pour leurs propriétés soit pour leur personne.

Cette paix réjouit le monde ; seulement les Toscans éprouvèrent une juste douleur de la perte de leur bon roi Ferdinand III, et la maison de Naples et ses partisans versèrent des larmes amères, mais méritées. Ce-

pendant la fortune vint à leur secours. La reine Caroline envoya de Vienne des lettres et des ambassadeurs au souverain de Russie, Paul Ier, pour lui représenter les périls de la maison royale, et lui demander, non l'assistance de ses armes, mais l'appui de son nom, le priant de dire au premier consul, car sa parole suffirait, de ne pas renverser le trône de Naples. Et l'empereur, aspirant à l'honneur de se faire le soutien d'un monarque malheureux, écrivit une lettre de recommandation à Bonaparte, et lui députa comme ambassadeur le comte Lawacheff. Celui-ci, ayant vu la reine à Vienne, conçut pour elle un profond sentiment de respect et une vive admiration; car cette princesse était aussi grande et respectable dans le malheur, qu'elle montrait peu de dignité et de noblesse dans la prospérité. Il intercéda pour elle avec chaleur à Paris, et obtint de Bonaparte qu'il donnât à Murat l'ordre de traiter avec Naples.

Cependant le général Damas était toujours à Rome avec les troupes napolitaines. Murat lui écrivit de Foligno à peu près en ces termes:

« L'affection de l'empereur de Russie pour le roi de Naples a fait oublier au premier consul tous les outrages dont ce roi s'est rendu coupable envers le peuple français. Cependant, comme s'il se croyait plus fort que les autres princes qui ont cherché dans la paix le salut de leurs trônes, il n'a point déposé les armes: qu'il se détrompe. Et vous, général de l'armée napolitaine, quittez à l'instant les États du pape et le château Saint-Ange. Le premier consul me défend d'entrer en négociations avant que vous soyez rentré dans le royaume de Naples. Ce ne sont ni vos armes, ni votre attitude militaire, mais

seulement l'empereur de Russie, à cause de l'honorable estime que lui porte le premier consul, qui peut protéger votre roi. S'il veut mériter la continuation des bonnes grâces de ce monarque, qu'il ferme les ports des Deux-Siciles aux vaisseaux anglais, et qu'il mette embargo sur ceux qui s'y trouvent en ce moment, en réparation des injustices commises par l'Angleterre à l'égard des Danois, des Suédois et des Russes. Faites en sorte que l'ambassadeur de Russie près votre cour m'assure de l'accomplissement des préliminaires que j'ai fixés, et alors seulement j'arrêterai la marche de l'armée, et signerai avec vous un armistice qui servira de prélude à une paix équitable. »

Damas, après avoir lu cette lettre et reçu de nouvelles dépêches de l'ambassadeur russe Lawacheff, envoya comme négociateur à Foligno, moins en réalité pour traiter que pour obéir, le colonel Micheroux. Il fut décidé que la sollicitude de l'empereur de Russie pour la maison de Naples, la modération et la générosité du gouvernement français, ayant arrêté la marche des armées françaises et ouvert la voie des négociations, Naples et la France concluaient un armistice d'un mois, s'engageant à ne reprendre les hostilités que dix jours après les avoir dénoncées. Les conditions étaient que les troupes napolitaines évacueraient les États du pape dans le terme de six jours; que les Français occuperaient Terni et toutes les rives de la Nera jusqu'à son embouchure dans le Tibre; que les ports des Deux-Siciles seraient fermés aux Anglais et aux Turcs, et que les vaisseaux de ces deux nations en sortiraient un jour après la notification du présent armistice; que les bâ-

timens français de guerre et de commerce jouiraient dans ces ports de tous les priviléges des pavillons les plus favorisés; que les Français emprisonnés en revenant d'Égypte, et entre autres Dolomieu, seraient mis sur-le-champ en liberté, ainsi que les autres prisonniers français; que tous les tribunaux d'*État* seraient abolis dans les Deux-Siciles, et que le roi promettrait d'accueillir, en attendant la conclusion de la paix, les recommandations du gouvernement français en faveur des personnes emprisonnées ou exilées pour cause d'opinions.

Les conférences pour l'armistice étant terminées, d'autres négociations furent entamées à Florence entre le même colonel Micheroux, au nom du roi, et le citoyen Alquier, au nom de la République; ils établirent la paix aux conditions suivantes :

« Les ports des Deux-Siciles seront fermés aux Anglais et aux Turcs, jusqu'à la conclusion de la paix entre les souverains de ces deux puissances et la République française, et jusqu'à la solution des contestations maritimes entre l'Angleterre et les royaumes du Nord.

« Ces mêmes ports seront ouverts aux Russes, aux États compris dans la neutralité maritime, à la République française et à ses alliés. Si le roi de Naples, par suite de ce traité, se trouve exposé aux attaques des vaisseaux chassés des ports, la République française fournira, conjointement avec l'empereur de Russie, des secours capables d'assurer les États des Deux-Siciles.

« Le roi renoncera, en faveur de la République française, à Porto Longone et à toutes ses possessions dans l'île d'Elbe, aussi bien qu'aux États de la Toscane ap-

pelés *Présides* et à la principauté de Piombino.

« Les Français devront oublier les maux qu'ils ont endurés; mais le roi s'engagera à payer en trois mois 50,000 francs (120,000 ducats de Naples), pour indemniser les agens et les citoyens français qui ont eu le plus à souffrir pour la cause des Napolitains.

« Les sujets du roi qui ont été bannis, emprisonnés, forcés de fuir ou de se cacher à cause de leurs opinions politiques, pourront rentrer dans leur patrie, et recouvreront la liberté et la jouissance de leurs biens.

« Les monumens des beaux-arts pris à Rome par les commissaires napolitains seront rendus à la République.

« Enfin cette paix sera commune aux Républiques batave, cisalpine et ligurienne. »

Les clauses secrètes portaient que, tant que durerait la guerre de la France avec la Porte et la Grande-Bretagne, quatre mille Français seraient cantonnés dans les Abruzzes depuis le Tronto jusqu'au Sangro, et douze mille dans la province d'Otrante jusqu'au Bradano; que le roi fournirait tout le blé nécessaire à ces garnisons, et paierait 50,000 francs par mois pour leur solde.

XXII. Cette paix coûtait bien cher à Naples; mais c'était la paix. Le marquis del Gallo, qui avait su plaire à Bonaparte dans les négociations de Campo-Formio, lui fut député pour le prier d'adoucir ces conditions; mais il n'en obtint que la promesse de rester fidèle aux traités et d'empêcher les révoltes dans les États du roi. En conséquence, le général français Soult, destiné à occuper le pays entre le Tronto et le Bradano, reçut

l'ordre du premier consul de maintenir dans l'armée une discipline sévère, de ne point exciter le désordre, de contenir les factions et de faire connaître aux peuples que la République était sincèrement amie du roi. « Je désire, ajoutait Bonaparte, que le général Soult, les adjudans, les officiers et les soldats de la République aillent à la messe les jours de fête au son de la musique militaire, et qu'ils vivent en bonne intelligence avec les prêtres et avec les officiers du roi. » Tant était changé le langage de la première République! changement que désapprouvaient les impatiens, et auquel applaudissaient avec raison les partisans d'une amélioration progressive de la société.

Les prisons furent donc ouvertes dans le royaume; les citoyens sortirent de leurs retraites; les exilés furent libres de repasser la frontière; toutes les clauses du traité furent exécutées; la paix sembla renaître avec tous ses bienfaits.

Alors le général Murat à Florence, soit par l'ordre du premier consul, qui se défiait des exilés italiens, dont plusieurs avaient pris part aux conspirations de Ceracchi et de la machine infernale, soit de son propre mouvement, conseilla aux bannis de Rome et de Naples de retourner dans leur patrie. Il s'exprimait en ces termes :

MURAT, *général en chef, aux réfugiés napolitains et romains.*

« Vous qui avez souffert si long-temps loin de votre patrie, retournez au milieu de vos compatriotes. La Toscane, qui s'est montrée généreuse dans vos mal-

heurs, peut à peine subvenir à la subsistance de l'armée française. Maintenant que vous êtes libres de rentrer dans vos foyers, vous ne pourrez lui demander de nouveaux secours, et moi je ne pourrais la contraindre à vous les fournir.

« Retournez dans votre pays qui vous désire; il est si doux d'ailleurs de revoir le sol natal! Ne craignez pas d'injustes persécutions. La France, en qui vous avez eu confiance, a stipulé, en traitant avec vos gouvernemens, la sûreté de vos personnes et de vos biens. Les promesses du grand peuple ne sont pas trompeuses; reposez-vous à l'ombre de sa protection.

« Napolitains et Romains, bannissez donc toute crainte de vos âmes, et dans votre intérêt, dans l'intérêt de votre patrie, oubliez la vengeance, renoncez aux dangereux desseins. Apprenez par notre exemple combien coûtent les révolutions; croyez qu'il est de leur essence de produire partout et en tout temps les mêmes malheurs, et n'espérez pas que le Ciel envoie toujours à propos un génie puissant pour arrêter l'État sur le penchant de sa ruine et fixer ses destinées.

« Que notre histoire apprenne aux dépositaires de l'autorité à gouverner avec justice, afin d'éviter la colère terrible des peuples. Qu'elle apprenne aux peuples à respecter les dépositaires de l'autorité, pour ne pas tomber dans les troubles civils et les horreurs de l'anarchie. MURAT. »

Ces sentimens, si pleins de bienveillance et de sagesse, ont pourtant trouvé d'amers détracteurs. Mais ceux qui lisent l'histoire contemporaine n'oublieront

pas que dénigrer la puissance déchue est une lâcheté facile, souvent renouvelée, toujours impunie, de même que blâmer le pouvoir existant est une preuve de véritable courage.

Lorsque le roi de Naples connut le traité de Florence, il fit exécuter, comme actes spontanés de son gouvernement, les conditions de la paix. Il fit disposer les cantonnemens pour les Français dans les Abruzzes et dans la Pouille; il ordonna aux administrations de pourvoir à la subsistance de ces odieuses garnisons; il appela nouvelle amnistie la mise en liberté des prisonniers et le rappel des exilés; il révoqua les tribunaux de lèse-majesté. Cet étalage de clémence était ridicule: car les clauses de l'armistice et de la paix étaient dans toutes les bouches; et bien qu'on répétât que ces grâces étaient dues à l'arrivée à Naples du prince François et de la princesse Clémentine, personne ne croyait à ces assurances. Cependant les exilés revenaient en foule, et demandaient la restitution de leurs propriétés confisquées au profit du trésor public. Ces propriétés avaient été en partie vendues, en partie administrées par le marquis Montagnano, homme dur et injuste, qui, sous d'interminables prétextes, retarda de quelques années la restitution stipulée, et rendit enfin les biens dans un état complet de dépérissement.

XXIII. Pendant que ces événemens se passaient en Italie, l'empereur de Russie, Paul Ier, mourut étranglé dans son palais. Cette mort rompit l'alliance maritime du Nord, qui avait été conclue peu de temps auparavant sous le nom de quadruple alliance, parce

qu'elle avait été faite contre l'Angleterre par la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemark. Le successeur de Paul, Alexandre Ier, ne voulut point de guerre au commencement de son règne, et se montra aussi contraire à Bonaparte que son père s'était montré bien disposé pour lui. Il maintint ses bonnes relations avec la maison de Naples, et l'assura de son amitié par des lettres et des ambassadeurs.

La guerre maritime du Nord étant ainsi terminée, d'autres traités de paix furent conclus entre la France, l'Espagne, la Russie et le Portugal. L'armée française en Égypte, après de nouvelles batailles et la mort cruelle du général Kléber, malheureuse sous la faible autorité de son successeur le général Menou, pressée par les armées anglaises et turques, mal approvisionnée, désespérant d'obtenir des secours, fut forcée de capituler; elle retourna en Europe, laissant en paix cette partie du monde. Le premier consul proposa au pape un concordat, et sa proposition fut agréée. Bonaparte espérait par cet acte rassurer les consciences; et, ce qu'il avait le plus à cœur, apaiser les inimitiés d'un grand nombre de Français; le pape, relever les autels, le nom et l'autorité pontificale aux yeux des croyans et des superstitieux. Les conférences furent donc ouvertes. Rome y parut humble et complaisante; la France y parla presque en souveraine. Bonaparte s'y montra politique habile; le pape adroit politique.

La Toscane, cédée par la paix de Lunéville, fut donnée au duc de Parme, qui prit le nom de Louis Ier, roi d'Étrurie, et vint à Florence. L'île d'Elbe, les Présides de la Toscane et la principauté de Piom-

bino, cédés par les traités de Lunéville et de Florence, furent livrés à la France. Mais l'Angleterre s'opposa à la prise de possession de l'île; elle fomenta le mécontentement des Toscans, fournissant de l'argent et des armes, et renforça les moyens de défense de Porto Ferrajo. Les habitans de l'île, portés à la paix, mais fidèles et dévoués au bon roi Ferdinand III, se soulevèrent contre les nouveaux dominateurs. Cinq cents soldats de Toscane gardaient la forteresse de Porto Ferrajo, sous les ordres du colonel Fisson, Lorrain d'origine, âgé de plus de soixante-dix ans, brave et éprouvé par une longue habitude de la guerre : ces hommes, secondés par quatre cents Anglais sous la conduite du colonel Airey, par les soulèvemens de l'île et par les bandes armées de citoyens, soutinrent avec des prodiges de valeur et de constance un siége de treize mois contre les troupes les plus aguerries et les plus heureuses de ce temps; et ils ne se rendirent que par l'ordre du même Ferdinand III dont ils défendaient la cause. Fisson, pour se soustraire non pas à la honte, mais à la douleur de livrer la forteresse, en laissa la charge aux citoyens et fit voile vers la Toscane, avec les troupes réglées. La garde municipale ouvrit les portes aux Français; et la garnison, affaiblie seulement de ceux qui étaient morts en combattant, retourna libre et couverte de gloire dans sa patrie, où Fisson jouit, pendant le reste de ses jours, d'une belle réputation qui lui a survécu. Il n'y avait plus que l'Angleterre qui fût un obstacle à la pacification complète de l'Europe; mais on conçut l'espérance de voir finir la guerre, lorsqu'on vit les ambassadeurs français et

anglais se réunir à Amiens pour traiter de la paix.

Ainsi finissait au milieu de la joie l'année 1801, lorsque mourut à Naples l'infant Ferdinand, petit-fils du roi; il fut suivi de près par sa mère, l'infortunée Clémentine, jeune princesse de vingt ans, toujours malheureuse avant comme après son mariage. Retenue d'abord en Autriche par la guerre, elle était arrivée pendant l'armistice au milieu des armées ennemies et victorieuses, et n'avait trouvé que des sujets de chagrin dans son union, dans l'exil qu'elle avait partagé avec la famille royale, dans ses rapports avec cette famille et dans la perte de son fils; long-temps consumée par une maladie lente et cruelle, elle avait conservé jusqu'au dernier moment la plénitude de sa raison et de ses facultés. Sa mort causa parmi le peuple un deuil véritable; la cour prit le deuil d'étiquette.

Vers la fin de cette même année, l'astronome Giuseppe Piazzi, de l'observatoire de Palerme, découvrit et ajouta au système solaire une nouvelle planète qu'il appela Cérès de Ferdinand, *Cerere Ferdinandea*, par allusion aux riches moissons de la Sicile et au roi de ce royaume.

XXIV. Les conférences continuaient à Amiens. On fixa les préliminaires de la paix, préliminaires qui embrassaient les quatre parties du monde, mais dont je ne rapporterai que ce qui intéresse notre histoire. Les Français évacuaient les États de Naples et de Rome, les Anglais tous les postes qu'ils occupaient dans la Méditerranée; la république des Sept-Iles était reconnue; l'île de Malte était rendue à l'Ordre de Saint-Jean de

Jérusalem : elle devait rester indépendante, observer la neutralité en cas de guerre, et être gardée par deux mille soldats du roi de Naples, tant que l'Ordre n'aurait pas à lui une milice suffisante. Le traité était commun à la Porte-Ottomane. Les ratifications des puissances intéressées à la paix d'Amiens ne se firent pas attendre. La guerre parut finie dans le monde.

Bonaparte, qui s'appliquait à raffermir en France l'ordre intérieur, afin de préparer les voies à ses desseins ambitieux, qui désirait la paix et qui par conséquent avait hâte d'exécuter les préliminaires d'Amiens, fit évacuer aux soldats français les États de Rome et de Naples. Et, comme les peuples et les souverains de ces deux pays se voyaient avec plaisir délivrés de toute domination étrangère, le général Murat, pour recueillir les témoignages de reconnaissance qu'il attendait d'une mesure si favorablement reçue, se rendit à Rome, où le pape l'accueillit avec distinction et fut lui-même traité avec toutes les marques du plus profond respect. Il alla ensuite à Naples, où il reçut des honneurs et des fêtes plus magnifiques encore, parce que le bienfait était plus grand pour Naples, la cour plus brillante et le royaume plus considérable. Le peuple admirait dans Murat sa belle figure, la magnificence de son costume étranger, sa grande réputation de courage militaire. Le prince François, régent du royaume, la famille royale et les ministres le comblèrent d'honneurs, soit pour témoigner la joie que leur causait la paix, soit pour satisfaire aux usages des cours. A son départ, le régent, au nom du roi, lui fit présent d'une riche épée : la maison des

Bourbons ne savait pas alors quelles destinées lui réservait l'épée de Murat.

Dans le même temps les troupes russes, qui, venues d'abord en petit nombre contre la République parthénopéenne, en 1799, et ensuite accrues à l'occasion de la guerre des îles Ioniennes, séjournaient dans le royaume pour prendre conseil des événemens, maintenant que la paix d'Amiens était conclue, retournèrent en Russie. Le monde étant ainsi pacifié et le royaume délivré des étrangers, le roi Ferdinand quitta la Sicile et revint à Naples. Les fêtes qui l'accueillirent à son retour furent l'expression d'une joie réelle. On l'admirait après tant de malheurs, et on le regardait comme apportant avec lui un avenir inaltérable de grandeur. Deux mois après, la reine revint à Naples, et, bien qu'on lui dût réellement le salut de la couronne, elle fût moins bien accueillie, à cause de sa mauvaise réputation et des souvenirs du passé. La famille royale, réunie et heureuse, s'unit par une double alliance avec la maison d'Espagne, par le mariage du prince François de Naples, resté veuf, avec l'infante d'Espagne Isabelle, et celui de Ferdinand, prince des Asturies, avec Marie-Antoinette, princesse de Naples. Un vaisseau envoyé par l'Espagne fut mis à la disposition de cette princesse. Et comme le prince François allait à Barcelone sur un vaisseau napolitain pour recevoir la princesse Isabelle, les deux bâtimens firent ensemble le trajet, et celui de Naples revint avec les deux époux, le 19 octobre 1802. Le rétablissement de la paix, le retour des princes et ces unions royales devinrent l'occasion de fêtes continuelles à la cour et dans la ville.

Cependant le premier consul rétablissait l'ordre dans toutes les branches de l'État. Nommé en France consul à vie avec la faculté de choisir son successeur, et en Italie président de la Cisalpine, il avait déjà réduit ces républiques à l'état de monarchie, et substituant peu à peu aux habitudes de la liberté celles de l'obéissance, il amenait le peuple aux formes nouvelles, mais en prenant pour règles la justice et le bien public. Il releva les autels, protégea les prêtres, rétablit les écoles, pourvut aux finances, aux administrations, au commerce, ouvrit de nouvelles routes, creusa des canaux, commença puis acheva un monument immortel, le nouveau code, et entreprit ou accomplit toutes les améliorations réclamées par la civilisation. La France se réjouissait de ce changement; car ce qui plaît aux nations, c'est la prospérité matérielle, et non les théories imaginaires d'une félicité idéale qu'on ne saurait jamais atteindre. Les partisans de la république, peu nombreux et impuissans, murmuraient; les partisans de l'ancien roi, moins nombreux encore et sans crédit, disaient que le manteau royal était usurpé. Le monde voyait dans Bonaparte le chef et le terme de la révolution. Les rois étrangers triomphaient du discrédit de la république, et, ne prévoyant pas l'avenir, ils trouvaient dans ces faits la preuve que le gouvernement d'un seul était la condition nécessaire de l'humanité. Mais, ne rabattant rien de leur ancien orgueil, ils tournèrent contre Bonaparte les haines qu'ils portaient à la république, haines funestes à la paix du monde.

L'île de Malte n'avait pas été rendue par les Anglais; et leurs refus, dépourvus de bonnes raisons, laissaient

deviner une arrière-pensée de guerre. Cependant à Naples on commençait à jouir des bienfaits de la paix, et l'on espérait que les derniérs malheurs serviraient de leçon aux peuples et aux princes. Tout à coup, le 11 janvier 1803, pour des raisons qui me sont inconnues, et que j'ai vainement cherchées dans les registres et dans le souvenir des contemporains, parut un édit du roi portant que les calamités passées n'avaient pas suffi pour faire rentrer dans une voie meilleure les mauvais citoyens; qu'on voyait se réveiller leurs espérances de bouleversement, et que de nouveaux complots et de nouvelles conjurations étaient tramées au dedans et au dehors par les Napolitains qui, sourds à la gracieuse invitation du roi, à la voix généreuse du pardon et aux charmes de la patrie, étaient restés dans les pays étrangers; qu'il était donc nécessaire et juste de mettre des bornes à la clémence souveraine, de châtier les coupables, et d'assurer le repos des sujets amis de la paix. Le roi ordonnait en conséquence que la junte d'État, la même qui avait été soi-disant dissoute après la paix de Florence, expédiât les procès et les jugemens, qu'ensuite elle brûlât, en signe d'oubli, tous les actes de ses archives, qu'elle cessât ses fonctions, et que l'on constituât un autre tribunal pour juger, avec les formes dites de guerre, les crimes de lèse-majesté. Les jugemens se poursuivirent sans bruit; mais la junte ne fut pas dissoute; on brûla un énorme monceau de procès, non pas pour faire disparaître toute trace des actions passées et toute cause de ressentiment, mais pour détruire les preuves de l'iniquité des jugemens. La postérité y

aurait trouvé des actes inouïs de cruauté : des adolescens exécutés ou bannis, des citoyens châtiés pour avoir coupé leur chevelure ou laissé croître leur barbe, pour avoir témoigné leur joie ou assisté aux fêtes de la liberté, les condamnations prescrites ou changées au gré des princes, en un mot toutes les horreurs du despotisme, tous les maux de la servitude. Mais si le feu a dévoré les archives, resteront les annales et la mémoire des hommes.

Le rigoureux édit du roi réveilla les passions mal éteintes des partis. Les fureurs de la police se rallumèrent, et l'on vit reparaître en foule dans la ville les espions, les dénonciateurs, les accusateurs. Le professeur de physique Sementini, traitant un jour de l'électricité, promit à ses élèves pour le lendemain l'expérience de la batterie électrique. Parmi ses auditeurs se trouvait un jeune homme ambitieux et intrigant, qui espéra obtenir quelque récompense ou quelque place, en dénonçant le maître comme devant le lendemain montrer les moyens de s'emparer du fort Saint-Elme sans autre secours que celui de la chimie. Sa dénonciation fut accueillie par un ignorant magistrat de police; on emprisonna les élèves avec le maître; on saisit les machines, et on indiqua la batterie électrique comme preuve du délit. L'ignorance ou l'iniquité alla si loin que l'on entama le procès; et les prisonniers ne furent remis en liberté qu'au bout de cinq mois, au moment où les troupes françaises rentrèrent dans le royaume. Parmi les détenus se trouvait le jeune Cianciulli, enfant de douze ans, avec son précepteur.

Cependant de nombreuses bandes d'assassins, an-

ciens soldats de la sainte Foi, retombés dans la pauvreté et dans le désœuvrement, infestaient les provinces; ces brigands, réunis au nombre de plus de deux cents, échappés des prisons d'Aquila, pillaient publiquement les maisons de campagne ou les villages mal gardés. De forts détachemens de soldats étaient sur leurs traces. De là des désordres et des dépenses. Et le trésor était épuisé : car, après la spoliation des banques, les contributions imposées par les Français et les désastres de 99, il avait fallu entretenir à Rome une armée, pourvoir à l'expédition de Toscane et au siége de Malte, payer les sommes stipulées dans la paix de Florence, subvenir à la subsistance des troupes françaises dans la Pouille, assouvir la cupidité des diplomates étrangers, doter la princesse, et fournir à l'entretien des trois cours, du prince François à Naples, du roi en Sicile, de la reine à Vienne. Cependant les finances firent face pendant long-temps à toutes ces dépenses, grâce à des emprunts ruineux et aux expédiens du ministre D. Giuseppe Zurlo, qui, foulant aux pieds les lois, les réglemens, la justice, l'intérêt du trésor, l'intérêt de l'État, luttait comme un désespéré contre la tempête, et ne songeait qu'à éviter le naufrage. Il s'était endetté avec les négocians de la capitale, avec les percepteurs des impôts, avec les caisses de dépôt, avec les fonctionnaires salariés par le gouvernement, avec l'armée, et même avec la bourse du roi. Il en vint à une telle extrémité, qu'il déroba à la poste plus de douze mille ducats provenant de sommes envoyées à des particuliers dans le besoin. Il apaisa pendant un certain temps les créanciers par les promesses, les faveurs, les emplois publics. Mais lorsque

son crédit fut entièrement perdu, et que la patience fut épuisée, des plaintes s'élevèrent de toutes parts et le ministre fut entraîné dans la ruine du trésor public.

Le roi, dans un de ces mouvemens de colère auxquels il se laissait quelquefois aller, le renvoya honteusement. Zurlo retourna dans sa patrie, petite ville de la province de Molise; il sortait des affaires pauvre, privé de plusieurs mois de son traitement, et devait à ses amis les dépenses modestes qu'il avait faites dans sa haute position. Il fut presque aussitôt rappelé à Naples, où il fut enfermé dans les prisons du château Neuf. Mais, peu de temps après, on examina les comptes des finances, et l'on trouva qu'il y avait eu dans son administration irrégularité et non malversation; que les désordres avaient été tantôt commandés, tantôt nécessaires, et que le ministre n'avait été réellement coupable que d'avoir conservé un ministère où le succès était impossible. Le roi lui accorda une pension annuelle de 3,000 ducats. Sa probité fut reconnue; mais il resta convaincu d'incapacité dans les affaires qui demandent de la mesure, de l'ordre, et une sévère observation des règles et des lois. Le roi ayant changé le ministère et réorganisé le conseil de finances, nomma vice-président le chevalier Medici, celui qui, peu de temps auparavant, avait été le jouet des faveurs et des disgrâces de la cour; mais aujourd'hui son rival, le général Acton, déjà vieux, rassasié de biens, fatigué d'intrigues, époux et père, n'était plus un obstacle pour Medici : il était devenu un homme ordinaire dès qu'il avait perdu le prestige de l'admiration et de la nouveauté; et la reine, déjà d'un âge mûr, mal as-

surée sur le trône, livrée aux graves pensées du gouvernement, commençait à s'inquiéter fort peu de l'empressement des courtisans et des efforts qu'ils faisaient pour lui plaire. Rien ne démontre mieux la petitesse des hommes que le spectacle d'une cour où l'on voit des passions ardentes et des crimes affreux pour des choses qui, bientôt après, quand les temps et les positions changent, n'inspirent plus que du mépris et de la honte.

Le conseil de finances, par de nouvelles mesures, sauva le trésor de la banqueroute. Il est vrai que les trois cours, par la réunion des princes, avaient été réduites à une seule; que les dépenses principales avaient été déjà fournies, les autres diminuées, les impôts augmentés, le crédit rétabli. On vit alors, pour la première fois, quel était le degré de capacité de Medici dans l'administration des finances; on entrevit dès-lors, et l'on reconnut plus tard qu'il était meilleur banquier qu'administrateur, c'est-à-dire plus propre à manier des fonds qu'à créer des richesses. La dette des banques fut liquidée, et l'on appliqua au paiement les biens appelés biens de l'État, ensuite ceux de l'Église, et en dernier lieu les dotations mêmes des banques. On ne prit rien sur les biens de la couronne ni sur les riches revenus de la maison royale. Les spoliateurs des banques ne firent aux banques aucune restitution.

XXV. Le retour de la paix et les mesures prises à l'intérieur commençaient à faire renaître l'espérance d'un meilleur avenir, lorsqu'on apprit que l'Angleterre, qui avait d'abord montré de la répugnance pour le

traité d'Amiens, venait de le violer en retenant l'île de Malte et de déclarer une nouvelle guerre à la France. Le premier consul, guerrier invincible et chef d'un peuple toujours prêt à la guerre, accepta le défi ; et, de part et d'autre, on leva des armées et l'on prépara des plans de campagne. Les troupes françaises établirent un camp sur les côtes de Boulogne, menaçant l'Angleterre d'une entreprise qui devait offrir bien des difficultés et coûter bien cher, mais qui n'était ni supposée, ni impossible. D'autres troupes, les mêmes qui avaient évacué la Pouille, l'occupèrent de nouveau, et attirèrent sur le royaume de nouvelles dépenses et de nouveaux dangers. L'Ordre de Malte, qui avait partagé avec les Anglais les fatigues du siége, et à qui le traité d'Amiens avait fait espérer la possession de l'île, aujourd'hui qu'il était désabusé, chercha un autre asile; le roi de Naples lui offrit Catane, ville de la Sicile. En conséquence, l'élu du souverain pontife, le grand-maître Tommasi, et un grand nombre de baillis et de chevaliers, célèbrèrent à Messine le rétablissement de leur souveraineté : ils nommèrent aux différens emplois, réorganisèrent le gouvernement sur les anciennes formes; mais ils avaient perdu leur puissance et leurs demeures particulières. Ensuite, un vaisseau magnifique transporta l'Ordre entier dans sa nouvelle résidence de Catane, où il semblait devoir se fixer. Mais il était destiné à voir s'évanouir encore ses nouvelles espérances, car il devait nécessairement périr avec les changemens de constitution de quelques royaumes et les progrès de la civilisation, bien qu'il semblât succomber sous les coups de la guerre et de la force.

Les hostilités entre la France et l'Angleterre éclatèrent, comme dans les inimitiés privées, par des actes de lâcheté et de perfidie. Le gouvernement anglais ne rougit pas de conspirer, avec un petit nombre d'émigrés français, la mort de Bonaparte; et Moreau, illustre général français, n'eut pas honte de prendre part aux menées criminelles des conjurés, tandis que le duc d'Enghien, prince du sang royal, se tenait à Ettenheim, sur les bords du Rhin, prêt à entrer en France les armes à la main. Mais le complot fut découvert : les coupables furent condamnés, les uns à la mort, les autres à l'exil; parmi ces derniers se trouvait Moreau. Le jeune duc d'Enghien, dont la personne était inviolable dans un pays neutre, fut surpris, pendant la nuit, par un détachement de gendarmes français, mené en France, jugé, contre toute justice, par une commission militaire, et mis à mort. La puissance du premier consul augmenta, et sa réputation fut ternie. Ses efforts et ceux des autres ne parvinrent pas à couvrir d'un prétexte honorable cet acte de cruauté, qui sera une tache odieuse au milieu des grandes actions de sa vie. Il est vrai que d'autres noms furent enveloppés dans cette œuvre d'infamie, et l'on accusa entre autres de complicité le général Murat, gouverneur de Paris; mais le temps, qui éclaircit les doutes, a laissé toute la responsabilité du crime au consul et aux instrumens dont il s'est servi pour l'exécution, et dont l'obscurité a soustrait les noms à l'histoire.

Bonaparte, faisant tourner au profit de son ambition les événemens publics heureux ou malheureux, trouva dans ces dangers une occasion d'affermir sa

puissance en même temps que la constitution de l'État; et, sur ses instigations secrètes et les instances publiques du sénat, il fut nommé empereur, du consentement unanime du peuple français. Alors la république fut convertie en une monarchie, et en une monarchie dégagée de ces freins que le siècle avait pourtant appris à connaître. Ainsi, un nouveau trône héréditaire et absolu, presque semblable, sinon dans ses résultats, du moins dans son principe, à celui que le peuple avait écrasé sous ses ruines, était aujourd'hui rétabli par les mains de ce même peuple inconstant et léger, qui accomplissait dans l'espace de quelques années ce qui, pour d'autres nations, est l'œuvre de plusieurs siècles. Le pape Pie VII, invité à aller couronner le nouvel empereur, se rendit à Paris avec une pompe digne de son rang et de l'auguste cérémonie. Sa conduite fut blâmée par les ignorans, approuvée par les hommes initiés à la politique de Rome; car la consécration et la légitimation de l'empire par la main de l'Église rappelaient les plus beaux temps de la puissance des papes, et diminuaient la souveraineté du peuple et la plénitude des droits du prince élu. Ce fut donc un acte nuisible à Bonaparte, et le premier qui le fit rétrograder vers cet ancien régime qui devait un jour le renverser. Cependant le peuple applaudit, content d'assurer, sous la protection d'un bras si fort, ses nouveaux intérêts jusqu'alors menacés et chancelans. Les rois étrangers ne reconnurent ni le nom, ni le rang, ni la légitimité de l'empire.

XXVI. Ces événemens de France vinrent confirmer

les esprits dans la pensée que, si le siècle qui venait de s'écouler avait détruit l'ancien régime, le siècle qui naissait en relèverait les ruines. Aussi les monarques, désirant réparer, autant qu'il leur serait possible, celles dont ils avaient eux-mêmes été les auteurs, essayèrent de faire revivre la compagnie de Jésus, qui avait en tout lieu des membres et des partisans. Depuis les dernières années du dix-huitième siècle, beaucoup de fidèles se réunissaient à Rome dans l'oratoire appelé du *Caravita*, et comme ils suivaient les règles de saint Ignace ils prirent le nom de compagnie *de la foi de Jésus*. Un de ces sectaires, Niccolò Paccanari, Tyrolien, jeune homme entreprenant, alla trouver à Sienne le pape Pie VI prisonnier, obtint son autorisation pour la société du Caravita, et fut chargé en même temps par lui d'aller à Dillingen en Allemagne, et de concerter avec une autre société, celle *du cœur de Jésus*, les moyens de se répandre en Europe pour entraîner les consciences aux doctrines de Loyola et aplanir la route pour le retour des jésuites. Il partit, et ayant eu accès auprès de l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche, princesse remplie de piété et de zèle religieux, il fonda avec son assistance une communauté de femmes appelées *bien-aimées de Jésus*, soumise aux règles de saint Ignace. Peu à peu étendant ses intrigues et propageant ses croyances, il parvint à faire tant de prosélytes, qu'il put établir trois colléges dans les États du pape, deux à Venise, trois en France, un en Allemagne, un en Angleterre, et beaucoup de communautés de *bien-aimées de Jésus*. Devenu prêtre au mépris des sacrés canons, supérieur du *cœur de Jésus*

à Dillingen, fondateur de colléges et de communautés, vêtu de l'habit religieux de la compagnie, il était à Rome, près de l'archiduchesse Marie-Anne, considéré avec respect et regardé comme un saint.

Mais l'empereur des Français, reconnaissant dans les nouvelles formes le germe du jésuitisme, défendit les trois colléges dans l'empire. A Rome, Paccanari s'abandonna à toutes sortes de désordres, et ses dérèglemens ayant été dévoilés dans les communautés des *bien-aimées de Jésus*, il fut accusé de sacrilége au tribunal de l'inquisition, et condamné à quatorze ans de prison. L'archiduchesse retourna honteuse dans ses États; les sociétés des deux sexes furent dissoutes, et il n'en resta qu'un souvenir de dégoût et l'avertissement que le temps n'était plus de rétablir de telles institutions. Le jésuite Angelini se conduisit plus habilement que Paccanari; il vint modestement de Russie pour traiter avec le pape du rétablissement de la compagnie seulement dans les royaumes où les princes le réclameraient. En conséquence de cette convention, le 30 juillet 1804, le pape Pie VII fit paraître un bref pontifical ainsi conçu: « Pour seconder les désirs de S. M. Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, et favoriser, par les progrès de l'instruction publique, l'amélioration des mœurs, nous étendons à ce royaume le bref émané en 1801 pour la Russie; et nous agrégeons à la compagnie de Jésus de cet empire tous les colléges et toutes les écoles qui s'établiront dans les Deux-Siciles sous les règles de saint Ignace. » On vit s'élever dans les deux royaumes, à la suite de ce bref, plusieurs colléges que leurs modestes commencemens rendirent presque inaperçus.

XXVII. Quoique le conseil de finances eût soulagé le trésor public par le rétablissement du crédit, les revenus ne suffisaient pas encore aux besoins. Il décréta, avec l'approbation du roi, une nouvelle taxe sur toutes les classes de l'État, la déclarant d'un million et croyant en retirer trois, taxe que l'incertitude de la statistique et la confusion des méthodes financières rendaient incalculable, et qui, transitoire en promesse, devait être permanente par le fait. Deux autres lois affranchirent de tout impôt l'exportation de la soie et des métaux en lingots ou en numéraire; lois sages qui profitèrent peu, parce que le temps manqua pour en mûrir les bienfaits, et les seules, en six ans de règne, qui traitassent d'un intérêt public, au milieu d'une foule de mesures ayant pour but d'assouvir des vengeances ou d'assurer la servitude des sujets et d'affermir la tyrannie des souverains.

Les Napolitains étaient donc abattus et découragés, lorsqu'une nouvelle catastrophe vint mettre le comble à leurs maux. Un tremblement de terre, presque aussi terrible que celui que j'ai décrit dans le second livre de cette histoire, éclata le 26 juillet à deux heures et onze minutes de la nuit. Le point central de ce tremblement fut le Frosolone, montagne des Apennins entre la Terre de Labour et le comté de Molise. Le terrain fut bouleversé depuis Isernia jusqu'à Ielzi, sur un espace de quarante milles en longueur et de quinze milles de largeur, de Monterodoni à Cerreto : ce qui donne six cents milles carrés, en prenant pour côté la longue chaîne des monts du Matese. Sur cet espace s'élevaient soixante et une villes ou villages, servant d'asile à plus

de quarante mille habitans; et, de toutes ces villes, deux seulement, San Giovanni in Galdo et Castropignano, quoique bâties au pied du Matese, restèrent debout. Le nombre des victimes s'éleva à six mille environ. La mort, comme dans le tremblement des Calabres, se présenta terrible sous des formes diverses. Les effets du tremblement furent différens; car ces effets proviennent moins de la secousse elle-même que de la nature du sol où sont bâties les habitations. La ville d'Isernia, qui n'avait qu'une rue de la longueur d'un mille, fut détruite à moitié : toutes les maisons situées du côté de l'orient s'écroulèrent, les autres restèrent sur pied. Le terrain était fendu en losanges, et les fentes étaient si larges dans certains endroits, qu'elles formaient des gouffres profonds. Des flammes éclatantes sortaient de ces ouvertures, et la cime du mont Frosolone brillait comme un météore en feu. Les habitans de ce malheureux pays avaient éprouvé dans la matinée du 26 une lassitude extraordinaire, et senti comme une odeur de soufre désagréable à l'odorat et à la respiration; à quatre heures après midi, ils virent le ciel couvert de nuages, et ces nuages courir comme s'ils étaient poussés par un tourbillon violent, tandis que sur la terre il n'y avait qu'un vent très-léger; mais, au moment du coucher du soleil, il s'éleva une tourmente furieuse, qui, lorsque l'explosion du tremblement de terre éclata, se changea en un mugissement épouvantable. La première secousse fut légère et peu étendue; mais trois autres se succédèrent en moins de vingt secondes, toutes avec une violence toujours croissante, et causèrent les ruines et les désastres dont j'ai parlé.

La catastrophe du comté de Molise eut aussi ses miracles : de même qu'en Calabre Eloisa Basili avait vécu sous les décombres pendant onze jours, de même, dans la ville de Guardia Regia, Marianna de' Franceschi attendit sous terre pendant dix jours et huit heures. Belle et jeune, comptant à peine vingt ans, plus heureuse que Basili qui vécut dans la tristesse et mourut bientôt après, elle recouvra la santé et la joie, put jouir d'une longue vie, et eut le bonheur d'être épouse et mère.

Ce tremblement se fit sentir jusque dans les parties les plus éloignées du royaume et jusqu'au-delà de la mer, dans les îles de Procida et d'Ischia. Naples éprouva une forte commotion ; quelques maisons s'écroulèrent, plusieurs furent fendues, presque toutes se ressentirent plus ou moins de la secousse. Le gouvernement, soit dénuement du trésor, soit négligence coupable, ne fit rien pour le soulagement de tant de victimes. Les secousses durèrent, mais sans causer de désastres, jusqu'à la fin de mars, accompagnées d'éruptions du Vésuve ; il fut évident qu'elles furent produites par des commotions électriques, commotions terribles partout où le sol, comme à Molise, conserve les traces et les matières de volcans éteints. Le 26 juillet est le jour de fête de sainte Anne, et le peuple crut que la ville de Naples dut à un miracle de cette sainte de ne pas être tombée tout entière en ruines.

Cependant le pape Pie VII était retourné de Paris à Rome ; et Bonaparte, peu de temps après, était venu en Italie pour mettre sur sa tête la couronne des Lombards, après avoir changé en royaume d'Italie la République cisalpine. Les cérémonies solennelles eurent lieu

à Milan, où tous les rois amis de la France, et les princes italiens, bien qu'ils vissent avec peine le nouveau royaume et qu'ils craignissent de perdre leurs propres États, envoyèrent des ambassadeurs pour témoigner au moins une joie apparente. Le ministre de Naples à Paris, le marquis del Gallo, avait suivi l'empereur à Milan; mais Naples envoya comme ambassadeur extraordinaire le prince de Cardito, qui, au milieu d'un cercle de la cour, exposa à Bonaparte l'objet de sa mission et le félicita au nom de son gouvernement. Le hasard voulut que, peu de jours auparavant, Bonaparte, par des lettres interceptées, avait eu connaissance de je ne sais quelles intrigues tramées par l'Angleterre avec la reine des Deux-Siciles contre la France. Oubliant alors la grandeur de la solennité et les égards qu'il devait aux assistans et qu'il se devait à lui-même comme empereur et roi, il répondit à l'ambassadeur de Naples : « Dites à votre reine que je connais ses intrigues contre la France, et qu'elle sera maudite par ses enfans; car je saurai punir ses trahisons, et à elle et à sa famille je laisserai à peine l'espace nécessaire pour contenir leur tombe. » Ces paroles terribles et le regard qui les accompagnait firent trembler les assistans. Cardito garda le silence; mais l'empereur, reprenant les manières courtoises qui lui étaient familières, ramena le calme dans l'assemblée.

Les préparatifs de guerre étaient réels : l'Angleterre, menacée par le camp de Boulogne, effrayée par le danger d'une invasion, mais confiante dans ses forces, comme doit l'être une grande nation, sans cependant compter sur un succès assuré, se tenait, en présence

d'un chef invincible et d'une armée connue par ses exploits merveilleux, prête à tout événement. Guillaume Pitt était rentré au ministère; instruit de la pauvreté des monarques de l'Europe et de la cupidité des cabinets, il résolut de faire à la France une guerre d'extermination avec l'argent de l'Angleterre et le sang des étrangers : projet facile à exécuter avec des gouvernemens absolus, où la vie des sujets, dépouillée de garanties, n'est comptée que dans le calcul des forces et des finances de l'État. Soutenues par les subsides de l'Angleterre, plus que suffisans aux frais de la guerre, l'Autriche, la Russie, la Suède, s'allièrent secrètement contre les Français. Pendant ce temps, la Prusse était en marché avec la même puissance, et Naples, qui montrait moins de cupidité que les autres princes, parce qu'elle avait plus de haine, entrait avec ardeur dans la coalition. L'empereur des Français, au moyen des lettres interceptées, des rapports et des espions, était instruit de toutes ces menées; mais il dissimulait, espérant rompre cette ligue et effectuer son passage en Angleterre. La haine, la vengeance, la perspective d'une gloire égale à la grandeur des dangers, enflammaient son âme ambitieuse; il aspirait à accomplir à lui seul toutes les entreprises qui avaient fait la réputation des plus grands capitaines de l'antiquité.

Le dessein des rois confédérés était de s'avancer avec une armée de Suédois, de Russes et d'Anglais, dans les états de Hanovre, puis dans ceux de Hollande, et de porter la guerre sur les anciennes frontières de la France; de se jeter en Italie avec une armée autrichienne dans les états de Milan, tandis

qu'une autre armée de Napolitains, de Russes et d'Anglais, par les routes de la Toscane et de Gênes, s'avancerait, si la fortune leur était favorable, dans le Piémont ou sur le Var. Cette armée et l'armée suédoise devaient prendre l'offensive; l'armée du centre, dans la Bavière, se tenir sur la défensive, pour donner aux Russes le temps d'arriver en Allemagne et d'appuyer les Allemands. Les plus illustres généraux de ces royaumes, le roi de Suède, l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie, les archiducs Ferdinand, Charles, Jean, assistaient en personne à l'expédition, les uns pour combattre, les autres pour encourager les combattans. Le général Mack se faisait surtout remarquer par son langage assuré; il promettait de défendre la Bavière et de soutenir la lutte jusqu'à l'arrivée des troupes russes. Les armées devaient se mettre toutes en marche en même temps au mois de septembre, comme l'Angleterre l'avait stipulé par une condition formelle, en fournissant les subsides; car c'était dans ce mois que devaient être terminés les préparatifs de Bonaparte contre elle, et c'était la saison favorable pour traverser la Manche avec de petits bâtimens.

C'est sur les bords de ce détroit, à trois cents lieues de la Bavière, qu'était campée la plus grande partie des forces de la France, de sorte que les alliés croyaient vaincre des pays privés de défenseurs. Mais la haute intelligence qui avait déjà prévu les dangers avait aussi pourvu aux moyens d'y remédier, et avait combiné ses plans de manière que ses troupes et celles des petits princes d'Allemagne ses alliés arrivassent en peu de temps sur le Rhin, et dans les pays que l'ennemi es-

pérait vaincre facilement. L'expédition d'Angleterre échappait à Bonaparte; mais cherchant ailleurs un autre théâtre de gloire et de vengeance, il dégarnit les côtes de l'Océan, et, par les routes les plus courtes, il envoya, dans les premiers jours de septembre, de nombreux bataillons dans des lieux déterminés.

Il se rendit à Paris pour lever de nouvelles armées et préparer d'autres mouvemens, et il en partit en promettant de vaincre. Les hostilités n'avaient pas encore été déclarées; mais, le 3 septembre 1805, l'empereur François, en parlant aux troupes, découvrit les projets de guerre, et, le 7 du même mois, l'armée conduite, au nom de l'archiduc Ferdinand, par le général Mack franchit les frontières de la Bavière, traversa la Salza à Burghausen, et chassa en Franconie l'armée et le roi de ce royaume. Mais les alliés de l'Autriche, les Russes, les Anglais, les Suédois, les Napolitains, temporisaient. L'Autriche était seule entrée en campagne; elle se montra admirable dans les revers par la constance des princes et l'obéissance des sujets. Aussi peut-elle se vanter à juste titre des succès obtenus par sa politique et ses armes; car toute l'opiniâtreté anglaise et toute la présomption des Russes firent beaucoup moins que sa fermeté.

Les nations ennemies allaient se rencontrer en Hollande, en Italie, sur le Danube, et sur la mer; car quatre puissantes flottes armées se tenaient prêtes à seconder la descente qu'on espérait faire en Angleterre. Il y en avait trois en France, à Toulon, à Rochefort et à Brest; et une en Espagne, à Cadix. Elles attendaient un vent favorable pour se réunir, et ensuite

l'ordre de l'empereur pour aller vaincre ou inquiéter la flotte anglaise, qui croisait dans le détroit de la Manche et le long des côtes de France. Les Français avaient pour amiral en chef Villeneuve, les Espagnols Gravina, Sicilien au service de Charles IV, et les Anglais Nelson, connu dans cette histoire par ses exploits militaires et ses tristes amours. Il y avait quatre-vingts vaisseaux et un grand nombre de frégates et de petits bâtimens du côté des Français, et à peu près autant du côté des ennemis. Bonaparte, quand il méditait l'entreprise d'Angleterre, avait, par une combinaison habile, enjoint aux flottes de lever l'ancre, de tromper l'ennemi, et de parcourir les mers des Antilles, afin de secourir les possessions françaises en danger, d'occuper ou de ruiner celles de l'Angleterre, d'attirer sur elles beaucoup de vaisseaux ennemis, et d'ouvrir, par une victoire ou une défaite dans une guerre lointaine, le passage à ses cent cinquante mille soldats dans les îles de l'Angleterre. Ces instructions et ces ordres furent suivis par l'amiral Villeneuve. Il sortit de Toulon avec douze vaisseaux de ligne et d'autres bâtimens, rejoignit les quatre vaisseaux espagnols, et, le 11 avril de la même année, cet amiral, avec quatorze vaisseaux, six frégates et quatre bricks, prit le chemin des Antilles.

Il y arriva sans avoir été rencontré; car Nelson, après avoir erré sans but dans la Méditerranée, puis dans l'Océan, le long des côtes de l'Europe, ne prit la route des Antilles qu'un mois après Villeneuve. Celui-ci, prit plusieurs vaisseaux, renforça son escadre de quelques bâtimens de guerre, et améliora sa situation

aux dépens de celle de l'ennemi; et quoiqu'il eût fait beaucoup moins qu'il n'aurait pu et qu'on ne l'espérait, il retourna dans les mers de l'Europe, content de son expédition, et se dirigea vers Rochefort; mais le 22 juillet il fut rencontré au milieu de l'Océan et attaqué par l'amiral anglais Calder, qui avait quinze vaisseaux. Villeneuve, quoique plus fort de cinq vaisseaux, fut vaincu : défaite due aux inconvéniens inhérens à toute coalition et à l'habileté supérieure des marins anglais; il se retira avec le reste de ses vaisseaux, hors d'état de tenir la mer, dans le port du Ferrol, puis à Cadix. Ce fut alors, comme je l'ai dit plus haut, que l'expédition d'Angleterre fut abandonnée; l'importance des batailles navales était donc diminuée; mais la réputation de l'amiral Villeneuve avait reçu de graves atteintes.

Ayant sous ses ordres quarante-six vaisseaux et autres bâtimens, et croyant beaucoup moins forte l'escadre de l'amiral Nelson, qui se trouvait devant Cadix, il pensa qu'il lui serait facile de vaincre, et qu'une victoire remportée sur le plus grand homme de mer de l'Angleterre et du siècle, réparerait les revers qu'il avait essuyés dans l'Océan et en Égypte. Plein de cette espérance, il sortit du port le 19 octobre. Pendant deux jours lui et Nelson naviguèrent en ligne, tous deux attentifs à choisir le moment favorable pour combattre et l'ordre de bataille le plus avantageux. Le 21, ils engagèrent le combat dans les eaux de Trafalgar; l'action fut sanglante et signalée par des prodiges d'habileté et de valeur. Je n'entreprendrai pas d'en faire le récit. C'est une tâche qui appartient à l'historien des évé-

nemens de France. J'en rapporterai seulement ce qui intéresse notre histoire, ou ce qui, par la grandeur des faits et par les enseignemens qui en découlent, devient l'histoire de tous les temps et de tous les peuples.

Les Anglais, avec quarante vaisseaux, durent à une manœuvre hardie de vaincre un ennemi plus fort. En effet, Villeneuve espérait livrer bataille en lignes parallèles, et Nelson, marchant en colonne, rompit en deux l'ordre de bataille des Français, et combattant avec tous ses vaisseaux une partie des vaisseaux de l'ennemi, il fit disparaître l'infériorité du nombre. L'ordre parallèle rappelle sur terre et sur mer l'enfance de la tactique; un capitaine peut y avoir recours avec avantage quand il a la supériorité du nombre et une grande liberté de mouvemens : car marcher sur l'ennemi dans un tel ordre peut être une chose utile, l'attendre est un danger. Les Français durent leur défaite au défaut d'art; mais tout ce que peut la valeur, la discipline, la patience, e désespoir, ils en donnèrent la preuve en ce jour. Le vaisseau *le Redoutable* eut, sur six cent quarante-trois hommes d'équipage, cinq cent vingt-deux morts ou blessés. Le feu prit à *l'Achille*, et l'on combattit au milieu de l'incendie; les pompes à eau étaient brisées; les moyens de salut manquaient; les batteries brûlaient l'une après l'autre; les mâts, les vergues, étaient en feu; l'explosion de la poudrière était inévitable et prochaine. Alors les trois vaisseaux ennemis qui l'attaquaient s'éloignèrent, et les défenseurs de *l'Achille*, jetant sur eux-mêmes un regard de désespoir, songèrent à se sauver les uns à la nage, les autres

sur des planches jetées à la mer. On vit en ce moment un spectacle sublime. Les Anglais allaient sur de petites barques autour de l'incendie pour secourir et recueillir ces malheureux, exposant leur vie pour sauver celle des Français, et oubliant qu'ils étaient ennemis, pour ne se souvenir que des devoirs de l'humanité. Quelques-uns durent leur salut à ce dévouement; les autres sautèrent avec le vaisseau au moment de l'explosion des poudres.

L'amiral espagnol, Gravina, déploya dans le combat un courage admirable, et, quoique blessé à mort, il resta à son poste jusqu'au dernier moment, donnant ses ordres au milieu des dangers. Mais Gravina mourant était moins malheureux que Villeneuve, qui, sur le vaisseau amiral *le Bucentaure*, voyait ses mâts, ses voiles, son timon brisés, son vaisseau désarmé et immobile, son artillerie démontée, entourée de quelques hommes encore vivans et d'une foule de morts ou de blessés, et lui, sans blessure, témoin de tous ces désastres. Il cherchait une chaloupe pour aller combattre encore sur un autre vaisseau; mais les chaloupes de son bâtiment avaient été détruites pendant la mêlée, et, pour comble de maux, il se voyait abandonné comme une proie certaine à l'ennemi, et ne pouvait ni combattre, ni mourir que d'une mort volontaire, mort honteuse dans une bataille pour celui qui la commande. *Le Bucentaure* fut pris avec seize autres vaisseaux; l'amiral fut fait prisonnier avec tous ceux qui restaient sur ces bâtimens. La victoire coûta cher aux Anglais: deux mille de leurs plus braves marins avaient succombé; leurs vaisseaux avaient été maltraités; et sur les

bâtimens qu'ils avaient pris, deux seulement purent entrer dans le port à la remorque. Mais la perte la plus déplorable fut celle de l'amiral Nelson, le premier homme de mer de ce temps par son habileté, son courage, ses succès. Il mourut sur le vaisseau amiral le *Victory*, frappé d'un coup de mousqueterie : heureux du moins de voir en mourant la victoire assurée. Gravina succomba à ses blessures dans le port de Cadix ; et Villeneuve, à son retour d'Angleterre, honteux de ses défaites, dès qu'il fut débarqué en France, se donna la mort. Telle fut la fin déplorable de la bataille de Trafalgar, bataille inopportune et sans but.

La mort de Nelson et le souvenir des événemens que j'ai déjà racontés m'engagent à compléter en peu de mots la biographie d'Emma Liona. Revenue de l'ambassade de Naples à Londres, en 1800, et retirée à la campagne, séjour favorable aux études du chevalier Hamilton, elle y vivait avec l'amiral Nelson, qui avait quitté le service pour se reposer de ses fatigues et de ses blessures. Vers ce temps Emma mit au monde une fille à laquelle elle ne craignit pas de donner le nom de Nelson, sans égard ni pour son titre d'épouse, ni pour la dignité de son mari, ni pour la réputation de son amant. A l'époque où les dangers de la Grande-Bretagne firent rappeler Nelson au commandement de la flotte anglaise, Hamilton mourut, laissant à sa veuve une fortune brillante. Nelson lui donna une maison de campagne avec des terres considérables, où elle vivait occupée du soin d'élever sa fille. Mais, après la mort de Nelson, se trouvant isolée, exposée aux retours terribles de la fortune, inquiétée dans la possession de

ses biens par les héritiers d'Hamilton et de Nelson, en butte au mépris et à la haine, elle ne put se résigner à ce changement de position, et passa en Hollande avec sa fille, emportant avec elle de grandes richesses. Sa passion pour les plaisirs et pour le luxe n'était pas encore éteinte ; elle s'abandonna à un jeune homme déréglé et prodigue, perdit ses biens si mal acquis et mourut dans une misérable auberge près de Calais, en 1815. Sa fille vécut dans l'obscurité. Les folles amours du grand homme pour Emma se seraient perdues dans les récits d'Aboukir et de Trafalgar, si elles ne se rattachaient pas aux souvenirs malheureux mais durables de Cirillo, de Pagano et de mille autres.

XXVIII. La bataille de Trafalgar, que le gouvernement de Naples fêta en ennemi de la France, inspira une nouvelle confiance aux rois ligués contre Bonaparte ; ils s'inquiétaient peu de la promesse hardie qu'il avait faite à la France d'aller à Vienne en un mois, parce qu'ils savaient l'armée des Russes voisine et qu'ils la croyaient invincible. Dans les esprits comme dans la réalité, le sort des armées était incertain ; l'Autriche redoublait d'instances auprès des rois alliés, et, d'un autre côté, l'empereur des Français, songeant à la fois à l'attaque et à la défense, avait écrit à Saint-Cyr, général en chef des troupes cantonnées dans le royaume, des instructions importantes que je rapporterai sommairement.

« Une nouvelle guerre en Allemagne prépare à la France de nouvelles fatigues et une nouvelle gloire. Le roi de Naples, notre ami par les traités, notre en-

nemi au fond de l'âme, se lèvera contre vous dans les plaines de la Pouille, et il n'engagera pas seul la lutte, mais de concert avec les Anglais et les Russes, qui se tiennent prêts à agir en Sicile et à Corfou. Vous, général, soyez en mesure pour cette guerre; les grands coups seront frappés en Allemagne; c'est là que se décidera le sort de l'Europe... »

Après avoir exposé le plan habile qu'il avait conçu pour vaincre en Bavière et se rendre maître de la capitale de l'Autriche, il continuait ainsi :

« Songez à deux choses : ou à vous emparer du royaume de Naples avant l'arrivée des Anglais et des Russes, ou à vous défendre contre ces peuples, s'ils vous attaquent. Vous attendrez, pour le premier cas, l'ordre de marcher; votre prudence pourvoira au second. Je conserve encore l'espoir de maintenir la paix avec le roi de Naples, pour n'avoir pas une guerre lointaine à soutenir et des ennemis à combattre en Italie, sur notre front et sur nos flancs. Mais si vous êtes le premier à commencer les hostilités, avancez sur Naples, chassez le gouvernement actuel, licenciez l'armée napolitaine, formez des bataillons de volontaires des partisans de la France, qui, après la tyrannie qu'ils ont soufferte, devront être nombreux et pleins d'ardeur, disposez vos troupes de manière à empêcher le débarquement des Anglais et des Russes, ou à les battre, s'ils parviennent à débarquer.

« Vous démolirez les forteresses à mesure qu'elles tomberont entre vos mains, et vous minerez les forts de la capitale.

« Vous approvisionnerez pour un long siége la forte-

resse de Pescara, et vous en donnerez le commandement au général Regnier.

« Cette forteresse, importante dans le cas où vous envahiriez le royaume, deviendra plus importante encore s'il vous faut tenir tête à l'armée des Anglais, des Russes et des Napolitains.

« Et alors vous défendrez le terrain pied à pied, pour empêcher l'ennemi d'arriver sur les derrières de notre armée d'Italie, avant que les défaites certaines des armées autrichiennes en Allemagne aient rappelé de l'Adige et du Mincio le prince Charles.

« Voici donc votre rôle : Si vous êtes agresseur, conquérir le royaume et le conserver ; si vous êtes attaqué, fermer à l'ennemi le chemin vers le Pô. »

Le général Saint-Cyr disposa l'armée conformément à ces instructions et attendit les ordres de l'empereur ou les événemens. Mais de nouvelles instructions lui enjoignirent de faire sortir du royaume les troupes françaises ; car un nouveau traité venait d'être conclu à Paris entre le ministre Talleyrand pour la France et le marquis del Gallo pour Naples, le 21 septembre 1805. Par ce traité, le roi s'engageait à observer la neutralité dans la guerre actuelle, à maintenir, avec toutes ses forces de terre et de mer, les droits d'un État neutre, à empêcher les vaisseaux ennemis de la France de débarquer des soldats ou d'entrer dans les ports du royaume, à ne confier à aucun étranger le commandement des troupes napolitaines ni d'aucune forteresse ; de son côté, l'empereur des Français s'engageait à faire évacuer, dans l'espace de trente jours, le territoire à l'armée de Saint-Cyr.

Les ratifications étant arrivées le 9 octobre, le général Saint-Cyr quitta le royaume le même jour par les routes les plus courtes; il avait hâte de joindre ses bataillons à l'armée d'Italie, qui combattait déjà sur l'Adige. Les Napolitains accueillirent avec joie la neutralité qui les préservait de la guerre et les délivrait des garnisons françaises et des frais exigés pour leur entretien. On portait donc jusqu'aux nues la sagesse du roi, lorsqu'on apprit que, par un traité conclu à Vienne par l'entremise du duc de Campochiaro, il s'était ligué avec l'Autriche, la Russie et l'Angleterre contre la France, et que les ratifications avaient été échangées le 26 octobre, dix-sept jours après les ratifications échangées pour le traité de neutralité. Ainsi, dans le même temps, le roi de Naples stipulait la paix à Paris, la guerre à Vienne; et c'est à ces actes honteux, et qui lui furent à la fin fatals, qu'on donnait le nom d'habile politique!

Peu de temps après, le 19 novembre, de nombreux vaisseaux entrèrent dans le golfe et débarquèrent à Naples et à Castellamare onze mille Russes, deux mille Monténégrins et près de six mille Anglais. Le roi fêta l'arrivée de ces troupes et donna le commandement de son armée au général russe Lascy. Cet étranger, aussi orgueilleux que peu habile dans la guerre, se faisait fort de remporter la victoire, et, dans un cercle de la cour, ayant reçu de la main du roi, comme marque du commandement suprême, une riche épée, il dit, en la brandissant en l'air, qu'il ne la déposerait pas avant d'avoir renversé l'infâme Corse de son trône usurpé; bravade dont le roi et les assistans se moquèrent en secret. On

tint conseil sur les mesures à prendre pour la guerre. Le roi, par le traité de Vienne, s'était engagé à fournir trente mille soldats; mais voyant qu'il n'avait que douze mille fantassins et deux mille cavaliers, il ordonna une levée d'hommes et de chevaux. L'ambassadeur français Alquier était à Naples, témoin de la violation des traités et de tous ces préparatifs hostiles; voyant les ministres du roi sourds à ses avis et à ses menaces, il demanda ses passeports, les obtint et partit de Naples. On arrêta dans le conseil qu'une colonne de Russes et de Napolitains parcourrait les Marches, les Légations, et attendrait qu'une autre colonne d'Anglais, traversant la Basse-Romagne et la Toscane, s'unît à la première sur la rive du Pô. Là, le général Lascy, selon les événemens, déciderait s'il avancerait dans le Piémont pour soutenir le parti de l'ancien roi déjà en mouvement, ou s'il combattrait les derrières de l'armée de Masséna. Le temps pressait; car, comme il arrive ordinairement aux confédérations, les Anglais et les Russes étaient venus plus tard qu'ils n'avaient promis. Naples ne faisait que commencer à lever des troupes. Pendant ce temps Bonaparte en Allemagne détruisait les armées autrichiennes, Masséna en Italie combattait avec un courage et un succès dignes de son nom, et le prince Charles, voyant les défaites de l'empire et sentant la nécessité de se tenir un chemin ouvert pour la retraite, changea de rôle, passa de l'offensive à la défensive et porta son camp en arrière. Alors Lascy et Greig, général des Anglais, s'arrachant aux plaisirs de la cour, allèrent camper, le premier dans les Abruzzes et à San

Germano, le second à Sessa et à Itri. La capitale et le royaume prirent un aspect de guerre, aspect sinistre, parce qu'il avait été tant de fois le précurseur de la honte et des revers.

CHAPITRE III.

DERNIERS ÉVÉNEMENS DE CE RÈGNE.

XXIX. Bonaparte avait dit que de la guerre d'Allemagne dépendaient les destinées de toutes les guerres de cette année, et cette parole se vérifiait. Tandis que Mack, plein d'assurance et de présomption, gardait les gorges des montagnes de la Forêt-Noire, les troupes françaises exécutaient avec une telle précision les ordres du grand capitaine, qu'elles se trouvèrent dans les premiers jours d'octobre arrivées aux différens points désignés. Bonaparte, en évitant les postes gardés d'avance, en coupant le chemin entre le Tyrol et l'armée autrichienne, et en déployant ses troupes sur le flanc gauche des lignes ennemies, avait assuré la victoire avant que le combat fût engagé. Il était difficile de faire un changement de front, en prenant pour pivot l'extrémité de la ligne; mais, si le général allemand eût été autrement versé que Mack dans la stratégie et l'habitude des camps, il aurait pu opérer le changement et se présenter tout entier à l'ennemi. Mack, qui avait pendant plusieurs jours refusé de croire à la nouvelle des mouvemens de l'armée française, étonné et décon-

certé de leur arrivée soudaine, changea les dispositions de ses troupes, en détruisit l'ordre et l'unité; et l'armée française rencontrait dans sa marche les Allemands disséminés, incapables de se retirer en bon ordre ou de se secourir mutuellement: car les nouvelles combinaisons de leur général étaient en tout point contraires à l'art difficile de la guerre. Le 6 octobre, les hostilités commencèrent et durèrent cinq jours; les Français restèrent constamment vainqueurs, non qu'ils déployassent plus de courage, mais parce qu'ils avaient la supériorité du nombre et qu'ils combattaient en corps compacts contre des troupes divisées. La forteresse de Memmingen succomba en un jour; des légions entières déposèrent les armes; de l'artillerie, des munitions, de riches magasins, tombèrent au pouvoir des Français. Un nombre considérable de soldats s'étaient retirés dans le fort et dans les environs d'Ulm, sous le même Mack et l'archiduc Ferdinand; mais ils étaient, pour ainsi dire, enveloppés par les bataillons français. Telle était la triste extrémité à laquelle l'incapacité d'un seul homme avait réduit la renommée et la valeur des Allemands.

Après plusieurs combats, dont le plus sanglant avait été celui d'Elchingen, les maréchaux Soult, Marmont et le prince Murat, avaient occupé les abords de la ville d'Ulm et investi la forteresse. L'archiduc Ferdinand, honteux de se voir assiégé et sur le point d'être fait prisonnier par les Français, sortit secrètement, et chercha, par des chemins déserts, à la tête de quatre escadrons de cavalerie, à tromper ou à vaincre les postes français; il réussit, grâce à la rapidité de sa marche et à son courage, à se retirer avec une suite peu nombreuse

dans la Bohême. Le général Mack attendait à Ulm que l'ennemi donnât l'assaut ; mais il reçut un messager de paix qui l'engageait à éviter une bataille inutile et désespérée. Étant entré en pourparlers, ce général allemand, aussi mauvais négociateur qu'inhabile général, céda la forteresse, et se rendit prisonnier avec la garnison et l'armée campée dans les environs ; vingt-huit mille fantassins, deux mille chevaux, soixante canons, quarante drapeaux, de riches magasins, tombaient au pouvoir de l'ennemi. Une autre capitulation fit mettre bas les armes au corps du général Verneck, d'abord battu, puis enveloppé par la division du prince Murat. Par une troisième capitulation, un grand nombre de chariots, qu'escortait une troupe d'infanterie et de cavalerie, fut remis aux cavaliers du même Murat. Murat fut, parmi les lieutenans de l'empereur, le premier favori de la fortune. Ainsi, dans le court espace de deux semaines, ce qui fit appeler cette guerre campagne de quinze jours, une armée allemande de cent mille soldats avait été battue, et comptait soixante mille prisonniers, dont vingt-neuf généraux, le général en chef, et deux mille officiers, plusieurs milliers de morts ou de blessés, un grand nombre de soldats dispersés et quinze mille fugitifs, prenant en désordre la direction de Vienne pour se joindre aux Russes, qui étaient déjà en Moravie. La joie fut grande dans le camp français. L'empereur apprit au sénat ces succès prodigieux, et envoya en même temps, comme trophées, avec l'armée prisonnière, quatre-vingts drapeaux, deux cents canons, et les équipages de guerre pris sur l'ennemi. Une victoire si éclatante n'avait coûté que deux mille soldats à

la France. La joie fut à son comble, et les prestiges de la liberté disparaissaient de plus en plus. Mack, de retour à Vienne, fut condamné à une reclusion perpétuelle ; il finit ses jours dans un fort de la Bohême. C'est ce même général Mack qui avait commandé l'armée napolitaine en 1798 ; et cependant ses dernières fautes et sa honteuse défaite d'Ulm ne purent, dans l'opinion du monde, absoudre les Napolitains de la triste issue de cette guerre : tant leur malheur l'emporta sur la mauvaise réputation du général.

En Italie, le maréchal Masséna dirigeait les opérations du côté des Français, le prince Charles du côté des Allemands, et le sort de l'un comme de l'autre était lié et même subordonné à la guerre d'Allemagne : car si Bonaparte était vaincu ou retenu sur le Rhin, le prince Charles pouvait reconquérir l'Italie ; mais comme il en était autrement, et que l'empereur des Français, vainqueur sur les bords du Danube et de l'Inn, avançait sur Vienne, le général autrichien n'avait d'autre parti à prendre que celui de retarder la marche de l'ennemi et de se retirer. Tel était le rôle laissé au premier capitaine de la maison d'Autriche, qui passait, à juste titre, pour un des plus habiles hommes de guerre de l'Europe. Après une longue suspension d'armes, le maréchal Masséna, le 18 octobre 1805, traversa l'Adige avec une puissante armée, et, ayant attendu jusqu'au 29 les progrès de Bonaparte, il livra ce jour-là une bataille entre San Michele et San Martino et la gagna. Une seconde bataille s'engagea à Caldiero, et l'avantage resta encore aux Français. L'action fut si sanglante, que l'on fit une trève pour enterrer les morts.

Une division allemande, sous les ordres du général Hillinger, fut attaquée, battue, enveloppée, et mit bas les armes. La ville de Vicence, fortifiée par les Allemands, fut prise par les Français, qui y firent beaucoup de prisonniers et y trouvèrent des armes, des drapeaux, de riches magasins. Après un combat livré à San Pietro in Gru, les Français franchirent la Brenta; le jour suivant, 6 novembre, la Piave; et, quelques jours après, le Tagliamento. Ils s'emparèrent de Trieste. Le prince de Rohan, coupé dans le Tyrol, chercha à se frayer un passage au milieu des Français; mais, toujours battu, et cerné par un ennemi nombreux, il se rendit prisonnier avec six mille fantassins et mille cavaliers. La ville de Laybach ouvrit ses portes au vainqueur. C'est à Laybach que finit la guerre d'Italie; car l'armée de Masséna, sous le nom de huitième corps, touchait à l'aile droite de la grande armée, et l'armée du prince Charles se trouvait réunie aux armées allemandes campées dans les environs de Vienne. Les Français, dans toutes les rencontres, avaient eu constamment l'avantage : ils avaient fait quinze mille prisonniers, conquis des armes, des drapeaux, et recueilli tous les fruits de la victoire; ils avaient combattu, il est vrai, avec valeur; mais ni la valeur, ni l'habileté n'avaient manqué du côté de leurs ennemis, qui avaient ressenti le contre-coup des revers d'une guerre lointaine.

XXX. Bonaparte, vainqueur en Bavière, et informé de l'arrivée des Russes en Moravie, songeait à continuer la guerre. Ayant donc réuni ses légions à Munich,

il les fit marcher sur Vienne dans des directions diverses, par des lignes convergentes d'opérations; il encourageait et animait ses soldats dans les revues : car au mot de liberté, mot magique pour les Français pendant quinze ans, avait succédé celui de gloire, et à celui de patrie, Bonaparte. Les troupes de Wurtemberg et de Bade s'étaient unies aux Français; d'autres détachemens, venus de France, avaient rejoint l'armée. Quatre-vingt mille combattans partirent donc de Bavière : les débris de l'armée autrichienne accéléraient leur retraite, et souvent leurs arrières-gardes étaient prises ou dispersées. Mais, le 28 octobre, la première colonne des Russes arriva en Autriche, et l'on vit paraître sur les bords de l'Inn, avec quelques bataillons et quelques escadrons, le général en chef Kutusow, connu dans les guerres de Russie, homme plein de présomption et d'orgueil, qui, regardant la victoire comme certaine, témoignait hautement son mépris pour les Français, et surtout pour les Allemands.

Croyant la ligne de l'Inn trop faible, il campa derrière l'Ens, et, quoique renforcé par la seconde colonne, il quitta ce camp pour aller s'établir sur les collines d'Amstetten, qui gardent et défendent la ville de Vienne; mais, attaqué et vaincu à Amstetten, il abandonna son camp, traversa le Danube, et laissa Vienne à la disposition du vainqueur. L'empereur François en sortit avec sa famille, et publia un sage édit qui enjoignait à ses sujets, non d'opposer une résistance inutile et ruineuse, comme nous l'avons vu dans d'autres royaumes, mais d'obéir au vainqueur,

sans oublier pour cela l'amour qu'ils devaient à la patrie, à l'indépendance et au souverain légitime. Celui qui ne connaîtrait la constitution de l'Autriche que par les livres, ou qui ne la jugerait que par les pays qui lui sont soumis par la conquête, pourrait croire que le peuple y est malheureux et mécontent; mais celui qui, vivant en Autriche, observe de plus près le caractère des princes et celui des sujets, l'affection vraiment paternelle des premiers, la confiance filiale des seconds, la police excessive, mais juste, le code criminel barbare, mais précis, les peines rigoureuses, mais appropriées à la nature flegmatique des habitans; et, d'un autre côté, l'empressement des autorités à plaire au peuple, l'assistance prêtée à l'indigence, l'aisance générale, le bien-être, et cent autres avantages de la vie ordinaire, celui-là cesse d'être étonné de voir le peuple, heureux de ses liens, courir volontairement aux combats à la voix de l'empereur et sur son invitation paternelle. C'est à cette sympathie politique des sujets et du prince que l'Autriche doit d'avoir pu jadis suffire à cette multitude d'armées et supporter tant de revers, et qu'elle doit aujourd'hui cette harmonie entre les gouvernés et les gouvernans dont elle seule présente un exemple en Europe; car un gouvernement absolu, si le prince use paternellement de son autorité et opère des réformes salutaires, peut produire, autant que dure le besoin d'obéissance passive, un état supportable ou heureux, de même que la sujétion à la puissance illimitée d'un roi étranger est pour un peuple le dernier des malheurs.

A la suite de l'édit de l'empereur François, les Fran-

çais entrèrent à Vienne en amis, le 18 novembre, et la milice de Vienne garda les postes intérieurs de la ville et même l'habitation de l'empereur étranger. Le même jour, l'avant-garde française passa le Danube, et toute l'armée, les jours suivans, s'avança vers Olmutz, où se trouvait réunie la puissante armée des Autrichiens et des Russes. L'empereur Alexandre parcourait les rangs de ses soldats et leur rappelait le triomphe facile des peuples du Nord sur des nations amollies par la nature de leur climat et leurs habitudes, et obligées de combattre en hiver sous un ciel rigoureux. Mais le général Kutusow, plus hautain, disait que les Russes avaient peu de gloire à attendre, parce que leur présence seule suffirait pour mettre l'ennemi en fuite. Soixante-cinq mille Russes et dix-huit mille Allemands étaient donc prêts à attaquer. Le 28 du mois de novembre, ils partirent d'Olmutz pour se trouver en présence des Français. Mais ceux-ci, sans être vaincus, se replièrent par l'ordre de Bonaparte, qui attendait l'arrivée de nouvelles troupes, et qui cherchait un terrain plus avantageux pour livrer bataille. Les Français, arrivés dans les plaines d'Austerlitz le 1er décembre, s'arrêtèrent, et, comme la nuit approchait, les deux armées se préparèrent au combat pour le lendemain. Cet emplacement, propre à de grandes opérations militaires, offrait une plaine pour la cavalerie, des collines adossées les unes aux autres, où la tactique pouvait déployer toutes ses ressources, des lacs, des bois et des obstacles, avantages pour qui reste vainqueur. Au centre de la ligne des Russes s'élevait la hauteur du Pratzen, qui à droite s'abaissait vers la plaine

et à gauche vers un terrain de difficile accès; les Russes l'occupèrent, et dans la nuit des feux allumés de tous côtés indiquèrent la présence de forces nombreuses. Le matin les troupes se mirent en mouvement; et, le temps ayant été mal calculé, cette hauteur resta dégarnie et presque sans défense, tandis que les colonnes russes de l'aile gauche s'embarrassaient dans les obstacles dont j'ai parlé plus haut, et que celles de l'aile droite se déployaient dans la plaine en ordre de bataille. Bonaparte, voyant la faute de l'ennemi, fit avancer trois corps au pas de course, ordonna qu'on attaquât les Autrichiens et les Russes sur toute la ligne et dit à ceux qui l'environnaient que la bataille, bien qu'à peine commencée, était gagnée. En effet, le faible détachement ennemi ayant été enfoncé sur le Pratzen, les deux ailes furent battues en flanc et sur le front. Le principal corps des Russes, celui de gauche, formé en colonnes, arrêté sur le front, ne pouvant se déployer à cause des murs, des lacs et des difficultés du terrain, se trouvait sous le feu de l'artillerie française; et leurs pertes étaient d'autant plus grandes qu'ils montraient plus de discipline et de valeur. Mais enfin, obéissant à l'instinct naturel de conservation, ils rompirent leurs rangs et cherchèrent leur salut dans la fuite. Les deux lacs étaient gelés; mais la glace n'était pas assez forte pour porter les chevaux ou les hommes. Cependant le désespoir ou la nécessité fit tenter le passage à plusieurs soldats; les uns se noyèrent, les autres furent pris. La destruction de l'aile gauche affaiblit l'aile droite et le centre, et y jeta le découragement et le désordre, tandis que du côté des

Français la perspective d'une victoire certaine doubla les forces et le courage. Le combat aurait cessé si la valeur des Russes eût pu se résigner à laisser à l'ennemi un triomphe facile; mais l'action se prolongea jusqu'à la nuit. Enfin les tambours russes donnèrent le signal de la retraite; les restes de l'armée coalisée se replièrent à plusieurs milles en arrière du champ de bataille, et l'armée française put se reposer sur le théâtre de sa victoire. Je ne décrirai pas les effets désastreux de cette sanglante journée, qui coûta bien des morts même au vainqueur. Je dirai seulement que la générosité de Bonaparte accorda aux Russes la liberté de retourner dans leur pays, et que les ambassadeurs des empereurs d'Autriche et de France, réunis à Presbourg, conclurent un traité de paix, le 26 décembre 1805. Je ne citerai, parmi les clauses qui y furent stipulées, que celles qui intéressent notre histoire : les États vénitiens, que l'Autriche possédait en vertu des traités de Campo-Formio et de Lunéville, furent ajoutés au royaume d'Italie; les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, et le duché de Bade, reçurent un accroissement de villes et de territoire en récompense de leur alliance avec la France; l'empereur d'Autriche reconnut le royaume et le roi d'Italie, ainsi que le nouvel état de Piombino et de Lucques.

Les alliés de l'Autriche ne furent pas compris dans le traité. L'armée d'Alexandre, dont l'itinéraire avait été fixé par le vainqueur, retourna en Russie. La Grande-Bretagne conserva son attitude hostile; Naples fut abandonné. Abandon funeste! car la colère de Bonaparte contre la maison des Bourbons était grande. Il

l'avait fait éclater dans un bulletin où il disait : « qu'il avait envoyé Saint-Cyr avec une armée considérable pour punir les trahisons de la reine de Naples et précipiter du trône cette femme coupable qui tant de fois avait impudemment profané tout ce que les hommes ont de plus sacré; que l'intercession d'un monarque étranger était devenue inutile, et que la dignité de la France, quand une nouvelle guerre devrait s'ensuivre et durer trente ans, ne pouvait permettre que tant de forfaits restassent impunis; que les Bourbons de Naples avaient donc cessé de régner et que la reine devrait attribuer sa ruine à sa dernière perfidie; qu'elle n'avait qu'à aller à Londres accroître le nombre des intrigans. »

Il est curieux de remarquer, d'après ce que nous venons de raconter, que, le 17 octobre, la forteresse d'Ulm et la plus grande partie de l'armée allemande tombaient au pouvoir des Français, et que, le 26 du même mois, le roi de Naples ratifiait un traité d'alliance avec la maison d'Autriche, déjà vaincue; que, le 13 novembre, les Français étaient maîtres de Vienne, capitale de l'empire, que les armées d'Autriche et de Russie n'avaient pas suffi pour défendre, et que, sept jours plus tard, le roi recevait dans ses ports les flottes anglaises et russes, rendant toute réconciliation impossible et manquant ouvertement à la foi jurée; et que, après la conclusion du traité de Presbourg, les troupes napolitaines se tenaient sur les frontières du royaume, dans une attitude menaçante et prêtes à se jeter avec les Anglais sur les états d'Italie. Ces fautes impardonnables ont leur source dans la haine aveugle des souverains de

Naples contre la France, dans la docilité servile des ministres, et dans l'ignorance des uns et des autres.

XXXI. L'armée de Saint-Cyr, destinée à conquérir Naples, était forte de trente-deux mille hommes; mais elle fut renforcée en chemin par d'autres troupes, sous les ordres du maréchal Masséna, qui s'avançait à grandes journées vers le royaume. Il avait divisé son armée en trois colonnes; celle du centre se composait de quinze mille soldats, l'aile gauche de douze mille, et la troisième de dix mille Italiens. Avec l'armée venait Joseph Bonaparte, frère de Napoléon, portant le nom de prince de l'empire et de lieutenant de l'empereur des Français. Ainsi la vengeance, la conquête et le nouveau roi s'avançaient à grands pas. Les généraux russes et anglais, instruits, par une suite de nouvelles rapides, de la prise de Vienne, de la bataille d'Austerlitz, de la paix de Presbourg et de l'approche des Français, tinrent conseil dans la ville de Teano, et mirent en délibération s'il fallait défendre Naples ou l'abandonner. Lascy et Greig étaient pour ce dernier parti; Andres, général russe, leur représenta les clauses de l'alliance, la confiance du roi de Naples dans la bonne foi de ses alliés, la perte certaine de son trône s'il était abandonné dans un pareil danger, la lâcheté et la honte qu'il y avait à fuir devant l'ennemi avant de l'avoir vu, la tache qui serait imprimée au nom des souverains d'Angleterre et de Russie, pour avoir, dans les circonstances les plus urgentes, abandonné un prince entraîné par séduction plutôt qu'entré librement dans la confédération. Joignant à ces paroles

d'autres raisons généreuses, il proposa de rester, sinon pour vaincre et sauver le royaume des Bourbons, du moins pour combattre et pour remplir le devoir de l'amitié. Mais l'avis des premiers ayant prévalu, Andres répondit : « L'histoire dira que je siégeais parmi vous, mais que mon avis fut contraire aux vôtres. » Et en effet, la dispensatrice impartiale du blâme et de la louange a consigné dans cette page la noble proposition du général.

Lascy écrivit au général Damas, commandant en second des Napolitains, que ne pouvant défendre avec une petite armée toute la frontière du royaume, il irait camper entre Gravina et Matera. Quelques jours après, l'ambassadeur de Russie déclara au gouvernement de Naples que les troupes russes étaient obligées de sortir du royaume; il savait, ajoutait-il en joignant la plaisanterie à la violation des traités, que la neutralité était rétablie entre la France et les Deux-Siciles. Et bientôt après, les Anglais et les Russes, abandonnant les frontières, brûlant le pont de bateaux sur le Garigliano, marchant avec toutes les précautions et les anxiétés de la fuite, s'embarquèrent dans les ports de la Pouille, les Russes pour Corfou, les Anglais pour la Sicile. Et ces Anglais, en quittant la frontière, avaient tenté de s'emparer, sous un faux semblant d'amitié, de la forteresse de Gaëte; mais le commandant de la place, le prince de Hesse Philipstadt refusa de se rendre, et, comme ils insistaient, les repoussa par la force des armes.

XXXII. A la vue de ces dangers, la maison de Naples, oubliée dans les traités de paix, raillée par les agens des rois ses alliés, restée seule avec le souvenir

de ses trahisons passées, tremblait d'effroi. Le roi convoqua son conseil; il se montra résigné à ses malheurs, et dit qu'il n'y avait d'autre refuge que la Sicile, et d'espoir pour le royaume que dans l'avenir. Le prince François, timide et sans expérience, se taisait. Les serviles ministres du roi, désertant déjà au fond du cœur la cause de leur souverain au moment de l'infortune, secondaient ses projets parce qu'ils étaient dictés par la lâcheté et qu'ils n'offraient aucun danger. Mais la reine, toujours courageuse dans l'adversité, rappelait les succès merveilleux de 99, disant que les héros de ce temps vivaient encore, que les trahisons intérieures s'étaient éteintes avec les traîtres, que l'armée était en armes sur la frontière et les nouvelles troupes déjà levées, qu'il était possible de vaincre, facile de se défendre, que du moins il était glorieux de résister, comme il serait honteux d'abandonner le trône en fuyant. Elle distribuait à chacun son rôle dans la défense du royaume : le prince François dirigerait les mouvemens dans les Abruzzes, le prince Léopold dans les Calabres, elle dans la Terre de Labour et dans la capitale, le roi en Sicile. Cette résolution qui conciliait les différens avis, en laissant à la peur un asile sûr à Palerme, et à l'ambition un vaste champ dans les agitations du royaume, fut généralement approuvée. La reine ne voyait pas que les temps étaient changés depuis 99, que l'amour des peuples, quand on en abuse, se détruit de lui-même, et que le mérite de la fidélité était mêlé à tant de crimes et à tant d'infamie qu'il était devenu un objet de mépris, et le mot de sainte Foi une injure. Mais les opinions véritables des peuples arrivent rare-

ment à l'oreille des rois ; et la reine, regardant comme une chose facile de renouveler les prodiges de l'enthousiasme populaire, appela à elle les hommes les plus connus de ce parti, Frà Diavolo, Sciarpa, Nunziante, Rodio, les accueillit avec ces manières séduisantes qui lui étaient familières, leur donna ordre de réunir des troupes de gens armés et les envoya dans les provinces. Telle était la situation de la cour.

Le maréchal Masséna arrivé à Spolète, dans une harangue écrite, appelée *ordre du jour*, déclara à ses soldats la résolution de conquérir le royaume de Naples, par quelque force qu'il fût défendu, et après l'appel accoutumé fait à l'honneur, à la gloire, à la discipline, il recommanda le respect aux peuples et aux lois. Un édit du prince Joseph, daté de Ferrentino, disait : « Napolitains, votre roi a violé la foi des traités, et l'empereur Napoléon, juste autant que puissant, pour montrer à l'Europe le respect qu'on doit à la foi publique, infligera au crime la punition qu'il mérite. Vous qui n'avez pas participé à la trahison, vous serez à l'abri du châtiment. Les soldats français seront pour vous des frères. »

Ce prince disait en s'adressant aux soldats : « Nous combattrons les Russes et les Anglais, nous punirons la cour qui les a appelés au mépris des stipulations les plus solennelles et des sermens les plus sacrés. Nous respecterons les peuples. Si les alliés du roi n'attendent pas notre arrivée, si les Napolitains ne veulent pas participer au crime d'une cour qui a toujours trahi leurs intérêts, il nous restera encore une gloire, celle de la discipline. »

On lut ces proclamations. Le cardinal Fabrizio Ruffo, l'ancien chef de la sainte Foi, fut envoyé au prince Joseph ; il en fut mal accueilli et prit la route de Paris. Mais la cour de Naples, craignant que le nom de l'ambassadeur ne nuisît au succès de sa mission, envoya le duc de Santa Teodora, homme nouveau et étranger aux partis. Il fut bien reçu ; mais, quand il représenta que le roi n'avait manqué à la neutralité à l'égard de la France que parce qu'il y avait été contraint violemment par les Russes et les Anglais, mensonge grossier et évident, le prince français l'interrompit en lui disant qu'il pouvait rester ou partir à son gré, mais qu'il lui était interdit de parler d'accommodement. Santa Teodora retourna à Naples, et, ayant raconté ce qu'il avait vu et entendu, il reçut l'ordre d'attendre près de Joseph quelque occasion favorable pour traiter de la paix. Cependant les colonnes françaises s'avançaient et avaient presque atteint la frontière du royaume ; il ne restait d'espoir que dans le peuple.

Il y avait dans la ville, près de la mer, sur le quai de Chiaia, une petite chapelle dédiée à sainte Anne, délaissée depuis long-temps, fermée, entourée d'ordures et présentant l'aspect d'une maison en ruines plutôt que d'un temple. Mais, depuis le tremblement de terre de cette année, elle était devenue pour le peuple l'objet d'un tel culte et d'une telle dévotion qu'il en avait agrandi l'enceinte et couvert les murs de présens, et qu'il y courait en foule les jours de fêtes pour prier et chanter des hymnes. La reine, après avoir fait annoncer son arrivée, s'y rendit avec les membres de sa famille, tous à pied, en procession, vêtus d'habits de

deuil, avec tous les signes de la pénitence et de la douleur, portant dans leurs mains de riches dons destinés au sanctuaire. Un peuple immense servait de cortége; mais le plan échoua. La reine, qui, abusée par le souvenir de la valeur que ces hommes avaient déployée en 1799, espérait les exciter à une guerre semblable, s'aperçut qu'au cri de *vive le roi, meurent les Français,* poussé par des gens soudoyés, les assistans ne répondaient que par leur silence ou par des acclamations en l'honneur de sainte Anne. Dans le même temps, les commissaires envoyés dans les provinces pour essayer des soulèvemens revinrent à Naples, rapportant que les espérances qu'on avait conçues étaient chimériques, qu'ils avaient trouvé le peuple indifférent aux embarras de la cour et les propriétaires armés pour empêcher le renouvellement des désordres de 99. Le brigadier Rodio, qui s'était montré prodigue de promesses, contribua plus que tout autre à détruire les illusions. Frà Diavolo seul parvint à réunir deux cents misérables, se mit à leur tête et infesta les rives du Garigliano.

La maison des Bourbons était menacée d'une ruine inévitable. Fuir, abandonner le royaume, se sauver en Sicile, attendre des temps meilleurs et compter sur l'instabilité de la fortune, telle était la dernière ressource qui restait à ces princes. Le roi, le 23 janvier 1806, partit pour Palerme, laissant pour lieutenant du royaume son fils aîné, le prince François. Cependant on rappela les troupes des frontières, pour les faire camper autour de Naples; les bandes de volontaires furent dissoutes, tout le pays dégarni de défenseurs jusqu'à Capoue. On plaça seulement des gar-

nisons dans les forts. Quelques jours après, à la vue des progrès de l'ennemi et de la froideur du peuple, la reine, désespérant de pouvoir défendre le royaume autre part que dans les Calabres et comptant sur les difficultés du terrain et le caractère belliqueux des habitans, envoya seize mille hommes de troupes réglées, sous les ordres du général Damas, dans les défilés de Campotanese; le 11 février, elle s'embarqua avec les princesses, tous les ministres qui restaient et les hauts personnages de son parti. Pendant ce temps, les deux princes François et Léopold rejoignirent et dépassèrent rapidement l'armée de Calabre et s'établirent à Cosenza; là ils poussaient à la guerre, employant tour à tour l'autorité et les prières.

Le lieutenant avait publié en partant deux proclamations : l'une exposait la perfidie de l'ennemi, son refus inflexible de tout accommodement, *son intention* évidente de s'emparer du royaume; conduite d'autant plus coupable, ajoutait-il, que la cour de Naples s'était toujours montrée traitable, loyale, amie de la concorde et de la paix; que, bien que le peuple fût disposé à soutenir les armes à la main les droits du trône, l'humanité du roi ne pouvait permettre que ses sujets s'exposassent à la haine et à la vengeance d'un ennemi barbare; qu'en conséquence, il engageait toute cette partie du royaume qui était dégarnie de troupes à se résigner à la destinée, tout en conservant au fond du cœur affection pour le roi, son souverain légitime, et à attendre sa délivrance des armées bourbonniennes, qui, nombreuses et résolues, détruiraient dans les Calabres, sous ses ordres et ceux de son frère le prince

Léopold, les troupes françaises, et qu'il reviendrait ensuite dans la capitale reprendre les rênes du gouvernement au milieu de ses sujets bien-aimés.

Paroles trompeuses et dérisoires! L'autre proclamation nommait au conseil de régence le lieutenant-général don Diego Naselli, prince d'Aragon; le prince de Canosa, homme honorable, dont le fils s'est fait aujourd'hui une réputation bien différente, et le magistrat Michelangelo Cianciulli.

XXXIII. La conquête était inévitable, mais encore éloignée de quelques jours. Le nouveau roi approchait; mais l'autorité de l'ancien régissait encore l'État. La populace avide, déchaînée, mal réprimée par un pouvoir légitime sans force et sans volonté, certaine d'obtenir son pardon de la joie ou de la prudence du conquérant, et sachant que les crimes ou les coupables se trouvent perdus dans les désordres, menaçait et faisait trembler les gens de bien. Pendant ce temps, les régens, faibles et usés par les années, sans expérience du gouvernement des peuples et des dangers, craignant l'ancien roi, craignant le nouveau, restaient confondus et troublés en présence des événemens. Les partisans des Français s'assemblaient dans des réunions secrètes, afin de pourvoir à leur salut et au repos de la capitale, mais sans ordre, sans chef, sans pensée commune, sans unité; ils perdaient le temps, et chaque heure qui fuyait amenait de nouveaux dangers. Cependant, au milieu de leur agitation, de leur consternation et de leur crainte, régnaient la joie et l'espérance. Et ce fut un bonheur que les principaux chefs du parti

bourbonnien eussent pris la fuite; car le peuple, divisé et incertain, ne sachant comment commencer le soulèvement, laissait s'échapper le temps et les occasions.

La régence envoya au prince Joseph le marquis Malaspina et le duc de Campochiaro comme ambassadeurs, pour l'informer de l'autorité qui lui était conférée par l'édit du roi et lui proposer un armistice de deux mois. Joseph répondit que l'on eût à rendre les forts et à ouvrir les portes de la capitale, ou que l'on s'attendît à rendre compte de tout le sang français ou napolitain qui serait versé dans une guerre insensée et inutile. Pressés par le temps, par la crainte et par les progrès de l'armée française, qui était déjà sous les murs de Capoue, les ambassadeurs accordèrent, sous la simple condition qu'on maintiendrait la tranquillité publique et qu'on respecterait les personnes et les propriétés, la reddition des forts et des châteaux du royaume, la libre entrée dans la ville, l'obéissance au conquérant. La crainte de la guerre étrangère avait donc cessé; mais l'approche des Français et le bruit répandu parmi le peuple que la convention nouvelle était l'effet de la trahison, augmentèrent les dangers dans l'intérieur de la capitale : les prisonniers s'insurgèrent et tentèrent de briser leurs chaînes et les portes des prisons; les lazzaroni, et les misérables déjà connus dans la révolution de 99, formèrent des attroupemens sur les places les plus fréquentées. Tel était l'état des choses le soir du 12 février, et tout portait à croire que le jour suivant s'annoncerait par des scènes de désordre et de pillage dans la capitale. Mais, pendant la nuit, dans

une réunion des partisans de la France, un homme de cœur parla ainsi :

« Notre vie ou notre mort, la sûreté de la ville ou le pillage, sont entre nos mains. La régence est une vaine forme de gouvernement, sans force et sans autorité; les tribunaux sont fermés; la police, poursuivie par la conscience de ses iniquités, se tient cachée; nous n'avons plus ni roi, ni lois, ni magistrats, ni ordre, ni force publique; la société est donc dissoute; tout citoyen doit pourvoir à son salut, la victoire sera pour ceux qui demain seront les premiers sous les armes. Je propose que chacun de nous veille et s'arme, qu'avant le jour nous courions chez nos amis pour les engager à s'unir à nous et accroître, autant que possible, notre nombre et nos forces; la place Médina sera notre camp. De là, nous nous distribuerons en patrouilles, nous parcourrons la ville pour rallier les gens de bien, dissiper les malintentionnés et accabler les rebelles. Si à l'aube du jour cent d'entre nous marchent unis, la ville et la victoire sont à nous; mais si nous nous laissons prévenir par moins d'une vingtaine de lazzaroni, criant guerre et pillage, nous aurons à souffrir la guerre, le pillage et l'extermination. »

On applaudit à cette résolution énergique. Un autre orateur, plus scrupuleux observateur des lois, ajouta qu'il fallait parler de ces dangers à la régence et obtenir par un décret l'armement des gens de bien, et offrit de se charger de cette mission. « Eh bien donc, lui dit le premier, va haranguer les régens; pendant ce temps j'irai prévenir nos amis, et, sans attendre le succès de ta démarche, je serai demain le premier sous les armes. »

La régence, effrayée par l'attitude menaçante de la populace comme par les résolutions hardies des partisans français, adhéra à leur demande et fit imprimer et afficher pendant la nuit un décret qui recommandait le maintien de la tranquillité aux citoyens, et autorisait les défenseurs du repos public et les gentilshommes de tous les quartiers à s'armer et à protéger la ville contre le désordre. On vit donc, dès le matin du 13 février, plusieurs milliers de bons citoyens armés parcourir les rues ou stationner sur les places, tandis que les lazzaroni, étonnés et mécontens, accusaient la lenteur de leurs chefs. Les partisans de la France, qui avaient alors les armes à la main, étaient ces mêmes hommes qui, peu de temps auparavant, enrôlés sous les drapeaux de la République, avaient eu à souffrir la prison ou l'exil. Les souvenirs des persécutions de 99 étaient encore tout frais et tout palpitans. Beaucoup de leurs plus cruels persécuteurs et tous les juges des juntes d'État habitaient avec eux dans la ville, et une armée amie et puissante arrivait. Ainsi tout invitait à la vengeance : la facilité de la satisfaire, un juste ressentiment, un instinct naturel à l'homme, la certitude de l'impunité. Mais la vertu civile prévalut, et tous ces misérables, que leur conscience coupable remplissait de terreur, furent rassurés par le langage et la conduite de leurs ennemis. C'est alors qu'on vit l'utilité des gardes civiques dans les bouleversemens politiques; plus tard elles se réorganisèrent dans les troubles civils et sauvèrent trois fois la capitale et les provinces, qui depuis les horreurs de 99 prennent la capitale pour modèle.

Cet état de choses dura deux jours. Le 14 février 1806,

au milieu de la journée, les premiers bataillons français étaient aux portes de Naples. Les passions de tout un peuple, les intérêts de tout un royaume, étaient en question ; les uns fuyaient, les autres se cachaient, d'autres allaient au-devant du vainqueur. La défiance, l'espoir, l'ambition, se disputaient l'âme des Napolitains.

NOTES

ET

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES

Sur les événemens de 1798 et 1799, et particulièrement sur les instrumens et victimes de la réaction napolitaine de cette dernière année. (Voir le livre III et le chapitre Ier du livre V (1).)

PERSÉCUTIONS CONTRE DE PRÉTENDUS RÉVOLUTIONNAIRES. — L'ACCUSATEUR VANNI.

La cour de Naples, par ses persécutions et ses tribunaux de sang, appelait, pour ainsi dire, dans ses états, au lieu de l'en éloigner, le génie de la révolution.

Un peuple est toujours porté à juger favorablement des maximes que proscrit un gouvernement auquel il est rarement attaché, parce que rarement il le voit occupé de son bonheur. Aussi ne doutai-je point que le nombre des partisans des principes français augmenterait dans le royaume de Naples, quand je vis employer contre eux une rigueur excessive. S'il est avantageux de punir les actions, il est dangereux de sévir contre les simples opinions. Dans le premier cas, l'exemple du châtiment prévient quelquefois le crime; dans le second, l'excessive rigueur, ou plutôt l'injustice, appelle la vengeance, irrite les esprits, produit le fanatisme. A Naples, dans les commencemens de la révo-

(1) Ces détails, empruntés à différentes sources, nous ont paru de nature à compléter et à confirmer le triste récit du général Colletta. (*Note de l'éditeur.*)

lution, quelques jeunes élèves des écoles publiques, qui avaient lu des livres de politique et de philosophie, étaient peut-être les seuls qui se nourrissaient de l'espoir de voir un jour leur patrie libre et puissante; peut-être conversaient-ils entre eux avec intérêt des grands et utiles changemens qui s'opéraient dans le gouvernement de la France; mais jamais l'idée de conspirer contre le roi, de chercher à établir un autre ordre de choses, quand aucun élément de révolte n'existait autour d'eux; quand ils n'avaient et ne pouvaient avoir, pour servir leur cause, le peuple, sans lequel on ne peut rien faire en révolution; jamais, dis-je, une pareille idée ne leur fût venue à l'esprit, ou le plus simple raisonnement la leur aurait fait rejeter comme chimérique, inexécutable. D'un autre côté, on n'avait nullement à craindre que les Français vinssent jusque dans Naples chercher à révolutionner le pays; ils n'employaient cette arme que contre les puissances qui se montraient leurs ennemies, et prouvaient qu'ils avaient, au contraire, l'intention de maintenir avec Naples des liaisons de commerce et d'amitié. Ce fut donc, de la part du gouvernement de Naples, une double faute, et de persécuter ses sujets pour opinions, et de rompre avec la France, lorsqu'elle ne voulait que la paix.

Que de malheureux furent immolés sur les échafauds par les juntes extraordinaires, sans qu'on pût acquérir de preuves d'une véritable conspiration! A l'un d'eux, *Emanuele de Deo,* on offrit la vie, s'il voulait avouer son prétendu crime et révéler ses complices : soit qu'il n'eût rien à dévoiler, soit qu'il préférât la mort à l'infamie, il garda un silence obstiné.

Et, voyez comme les supplices, les incarcérations, étaient inutiles! Vanni, l'accusateur, disait hautement qu'il y avait encore plus de vingt mille arrestations à faire, et déjà il avait dénoncé au roi comme coupables tous les juges, les avocats,

tout ce qu'il y avait d'hommes recommandables dans le royaume par leur probité et leurs lumières.

Ce Vanni fut le Fouquier-Tinville de Naples. Jamais, peut-être, deux monstres semblables n'ont pesé sur la terre; mais je vois encore, dans un ouvrage italien dont jusqu'à présent personne n'a accusé l'auteur de calomnie, le nom d'un troisième personnage que, pour la cruauté, il assimile à Vanni; et pourtant cet homme est aujourd'hui revêtu de la confiance de sa cour dans une importante mission (1)!....

Ce Vanni n'avait été qu'un instrument d'Acton. Lorsque le ministre vit qu'il devenait plus dangereux qu'utile aux intérêts de la cour, il s'empressa de le sacrifier. Le terrible Vanni fut destitué, exilé. Trompé dans ses projets d'ambition, il tomba dans une mélancolie profonde; l'inquiétude vint encore aggraver sa déplorable situation, lorsqu'il vit que les Français victorieux approchaient de Naples : Vanni les redoutait; il demanda à la cour, alors réfugiée en Sicile, la permission d'aller chercher un asile auprès d'elle. On le refusa; il résolut de se tuer. Voici la lettre qu'il écrivit avant de se porter le coup fatal : « L'ingratitude d'une cour perfide, l'approche d'un ennemi redoutable, le refus qu'on « me fait d'un asile, me déterminent à m'ôter une vie que « je ne puis plus supporter. Que l'on n'accuse personne de « ma mort, et puisse mon exemple rendre plus sages les « autres inquisiteurs d'État! » Les autres *inquisiteurs d'État*, ces dignes collègues du tigre napolitain, ne profitèrent nullement de la leçon : ils continuèrent leurs viles et odieuses fonctions, avec la même fureur, jusqu'au jour où l'armée française entra dans Capoue.

---

[1] Ce personnage, devenu prince de Castelcicala et ambassadeur de Naples à Paris, est mort à Paris en 1832.

SUR LA PROMPTE DÉFAITE DE L'ARMÉE NAPOLITAINE. — SUR L'ENTRÉE DES FRANÇAIS A NAPLES. — CHAMPIONNET. — MACK.

Les lecteurs qui voudraient connaître les détails de la fameuse expédition de l'armée napolitaine à Rome ; de sa défaite sur tous les points ; de la marche des Français sur Naples, marche que rendit extrêmement pénible l'insurrection des paysans dans les États napolitains ; de la capitulation de Capoue ; enfin de la prise de Naples, les trouveront dans les tomes IX et X de l'ouvrage qui paraît en ce moment à Paris, sous ce titre : *Victoires, Conquêtes, Désastres, Revers et Guerres civiles des Français, de* 1791 *à* 1815. Les relations qu'on y lit se distinguent autant par l'exactitude que par l'impartialité. J'ai extrait tant de cet ouvrage que de quelques mémoires particuliers, les faits et observations qui vont suivre :

I. On se ferait difficilement une idée de la joie, du délire de la cour de Naples à la vue de ses 70,000 hommes commandés par l'illustre Mack. La reine elle-même, vêtue en amazone, assista à la revue de cette belle armée, quelques jours avant son départ : du geste et de la voix elle cherchait à animer les soldats, à leur inspirer l'ardeur dont elle-même était dévorée ; lorsque l'armée partit, les acclamations, les chants guerriers, se firent entendre : on eût dit qu'elle marchait à la conquête de l'Italie, du monde. On doutait si peu du succès qu'on ne voulut point attendre, comme on en était convenu avec l'Autriche, pour se mettre en campagne, que l'armée de l'Empereur eût paru en Italie. La cour de Naples voulut avoir seule la gloire d'anéantir les 16,000 Français disséminés dans les États de l'Église. Comment croire, en effet, que cette poignée d'hommes songerait à opposer la

moindre résistance? Aussi quelles furent la consternation et la terreur, quand, un mois après, on vit revenir les faibles restes de l'armée napolitaine, sans canons, sans bagages; le roi, qui l'avait suivie, cherchant un asile dans Caserte; le général Mack courant d'une place à l'autre, donnant dans une heure vingt ordres différens, ne sachant à quoi se déterminer.

II. Dans les grandes crises, certains corps politiques dont on ne sent pas l'utilité dans les momens paisibles, parce que les gouvernemens, presque toujours défians, envieux d'autorité, trouvent moyen d'annuler leurs attributions; dans les momens du danger, dis-je, ces corps reprennent leurs droits, et deviennent souvent la sauvegarde de l'État. Ainsi à Naples, après le départ du roi et de la cour pour la Sicile, les six élus des *Sedili* nobles et l'élu du peuple formèrent une espèce de corps municipal, qui eut toute la puissance. S'il avait su en user convenablement; s'il eût, par exemple, cherché à calmer l'effervescence du peuple, et se fût proclamé gouvernement provisoire, en invitant le peuple à se faire représenter dans l'assemblée par des députés librement choisis; s'il eût empêché, surtout, les lazzaroni d'aller attaquer inopinément le camp français, ce qui rompait l'armistice conclu, armistice que le général Championnet comptait observer fidèlement, il eût empêché bien des désordres, un grand carnage; les Français ou ne seraient pas entrés à Naples, ou n'y auraient paru que comme des protecteurs et des amis. Mais, quoique le corps municipal ne fît pas tout ce qui aurait pu sauver sa patrie, il rendit de grands services. Moliterno, qui en était membre, sauva plusieurs victimes qui lui étaient amenées par le peuple; feignant une rigueur extrême, et promettant qu'elles seraient promptement traînées au supplice, il les faisait

conduire en prison, d'où elles s'échappaient bientôt après, par les soins du conseil ou corps municipal. Mais il ne put cependant sauver de la fureur du peuple, entre plusieurs autres, deux hommes très-recommandables, les frères Filomarino, dont l'un était un naturaliste, l'autre un poète distingué. C'était contre la classe éclairée et aisée que le peuple se déchaînait avec le plus de furie ; et comme on savait que la reine regardait toute cette classe comme infectée de jacobinisme et avait exprimé le désir insensé de la persécuter et de la punir, on regarda alors comme très-vraisemblable le bruit qui courut, qu'elle avait désigné aux poignards de la populace toute la classe moyenne des habitans de Naples, depuis les notaires jusqu'aux juges, aux banquiers, etc.

Il était assez naturel, d'après cela, que tous les hommes de cette classe se réunissent pour se défendre d'une si affreuse proscription ; mais les partisans même de la cour se joignirent à eux, tant ils trouvèrent le danger menaçant pour quiconque avait un nom et quelque fortune. Ce fut là le noyau de l'assemblée qui depuis s'occupa d'une constitution, quand le gouvernement républicain eut été proclamé.

III. Sans le secours que prêtèrent aux Français les patriotes napolitains, qui, comme nous venons de le voir, étaient opposés au peuple, jamais leur armée, quoiqu'aux portes de Naples, ne s'en serait peut-être emparée. Deux fois les lazzaroni prirent les canons des Français, et l'on ne put les reprendre sans se résigner à une perte d'hommes d'autant plus sensible pour le général que son armée était très-faible. Pour avancer dans la principale rue de cette ville populeuse, il fallait aussi se résoudre à se faire jour au travers de milliers d'hommes, à marcher sur des monceaux de cadavres. Championnet, rebuté par tant de résistance, était

sur le point de renoncer à l'entreprise; mais les patriotes éperdus vinrent le conjurer de ne point les abandonner : ils lui promirent de s'emparer des forts, surtout du château Saint-Elme, d'où les lazzaroni, qui en étaient maîtres, faisaient un feu continuel sur les Français. Et, en effet, pour prendre ce fort, ils imaginèrent une ruse qui leur réussit : ils se déguisèrent en hommes du peuple, et se présentèrent devant le fort, comme s'ils étaient poursuivis par les patriotes. Les lazzaroni, trompés, s'empressèrent de baisser le pont-levis pour leur donner asile, et c'est ainsi que les patriotes pénétrèrent dans le château, où bientôt ils mirent aux fers les lazzaroni qui l'occupaient. Un signal convenu en avertit Championnet, qui aussitôt avança sans crainte, mais non sans combat, dans les rues de la ville. Parmi les patriotes déguisés qui parvinrent à pénétrer dans le château Saint-Elme, était une femme d'un noble et beau caractère, Eleonora Fonseca, qui venait de se sauver des prisons de la Vicaria, où elle avait été enfermée pour cause d'opinions politiques. J'aurai occasion de parler ailleurs de cette femme bien digne d'intérêt.

IV. M. Lacretelle, dans son *Précis historique de la révolution française*, dit que Championnet tomba dans la disgrâce du directoire exécutif et fut mis par lui en état d'accusation, parce qu'il avait laissé trop long-temps Naples sous le régime militaire; c'est ce que nous faisons entendre aussi dans nos mémoires sur Naples. Mais cela est très-invraisemblable, et l'on serait plutôt tenté de croire qu'en faisant la conquête de Naples, ce général avait agi contre les intentions du directoire : en effet, lorsqu'il l'entreprit, la France avait trop peu de forces en Italie pour ne pas les employer toutes contre les armées autrichiennes qui s'apprêtaient à y entrer. Peut-être n'aurait-il fallu, après avoir battu et dis-

persé l'armée napolitaine, que songer à bien s'établir dans les états de l'Église; la conquête du royaume de Naples aurait été ajournée à des temps plus favorables. Mais les auteurs de l'ouvrage sur les Conquêtes des Français me semblent avoir indiqué la vraie cause des procédés du directoire envers un général qui avait si bien mérité de la République. Cette tourbe de fonctionnaires civils qui, sous différens noms et surtout sous celui de *Commissaires du directoire*, suivaient les armées conquérantes en Italie, vinrent à Naples percevoir des impôts exorbitans, voler, piller, comme ils l'avaient fait à Rome. Les Napolitains firent entendre des plaintes semblables à celles des Romains; les palais, les maisons des riches particuliers, les édifices publics, étaient devenus la proie de spéculateurs déhontés que protégeaient ouvertement les commissaires du directoire français. Championnet ne put rester tranquille spectateur de ces coupables dilapidations : religieux observateur de la promesse qu'il avait faite aux Napolitains d'assurer leur bonheur et leur tranquillité, il se déclara hautement l'ennemi des exacteurs. Dès ce moment il s'engagea une lutte scandaleuse entre les commissaires civils, qui soutenaient les hommes qu'ils appelaient *leurs employés*, et le général intègre qui voulait les punir. Dans l'excès de son indignation, oubliant trop, peut-être, l'obéissance qu'il devait à son gouvernement, et emporté par son zèle pour la gloire du nom français, Championnet prit un arrêté, par lequel il chassait de Naples la commission et tous ses agens; et il se crut en droit d'employer les moyens militaires pour l'exécution de cette mesure.

Il n'en fallut pas davantage pour exciter toute la colère du directoire français, qui trouvait enfin l'occasion de punir légalement, en quelque sorte, le général qui avait déjà manifesté des sentimens d'indépendance.

Le rappel de Championnet jeta dans la consternation toute la ville de Naples; il y était aimé du peuple, qui savait que ses intérêts lui étaient chers, qu'il avait en lui un défenseur. Voici comment le Napolitain Cuoco déplorait plusieurs années après, et lorsque Championnet n'existait plus, l'aveuglement du directoire français, qui persécuta un général aussi probe que brave.

« O Championnet! tu ora più non esisti; ma la tua me-
« moria riceva gli ommaggi dovuti alla fermezza ed alla
« giustizia tua! che importa che il direttorio abbia voluto
« opprimerti? egli non ti ha pèro avvilito. Tu diventasti
« allora l'idolo della nazione nostra.

« Il richiamo di Championnet fu un male per la reppu-
« blica napolitana. Io non voglio decidère del suo merito
« militare, ma egli era amato dal popolo di Napoli; e
« questo era un merito ben grande. »

Les mémoires que Championnet publia pour sa justification sont surtout précieux en ce qu'ils font voir quelle était la rapacité, la profonde démoralisation des agens que le directoire envoyait dans les pays conquis, et expliquent ainsi l'extrême facilité avec laquelle on reprenait souvent ces conquêtes. Les peuples opprimés, ruinés par les Français, pouvaient-ils les défendre, et ne pas se voir au contraire avec joie délivrés d'un tel joug?

V. Lorsque Mack éperdu se sauva dans le camp des Français, pour se soustraire à la fureur des lazzaroni, il presenta son épée au général Championnet, qui la refusa: « Gardez-la, général, lui dit Championnet en souriant; mon gouvernement m'a défendu de recevoir des présens de fabrique anglaise. » On sait qu'il ne considéra jamais Mack comme prisonnier de guerre, et qu'il lui donna même un passeport et une escorte pour se rendre à Milan; mais le directoire

français l'y fit arrêter et conduire à Paris; on l'y avait laissé libre sur parole; violant la foi promise, il en partit pour l'Allemagne emmenant avec lui une courtisane.

Chose inexplicable! ce Mack, qui, d'après sa conduite comme général en chef de l'armée napolitaine, aurait dû perdre à jamais sa réputation, n'en obtint pas moins dans la suite les premiers grades dans l'armée d'Allemagne. En 1804, il avait le commandement de l'armée de Bavière. A l'approche des Français, il recula, s'enferma dans Ulm, dont Napoléon fit aussitôt le siége. Après deux mois de blocus, Mack accepta la capitulation la plus ignominieuse dont les annales militaires aient jamais fait mention; toute son armée, lui et son état-major exceptés, resta prisonnière de guerre.

Voilà le général que le roi de Naples avait opposé aux Macdonald, aux Championnet, aux Kellermann, etc., qui commandaient la petite armée de Rome! Ses revers ne doivent plus paraître étonnans.

SUR LE CARDINAL-GÉNÉRAL RUFFO ET LES BANDES ROYALISTES QU'IL AVAIT SOUS SES ORDRES.

On a beaucoup blâmé la cour de Naples de s'être réfugiée en Sicile, à l'approche des Français, au lieu d'avoir cherché à défendre d'abord la capitale et ensuite les provinces du continent. Le reproche me paraît peu fondé. Il lui fut bien plus facile, étant à l'abri des attaques de l'ennemi dans une île défendue par les vaisseaux anglais, de procéder à l'exécution des plans qui devaient la remettre en possession de ses états. Soulever les Calabres, et s'avancer ensuite de province en province jusque sur la capitale, c'était là sans doute ce qu'il y avait de mieux à entreprendre dans les cir-

constances. L'émigré Roger de Damas, en organisant dans les provinces des mouvemens assez semblables à ceux de la Vendée, en France, et surtout le cardinal Ruffo, en marchant, le glaive d'une main et le crucifix de l'autre, à la tête des troupes de brigands qu'il avait facilement ralliés par l'espoir du pillage et par la promesse de l'absolution de leurs crimes; ces deux chefs, dis-je, ne pouvaient manquer de faire triompher la monarchie dans sa lutte contre une république qui n'était point encore organisée. Il faut pourtant que ces mots de liberté, de constitution, de gouvernement populaire, aient un grand pouvoir sur l'esprit même des hommes les plus ignorans, puisque les deux généraux royalistes trouvèrent tant de villes qui leur opposèrent une vigoureuse résistance. Mais les ravages que firent leurs bandes, dans les pays qu'ils réduisaient à l'obéissance, ne peuvent être racontés sans horreur : qu'attendre, au reste, d'hommes tels que ceux à qui Ruffo commandait! Pour donner une idée de leur barbarie, je ne parlerai que d'un seul, de Mammone Gaëtano. D'abord meunier, il était devenu, par ses hauts faits, c'est-à-dire ses crimes, général en chef des insurgés de Sora. On pourrait difficilement citer un monstre de cette espèce. Pendant deux mois qu'il commanda dans une petite étendue de pays, il fit fusiller trois cent cinquante hommes; le double au moins avait été tué par ses satellites. Je ne parle point des pillages, des viols, des incendies, qu'il ordonna ou fit exécuter avec joie; je ne détaillerai point le nombre incroyable de personnes qu'il jeta dans d'horribles cachots. Il avait imaginé de nouveaux genres de supplices, qui rappelaient ceux qu'inventèrent les Procuste et les Mezence; son goût pour le sang était tel qu'il buvait toujours celui des malheureux qu'il faisait égorger. « Je l'ai vu, dit l'auteur de qui j'emprunte ces détails, je l'ai vu moi-même boire le sang qu'il s'était fait tirer, et

demander avec avidité celui de quelques autres personnes qui avaient été saignées ainsi que lui. Lorsqu'il dînait, il avait sur sa table une tête nouvellement coupée, et un crâne lui servait de coupe... C'est à de tels monstres, ajoute mon auteur, que le roi écrivait de Sicile *mon général et mon ami.* »

Malgré de tels défenseurs, il est fort douteux que la cour de Sicile eût réussi à reprendre la couronne de Naples, si le général Macdonald, qui avait remplacé Championnet, n'eût été forcé de retirer les Français qui étaient sous ses ordres et de les conduire dans la Haute-Italie.

Le cardinal Ruffo, né en 1744, était déjà vieux et même infirme lorsqu'il se chargea d'une entreprise aussi périlleuse; il faudrait admirer son zèle et son courage, s'il n'avait permis que les atrocités de toute espèce souillassent ses victoires.

Après la conquête, en 1801, le roi de Naples le nomma son ministre à Rome. Après l'enlèvement du pape, il vint à Paris, où il avait été appelé par Napoléon, qui l'y accueillit avec distinction et lui donna la croix d'officier de la Légion-d'Honneur; mais bientôt après, je ne sais par quel motif, il l'éloigna de sa cour et l'exila dans un village près de Paris.

« Ce cardinal, disent les auteurs de la *Biographie moderne*, passe pour avoir de l'esprit, de l'instruction et des connaissances très-variées : il a écrit sur les manœuvres des troupes et des équipages de la cavalerie, sur les fontaines, les canaux, et sur les mœurs des différentes sortes de pigeons. Il a le défaut d'être un homme à projets, mais il n'en conserve pas moins la réputation méritée d'être le plus habile économiste de l'Italie.... Les étrangers recherchent le cardinal Ruffo. Quant à lui, il paraît maintenant aimer les Français avec prédilection. Il a recouvré des terres dans le royaume de Naples, où il passe la plus grande partie de son

temps à planter des arbres rares, et à mettre en pratique ses connaissances en agriculture et en économie domestique. » (1)

AUTEURS DES VENGEANCES EXERCÉES A NAPLES EN 1799 : LA REINE MARIE-CAROLINE, ACTON, LADY HAMILTON, NELSON. — LEURS PRINCIPALES VICTIMES : CARRACCIOLO, CIRILLO, BAFFI, PAGANO, ELEONORA FONSECA, ETC.

La révolution de Naples, l'établissement d'un gouvernement démocratique dans ces contrées, avait été le résultat nécessaire de l'invasion et de la conquête des Français. Le roi avait été vaincu; il avait abandonné ses États : dès-lors, tous ses sujets étaient déliés de leur serment de fidélité; ils pouvaient et devaient même contribuer, de tous leurs moyens, à maintenir l'ordre public par l'établissement d'un gouvernement quelconque. Le gouvernement une fois établi, leur devoir était encore de le défendre, de concert avec les conquérans, leurs protecteurs, contre l'aggression de toute puissance étrangère, même contre celle de leur ancien souverain, devenu étranger pour eux; par cette même raison, ils avaient tous droit de traiter avec ce souverain, de capituler, s'il était vainqueur. Leur traité, garanti d'ailleurs, par les représentans de tant d'autres puissances, devait être sacré, inviolable. Jamais peuple ne fut donc moins coupable envers son roi que le peuple napolitain; jamais traité ne mérita plus d'être exécuté que la capitulation en vertu de laquelle les patriotes rendirent, en 1799, les forts où ils s'étaient réfugiés. Ce fut un grand crime, un crime que la postérité ne pardonnera point à ses auteurs, que la violation de ce traité solennel. Disons d'abord quelle en

(1) *Biographie des hommes vivans*, au mot *Ruffo*.

était la teneur ; nous livrerons ensuite à l'indignation des lecteurs les personnages qui, sous les plus révoltans prétextes, et par de misérables intrigues, parvinrent à le faire annuler.

CAPITULATION.

« ARTICLE Ier. Le château Neuf et le château de l'Œuf seront remis au commandant des troupes de S. M. le roi des Deux-Siciles, et de celles de ses alliés, le roi d'Angleterre, l'empereur de toutes les Russies et la Porte Ottomane, avec toutes les munitions de guerre et de bouche, l'artillerie et les effets existans dans les magasins. Il en sera fait inventaire par des commissaires respectifs, après la signature de la présente capitulation.

« ART. II. Les troupes qui composent les garnisons resteront dans les forts jusqu'à ce que les bâtimens, dont on parlera ci-après, destinés à transporter les individus qui voudront se rendre à Toulon, soient prêts à mettre à la voile.

« ART. III. Les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, armes et bagages, tambour battant, mêche allumée, bannières déployées, et chacune avec deux pièces de canon. Elles déposeront les armes sur le rivage.

« ART. IV. Les personnes et les propriétés, tant mobilières qu'immobilières, seront respectées et garanties.

« ART. V. Tous les individus napolitains pourront choisir ou de s'embarquer sur les vaisseaux parlementaires qui leur seront donnés pour les conduire à Toulon, ou de rester à Naples, sans crainte d'être inquiétés, ni eux ni leurs familles.

« ART. VI. Les conditions contenues dans la présente capitulation sont communes à toutes les personnes des deux sexes renfermées dans les forts.

« Art. VII. Les mêmes dispositions seront observées à l'égard de tous les prisonniers faits sur les troupes républicaines par les troupes de S. M. le roi des Deux-Siciles et de ses alliés, dans les divers combats qui ont eu lieu avant le blocus des forts.

« Art. VIII. MM. l'archevêque de Palerme, Micheroux, Dillon, et l'évêque d'Avellino, seront remis au commandant du fort Saint-Elme, où ils resteront comme ôtages jusqu'à ce qu'on ait connaissance de l'arrivée à Toulon des individus qui y seront transportés.

« Art. IX. Tous les autres ôtages et prisonniers d'État renfermés dans les forts seront remis en liberté aussitôt après la signature de la présente capitulation.

« Art. X. Tous les articles n'en pourront être exécutés qu'après avoir été entièrement approuvés par le commandant du fort Saint-Elme. »

Telle fut la fameuse capitulation que signèrent le cardinal Ruffo, lieutenant-général du roi à Naples; Micheroux, général de ses armées; l'amiral russe et le commandant des forces turques; Food, commandant des vaisseaux anglais devant Naples, et Mejean, au nom de la République française. Certes, si jamais il y eut un traité régulier et obligatoire, ce fut bien celui-là; mais la reine Marie-Caroline déclara que « elle aimerait mieux perdre tous ses états que de capituler avec des rebelles. » Ce mot *rebelle* n'était appliquable, comme je l'ai prouvé, à aucun de ceux qui, durant la conquête, avaient obéi aux vainqueurs. D'ailleurs, n'était-ce pas une déloyauté insigne de rompre le traité, lorsqu'il était déjà en partie exécuté, lorsque les forts étaient remis, que les républicains avaient déposé les armes, que les uns étaient rentrés dans le sein de leurs familles, et les autres déjà montés sur les vaisseaux qui devaient les transporter à Toulon? Et, en admettant même que le roi ne crût

pas de sa dignité de signer une capitulation avec ses anciens sujets, n'était-il pas d'une justice rigoureuse d'accorder du moins la vie à ceux qui s'étaient fiés à la parole de ses généraux et de ses alliés ? Combien il se serait honoré par cette conduite ! Il eût paru clément, généreux ; il n'eût été que juste.

Mais la reine était altérée de vengeance ; elle attribuait à la classe éclairée de la nation, à celle qu'elle croyait entièrement imbue des principes français, tous les malheurs qu'elle venait d'éprouver ; et pour inspirer une grande terreur à ses sujets, elle ne trouva rien de mieux que d'user, en cette occasion, d'une excessive sévérité.

C'était une femme dont l'histoire aura peine à tracer un fidèle portrait, tant elle réunissait de qualités contraires. Sans être aussi belle que sa malheureuse sœur Marie-Antoinette, elle avait de la majesté, un bras superbe, qu'elle déployait avec complaisance, l'œil vif, mais dur, la démarche noble, mais un peu guindée ; elle parlait beaucoup, et avec facilité, dans plusieurs langues ; disait des choses spirituelles, et, presque en même temps, des choses tout-à-fait déraisonnables. Elle se plaisait à écrire : j'ai vu d'elle de longs mémoires, rédigés en français, et presque sans ratures, dans l'espace de quelques heures de temps. Elle était à la fois prudente et étourdie, douce et arrogante, réservée et coquette, philosophe et superstitieuse. Toute sa vie, elle a passé pour avoir des mœurs très-dissolues ; et l'apparence même des mauvaises mœurs paraissait la blesser, et elle élevait ses enfans dans les principes de la plus rigoureuse décence et honnêteté : je l'ai vue plusieurs fois au théâtre détourner l'attention de ses filles, dès qu'elle prévoyait quelque scène d'amour. Généreuse jusqu'à la prodigalité, elle donnait toutes les semaines à de pauvres familles le fruit de ses épargnes ; mais en même temps elle comblait de bienfaits des personnes qui en

étaient tout-à-fait indignes, et son ministre favori, et ses espions, et les plus vils délateurs. Elle croyait sans examen tous les rapports qu'on lui faisait sur les mauvaises dispositions du peuple à son égard et ne pouvait ajouter foi même à la reconnaissance de ceux qu'elle avait obligés. Pour lui plaire, il fallait lui dire sans cesse, lui prouver qu'elle était haïe.

Sa confidente, lady Hamilton, lui avait d'abord été odieuse lorsqu'elle n'était que miss Harte. Peut-être l'extrême beauté de cette étrangère avait-elle excité en elle un sentiment de jalousie : plus d'une fois, elle avait exprimé son mécontentement de ce qu'un homme honoré d'une importante mission, un ministre anglais, vivait publiquement avec une prostituée qui sortait tout récemment des mauvais lieux de Londres ; de ce qu'elle habitait sa maison, de ce qu'il la conduisait en triomphe dans les théâtres, les *académies*, les promenades publiques, et jusque dans les bosquets de Caserte. Mais ce ministre épousa cette maîtresse chérie, et la présenta à la cour. Dès-lors, par une inconséquence qui était bien dans son caractère, la reine s'en fit une amie. La favorite, fière de se voir admise dans l'intimité d'une reine, se gardait bien de chercher à adoucir son implacable caractère : semblable à ces esclaves que leurs maîtres élèvent jusqu'à eux, elle se plaisait à exciter ses passions haineuses et sanguinaires, et paraissait partager ses fureurs (1).

---

(1) La vie de lady Hamilton (Emma Lyon ou Harte) est toute romanesque. On ne sait précisément ni le lieu, ni la date de sa naissance. On la croyait fille d'une pauvre domestique ; et elle-même, dès l'âge de seize ans, avait été servante à Londres. Elle devint peu après femme de chambre d'une dame, chez qui elle lut beaucoup de romans, fréquenta les spectacles, et prit l'habitude de peindre parfaitement, par ses gestes et par ses attitudes, les différentes passions de l'âme. Disgraciée par sa maîtresse, elle tombe dans la misère, et prend le métier de fille

Le ministre Acton, qui, comme elle, occupait une place qu'il ne méritait ni par son éducation, ni par son mérite, n'usa jamais de l'influence qu'il avait sur l'esprit de la reine,

---

publique. Sa beauté la fait distinguer par un charlatan, qui l'offre, pour de l'argent, comme modèle aux artistes. Un peintre célèbre (Romney) en devient amoureux, la reproduit dans ses portraits, sous toutes les formes. Elle parvient bientôt à attirer dans ses filets lord Grenville, neveu du chevalier Hamilton, et en a plusieurs enfans. En 1789, Grenville, ruiné, l'envoie à Naples pour solliciter des secours de son oncle. Le chevalier Hamilton, épris de ses charmes, la garde auprès de lui, perfectionne son éducation; et finit par l'épouser en 1791. (Elle pouvait avoir à cette époque vingt-six ans, et le chevalier en avait soixante-et-un.)

La reine de Naples la reçut alors dans ses fêtes, dont elle faisait l'ornement. Elle était admise dans ses soupers avec Acton, et souvent couchait dans la chambre de la reine.

Ce fut à Naples qu'elle vit pour la première fois Nelson. Leurs amours sont trop connues pour qu'il soit besoin de les rappeler ici.

Elle passe pour avoir été la principale instigatrice des cruautés qui accompagnèrent la première restauration en 1799. En effet, comme elle avait été en butte au mépris d'un grand nombre de personnes, même lorsqu'elle était la favorite de la reine, il put paraître doux à une âme si dépravée de trouver un moyen facile de satisfaire sa vengeance. Aussi lui attribue-t-on généralement le supplice de Carracciolo et de plusieurs autres victimes d'un haut rang.

L'ambassadeur Hamilton ayant été rappelé par sa cour en 1800, Nelson porta l'oubli de ses devoirs et des convenances jusqu'à se démettre de son commandement pour suivre sa maîtresse en Angleterre; la présence de ces trois personnages à Londres fut un objet de scandale.

Hamilton mourut en 1803, et sa veuve se retira dans une maison de campagne que lui avait donnée Nelson.

Mais Nelson fut tué, comme on sait, à Trafalgar; et bientôt après, son indigne amante se livra à toute la dépravation de ses anciens goûts. Elle eut bientôt dissipé ses biens, et n'eut plus pour subsister qu'une modique rente. Elle se retira alors en France dans une petite ferme près de Calais, où elle est morte le 16 janvier 1815.

pour la porter à des actions nobles et louables. Rien de grand, de vertueux, n'occupa sa pensée. Haï, méprisé de toute la nation, il avait, comme la reine, des vengeances à exercer; l'occasion de se baigner dans le sang de ses ennemis était trop belle pour qu'il la laissât échapper (1).

Tels furent les auteurs, les ordonnateurs du massacre de Naples en 1799. Jetons maintenant un coup d'œil sur les principales victimes immolées par leurs ordres : toutes étaient distinguées par des talens et des vertus; elles périrent du supplice des malfaiteurs, sur des potences élevées près du rivage de la mer. Les vaisseaux anglais étaient en présence, et c'est de là que la cruelle lady Hamilton contemplait avec délices le massacre d'une foule d'hommes de mérite qu'elle avait connus, dont plusieurs avaient été ses amis, dont quelques-uns avaient célébré ses charmes dans leurs vers, peut-être vanté sa douceur et son humanité. Voici, avec leurs noms, quelques détails sur les plus célèbres et les plus regrettables d'entre eux.

---

(1) Acton était né à Besançon, en 1737, d'un médecin irlandais qui s'était établi dans cette ville. Il servit d'abord dans la marine de France, où il éprouva des désagrémens. Le grand-duc de Toscane l'employa ensuite dans une expédition contre les Algériens; et c'est de là que date sa fortune. Le gouvernement de Naples l'accueillit; la reine le distingua, l'aima, et dès-lors il jouit d'une puissance sans bornes.

Il avait des formes polies, peu de connaissances solides, mais de la souplesse dans l'esprit; il flattait les passions dominantes de la reine, partageait sa haine pour l'Espagne et la France, et régnait sous son nom, en lui persuadant qu'elle seule avait le pouvoir.

Au reste, il n'avait nulle idée des intérêts des puissances, de la politique de l'Europe, et du pays même qu'il gouvernait. C'est le ministre qui a fait le plus de bévues dans le royaume de Naples, et qui lui a causé le plus de maux.

Il est mort en 1808.

Manthoné.— C'est celui qui avait été ministre de la guerre sous le gouvernement républicain. Quand le juge Speziale, l'interrogeant, lui demanda ce qu'il avait fait au temps de la République, il répondit : « J'ai capitulé. » A toutes les autres questions, il ne voulut jamais faire d'autres réponses. On l'avertit de préparer sa défense. « Si la capitulation, dit-il, ne me défend pas, je rougirais d'employer, pour me sauver, d'autres moyens. »

Cirillo. — On lui demanda quelle était sa profession : Médecin. — Et pendant la République? — Représentant du peuple. — Et devant moi, lui dit Speziale, qu'es-tu? — Devant toi un héros. » (1)

Pasquale Baffi. — C'était peut-être le plus habile helléniste de l'Europe : il a publié une traduction, avec le texte, des manuscrits grecs de Philodémus trouvés sous les cendres d'Herculanum.

Lorsqu'il eut été condamné par la junte, un ami lui offrit de l'opium. Il refusa, et bientôt prouva que ce n'était point par lâcheté qu'il ne voulait point se donner lui-même la mort; mais, à l'exemple de Socrate, il pensait que tout homme est sur la terre comme un soldat à son poste, et que l'abandonner volontairement, c'est être coupable.

Francesco Carracciolo. — Le meilleur officier de la marine de Naples. Son vœu et son projet étaient de donner à la

---

(1) Domenico Cirillo était un médecin connu de toute l'Europe par ses ouvrages.

Il jouissait d'une grande fortune, qu'il employait noblement à l'avancement des sciences. Son superbe jardin botanique réunissait les plantes les plus rares, les plus utiles.

Plus d'une fois il avait prêté les secours de son art à lady Hamilton, à Nelson lui-même, et cependant il périt!... Il est vrai qu'on lui offrit sa grâce, mais c'était à des conditions qui lui parurent déshonorantes. Il préféra la mort.

nation napolitaine une marine respectable. Le roi l'aimait et l'estimait.

Lorsqu'on vint lui lire sa sentence de mort, il se promenait sur le pont d'un vaisseau, expliquant à quelques marins qui l'entouraient la construction d'un bâtiment anglais qui se trouvait près d'eux. Il reprit tranquillement son entretien. On le pendit ensuite à une vergue, et son corps fut jeté à la mer. Ce corps vint flotter le lendemain près du vaisseau de l'amiral Nelson, où se trouvait le roi, qui l'aperçut et reconnut, sans doute avec horreur, son ancien ami.

Francesco Conforti. — Le plus habile jurisconsulte du royaume. C'était le Giannone, le Sarpi de notre siècle; il avait rendu les plus importans services à la cour de Naples, en combattant, par de savans mémoires, les prétentions de la cour de Rome et en faisant rentrer dans le trésor royal plus de cinquante millions de ducats.

Francesco Mario Pagano. — Poète, publiciste, jurisconsulte; il fit, pour la république qui s'établissait dans sa patrie, un projet de constitution qui a été plusieurs fois imprimé, et qui a mérité d'être l'objet de plusieurs dissertations critiques (1).

---

(1) Mario Pagano était, à l'époque où je l'ai connu (1790), un des plus savans légistes de Naples, et professait, dans l'université de cette ville, le droit criminel. Il avait déjà publié, sur la procédure criminelle, un très-bon ouvrage, qui a été traduit en français par M. de Hillerin.

Pagano cultivait en outre la poésie et l'art dramatique. Parmi plusieurs pièces de théâtre qu'il a composées, on distinguait surtout une tragédie de Corradino (Conradin) qui offrait des situations d'autant plus intéressantes pour les Napolitains qu'elle était tirée de l'histoire de leur pays.

Mais ses goûts le portaient vers la politique. Il me prédit presque tous les malheurs qui suivraient la révolution.

La seconde édition de ses *Saggi politici* (Essais politiques) parut

IGNAZIO CIAJA. — Jeune littérateur et poète, dont les compositions étaient pleines de douceur, de grâce et de philosophie. Son humanité fut peut-être la cause de sa perte et de celle de ses compagnons d'infortune. Ils auraient pu,

---

pendant cette funeste période, et fit sensation dans une ville où l'on ne lit presque point, où la méditation est une fatigue. Le système qu'il y développe trouva, je l'avouerai, bien des contradicteurs, eut peu de partisans. On lui reprocha, avec quelque raison, de s'être trop livré à son imagination, d'avoir pris ses autorités dans des passages peu concluans d'auteurs anciens. « *In quest' opera*, m'écrivait un de ses amis, qui était aussi le mien, *la fantasia supera il giudizio.* — Dans l'ouvrage de notre ami, il y a plus d'imagination que de raison. » Cela est vrai, mais il ne l'est pas moins qu'il contient une histoire sinon exacte, du moins ingénieuse, et en plusieurs points vraisemblable, des sociétés humaines; que les principes de l'auteur sont sages, modérés; qu'il y expose, avec la même force de raisonnement, les dangers de la démagogie et du despotisme.

J'avais commencé, sous les yeux de l'auteur, et dans une maison qu'il possédait sur une de ces délicieuses collines qui entourent Naples, la traduction de cet ouvrage. Dans nos promenades philosophiques sur ces bords chéris, nous cherchions ensemble les moyens de perfectionner le système politique qu'il avait développé dans ses *Essais*; il écoutait mes objections sans dépit, et je profitais de ses réponses.

C'étaient pour moi d'utiles leçons : bien plus jeune que lui, je me regardais comme son élève, et je l'étais en effet..... Mais il me fallut partir, abandonner mon ami, revenir dans ma patrie agitée, malheureuse. Quelques années après, j'appris que l'auteur des *Essais politiques* avait péri sur l'échafaud, ainsi que le célèbre docteur Cirillo, ainsi que dix autres savans estimables qui faisaient la gloire de la ville de Naples. J'appris qu'une femme dont j'avais admiré la beauté, les talens (lady Hamilton), avait profité de son influence sur la reine Caroline pour fermer son cœur à l'indulgence ou plutôt à la justice; qu'elle avait voulu être elle-même témoin du sacrifice de ces illustres victimes. Et quel était leur crime? d'avoir accepté des fonctions que la plupart n'avaient pas été maîtres de refuser, d'avoir administré l'État à l'époque désas-

lorsqu'ils n'étaient pas encore entièrement bloqués dans les forts de Naples, en sortir les armes à la main et s'enfuir jusque dans les États de Rome : c'était l'avis de la majorité. Ciaja s'opposa à l'exécution, ne voulant pas, disait-il, laisser sans défenseurs dans les forts une foule de femmes et d'enfans qui y avaient cherché un refuge contre la fureur populaire.

VINCENZIO RUSSO. — Auteur estimé de pensées politiques, et qui en préparait alors une édition bien plus étendue. Par son éloquence, il exerçait sur la multitude un pouvoir irrésistible. Arrivé au lieu de son supplice, il parla long-temps au peuple, et produisit dans tous les esprits une vive impression. « Près de cinq mois après son supplice, dit Cuoco, j'ai vu des officiers qui y avaient assisté redire encore, avec émotion, ses dernières paroles. »

ELEONORA FONSECA PIMENTEL. — Jeune encore, cette femme avait mérité par ses vers les éloges de Métastase ; mais il faut à peine compter la poésie au nombre des talens dont elle était ornée : elle réunissait, en plus d'un genre, des connaissances étendues ; à l'époque de la République, elle rédigea *le Moniteur napolitain*, journal dans lequel respire le plus ardent amour de la patrie. Ce fut la cause de sa mort. Avant d'aller au supplice, elle demanda et but une tasse de café, puis marcha à l'échafaud, non-seulement avec courage, mais avec indifférence.

Plusieurs autres femmes périrent comme elle (car on ne

---

treuse où les armées françaises vinrent établir à Naples comme à Rome un fantôme de république.

C'est là, c'est alors que j'ai perdu mon maître et quelques amis de ma jeunesse ; je ne me suis plus senti le courage de continuer la traduction des *Essais politiques*. La vue seule de cette feuille, écrite dans des temps plus heureux, m'inspire trop de douloureux souvenirs et de regrets.

faisait grâce ni au sexe ni à l'âge), et, entre autres, la malheureuse Santa Felice. Jamais cette respectable femme ne s'était mêlée d'affaires politiques; mais ayant eu connaissance de la conspiration tramée par Bacher contre la République, elle regarda comme un devoir de la révéler au gouvernement. Les conjurés avaient projeté de livrer Naples à l'incendie, au pillage, au massacre; elle en fut tellement épouvantée, qu'elle ne crut pas devoir garder l'horrible secret. Ce fut là tout son crime auprès du gouvernement royal.

Cette note deviendrait trop longue, si je continuais de donner ainsi quelques détails seulement sur les personnages marquans qui ont péri dans la contre-révolution; je ne citerai plus guère que des noms; mais comment oublier les braves Vitagliani, Carlomagno, Granale, Palomba, Grimaldi, Logoteta, Albanese, de Filippis, Fiorentino, Bagni, Neri? Comment ne pas dire que par-là moururent, du dernier supplice, des rejetons des plus nobles familles de l'Italie: les Ettore Carafa, Giovanni, Riarj, Giulano, Colonna, Serra, Torella, Ferdinando et Mario Pignatelli di Strongoli, Pignatelli Vaglio, Pignatelli Massico, etc.? Plus de vingt autres familles nobles furent presque entièrement détruites, et, parmi les autres, il n'en est point qui n'ait à déplorer quelque perte.

L'état ecclésiastique ne fut pas plus épargné que la noblesse et la magistrature: trente à quarante prêtres ou évêques périrent, parmi lesquels Marcello Scotti, auteur d'un excellent catéchisme nautique et d'un ouvrage sur la monarchie papale; le vertueux évêque de Vico; celui de Troise, etc.

Dans les provinces, grâce au zèle des émissaires de la Junte qui les parcouraient, sous le nom de Visiteurs, le massacre des patriotes eut lieu comme à Naples; on y

compte plus de quatre mille victimes, choisies parmi les personnages les plus nobles, les plus éclairés de la nation.

Les échos répétaient encore les cris de tant d'innocens égorgés, de tant de familles décimées, lorsque la cour, sous les auspices de l'infâme lady Hamilton et de son amant, rentra en triomphe dans la capitale. Jamais il n'y eut de plus brillantes fêtes. Un voyageur anglais, qui se trouvait à Naples à cette époque, a employé plusieurs pages du lourd voyage qu'il a publié, à décrire les illuminations, les bals, les spectacles, qui eurent lieu dans cette occasion solennelle. Les Anglais étaient comblés de faveurs, de distinctions; le roi leur devait, il est vrai, sa couronne, comme Naples devait à Nelson le crime de la capitulation rompue et à la reine les massacres ordonnés par la Junte. En effet, c'était de Palerme qu'on expédiait les listes des personnes qui devaient être condamnées, quels que fussent leurs moyens de défense.

La Providence, cette fois, ne différa guère la punition du crime : le roi, la reine, quelques années après, furent encore obligés de descendre de leur trône, que vint occuper un étranger ; et loin que leurs sujets fussent retenus par le souvenir du vaste carnage qui avait suivi leur première défection, on les vit accepter avec joie de nouveaux souverains, les servir avec zèle. Et ces Anglais, à qui l'on croyait devoir et à qui l'on avait témoigné tant de reconnaissance, le roi, la reine, lorsqu'ils furent une seconde fois dans leurs mains, purent juger, apprécier leur politique. Jamais cette malheureuse cour n'avait éprouvé autant d'humiliations qu'elle en eut à souffrir, quand elle se fut placée sous le joug.

EXTRAIT

D'UNE LETTRE DATÉE DE NAPLES, LE 1er BRUMAIRE AN VIII DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Il y a ici un parti qui, malgré toutes les horreurs de la contre-révolution, crie toujours: *Vive la liberté! Vivent les droits de l'homme! Vive la démocratie!*

Un jour qu'on exécutait plusieurs républicains, il y eut un soulèvement populaire, qui fut suivi d'un massacre effroyable de part et d'autre.

En Sicile on n'est pas plus tranquille: dans ces pays chauds, on ne plie pas la tête sous le joug sans mot dire; au contraire, le despotisme et l'envie d'être libres sont continuellement aux prises, des révolutions éclatent et sont étouffées. Les deux partis, vainqueurs et vaincus tour à tour, se relèvent et se font la guerre avec beaucoup d'acharnement, comme au temps des Romains et des Carthaginois; on dit que le roi quittera le séjour de la Sicile, ne s'y croyant pas trop en sûreté.

Les Turcs ont quitté l'Italie; les Russes ont marché contre la Calabre, où est arrivé un soulèvement général contre le parti royal.

La Pouille n'est pas plus tranquille: les républicains se sont soulevés contre la fureur des réactionnaires, et la guerre civile est au comble. Le président de Trani a marché contre les patriotes, et, après avoir été complètement battu, s'est retiré à Bari.

Tous ces troubles sont les effets des cruautés que le parti royal a exercées; voici la liste des principaux qui ont été condamnés et exécutés jusqu'au 18 vendémiaire.

LE COMTE DE RUVO.—Fait prisonnier à Pescara et pendu.

ARBAMONTE. — Membre de la commission exécutive,

homme de lettres qui a beaucoup travaillé dans la Cisalpine, pendu.

D'Agnèse.— Citoyen français, naturalisé en France depuis trente ans, administrateur de département en France au commencement de la révolution, pendu.

Maldone.— Ingénieur militaire, homme de grand mérite, fusillé.

Massa.— Ingénieur militaire, pendu.

De Philippis. — Professeur à l'université, et auteur de plusieurs ouvrages sur les mathématiques, pendu.

Piatti.— Riche banquier, pendu.

Des Reusis. — Homme de lettres, pendu.

Un des trois frères Fasulo, magistrat, exécuté; le second des frères était encore en prison, le troisième s'est sauvé.

Mario Pagano.— Ancien magistrat, professeur à l'université, auteur des *Essais politiques* et des *Réflexions sur la procédure criminelle*, traduits en français, et imprimés par ordre de l'Assemblée constituante, lors de la rédaction du code criminel, pendu.

C'était un des hommes les plus recommandables de l'Europe savante, par ses talens et ses mœurs.

La marquise Pimentel Fonseca.— Rédacteur du *Moniteur italien*, et auteur de plusieurs ouvrages de poésie et de littérature, pendue.

La citoyenne Laurent.— D'origine française, établie à Naples depuis vingt-cinq ans, pendue.

Dominique Cirillo.— Un des plus grands médecins de l'Europe, auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur toutes les parties de la philosophie naturelle. La cour voulait le sauver, mais il ne voulut pas s'abaisser à demander sa grâce; il répondit que sa vie était garantie par les articles de la capitulation, et que si la capitulation était violée, il ne voulait pas tenir la vie d'un roi : il a été étranglé dans les prisons.

La marquise de San Felice. — Condamnée à mort quoique grosse ; on attend qu'elle soit accouchée pour l'exécuter.

Hector Caraffa. — Chevalier de l'ordre de Saint-Janvier, a été décollé.

Ginevra. — Jeune homme plein d'enthousiasme et de talent, long-temps persécuté, pendu à vingt-trois ans.

Gabriel Manthonè. — Pendu.

Luogoteta. — Antiquaire, pendu.

Le prince de la Rocca, Filomarino et le prince de la Torella ont été condamnés à une détention perpétuelle dans une île voisine de la Sicile.

Le duc Riario. — Grand de la cour et allié du roi, attendu que son frère a épousé la fille du prince de Saxe, oncle de Ferdinand, a été condamné dans une île voisine de la Sicile.

Matera. — Jeune militaire du plus grand mérite, réfugié en France depuis le commencement de la révolution, prit service dans l'armée française, et devint successivement aide-de-camp des généraux Laharpe et Joubert ; ce fut lui qui, dans le Tyrol, sauva la vie au général Joubert. Il a été pendu avec l'uniforme d'officier français.

Vitagliani. — Mécanicien célèbre et inventeur de plusieurs machines pour l'étude de la physique et pour les manufactures ; il a été long-temps réfugié en France, était l'ami de Joubert, et avait rendu beaucoup de services à l'armée d'Italie ; pendu avec un grand nombre d'autres.

Matera, Vitagliani, Piatti et le jeune marquis Gensano furent livrés aux Anglais par l'infâme Mejean, au moment où ils sortaient du fort Saint-Elme avec la garnison. Les officiers français, qui avaient revêtu ces trois derniers de leurs uniformes, frémirent d'horreur de voir que leur commandant livrait à la mort ces illustres victimes, qui avaient contribué plus que les autres à la défense du fort.

Pour juger de l'esprit des deux partis, il est à remarquer que le chevalier de Médicis, régent de la vicairie, fut celui qui commença le premier les persécutions et les proscriptions contre les patriotes.

L'armée française entre dans Naples ; les patriotes prennent le dessus, et épargnent Médicis et sa suite ; ils lui donnèrent même une place. Ensuite Baquer, marchand anglais établi à Naples, organise une conjuration qui a pour but d'égorger les membres du gouvernement provisoire et l'état-major de l'armée. La marquise de San Felice dévoile ce projet atroce. Les républicains se contentent de faire arrêter les chefs et sont indulgens pour les autres. Aujourd'hui, les royalistes ont le dessus : ils condamnent à la mort la malheureuse San Felice, dont le crime est d'avoir garanti la vie des plus estimables de ses compatriotes.

A présent, qu'on juge de quel côté est la férocité et la barbarie : si c'est du côté des républicains, *qui n'ont pas fait exécuter à mort un seul de leurs adversaires*, ou des réactionnaires, qui ont, dans le pays de Naples et la Sicile, quatorze mille prisonniers d'État, qu'on pend à proportion qu'on les juge.

PIÈCES OFFICIELLES

De la conquête du royaume de Naples, en 1806, par le prince Joseph Bonaparte. **(Voir le chapitre III du livre V.)**

ARMÉE DE NAPLES.

Le prince Joseph a porté son quartier-général à Ferentino. Le 8 février, le Garigliano a été passé par son avant-garde à Ciprano; l'armée s'est mise en marche sur Naples, la droite commandée par le général Régnier, le centre par le maréchal Masséna, et la gauche par le général Lecchi, commandant le corps des troupes italiennes.

Le prince a adressé aux soldats et aux peuples de Naples la proclamation suivante.

« Joseph Napoléon, prince français, grand-électeur de « l'Empire, lieutenant de l'Empereur, commandant en « chef son armée de Naples, gouverneur des royaumes « de Naples et de Sicile.

Peuples du royaume de Naples,

« L'Empereur des Français et Roi d'Italie,

« Voulant éloigner de vous les calamités de la guerre, « avait signé avec votre cour un traité de neutralité; il « croyait assurer par là votre tranquillité au milieu du « vaste incendie dont la troisième coalition menaçait « l'Europe.

« Mais la cour de Naples s'est engagée de plein gré parmi

« nos ennemis, et a ouvert ses États aux Russes et aux « Anglais.

« L'Empereur des Français, dont la justice égale la « puissance, veut donner un grand exemple, commandé « par l'honneur de sa couronne, par les intérêts de son « peuple, et par la nécessité de rétablir en Europe le « respect qu'on doit à la foi publique.

« L'armée que je commande marche pour punir cette perfi- « die ; mais vous, peuples, vous n'avez rien à craindre, ce n'est « pas contre vous que sont dirigées ces armes. Les autels, « les ministres de votre culte, vos lois, vos propriétés, « seront respectés. Les soldats français seront vos frères.

« Si, contre les intentions bienfaisantes de sa Majesté, « vous prenez les armes, la cour qui vous excite vous sa- « crifie à ses fureurs ; l'armée française est telle, que toutes « les forces promises à vos princes fussent-elles sur votre « territoire, ne sauraient les défendre.

« Peuples, soyez sans inquiétude : cette guerre sera « pour vous l'époque d'une paix solide et d'une prospé- « rité durable. »

Au quartier-général de Ferentino, le 9 février 1806.

ARMÉE DE NAPLES.

Au quartier-général de Ferentino, le 9 février 1806.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

Ordre du jour.

Soldats,

« L'Empereur des Français et Roi d'Italie, notre au- « guste frère et souverain, en m'appelant à l'honneur

« de vous commander, m'a donné le témoignage de son « estime le plus précieux pour un Français.

« Nous combattrons les Russes et les Anglais s'ils se « présentent, nous punirons la cour qui les a appelés au « mépris des stipulations les plus sacrées ; mais nous res- « pecterons les peuples.

« Vous aurez pour les ministres des autels, pour les « citoyens paisibles, tous les égards que commande leur état ; « nous les prenons sous notre spéciale protection.

« Si les troupes de la coalition s'éloignent, si les Na- « politains se montrent indifférens à la cause d'une cour « qui, depuis dix années, n'a cessé de trahir leurs inté- « rêts les plus chers, il ne nous restera que la gloire « d'une exacte discipline. »

Le lieutenant de l'Empereur, commandant en chef l'armée de Naples,

Signé Joseph-Napoléon.

Le prince Joseph-Napoléon écrit à sa majesté l'Empereur, du quartier-général de Capoue, le 14 février, pour lui annoncer que ses ordres sont remplis ; qu'il a divisé son armée en trois corps ; qu'il a marché avec le centre, dont il a donné le commandement immédiat au maréchal Masséna, par San Germano et Capoue ; que la droite, commandée par le général Régnier, a marché par Terracine et Gaëte ; et que la gauche, composée des corps italiens, commandée par le général Lecchi, a débouché par Itri.

Le général Régnier, arrivé à Gaëte, a envoyé au prince de Hesse, qui commandait la place, la sommation ci-jointe :

Monsieur le général,

« Avant de poursuivre les opérations qui doivent me ren- « dre maître de la place que vous commandez, je vous in-

« vite à réfléchir sur votre situation, et sur la nécessité où vous « vous trouvez de rendre Gaëte, vous avez peu de garni- « son, peu de moyens de défense, et aucun espoir de se- « cours ; dans peu de jours je vous aurai réduit à l'extré- « mité, et vous n'ignorez pas ce que la garnison et les « habitans auraient alors à souffrir. Vous savez que rien « ne peut s'opposer à la marche victorieuse de l'armée « française ; que dans peu de temps le royaume sera con- « quis et changera de maître. Aujourd'hui, monsieur le « général, je vous accorderai une capitulation avec tous « les honneurs de la guerre, et je vous invite à remettre de « suite votre réponse à mon aide-de-camp ; ce soir il ne « serait plus temps : je ne puis retarder davantage la suite « des opérations contre Gaëte.

J'ai l'honneur, monsieur le général, de vous saluer avec la considération la plus distinguée,

Signé Régnier.

RÉPONSE.

Monsieur le général,

« Ayant reçu du roi des ordres formels de défendre « cette place jusqu'à la dernière extrémité, et m'en ayant « fourni tous les moyens, je ne puis moins faire que d'o- « béir. Je vous préviens en conséquence que je ne puis « accepter la capitulation que vous m'offrez, et suis dans l'in- « tention de répondre à la confiance que le roi a en moi.

« Malgré cela, j'ai l'honneur d'être avec toute la considération possible, monsieur le général,

votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Signé le prince de Hesse.

Pour copie conforme,

le général de division, Régnier.

D'après la réponse du prince de Hesse, le général Régnier fit attaquer la redoute de Saint-André, armée par six pièces de canon, et l'enleva. Le général Grigny a eu la tête emportée par un boulet; c'était un officier distingué que l'armée regrette. Il laisse une femme et une fille. Le prince Joseph les a recommandées à l'empereur, et lui a demandé la permission de leur accorder une pension.

Le 12 février, le corps du centre investit Capoue, qui a répondu à une sommation par du canon. Le 13 au matin, des députés de la ville de Naples se sont présentés au prince et ont signé la reddition de Gaëte, de Capoue, de Pescara, de Naples et des autres forts. (*Voyez* les pièces ci-jointes B. C. D. E.)

Le général Partounneaux est entré à Naples; les forts ont été sur-le-champ occupés, et le 15, le prince Joseph partait pour s'y rendre. Les officiers napolitains ayant demandé à servir, le prince a formé des corps napolitains et y a fait entrer aussi les officiers napolitains qui étaient à la solde du royaume d'Italie. Il a nommé M. Pignatelli, lieutenant-colonel dans le régiment de Dragons-Napoléon, colonel du premier régiment d'infanterie légère napolitaine.

Le prince Joseph a été à Caserte; les bâtimens lui ont paru très-beaux et d'une grande somptuosité. Revenus de la première terreur, les peuples de Naples ont montré beaucoup d'empressement pour les Français; ils ont la plus grande haine pour les Anglais. Cette nation est détestée de tout le continent et l'a bien mérité.

S. M. l'Empereur assistait à la représentation d'Athalie, lorsqu'il apprit la nouvelle de l'entrée de son armée à Naples. Il a chargé le général Mouton, aide-de-camp de service près de lui, de faire annoncer par Talma, après le premier acte, cette nouvelle et la punition du parjure de la reine de Naples.

Le sceptre de plomb de cette moderne Athalie vient d'être

brisé sans retour. Le plus beau pays de la terre aura désormais un gouvernement ferme, mais libéral. L'Empereur rétablira le royaume de Naples pour un prince français; mais il le rétablira fondé sur les lois et l'intérêt des peuples, et sur le grand principe que l'existence du trône, l'éclat et la puissance dont sont environnés les souverains, la perpétuité du pouvoir et l'hérédité sont des institutions faites pour le service et l'organisation des peuples. L'Europe entière verra avec satisfaction expulsée du trône une Reine qui a tant abusé de la souveraine puissance, dont tous les pas ont été marqués par des révolutions, des parjures et du sang. On la hait et on la méprise à Vienne autant qu'on la hait et qu'on la méprise à Naples; mais déjà sa mémoire est du ressort de l'histoire : car le nouveau royaume de Naples fait désormais partie des États fédératifs de l'Empire français, et il faudra ébranler cet empire dans ses fondemens avant qu'on puisse y toucher. On ne pourra pas, dans cette circonstance, accuser la France d'ambition. Que pouvait-elle faire plus que de pardonner trois fois dans l'espace de peu d'années? et quel traité pouvait-elle faire avec une puissance qui venait de déchirer, vingt-cinq jours après qu'elle l'avait ratifié, le traité le plus avantageux pour elle et le plus solennel?

L'honneur de la France et la nature des choses ont précipité la reine du trône de Naples, puisqu'il n'y avait plus de possibilité de conclure aucun traité. D'ailleurs l'occupation des trônes de Milan et de Naples par des princes français est à peine l'équivalent de l'occupation des trônes de Naples et d'Espagne par des princes français de la troisième dynastie.

Quant au royaume de Naples, le moindre de ses avantages sera de jouir de la liberté du commerce et de n'être plus soumis aux pirateries des Algériens; mais le premier et le plus naturel de tous sera de n'être plus exposé à être le théâtre de la guerre, d'être gouverné par des principes fixes, selon le

bonheur et l'intérêt de ses peuples, et non par des passions furibondes et insensées.

Ce qui fait l'éloge de la nation napolitaine, c'est que les principaux agens qui ont entraîné la ruine du trône étaient des Toscans et des personnes étrangères dans le pays. On sait que M. Acton était Anglais d'origine et d'inclination ; qu'il avait placé ses fonds en Angleterre, et qu'il ne jugeait jamais des intérêts du royaume de Naples que par l'intérêt de l'Angleterre.

Nous pouvons le dire sans être prophètes : la maison qui de nouveau sacrifiera le repos, l'intérêt et le bonheur du continent aux caprices des Anglais, de ces avides et insatiables spéculateurs, perdra son trône aux grands applaudissemens de tous les peuples du continent et de toute notre génération, qui, après avoir été si long-temps agitée, a enfin besoin de trouver la paix et la tranquillité, et qu'on ne peut plus abuser par de vaines paroles.

Teano, le 13 février 1806.

(B.) Conditions que S. A. I. le prince Joseph, commandant en chef l'armée de Naples, a bien voulu accorder à la garnison de Gaëte :

1° Les honneurs de la guerre. Sortant avec armes et bagages ; les armes seront déposées sur les glacis ; les officiers seulement garderont leurs épées et leurs bagages.

2° Les munitions de guerre en tout genre appartiendront à l'armée française.

3° Tous les bâtimens armés en guerre appartiendront à l'armée.

4° Enfin, tout ce qui est dans la place, magasins et autres, seront au pouvoir de l'armée.

Teano, le 13 février 1806.

(C.) Il est convenu que la garnison de la place de Capoue restera prisonnière de guerre, et que ladite place sera remise lorsque les troupes françaises se présenteront pour l'occuper.

S. A. I. le prince Joseph veut bien accorder aux officiers leurs épées et leurs bagages.

Teano, le 13 février 1806.

(D.) Il est convenu que la garnison de la place de Pescara restera prisonnière de guerre, et que ladite place sera remise lorsque les troupes françaises se présenteront pour l'occuper.

S. A. I. le prince Joseph veut bien accorder aux officiers leurs épées et leurs bagages.

(E.) Les forts Saint-Elme, de l'OEuf, del Carmine, Castelnuovo, Baïa, la ville de Naples, seront remis aux troupes de l'armée de S. M. l'Empereur et Roi, dès qu'elles se présenteront; il en sera de même de la province de Pouille.

S. A. I. le prince Joseph engage sa parole d'honneur envers MM. le duc Campochiaro et le marquis de Malespina, députés de la régence de la ville de Naples, d'accorder aux troupes qui défendent les forts et la ville les honneurs de la guerre. Ils déposeront leurs armes hors de la ville; il leur sera accordé, aux officiers la permission de garder leurs épées et leurs bagages, aux soldats leurs bagages.

Toutes les troupes réglées seulement sont comprises dans cet article.

Les soldats et officiers seront libres d'aller où bon leur semblera, après avoir déposé leurs armes hors de la ville.

S. A. I. le prince Joseph, lieutenant de l'Empereur, promet protection et sûreté aux propriétés des habitans de la ville de Naples et des provinces qui se soumettront aux armes de S. M. l'Empereur des Français; il réprimera par la force

ceux qui chercheraient à troubler la tranquillité publique.

Une partie de l'armée se présentera devant Naples pour prendre possession des forts, et ce sera après cette occupation que les articles convenus pour les troupes napolitaines seront exécutés.

ARMÉE DE NAPLES.

Proclamation.

Au nom de S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie, notre auguste frère et souverain, Nous, Napoléon-Joseph Bonaparte, prince français, grand-électeur de l'Empire, lieutenant de l'Empereur, commandant en chef l'armée de Naples.

Peuples du royaume de Naples,

S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie m'a ordonné de prendre, en son nom, possession de ce royaume; je prends, au même nom, l'engagement inviolable et sacré que la dynastie de Naples ne règnera jamais sur ces contrées.

Elle avait renoncé à votre amour et oublié que l'affection d'un peuple est le plus précieux des droits que puissent avoir les souverains à le gouverner.

Je n'ai trouvé parmi vous que des impressions de la terreur que vous avaient inspirée les injustices de votre cour.

Peuples, ne craignez plus, le cours de ses vengeances est terminé; quel que soit le système adopté, le changement de la dynastie de Naples restera immuable.

Unissez-vous d'affection, de confiance et de zèle aux mesures que je prends pour améliorer vos finances, pour diminuer vos besoins, pour vous assurer la justice et la paix.

Si l'effet ne suit pas, aussi promptement que je le désirerais, les moyens que je prends pour alléger les fardeaux que vous avez supportés, n'en accusez que les folles déprédations de tout genre qui ont tant altéré les ressources de l'État.

Que ceux qui seraient encore dévoués à une cour qui, après avoir provoqué la guerre, n'a pas eu le courage de combattre, qui a fui le danger après l'avoir attiré sur elle, qui a dépouillé vos cités des fruits de votre génie et de celui de vos pères; que ceux à qui elle a laissé, dans sa fureur insensée, l'odieuse mission de fomenter le désordre, d'organiser l'assassinat et d'ourdir des trames criminelles, reconnaissent que leur véritable devoir est dans le bien public, ou qu'ils tremblent!

Mais que la nation, je le répète, soit au contraire sans inquiétude et sans alarmes : elle éprouvera dans peu les effets des intentions bienfaisantes de S. M., et des soins qui m'ont été recommandés pour rendre à ce peuple toute sa splendeur et toute son ancienne prospérité.

Conformément à mes promesses, vos magistrats sont conservés; j'ai pourvu au remplacement de ceux qui vous ont abandonnés. Je n'imposerai aucune contribution de guerre; je ne souffrirai pas que vos propriétés soient lésées en aucune manière. Enfin, il ne dépendra que de vous de n'avoir connu de la guerre que le nom.

Naples, le 21 février 1806.

Signé, JOSEPH BONAPARTE.

Au nom de l'Empereur des Français, Roi d'Italie, notre très-auguste frère et souverain, Nous, Napoléon-Joseph Bonaparte, prince français, grand-électeur de l'Empire, lieutenant de S. M., commandant en chef l'armée de Naples,

voulant rendre à l'administration son activité accoutumée, ordonnons ce qui suit :

Les fonctions exercées par les secrétaires d'État qui ont abandonné leur poste seront provisoirement remplies par des directeurs, ainsi qu'il suit :

Pour la secrétairerie des grâces et justice, par M. Michel-Ange Cianciulli, chef de rote du Sacro regio consiglio ;

Pour celle des finances, par M. le prince de Bisignano ;

Pour celle de la guerre, par M. André-François Miot, conseiller-d'État de S. M. l'Empereur et Roi, et l'un des commandans de la Légion-d'Honneur ;

Pour celle de la marine, par M. le commandeur Pignatelli ;

Pour les affaires ecclésiastiques, par M. le duc de Cassano ;

Pour la maison et domaines royaux, par M. le duc de Campochiaro.

Fait à Naples, le 22 février 1806.

Signé, Joseph Bonaparte.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

Au quartier-général à Naples, le 19 février 1806.

Ordre du jour.

Soldats,

Je me plais à vous féliciter sur le bon esprit qui règne parmi vous ; vous avez montré, en supportant les privations de tout genre résultant des marches forcées que vous avez dû faire et de la difficulté des chemins, la même force d'âme qui vous rend si supérieurs à vos ennemis ; je m'occupe de tous vos besoins, et je ne serai content que lorsque

vous serez aussi bien que je le désire : je ne souffrirai dans l'armée aucune déprédation. Il faut que toutes les ressources soient dirigées pour le bien de tous, et non pour le bien-être de quelques individus. Ils sont en très-petit nombre, et je les connais : que ce premier avertissement paternel leur serve et m'évite des mesures de rigueur.

Signé, JOSEPH BONAPARTE.

Le général en chef renouvelle :

1° La défense d'exiger la table des habitans du pays.

2° De garder des chevaux napolitains ; ils doivent tous être remis à la disposition du général commandant la cavalerie, pour servir à la remonte des corps de l'armée.

L'exécution des ordres sera suivie, et personne, quel que soit son rang, n'échappera à sa surveillance.

3° Comme un témoignage de sa satisfaction, le général en chef a ordonné qu'il serait donné, par forme de gratification, une somme de cinq francs à chaque sous-officier et soldat, pour être ajoutée à sa masse de linge et chaussure, et être par préférence employée en achat de souliers; les chefs de corps qui préfèreront des souliers en nature s'adresseront aux commissaires-ordonnateurs en chef. Cette distribution sera faite sur l'état de l'effectif de chaque corps, visé par le sous-inspecteur.

Signé, JOSEPH BONAPARTE.

Il sera formé quatre compagnies d'artillerie napolitaines et une compagnie d'ouvriers. Elles seront portées au grand complet de guerre de cent hommes et formées des anciens canonniers et ouvriers napolitains de bonne volonté. Elles seront organisées, habillées, soldées et traitées en tout comme celles du corps impérial d'artillerie française.



Les officiers et sous-officiers seront parmi ceux de l'artillerie napolitaine qui voudront prendre du service.

Ces compagnies pourront être commandées par un officier supérieur.

Il y aura en outre vingt employés d'artillerie napolitaine, gardes, conducteurs, ouvriers, vétérans, et chefs armuriers et artificiers.

Le général commandant en chef l'artillerie est chargé de la présente organisation. Il présentera à l'approbation du général en chef le contrôle des officiers avec leur service et celui des soldats.

Signé, JOSEPH BONAPARTE.

Par ordre du prince,

Le général de division, chef de l'état-major général de S. M. I, CÉSAR BERTHIER.

FIN DU TOME SECOND.



TABLE

DES LIVRES ET DES CHAPITRES.

SUITE

DU LIVRE III.

LIVRE IV.

RÉPUBLIQUE PARTHÉNOPÉENNE.

LIVRE V.

RÈGNE DE FERDINAND IV.

NOTES

ET ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

PARIS.—IMPRIMERIE DE CASIMIR, RUE DE LA VIEILLE-MONNAIE, N° 12.

